

Moniteur du Commerce International depuis 1883



## Rapport 2019

*Les entreprises  
internationales en Afrique*

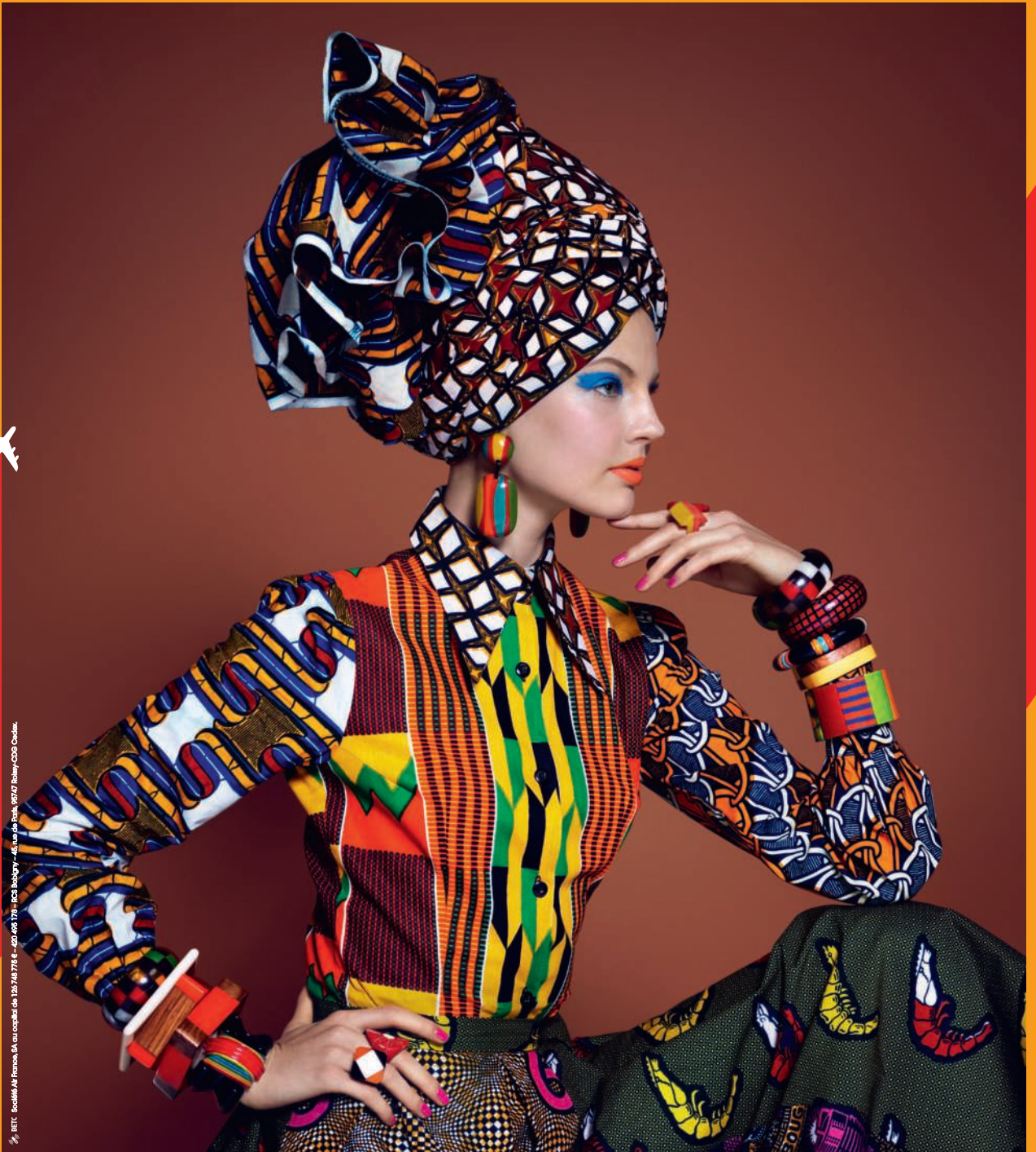
## Les voies prometteuses des transformations africaines



# AIRFRANCE



## FRANCE IS IN THE AIR



© 2011 Air France-KLM. Tous droits réservés. Air France-KLM est une société à responsabilité limitée au capital de 1 257 787 786 € - 420 493 179 - RCS Nanterre - 46, rue de la Poste, 92417 Nanterre-CDX Cedex.

AU DÉPART DE PARIS

# PLUS DE 30 DESTINATIONS VERS L'AFRIQUE

ABIDJAN, DAKAR, JOHANNESBURG...

AIRFRANCE KLM

AIRFRANCE.FR

France is in the air : La France est dans l'air. Renseignez-vous sur [airfrance.fr](http://airfrance.fr), au 36 54 (0,35€ TTC/min à partir d'un poste fixe) ou dans votre agence de voyages.

## LE MOCI

**Directeur de la publication  
et Directeur général**  
Vincent Lалу

### RÉDACTION

#### Rédacteur en chef

Christine Gilguy

#### Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

#### Réalisation

Delphine Miot (maquette)

#### Ont collaboré à ce numéro :

Sandrine Sorieul (CIAN), Thierry Apoteker  
(TAC ECONOMICS), Bénédicte Châtel et  
Anne Guillaume-Gentil (Commodafrica)

#### Conception graphique et maquette

amarena/www.amarena.fr

#### Illustrations : Chantrieux

Illustration de couverture : Rachel Sanchez

#### Impression

Corlet Imprimeur

#### Directeur commercial

Benoît de Montmarin

#### Directrice Conseil et Développement

Karine Rosset

#### Directrice du développement international

Nathalie Guillery

#### Fabrication

Robin Loison

#### Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

#### ÉDITEUR Sedec SA

29, rue de Clichy, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

Encart broché Haropa entre les pages 34 et 35.

Encart broché Orange entre les pages 50 et 51.

**CONSEIL FRANÇAIS  
DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE**



45, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris  
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76  
Email : contact@cian.asso.fr  
Site : www.cian-afrique.org

Fondateur du rapport  
Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction  
Sandrine Sorieul  
Stephen Decam  
Etienne Girois  
Isabelle Kotzuba  
Sophie Lavillonniere

Copyright : toute reproduction, même partielle, des  
textes et documents parus dans le présent numéro est  
soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.

## Afrique : les transformations positives 5

Alexandre Vilgrain, Président du CIAN

## Faits marquants 2018 6

## Entretien 8

Les entreprises allemandes mettent le cap au Sud  
par Christoph Kannengiesser, CEO d'Afrika-Verein

## Commerce France-Afrique 10

Rebond des échanges

## Focus Investissement 12

Changement de paradigme et opportunités

## Enquête

## Les voies prometteuses des transformations africaines 14

## Transparence 16

- Rendre visible ce qui est invisible... 16
- Le casse-tête du foncier 20

## Optimiser les ressources 22

- Ressources humaines : les talents africains sur le devant  
de la scène 22
- Trois questions à Stéphan-Eloïse Gras 23
- Ressources naturelles : et Dieu créa l'Afrique... 26
- Ressources énergétiques : une révolution 28

## Finance 30

- La révolution du « mobile banking » 30
- Des modes alternatifs de financement  
des entreprises prometteurs 32

## Transports 34

- Un nœud à dénouer avec tous les acteurs... 34
- Questions à Philippe Labonne 35

## Développement urbain 38

- L'innovation pour les services de base aux citoyens 38
- Les déchets, terrain d'expérimentation d'une économie  
circulaire naissante 40
- Trois questions à Pierre-Yves Pouliquen 42

## Analyse économique par zone et par pays 44

### Les résultats 2018 de l'enquête CIAN 45

- Afrique du Nord 54
- Afrique de l'Ouest 62
- Afrique Centrale 82
- Afrique Australe, Orientale et Océan Indien 96

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN

**SE RÉINVENTER POUR  
VOUS OFFRIR LE MEILLEUR**

**LE GROUPE  
BGFIBank  
S'ENGAGE À  
VOS CÔTÉS**

Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Equatoriale - Madagascar  
République Démocratique du Congo - Sao Tomé & Príncipe - Senegal

[www.groupebgfibank.com](http://www.groupebgfibank.com)



**BGFIBank**  
Votre partenaire pour l'avenir



© D.R.

# Afrique

## les transformations positives

Au CIAN, nous croyons en l'Afrique et en son développement. Avec conviction. Et je dirais même de plus en plus. Nous faisons tout pour inciter les investisseurs à y accroître leur présence, en favorisant l'environnement économique et social. Et pourtant, nous pourrions avoir de nombreux motifs de découragement : insécurité, défauts de gouvernance, harcèlement fiscal, état de droit défaillant, bureaucratie des procédures, distorsion de concurrence... On pourrait citer de nombreux freins à l'investissement en Afrique.

Et pourtant nous continuons à être optimistes, car nous observons un mouvement parallèle, une sorte de lame de fond, qui modifie en profondeur les économies africaines, et constitue un antidote aux obstacles. C'est comme si l'émergence de nouvelles pratiques surmontait les freins, sans trop se préoccuper d'eux. Comme il y a eu le « saut de grenouille » des nouvelles technologies, il y a le leapfrog des organisations, des circuits économiques, des manières de procéder. Et cela touche tous les secteurs : banque et finance, commerce et distribution, santé, agriculture, formation..., la liste est longue.

Cette évolution quasi spontanée est rendue possible grâce au progrès technique et la digitalisation. Mais ce serait insuffisant s'il n'y avait pas deux moteurs qui la poussent et l'animent : l'entreprise et la jeunesse. Toutes ces manières de faire, ces organisations agiles, que l'on pourrait qualifier de nouvelle économie, voient le jour avec les entreprises. Pas de gouvernement, de secteur public, peu d'institutions dans ce dynamisme. C'est l'entreprise qui pousse. Le deuxième moteur, c'est la jeunesse africaine. Quand on regarde les nouveaux acteurs, entrepreneurs, techniciens, animateurs, ils ont presque tous moins de 40 ans. Et ils avancent à leur rythme, c'est-à-dire vite !

C'est pourquoi, le CIAN a consacré le thème de son rapport 2019 aux voies prometteuses des transformations africaines. Elles nous donnent des raisons d'espérer et surtout de persévérer dans notre confiance et notre action en Afrique. Entreprises et jeunesse, ensemble étonnez-nous !

*Alexandre Vilgrain, Président*

## Janvier

- 17. Dans son rapport annuel Perspectives économiques en Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) anticipe une accélération de la croissance à 4,1 % en 2018 et chiffre les financements nécessaires aux infrastructures à 130-170 milliards de dollars (Md USD) par an.
- 31. Visite du président Emmanuel Macron en Tunisie, qui lance le projet d'université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée.

## Février

- 1<sup>er</sup>. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi inaugure le grand champ gazier de Zohr. Il sera réélu le 28 mars pour un second mandat de 4 ans.
- 2. En visite au Sénégal, le président Macron annonce porter de 17 à 200 M EUR la contribution française au Partenariat mondial pour l'éducation (PME), et la création d'un campus universitaire franco-sénégalais.
- 15. En Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa succède à la présidence à Jacob Zuma, démissionnaire.
- 28. Tournée du président turc Recep Tayyip Erdogan en Algérie, Sénégal, Mauritanie et Mali.

## Mars

- 2. Au Burkina Faso, attaques terroristes meurtrières contre l'ambassade de France et l'état-major des forces armées.
- 17. La présidente de l'île Maurice, Gurib-Fakim, démissionne après un scandale.
- 31. Au Botswana, Mokgweetsi Masisi succède à Seretse Ian Khama à la présidence.

## Avril

- 2. L'Éthiopie entre dans une période de pacification après la démission surprise le 15 février du président Hailemariam Desalegn et l'investiture, le 2 avril, du nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed.
- 5. En Sierra Leone, l'opposant Julius Maada Bio est vainqueur de l'élection présidentielle.

## Mai

- 23 et 24. Première visite du président rwandais Paul Kagame à Paris, depuis 2011.
- 24. Le Burkina Faso rompt avec Taiwan et rétablit ses relations diplomatiques avec la Chine.
- 28. Visite officielle à Paris du nouveau président angolais João Lourenço.

## Juin

- 5. En Algérie, l'adoption du projet de Loi de finances complémentaire de 2018, prévoyant une enveloppe de 4,4 Md USD pour relancer une série de projets gelés, notamment sociaux, marque la fin de la politique d'austérité.

## Juillet

- 2 et 3. Visite officielle du président Macron en Mauritanie et au Nigeria.
- 5. Inauguration de la plus grande zone franche d'Afrique, la Djibouti Free Trade Zone (DIFTZ).
- 9. Signature historique du traité de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

## Août

- 2. Au Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa est élu dès le premier tour président, succédant à Robert Mugabe.
- 12. Au Mali, le président sortant, Ibrahim Boubacar Keïta, est réélu.
- 29. Tournée de la chancelière allemande Angela Merkel au Sénégal, Ghana et Nigeria.

## Naissance de la Zone de libre-échange continentale

Réunis à Kigali, au Rwanda, le 21 mars 2018 pour un sommet extraordinaire de l'Union africaine, les dirigeants de 47 des pays membres de cette organisation (sur 55) signent un accord pour lancer la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAf), en anglais African Continental Free Trade Area (AfCFTA). Au 10 décembre 2018, treize pays l'avaient ratifié\*. Neuf autres signatures sont nécessaires pour son entrée en vigueur.

\* Kenya, Ghana, Rwanda, Niger, Guinée, Mali, Tchad, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Afrique du Sud, Es-Watini, Ouganda, Togo



## Septembre

- 4. Sommet Chine-Afrique : 53 délégations et 40 chefs d'État africains
- 6. Au Liberia, vote du Land Rights Act, donnant le droit aux communautés locales de revendiquer la propriété de terres détenues de façon coutumière.

## Octobre

- 4. Au Maroc, première émission souveraine de Sukuk (obligations islamiques) d'un milliard de dirhams.
- 7. Au Cameroun, Paul Biya, 85 ans, est réélu pour un 7<sup>e</sup> mandat.
- 8. Lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone Franc à Paris, le ré-endettement des pays membres de la zone est évoqué : 46 % du PIB en 2017, contre 28 % en 2011.
- 12. Sommet de la Francophonie : la rwandaise Louise Mushikiwabo est élue secrétaire générale de l'OIF.
- 29. Visite du nouveau Premier ministre Éthiopien Abiy Ahmed en France.

## Novembre

- 5 et 6. Rencontre des ministres des Affaires étrangères algérien, marocain, mauritanien et représentants du Front Polisario à Genève, une première depuis 2012.
- 7. À Madagascar, le chef de l'État Hery Rajaonarimampianina est battu dès le premier tour de la présidentielle, laissant face-à-face Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana.
- 8. À l'occasion du 43<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte, le roi du Maroc Mohammed VI propose « la création d'un mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation » avec l'Algérie. Un geste fort, qui survient à quelques semaines de la reprise de pourparlers inclusifs sur le Sahara occidental.
- 11. Centenaire de l'Armistice à Paris en présence de 16 chefs d'État africains.
- 15. Le roi du Maroc, Mohammed VI, inaugure le premier TGV africain entre Tanger-Rabat-Casablanca, en présence d'Emmanuel Macron.

## Décembre

- 11. À Marrakech, plus de 150 pays adoptent le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies.
- 23. En RD Congo, élections présidentielles, législatives et provinciales.

Stéphane Colliac, Economiste Senior France et Afrique d'Euler Hermes

## « L'Afrique restera en 2019 la formidable terre d'opportunité qu'elle promet d'être »



© D.R.

### L'Afrique au cœur

L'Afrique restera en 2019 la formidable terre d'opportunité qu'elle promet d'être. Toutefois, plus que jamais, le continent africain sera marqué par des trajectoires diverses. Plusieurs pays ont fait le choix de l'ouverture à l'extérieur et du climat des affaires qui va avec. Le Maroc, l'Éthiopie et le Ghana sont trois pays qui bénéficient à plein de ce type de stratégies et seront, chacun à leur niveau, des pôles de la croissance africaine en 2019.

Une croissance qui s'installe durablement s'accompagne du développement des infrastructures qui lui est nécessaire. Il s'agit de donner aux entreprises les outils pour produire (électricité par exemple) et pour servir leurs débouchés (transports, centres logistiques, ouverture à l'extérieur). Il convient d'accompagner les ménages dans une urbanisation rapide (logement, biens de consommations associés dont l'automobile, accès à l'eau). Enfin, il importe de donner des emplois à une population jeune conséquente, de l'éduquer correctement et de mieux couvrir les besoins en matière de santé, ce qui nécessite de développer des finances publiques capables de couvrir ces besoins.

Aujourd'hui une grande partie de ces biens n'est pas produite en Afrique. Elle doit donc être impor-

tée, ce qui offre des débouchés naturels à nos entreprises. Toutefois, avec la montée en gamme de certains (le Maroc dans l'automobile, l'Éthiopie dans le transport aérien), il conviendra d'accompagner de plus en plus un tissu local d'entreprises en mouvement, libéré dans certains pays par la simplification des procédures administratives de création d'entreprises.

On parle évidemment de long-terme, mais tous ces chantiers ont été entamés et 2019 marquera de nouveaux jalons en la matière. Les évolutions observées en 2018 ont été significatives et suggèrent une liste de pays susceptibles de progrès plus conséquents. L'Ouest et l'Est de l'Afrique paraissent les mieux positionnés, concentrant l'essentiel des champions africains de la croissance, dont l'Éthiopie (9 % de croissance attendue), le Rwanda (7,5 % attendus en 2019) et la Côte d'Ivoire (7,2 %), qui sont autant de pays dont Euler Hermes a amélioré la notation pays en 2018. D'autres pays dont la notation a également été améliorée en 2018 viendront juste derrière, dont le Ghana, l'Égypte et le Sénégal.

On parle de long-terme, c'est certain, mais un but s'accompagne aussi d'une trajectoire et celle-ci suppose de mobiliser les bons outils. Le financement d'une croissance forte est un point focal. Ce financement peut dériver vers des solutions faciles et peu adaptées. C'est malheureusement ce qui est survenu dans nombre de pays africains, qui ont trop versés dans le recours à la dette ces dernières années et verront leur potentiel amoindri à court-terme. C'est le cas de l'Afrique Centrale et de l'Afrique Australe, avec respectivement 2,5 % et 1,4 % de croissance. Ce n'est pas un mur de dette, ni un

problème collectif, mais des pays tels que l'Angola, la République du Congo ou la Zambie verront leurs perspectives clairement amputées. En parallèle, les deux colosses aux pieds d'argile que sont le Nigeria et l'Afrique du Sud devraient non seulement continuer de décevoir (2 % et 1 % de croissance chacun), mais aussi générer des opportunités. La paralysie des gouvernements et le sous-investissement chronique y inhiberont la croissance, mais dans des pays aussi grands, un potentiel sous-exploité signifie tout de même des opportunités qui se chiffrent en milliards.

### L'Afrique connaîtra en 2019 le lancement officiel de sa zone de libre-échange

Mais, au final, ne préfère-t-on pas viser l'agilité, l'innovation et les pays qui paraissent avoir confiance en leur propre avenir et le préparer en toute conscience ? Vous avez composé le bon numéro : l'Afrique connaîtra en 2019 le lancement officiel de sa zone de libre-échange, car suffisamment de pays auront ratifié l'accord signé en mars 2018 pour le mettre en œuvre. Ces moteurs d'une intégration régionale plus conséquente sont connus, citons en quelques-uns : l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Ghana... et même l'Afrique du Sud lorsqu'elle se sera sortie de sa mauvaise passe actuelle. Intégration signifie passerelles. La construction de ces passerelles, digitales ou physiques, se poursuivra en 2019 : que ce soit sur terre ou dans les cieux comme le manifeste le succès d'Ethiopian Airlines et la suprématie d'Addis-Abeba comme nœud aérien prépondérant en Afrique.

Christoph Kannengiesser, CEO d'Afrika-Verein

## Les entreprises allemandes mettent le cap au Sud

**La chancelière Angela Merkel a effectué en août 2018 sa deuxième tournée en Afrique depuis 2016. Un signe que ce continent compte de plus en plus pour Berlin, que ce soit pour des raisons politiques liées au dossier ultra-sensible de l'immigration ou des objectifs économiques, avec des investissements et des échanges commerciaux qui progressent à un rythme qui fait souvent des envieux dans l'Hexagone. Fin octobre, l'Allemagne a ainsi annoncé la création d'une facilité d'investissements d'1 milliard d'euros pour aider les PME européennes à investir en Afrique. À cet égard, quelle est la vision des milieux d'affaires allemand ? Comment voient-ils leurs perspectives en Afrique ? Christoph Kannengiesser, directeur général d'Afrika-Verein, l'Association des entreprises germano-africaines, a bien voulu répondre à nos questions.**



© D.R.

**Le Moci.** Quelle est votre analyse de la situation économique de l'Afrique et de ses perspectives, alors que la croissance économique est toujours forte mais qu'elle ralentit ?

**Christoph Kannengiesser.** Même si la croissance économique ralentit, les chefs d'entreprise sont bien avisés de cibler les marchés africains. La Banque mondiale prévoit une croissance économique de 3,2 % en 2018 pour l'Afrique subsaharienne et jusqu'à 3,5 % en 2019. La population africaine augmente et, avec elle, une classe moyenne aisée. Aujourd'hui, environ 60 % de la population du continent a moins de 25 ans. Selon les prévisions, la part de l'Afrique dans la production économique mondiale passera de 3 % à 6 % au cours des 20 prochaines années. Bien que cela puisse sembler modeste en termes absolus, aucune autre région du monde ne peut s'attendre à ce type de croissance.

**Le Moci.** Quelle est l'attitude des entreprises allemandes vis-à-vis de l'Afrique ?

**C. K.** Les entreprises allemandes hésitent encore à faire le pas vers le continent africain. L'Afrique ne représente toujours que 1 % environ sur les 1 000 milliards d'euros d'investissements directs mondiaux de l'industrie allemande. Cependant, avec un soutien adéquat, cela pourrait chan-

ger rapidement. Un vent politique favorable peut contribuer au développement durable du continent africain, à son processus de rattrapage économique et à la prospérité de ses citoyens. Parallèlement, on peut aider l'industrie allemande, et en particulier les moyennes entreprises, à se positionner plus fermement sur les marchés de demain et à gagner du terrain face aux concurrents internationaux sur le continent africain.

**Le Moci.** Comment expliquez-vous la forte augmentation des investissements allemands en Afrique cette année ? Quelle a été la tendance des investissements et des échanges allemands avec l'Afrique au cours des deux dernières années ?

**C. K.** Les relations économiques germano-africaines gagnent effectivement du terrain. Même les Mittelstand (les moyennes entreprises) allemandes, pour lesquelles l'Afrique n'a jusqu'à présent joué aucun rôle majeur en tant que marché et potentiel lieu d'investissement, deviennent de plus en plus actives sur le continent. Cela se reflète surtout dans les chiffres du commerce. L'Allemagne a même remplacé la France en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique. D'une part, le succès réside dans la dynamique de croissance qui demeure encore supérieure à la moyenne dans de nombreuses régions d'Afrique. D'autre part, cela tient aussi au fait que le gouvernement fédéral a récemment facilité les conditions des garanties de crédit à l'exportation pour un certain nombre d'États africains. Cela a un effet.

Les entreprises allemandes présentent une force particulière dans les domaines de l'ingénierie mécanique, de l'industrie chimique et de la construction d'usines. Nous avons également mis un fort accent sur le secteur des TIC – un domaine en pleine croissance en Afrique. Que ce soit en développant l'accès au haut débit ou en développant des solutions dans les

secteurs de l'e-gouvernement ou des méthodes de paiement électroniques, la technologie « Made in Germany » contribue largement à cette croissance. Il en va de même pour le secteur de l'énergie.

L'Afrique est parfaitement à même de tirer parti de l'énergie photovoltaïque et géothermique, des domaines dans lesquels ce sont les entreprises allemandes qui ont fixé les normes. Il existe également un grand potentiel dans les domaines de l'agroalimentaire, des industries chimiques et pharmaceutiques ainsi que de la technologie médicale. Les investissements allemands en Afrique ont fortement augmenté, mais il reste encore une belle marge pour améliorer ses performances.

**Le Moci.** 2017 a été « l'Année de l'Afrique » en Allemagne, avec une sorte de « plan Marshall » annoncé. Quelle est votre analyse de ses retombées ?

**C. K.** La politique du gouvernement fédéral allemand en Afrique va dans la bonne direction. La volonté de mettre un accent beaucoup plus prononcé à l'avenir sur la croissance économique de notre continent voisin, avec la participation de l'industrie allemande, peut être considérée comme le dénominateur commun aux divers documents de stratégie présentés au G20 en 2017, qui était focalisé sur l'Afrique. Il s'agit de développer notre coopération à tous les niveaux.

La participation du secteur privé en Afrique doit être facilitée par le renforcement des instruments de promotion du commerce extérieur et une orientation correspondante de la coopération au développement. Les annonces du gouvernement fédéral allemand comprennent une extension des garanties de crédit à l'exportation, des instruments de financement novateurs et l'appui au développement de projets dans les pays africains. Certaines de ces annonces, telles que l'extension des garanties de crédit à l'exportation, ont déjà été réalisées, tandis que d'autres restent encore relativement vagues.

**Le Moci.** Quels sont les liens entre Afrika-Verein et la diaspora africaine en Allemagne afin de stimuler les affaires et le commerce ?

**C. K.** Nous avons un échange dynamique avec des organisations de la dias-

pora africaine qui traitent des affaires et du commerce et nous organisons aussi des événements ensemble. Dans ce contexte, nous constatons également que la proportion de diaspora dans les entreprises présentes en Afrique est en augmentation.

**Le Moci.** Afrika-Verein a suggéré la création d'un fonds public d'un milliard de dollars pour encourager les investissements et le commerce allemands avec l'Afrique ? Où en est-on ?

**C. K.** Afrika-Verein a proposé un fonds allant jusqu'à un milliard d'euros, qui faciliterait les investissements en lien avec le développement et les activités commerciales. Le fonds devrait fournir aux entreprises des prêts, des subventions et des garanties. Le ministère allemand du Développement a proposé une loi sur les investissements pour le développement qui va dans la bonne direction. Cependant, cela doit maintenant être mis en pratique rapidement.

**Le Moci.** Pensez-vous que la politique de l'Union européenne (UE) incite ou aide les entreprises privées européennes à investir et à commercer en Afrique ?

**C. K.** Jusqu'à présent, la politique africaine des Européens était réduite à des mots, de bonnes intentions et des promesses non tenues. Il y avait un manque de stratégie économique cohérente. Avec un nouveau « Pacte avec l'Afrique », le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, souhaite maintenant définir une coopération en partenariat avec les pays africains, définir où se trouvent les meilleures opportunités de développement dans chaque pays et comment impliquer le secteur privé dans des projets pertinents.

Au cours du prochain exercice budgétaire, le budget de l'UE pour l'Afrique s'élèvera à 40 milliards d'euros. Le plan est que les investisseurs privés multiplieront cette mise financière. L'UE veut les attirer, par exemple, avec des garanties sur les risques pour faciliter la décision de s'engager dans des pays africains. Les idées sont bonnes, mais elles doivent être rapidement traduites en actions concrètes.

*Propos recueillis par Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil*

---

« Même les Mittelstand, nos petites et moyennes entreprises, deviennent de plus en plus actives sur le continent »

---

## Rebond des échanges

Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique se sont élevés à 48,1 milliards d'euros (Md EUR) en 2017, en hausse 5,41 % par rapport à 2016, selon les douanes françaises. Les importations en provenance d'Afrique progressent de 12,59 % à 22,6 Md EUR, tandis que les exportations françaises vers l'Afrique sont quasi-stables (-0,25 %), après la chute de 11 % en 2016, à 25,4 Md EUR. La France enregistre un excédent commercial avec le continent de 2,8 Md EUR.

Les pays du Maghreb, Algérie, Maroc et Tunisie demeurent dans le trio de tête tant du point de vue des clients et que des fournisseurs de la France (voir tableaux ci-contre). En Afrique sub-saharienne, ses principaux partenaires sont l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et le Nigeria. A l'importation, le Maroc maintient sa première place acquise en 2016, le secteur automobile représentant plus d'un quart des importations françaises. En revanche, les exportations françaises vers le Royaume, sont en recul. Ainsi, la France, deuxième fournisseur après l'Espagne, accuse pour la deuxième année consécutive un déficit vis-à-vis de ce pays. A la faveur de la reprise des cours du pétrole (+ 23 % en 2017), les importations en provenance des pays pétroliers reprennent. C'est le cas de l'Algérie (+ 13,1 %), du Nigeria (+ 16,05 %), de la Libye (+ 173,25 %), de la Guinée Equatoriale (+ 223,79 %). Seule exception notable, l'Angola (- 65 %), avec qui le commerce bilatéral diminue depuis 2014.

Autre tendance notable, les exportations françaises vers l'Ethiopie ont atteint un nouveau record en 2017, le pays gagnant quatre places pour devenir le 8<sup>e</sup> client de la France en Afrique grâce à la vente d'Airbus à Ethiopian Airlines mais aussi à la progression des livraisons de produits pharmaceutiques. Le premier excédent commercial de la France en Afrique sub-saharienne est ainsi réalisé avec l'Ethiopie (+791 Md EUR).

La concurrence internationale est devenue rude. En 2017, la France a perdu son statut de premier fournisseur européen du continent africain au profit de l'Allemagne, a souligné la Coface dans une étude publiée en juin 2018. Si la balance commerciale reste excédentaire, ses parts de marché ont été divisées par deux depuis 2000 passant de 11 % à 5,5 % en 2017.

### LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2017 (EN EURO)

PAYS	2016	2017	2017/2016 (%)
Maroc	4 258 537 063	4 991 622 890	10,17
Tunisie	4 163 733 119	4 199 637 368	0,86
Algérie	3 000 067 479	3 393 647 543	13,1
Nigeria	2 137 892 008	2 480 921 949	16,05
Libye	507 283 990	1 386 158 692	173,25
Afrique du Sud	944 195 931	1 094 501 763	15,92
Côte d'Ivoire	787 582 548	842 170 328	6,93
Egypte	493 482 288	617 774 200	25,19
Cameroun	277 093 165	479 076 517	72,89
Angola	930 771 349	328 079 975	-64,75
Ghana	290 038 013	319 706 468	10,23
Maurice	287 086 373	309 329 902	7,75
Niger	220 023 339	238 725 021	8,50
Guinée Equatoriale	44 807 731	145 084 496	223,79
Mozambique	94 240 366	122 491 591	29,98
Gabon	152 957 274	112 294 356	-26,58
Seychelles	105 574 955	111 023 349	5,16
Namibie	131 477 311	105 161 677	-20,02
Kenya	89 176 553	101 953 453	14,33
Guinée	131 922 999	89 813 768	-31,92
<b>Total Afrique</b>	<b>20 132 178 385</b>	<b>22 666 548 733</b>	<b>12,59</b>

Sources : Douanes françaises

### LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2017 (EN EURO)

PAYS	2016	2017	2017/2016 (%)
Algérie	5 079 232 125	4 986 730 213	-1,82
Maroc	4 272 173 367	4 206 497 543	-1,54
Tunisie	3 237 019 827	3 253 870 771	0,52
Egypte	1 535 031 358	1 850 818 154	20,57
Afrique du Sud	1 818 818 154	1 783 139 147	-1,96
Côte d'Ivoire	1 073 695 838	1 181 011 345	9,99
Nigeria	1 157 889 018	1 070 797 062	-7,52
Ethiopie	430 833 314	832 136 666	93,15
Sénégal	760 290 445	758 710 554	-0,21
Maurice	349 473 178	559 559 001	60,12
Cameroun	630 929 305	537 579 970	-14,80
Gabon	468 097 162	431 760 501	-7,76
Madagascar	321 331 065	353 417 051	9,99
Mali	366 994 860	331 238 308	-9,74
Congo	520 057 625	330 987 532	-36,36
Togo	233 103 415	250 400 708	7,42
Angola	256 722 811	302 974 659	18,02
Burkina Faso	233 103 415	250 400 708	7,42
Ghana	274 202 437	227 215 712	-17,14
Bénin	213 911 107	182 896 916	-14,50
Mauritanie	147 363 617	181 230 335	22,98
<b>Total Afrique</b>	<b>25 539 290 565</b>	<b>25 475 252 658</b>	<b>-0,25</b>

Sources : Douanes françaises



"Fort de ses 1400 avocats en France et de correspondants dans 150 pays, Fidal figure dans le Top 3 des cabinets d'avocats d'affaires en Europe, par la taille et le chiffre d'affaires. Fidal intervient depuis plus de 90 ans dans tous les domaines du droit des affaires."

## Fidal Desk Afrique

### DES ACTEURS DE TERRAIN

Fidal construit sa stratégie à l'international en s'appuyant sur un maillage territorial inégalé permettant à nos avocats d'être au plus proche des besoins et des attentes de nos clients. Acteurs économiques, hommes et femmes de terrain, nos équipes allient connaissance des législations et pratiques locales, expérience internationale et maîtrise des standards internationaux.

### VOUS OFFRIR PLUS QUE DU DROIT

Notre approche juridique et fiscale est pluridisciplinaire, experte et pragmatique. Nos équipes s'appuient sur l'ensemble des expertises du cabinet pour proposer un accompagnement spécialisé et sectoriel pour chaque projet. Qu'il s'agisse de stratégie d'implantation et d'expansion, de valorisation des savoir-faire et des actifs, de process de commercialisation, de changement de modèle économique ou de véhicule juridique, nous faisons en sorte de vous proposer les modèles d'organisation et de développement qui feront la différence sur le marché.

### PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION

- Structuration des investissements directs
- Grands projets - Code des investissements
- Transaction - Privatisation
- Fiscalité - Douane
- Fiscalité des flux - Prix de transfert
- Mobilité internationale
- Partenariat public privé - Financement de projet
- Contentieux et arbitrage international
- Gouvernance

### Desk Afrique / Desk Maghreb

desk.afrique@fidal.com  
desk.maghreb@fidal.com

#### Tax:

Séverine Lauratet  
Avocat Directeur Associé

Mathieu Chapin  
Avocat Associé

#### Droit Public:

Julie Claude  
Avocat Associé

Hugues De La Forge  
Avocat Directeur Associé

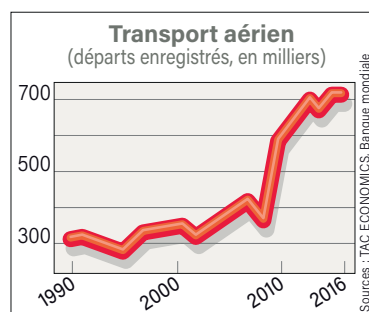
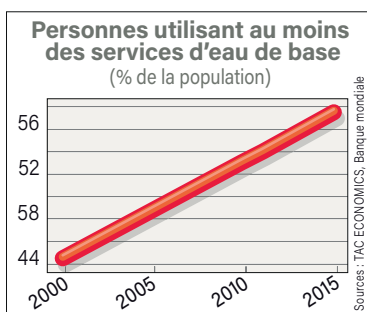
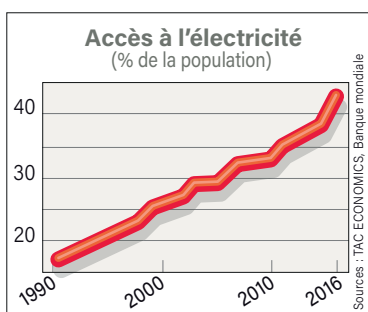
#### Droit des sociétés:

Aziz Belayachi  
Avocat Directeur Associé

**Fidal.com**

## Changement de paradigme et opportunités

Tous les économistes du développement et les responsables opérationnels travaillant dans les pays en développement savent que le potentiel de croissance soutenable d'un pays ou d'un continent dépend de ses évolutions démographiques et de l'effort d'investissement ou d'accumulation de capital : la croissance économique en Afrique est le résultat de la transition démographique et de l'amélioration du stock de capital (infrastructure, équipement, logement), en quantité comme en efficacité. Pour ce qui est de l'évolution démographique à venir, l'Afrique sera le continent de toutes les opportunités, avec une population totale qui devrait croître de 415 millions d'habitants d'ici 2030. La seule question qui se pose vraiment est donc celle de l'investissement ! Voici l'analyse de TAC ECONOMICS<sup>1</sup>.



On a souvent rappelé que la décennie 1995-2010 avait été une période charnière essentielle pour le décollage africain. De fait, cette période se caractérise, pour l'Afrique subsaharienne, par une concomitance entre une hausse progressive mais très nette de l'effort d'investissement total, qui a permis ou entraîné une accélération tendancielle de la croissance économique. Pour l'ensemble de la région, l'effort d'investissement total passe d'environ 15 % du PIB en 1995 à 21 % du PIB en 2010 ; en parallèle, la hausse annuelle du PIB passe de moins de 3 % au début des années 90 à plus de 6 % à la fin des années 2000.

Lors de la dernière décennie, alors que le taux d'investissement moyen s'est maintenu à un niveau satisfaisant (au-dessus de 20 %), la croissance économique s'est fortement ralentie, nonobstant le rebond observé en 2017-2018. Ce retournement négatif de la croissance, très directement lié à la baisse des cours des matières premières à partir de 2014 et à un environnement international plus difficile, n'a pas entraîné de chute de l'investissement : ce point clé souligne le caractère très structurel de l'effort d'accumulation de capital en Afrique et constitue un changement majeur par rapport aux phases précédentes de recul conjoncturel, où l'effort d'investissement était souvent le premier sacrifié.

Un autre élément clé du décollage de l'Afrique a été l'amélioration de l'efficacité des dépenses d'investissements. Alors que le continent avait auparavant la réputation d'investir parfois massivement dans des projets peu générateurs de croissance, la situation s'est radicalement transformée à partir du milieu des années 1990. De fait, les économistes utilisent une mesure particulière pour évaluer l'efficacité globale de l'accumulation de capital, le coefficient marginal d'investissement, plus connu sous son acronyme anglais ICOR (Incremental Capital Output Ratio) : ce ratio représente l'investissement requis pour accroître la capacité de production d'une unité physique. Plus le coefficient est élevé, plus il faut accumuler de capital pour dégager une unité de production, et donc moins cet investissement est efficace. *A contrario*, un coefficient faible indique la capacité « d'extraire » davantage de croissance avec une même dépense d'investissement. A cet égard, en Afrique subsaharienne, l'ICOR est passé de 9,9 (de 1980 à 1995) à 3,7 (de 1995 à 2014).

Le maintien d'un taux d'investissement à un niveau satisfaisant (au-dessus de 20 % du PIB depuis 2007) a ainsi permis un développement majeur des infrastructures. Notamment l'accès aux infrastructures sanitaires (eau potable, assainissement) et

énergétiques (électricité) a crû constamment au cours des dernières décennies (graphiques ci-dessus), l'effort d'investissement des collectivités publiques soutenu par les institutions financières internationales et régionales s'est accompagné d'une forte hausse des investissements privés pour profiter de l'émergence d'opportunités commerciales attractives.

Le développement des transports aériens sur le continent africain offre des opportunités massives de désenclavement territorial et d'essor du commerce. La libéralisation progressive des marchés, la croissance de la classe moyenne et l'émergence rapide de zones urbaines majeures ont certainement amélioré l'offre et la demande, notamment pour les liaisons intra-africaines. Ces succès portent avec eux la nécessité de poursuivre ou d'amplifier l'effort d'investissement : par exemple, les perspectives du secteur du transport aérien restent dépendantes des conditions de financements pour des équipements coûteux (avions, aéroports, plateformes logistiques...).

L'amélioration de l'efficacité globale de l'investissement en Afrique tient à ces avancées sur les infrastructures, mais aussi à la réussite de ce que les anglo-saxons ont appelé le leapfrogging, ou « bond en avant » : l'exemple le plus connu est celui

des équipements de télécommunication mobile, dont le déploiement rapide en Afrique a permis d'éviter l'étape extrêmement coûteuse en investissements dans les installations de lignes fixes couvrant l'ensemble des territoires, et a effectivement encouragé très rapidement une adoption spectaculaire des nouvelles technologies et un développement des activités économiques liées. Il y a aujourd'hui une convergence d'analyses indiquant que ce type de « bond en avant » est répétable, avec au moins trois domaines clés : production d'énergie électrique décentralisée, gouvernance/administration, distribution/transport/ logistique. Ici encore, l'Afrique entend démontrer que l'effort d'investissement substantiel associé à ces stratégies de leap-frogging permet d'accélérer le rythme de développement sans déséquilibre excessif.

### IDE, FPI, VC, PE : des sources de financement supports de partenariats avec l'Afrique !

Attention, multiplications d'acronymes ! De fait, les performances et les perspectives africaines ont suscité un intérêt croissant des investisseurs internationaux, mais dans un moment historique particulier (heurts dans la globalisation, tensions stratégiques, questions sur les matières premières, questions sur la concurrence chinoise) qui a conduit à explorer des modalités très diverses permettant in fine aux investisseurs étrangers à la fois de monter des opérations très solides tout en favorisant le financement de l'investissement. À côté des investissements directs étrangers « classiques » (IDE) se sont développés des opérations et financements sous forme de participation privée aux projets d'infrastructure (FPI) ainsi que des fonds dédiés, de Private Equity (PE) ou de Venture Capital (VC). Cette multiplication des modalités possibles de partenariat au travers desquels l'investisseur étranger participe à l'effort de développement global est particulièrement importante à un moment où les contraintes sur les financements multilatéraux / bilatéraux peuvent resurgir et où les questions de dette publique limitent les capacités des gouvernements.

Les IDE en direction de l'Afrique ont bondi au milieu des années 2000, passant de moins de 10 milliards de dollars en moyenne par an entre 1990 et 2000 à

près de 50 milliards par an depuis 2006 (graphiques ci-dessous). Ces capitaux en provenance des États-Unis, de l'Europe et également de la Chine ont fortement contribué à l'élévation du taux d'investissement, la motivation de ces investisseurs a visé principalement les secteurs des ressources naturelles (exploration, extraction et éventuellement transformation de matières premières), ainsi que les secteurs à plus forte intensité du travail en raison de coûts de la main-d'œuvre relativement plus faibles. Au niveau régional, la hausse des IDE s'est d'abord orientée vers l'Afrique du Nord, puis l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, tandis que les IDE en direction des régions centrale et australe ont été plus volatiles, en net recul ces deux dernières années.

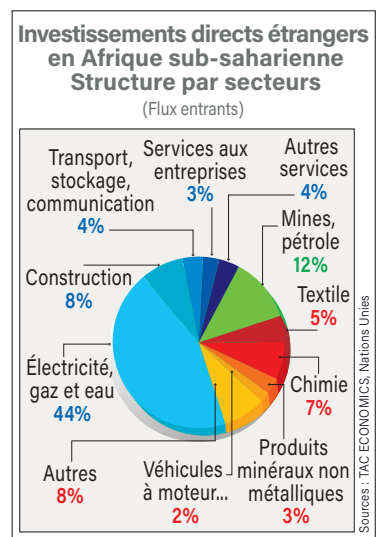
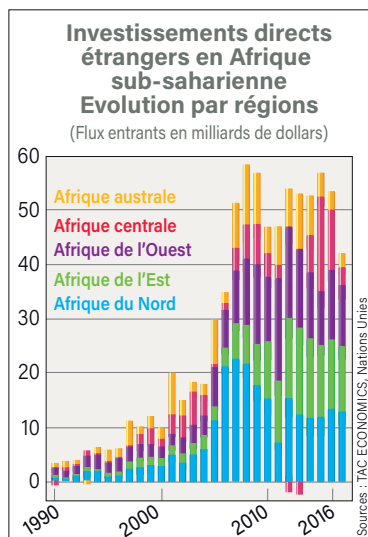
Les financements privés d'infrastructure (FPI) ont majoritairement bénéficié au secteur de l'énergie (près de 60 % des investissements d'origine privée depuis 2005), du fait de la forte intensité capitalistique nécessaire à la génération, la transmission et la distribution de production énergétique ; toutefois, le coût moyen des projets d'infrastructures énergétiques a diminué au cours des dernières années, ce qui témoigne de l'efficacité potentiellement croissante et de la complémentarité des nouveaux projets énergétiques aux infrastructures existantes. Par ailleurs, le secteur des transports a enregistré une

plus grande variabilité dans les financements obtenus d'origine privée, alors que les investissements significatifs dans les technologies de l'information et de communication (TIC) ont diminué depuis la fin des années 2000. Les télécoms font dorénavant l'objet d'investissements plus nombreux dans les services relatifs plutôt que dans les infrastructures.

Enfin, les investisseurs financiers ont également mobilisé des nouvelles ressources pour financer l'effort d'accumulation de capital en Afrique, sous la forme d'investissement « d'amorçage » au travers de fonds de Private Equity (PE) ou de Venture Capital (VC). Au total, plus de 17 milliards de dollars ont été levés par des fonds de PE internationaux exclusivement dédiés à l'Afrique, entre 2013 et juin 2018, et plus de 23 milliards de dollars ont été investis en Afrique par des fonds de PE sur la même période (y compris ceux non dédiés spécifiquement à l'Afrique).

Cette multiplication des « conduits » possibles de l'investissement étranger en Afrique permet alors de maximiser l'effet favorable de « quantité » et « d'efficacité » de l'effort en cours d'accumulation de capital productif en Afrique, clé de la poursuite du développement rapide et soutenable du continent.

*Thierry Apoteker, Catherine Denis et Vivien Massot, TAC ECONOMICS<sup>1)</sup>*



<sup>1)</sup>TAC ECONOMICS est une société indépendante fournissant des conseils aux directions d'entreprises sur les questions économiques internationales et de risque pays ; les auteurs sont respectivement Président, Responsable Bases de Données et Economiste Senior. [www.taceconomics.com](http://www.taceconomics.com)

## Les voies prometteuses des transformations africaines

**La montée en puissance de l'Afrique est fragile. Elle ne sera durable que si un certain nombre de bases sont solidement ancrées comme la transparence, la valorisation des ressources humaines et naturelles, la disponibilité des financements, la fluidité et l'accessibilité des transports, sans oublier des villes où il fait bon vivre. Ce sont aussi les principaux domaines dans lesquels des dynamiques de transformation sont à l'œuvre, et où l'offre française doit se positionner.**

Après plusieurs années de progression forte, de l'ordre de 5,1% en moyenne entre 2010 et 2015, la croissance économique a marqué le pas en Afrique sub-saharienne (1,4% en 2016, 2,7% en 2017), avant de rebondir à nouveau. Une croissance de 3,1% est attendue en 2018, qui pourrait se consolider autour de 3,6% en moyenne sur la période 2019-2020. Un rebond trop modeste : la croissance réelle est donc négative. L'ombre des vieux démons réapparaît, que ce soit la dette « en constante progression depuis 2013 », lit-on dans le rapport Africa Pulse 2018 de la Banque mondiale (elle se monte à 45% du PIB à fin 2017, avec 14 pays présentant un risque élevé de surendettement début 2018, contre 10 en 2012), l'instabilité politique, la corruption qui coûterait chaque année à l'Afrique 148 milliards de dollars (Md USD), soit un peu plus que les 146 Md USD d'aide publique au développement en 2016...

Mais quelles que soient les craintes que cela peut engendrer, notamment auprès des Cassandre, le potentiel de l'Afrique et les opportunités à saisir demeurent. Surtout pour les Européens, car l'afflux de réfugiés ces dernières années prouve, si besoin en est, que l'Afrique est notre voisine immédiate et que l'avenir de l'Europe ne s'esquissera pas sans elle, comme les États-Unis ne peuvent se passer de l'Amérique latine et vice-versa, et la Chine du reste de l'Asie.

### Cinq facteurs structurants

Dans ce continent en plein devenir économique, en pleine mutation, il existe des facteurs structurants, incontournables, qui sont autant de défis à relever en priorité afin d'accompagner, voire de dynamiser, l'émergence en cours. Ces facteurs sont nombreux et divers mais on peut



en dénombrer cinq considérés comme incontournables.

Tout d'abord, **la transparence des règles du jeu et la disponibilité des données**, qu'elle concerne les pratiques administratives, financières, contractuelles, mais aussi les filières de production, permettant de réduire les coûts et les pertes, de mieux gérer les stocks, de réduire le nombre d'intermédiaires non-performants...

Deuxièmement, il s'agit d'**optimiser l'utilisation des ressources**, que ce soit l'eau, la terre, les forêts, la faune et la flore, le soleil, le vent, sans oublier les ressources de l'État et surtout les ressources humaines, les compétences, la santé et le bien-être au travail et au quotidien des populations. « Si les Africains ne sont pas en bonne santé ni correctement instruits, le continent ne parviendra pas à attirer suffisamment d'investissements de qua-

lité pour combler le déficit infrastructurel, et les réformes engagées pour améliorer les institutions et la gouvernance continueront de produire des résultats inférieurs aux attentes », expliquait Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, à Jeune Afrique. Troisièmement, il s'agit d'**optimiser l'accès aux financements**, que ce soit au niveau de l'État mais aussi des acteurs économiques. Si le monde de la finance est en pleine révolution, les PME en sont encore le parent pauvre. Or elles constituent la trame du tissu économique africain et sont créatrices d'emplois formels. Quatrièmement, rien ne se fera sans un **grand coup de pouce aux infrastructures** : les routes, l'électricité, l'eau, les télécoms, etc. Des défis immenses avec des solutions innovantes pour les résoudre en partie. Enfin, cinquième point et pas des moindres, la **question des villes**, où se modèlent sans doute les visages de l'Afrique de demain, avec leurs défis propres à gérer mais aussi avec toutes

---

## Avec l'arrivée de nouveaux acteurs, une nouvelle volonté semble animer nombre de décisionnaires politiques et économiques

---

les conséquences que cette montée en puissance, ne serait-ce que géographique, a sur le reste des territoires et en particulier les zones rurales, agricoles. Aujourd'hui, avec l'arrivée d'une nouvelle génération, de nouveaux acteurs, une nouvelle volonté semble animer nombre de décisionnaires politiques et économiques. Surtout, de nouveaux outils sont à la disposition des entreprises, des États, des entrepreneurs, des citoyens pour résoudre les nombreux défis que recèle chacun de ces dossiers. Cela permet de donner un éclairage sur le potentiel de « leapfrog » que connaît l'Afrique dans de nombreux domaines, à l'instar de la révolution de la téléphonie

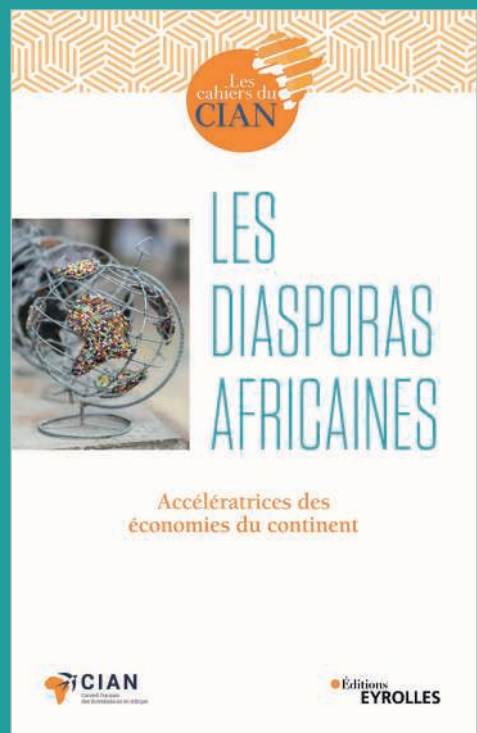
mobile dont elle s'est emparée. L'objectif final est que l'outil ou la solution nouvelle introduite soit adapté au contexte et réponde au besoin. Évidemment, le saut technologique provoqué par l'adoption massive des outils de la téléphonie mobile et l'arrivée des smartphones connectés à Internet conduit, actuellement, à mettre l'accent, peut-être à l'extrême, sur les solutions qu'offre le digital. Mais la « SmartAfrique » ne se résume pas uniquement à l'essor de la digitalisation : cette Afrique innove dans de nombreux autres domaines, et elle sait trouver des partenaires. Nous proposons d'en découvrir quelques facettes marquantes dans ce dossier.

## L'Afrique en France : nouveau levier de croissance pour le continent ?

Projets, initiatives entrepreneuriales et associatives, investissements... Accompagnant l'émergence d'une Afrique dynamique et connectée, les diasporas africaines de France — qui totalisent 3,5 millions de personnes — se saisissent d'opportunités, tirant parti de la croissance du continent. Quel impact, quelles retombées, comment sont-elles accompagnées par les États ? Le Conseil français des investisseurs en Afrique a mené l'enquête en 2018.



Troisième Cahier du CIAN,  
***Les diasporas africaines***,  
Éditions Eyrolles (20 €),  
Janvier 2019



## Rendre visible ce qui est invisible...

**Pour bien gérer un pays, une administration, une filière, une entreprise, mais aussi pour libérer les initiatives personnelles, réduire les coûts et les pertes, mieux gérer les stocks, réduire le nombre d'intermédiaires non-performants, il faut de la transparence dans les règles du jeu et l'organisation. La technologie aide mais ne fait pas tout...**

La transparence - indispensable pour asseoir durablement une croissance économique - implique le savoir et l'universalisation de ce savoir. Pour les autorités de l'État, il s'agit de connaître précisément ses administrés, leur état civil, leurs activités, leurs revenus, etc. Pour les citoyens, il s'agit d'être informés et de comprendre les agissements de l'État mais aussi des autres concitoyens.

Au niveau mondial, ce droit à la transparence est reconnu depuis peu : c'est en 2015 que l'Unesco a annoncé la création d'une Journée internationale de l'accès universel à l'information. De la centaine de pays dans le monde à reconnaître à leur population le droit d'avoir accès aux sources d'information et de documents publics, une vingtaine se trouve en Afrique. Le continent est donc sur la bonne voie, même si un travail considérable reste à faire par les autorités nationales pour redorer leur image, ternie par des décennies de dossiers de corruption, tant auprès de leur propre population qu'à l'international. Il faut redonner confiance dans la sphère publique.

### La digitalisation comme accélérateur

Le processus est plus ou moins en cours en Afrique, essentiellement grâce au bond des technologies numériques et



à la pénétration (jusqu'à 80 % dans certains pays) du téléphone mobile, donnant ainsi accès à la connectivité. Mais pas seulement. Pour Sidibé De Marfé, journaliste-consultant et formateur en communication en Côte d'Ivoire, « Quand on fait une émission sur les radios locales en bambara, on a plus d'auditeurs qu'en français. Même les jeunes sont souvent plus à l'aise dans leur langue. C'est important pour faire du 'bottom-up' comme du 'up-down', afin que l'information circule. »

La digitalisation n'est donc pas l'alpha et l'oméga de la transparence. Mais elle

la facilite et l'accélère. « Tous les pays africains vont assez rapidement vers les nouvelles technologies et les adoptent aisément », souligne chez Gemalto le vice-président en charge de l'Afrique pour les activités liées aux programmes gouvernementaux, Charles Mevaa.

Cette dernière décennie, des progrès considérables ont été accomplis pour améliorer la transparence dans les processus électoraux, notamment avec l'enrôlement biométrique des citoyens. « Nous avons fourni des solutions biométriques pour la mise en place des fichiers d'électeurs plus fiables », rappelle le responsable. « Il y a 2 ou 3 ans, les solutions étaient à base de 'valises d'enrôlement biométrique' avec une caméra numérique, un ordinateur portable, un capteur d'empreintes digitales et une imprimante mobile. Aujourd'hui, tout ceci tient dans une tablette. L'objectif est de mettre en place des fichiers d'électeurs qui assurent l'unicité de l'électeur dans le fichier électoral et sur la liste électorale. » La biométrie est aussi utilisée dans plusieurs pays en Afrique pour identifier les fonctionnaires ou réduire les « fraudes à la solde », avec un impact direct sur les finances publiques.

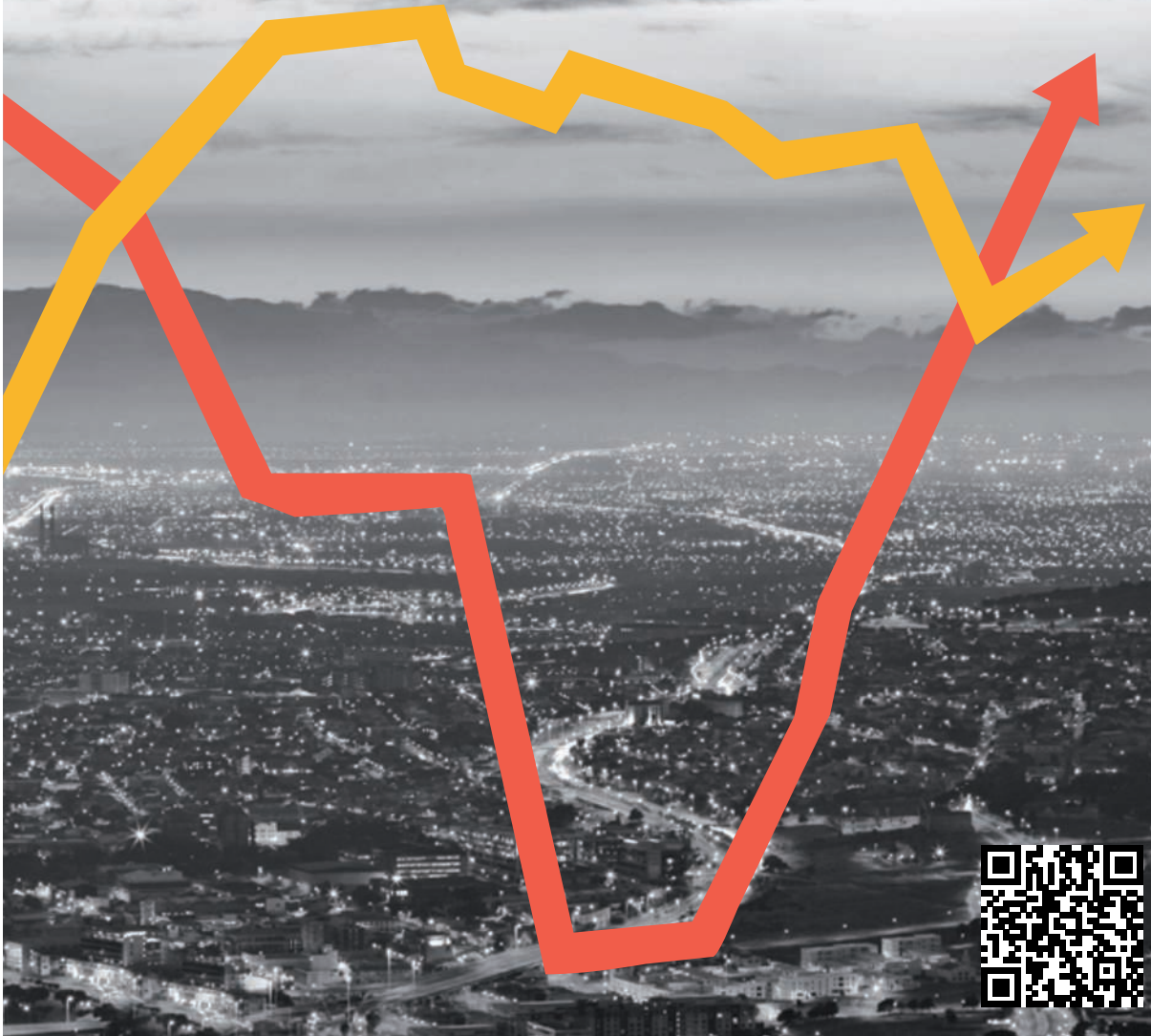
## Le Fonds Minka pour éviter les crises

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie 2018-2022, l'AFD rappelle qu'une des sources de crise et de conflit est l'exclusion politique et sociale ou encore la mauvaise gouvernance. Elle entend donc lutter contre ces vulnérabilités et contribuer à mettre en place des structures de gouvernance « plus participatives et plus équitables ». En renforçant les capacités des États, cela permettrait de créer un modèle de gouvernance plus inclusive et de « restaurer un lien social défectueux ». Pour ce faire, entre autres outils, l'AFD a créé en 2017 le Fonds Minka pour la paix et la résilience, doté de 100 millions d'euros par an, abondés par la taxe sur les transactions financières, et de 200 millions d'euros à l'horizon 2020.



**AFRICA**  
DEVELOPMENT CLUB

## CONSTRUISONS ENSEMBLE NOTRE RÉSEAU D'OPPORTUNITÉS



Inspiré de la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, et sous l'égide de son actionnaire de référence Al Mada, le groupe Attijariwafa bank est engagé depuis plus d'une décennie en faveur du développement du continent africain et de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud, dans un esprit de croissance solidaire.

Avec cinq éditions du Forum International Afrique Développement tenues au Maroc depuis 2010, une série de missions B to B et de découvertes intracontinentales, et plus de 8000 participants ayant réalisé près de 17000 rendez-vous d'affaires, le Club Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank, est au service des opérateurs économiques engagés en Afrique.

La plateforme du Club offre des canaux structurés en termes de mise en relation, d'accès à de l'information économique et financière fiable, un accompagnement personnalisé pour les membres du Club, l'accès aux banques de projets d'investissement, l'accès aux communautés d'entreprises en Europe et en Amérique Latine, et l'accès au réseau des banques du groupe Attijariwafa bank.

Rejoindre le Club : [www.clubafriquedeveloppement.com](http://www.clubafriquedeveloppement.com)



التجاري وفا بنك  
Attijariwafa bank

Croire en vous

Cette transparence se décline aussi pour les actes au quotidien qui nécessitent une interface entre fonctionnaires et administration, mais aussi entre citoyens et administration, ce qui est de plus en plus réalisé grâce à l'e-gouvernement. S'agissant des fonctionnaires, le paiement en ligne des salaires au Malawi a ainsi permis à l'État d'économiser 72 millions de kwachas\* en feuilles de paie papier et 68 millions de kwachas en papier (163 000 euros).

Quant aux relations citoyens-administration, en Zambie par exemple, 19 systèmes d'e-gouvernement avaient été mis en place à fin 2017, dont un système fiscal électronique, la délivrance de brevets, l'enregistrement des entreprises, les visas d'entrée. Des actes qui, en Afrique aujourd'hui, se font de plus en plus en ligne, via un smartphone. « Cela accélère les démarches pour les citoyens, améliore l'efficacité de l'administration, augmente les recettes de l'État, tout en permettant au citoyen d'avoir des preuves des actes passés et des paiements effectués », précise Charles Mevaa.

## Plus de visibilité, plus de connaissance

En matière fiscale, plusieurs pays africains procèdent au prélèvement à la source, parfois de longue date comme le Burkina Faso, qui l'a instauré dès 1999. Au Nigeria, depuis 2015, on peut payer ses impôts en ligne. Au Maroc, la loi de finances 2018 prévoit que les entreprises aient recours à la facturation électronique dès 2019 ; il s'agit, selon les autorités, de faciliter, à terme, la vie des entreprises mais présente aussi des avantages indéniables pour la transparence de leurs comptes et les contrôles fiscaux. Au Sénégal, les documents de transport

## « Tous les pays africains vont assez rapidement vers les nouvelles technologies »

sont aujourd'hui numérisés et sécurisés. D'importants progrès ont aussi été faits en matière de veille citoyenne sur l'action publique. En Tunisie, une plateforme de suivi des projets publics, Cabrane.com, a été créée en 2011. Elle regroupe les professionnels du métier de contrôle général, que ce soit les services publics, le Trésor ou encore les Domaines et affaires foncières pour donner plus de visibilité sur les projets publics et permettre à la société civile d'être informée.

Au Sénégal (Mackymètre), au Nigeria (Buharimetre), au Burkina (Presimetre), le citoyen peut effectuer un suivi (monitoring) des politiques publiques nationales et locales (à l'origine, il s'agissait de veille des processus électoraux) en se rendant sur une plateforme web mise en place par la Convention des organisations de la société civile pour l'observation domestique des élections (CodeI) et l'ONG suédoise Diakonia. En Côte d'Ivoire, une loi de 2017 a consacré l'accès pour tous aux documents publics et a créé une Commission d'accès à l'information d'intérêt public et aux documents publics (CAIDP), autorité déclarée indépendante. Mais il reste beaucoup à faire, notamment en matière d'état civil fiable, moderne et sécurisé. « Encore aujourd'hui, entre 30 et 40 % de la population dans certains États africains n'a pas d'identité officielle », rappelle Charles Mevaa. « À leur naissance, les enfants n'ont pas été enregistrés. Or, avoir un fichier d'état civil sécurisé et fiable évite aux États de

faire des campagnes d'enrôlement biométriques massives pour constituer ou mettre à jour des fichiers électoraux tous les 5 ou 6 ans lors d'élections. Utiliser les nouvelles technologies pour constituer des bases de données de l'état civil fiables est un investissement qui peut paraître lourd mais qui en réalité participe de à l'amélioration et d'une meilleure utilisation des recettes de l'État. »

La recherche a un rôle à jouer dans cette quête de connaissance. Ainsi, depuis 2016, l'Agence française de développement (AFD) est en partenariat avec le ministère du Plan et du développement de Côte d'Ivoire afin d'épauler la recherche scientifique locale et créer des synergies entre recherche et politiques publiques. Deux ans après son lancement, le ministère ivoirien du Plan estime que l'apport de la recherche locale aide à la réflexion sur les plans stratégiques et à l'élaboration des plans nationaux. Par exemple, les travaux de recherche présentés en décembre 2017 ont fait valoir que les classes moyennes en Côte d'Ivoire représentent 26 % de la population, qu'elles sont encore en grande partie rurales (42 %) et exercent en majorité une activité dans le secteur informel (64 %), selon Nahoua Yeo, directeur de cabinet du ministère du Plan et du développement. Ce qui permet de peaufiner ses politiques et surtout de mieux les cibler et communiquer.

\*1 kwacha = 0,0012 euros

## Assurer la transparence de la commande publique

En juillet 2018, des représentants de 80 pays se sont rendus à Tbilissi, en Géorgie, pour le 5<sup>e</sup> sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). Pour l'Afrique, sont membres la Tunisie, le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Sénégal. Objectif : promouvoir la transparence de l'action publique et inventer de nouvelles formes de participation et de collaboration avec la société civile, notamment grâce à l'innovation technologique.

La France y a présidé, notamment, le groupe de coopération Contracting 5 (C5). Ce groupe vise à accélérer la transparence de la commande publique. L'AFD a annoncé à cette occasion le lancement du fonds multi-bailleurs du PGO, dont l'Agence française est le premier contributeur avec sur la table 1 million de dollars dès la première année. Elle a également présenté son Projet d'appui aux gouvernements ouverts dans les pays en développement francophones (PAGOF).

# L'international avec la CCI Paris Ile-de-France

Le commerce international est semé d'embûches,  
les règles de l'exportation sont complexes,  
pourtant votre développement passe par l'international.  
Alors n'hésitez pas !



## PARTEZ ACCOMPAGNÉ

- › Conception et validation du projet
- › Vérification de sa faisabilité

## MAÎTRISEZ L'INFORMATION

- › Potentiel économique d'un marché
- › Aides financières, réglementation

## IDENTIFIEZ ET RENCONTREZ DES PROSPECTS

- › Réseaux professionnels par pays ou secteur

## ORGANISEZ VOTRE IMPLANTATION À L'ÉTRANGER

- › Mise à disposition de collaborateurs, d'espaces et de postes de travail
- › Recrutement, encadrement, coaching de personnel

## SIMPLIFIEZ VOS FORMALITÉS

- › Formalités douanières en lignes : simples, rapides, peu onéreuses
- › Certificat d'origine communautaire, carnet ATA, légalisation de signature...

## FORMEZ VOS COLLABORATEURS

- › Catalogue de formations courtes
- › Solutions sur mesure, training

**La Chambre de commerce et d'industrie de région  
Paris Ile-de-France vous guidera à toutes les étapes de votre projet.**

[international.cci-paris-idf.fr](http://international.cci-paris-idf.fr)

0 820 012 112

Service 0,12 € / min  
+ prix appel

## Le casse-tête du foncier

**Le foncier est un problème délicat en Afrique : les titres de propriété sont rares, voire inexistants, ce qui freinent les investissements. Il faudra être patient pour l'émergence de solution.**

30 % seulement des habitants dans le monde détiennent un titre de propriété officiel, selon la Banque mondiale. À peine 13 % des pays en Afrique ont enregistré ou cadastré les biens fonciers de leur capitale ; dans les autres villes et villages, le pourcentage est encore plus faible, souligne Klaus Deininger, économiste en chef de l'unité Développement rural de la Banque mondiale. Rien d'étonnant puisque la terre est généralement propriété publique en Afrique, ne donnant lieu à aucun enregistrement. Et si les registres numériques commencent de plus en plus à faire parler d'eux, force est de constater qu'à ce jour, au niveau mondial, « moins d'un tiers des pays – et deux pays africains seulement (le Rwanda et l'Afrique du Sud) – ont de tels registres numériques », précise-t-il.

Pourtant, poursuit l'expert, la formalisation et la reconnaissance des droits fonciers et leur régularisation auraient d'importantes retombées positives, stimulant l'investissement et la croissance, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des infrastructures, mais aussi l'inclusion sociale, source de stabilité. « Les populations pauvres et vulnérables pourraient se libérer de la contrainte de faire protéger leurs droits au foncier. Les autorités locales pourraient générer des recettes qui leur font cruellement défaut en valorisant les terres en milieu urbain, et financer ainsi des services et des infrastructures. Entreprises et consommateurs pourraient bénéficier de la traçabilité des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement à partir de la parcelle. Et la disponibilité immédiate de données pour l'aménagement du territoire, l'anticipation de catastrophes naturelles et les dispositifs d'alerte rapide pourrait sauver des vies et éviter des souffrances inutiles. »

### **La technologie blockchain, c'est aussi dans le foncier**

Un nombre croissant de décideurs en sont convaincus et des progrès non-



négligeables sont déjà perceptibles avec des solutions innovantes. Pas que technologiques. On peut s'inspirer de la Macédoine qui a eu recours à la création de services privés de relevés cadastraux au début des années 2000. Actuellement, 99 % du territoire est cadastré, permettant l'octroi de prêts hypothécaires dont la valeur est passée de 450 millions d'euros (M EUR) à 3,4 Md EUR en dix ans.

En Afrique, on trouve des initiatives aux résultats déjà tangibles.

Ainsi au Ghana, où environ 78 % des terres ne sont pas enregistrées, l'ONG Bitland utilise la technologie *blockchain* pour créer un registre de propriété qui se veut transparent et infalsifiable. Rappelons que la *blockchain* fonctionne comme un registre décentralisé puissant qui enregistre chaque transaction et stocke les informations sur un réseau global qui ne peut pas être brouillé. Cela tend à réduire la corruption, à assurer la transparence, permet pour les particuliers de bénéficier des services de l'État et à l'État de percevoir des impôts. Il est question aussi pour les particuliers d'utiliser leur téléphone mobile

pour enregistrer une parcelle de terrain avec la précision d'un GPS, déclarer un différend, voire acheter ou vendre un terrain. Dans la région du Grand Accra, la start-up BenBen a ainsi développé une application mobile et une plateforme Internet pour réaliser et sécuriser les transactions foncières. Pour les banques sollicitées pour un prêt, par exemple, une carte interactive d'Accra leur permet d'accéder au statut d'occupation de chaque parcelle.

Ailleurs en Afrique, le Rwanda a été l'un des premiers pays à créer un site Internet, le National Land Use Planning Portal (NLUPP), dédié à l'usage des sols. Objectif ? La transparence mais aussi la simplification des procédures.

Le Kenya s'est également intéressé, très tôt, à la question. Un programme de numérisation foncière a été mis en place en 2014, avec une première phase dédiée aux aspects légaux et réglementaires, puis, en 2016, les titres fonciers ont commencé à être numérisés. Un registre numérique des propriétés a été créé.

Pierre par pierre, l'édifice du transparent se construit.

## Les notaires français à la rescousse du «titrement»

Cela fait une dizaine d'années que les notaires de France travaillent sur les questions de sécurisation foncière dans les pays du Sud. « Il n'y a qu'environ 5 % des terres qui sont titrées en Afrique et le message à faire passer est : si on veut sécuriser, il faut délivrer un titre de propriété ou de jouissance », souligne Didier Nourissat, notaire et coordonnateur de la commission Titrement au Conseil supérieur du notariat. Une position qui n'est pas partagée par tous, certains estimant qu'il convient de faire prévaloir le système de droit coutumier.

Selon lui, toutes les réformes foncières mises en place depuis une trentaine d'années n'ont pas été vraiment positives faute d'un certain pragmatisme : face à la corruption, il faut dématérialiser les transactions, numériser les fichiers. « C'est grâce aux technologies qu'on parviendra vraiment à avancer », déclare-t-il. À Madagascar, un système de guichets fonciers a été mis en place, permettant de favoriser la délivrance de titres pour les paysans. Il fonctionne bien, selon Didier Nourissat.

Mais là où le bât blesse, c'est le manque de volonté politique. « Le système des guichets fonciers est basé sur un système de décentralisation alors que toutes les conservations foncières sont déconcentrées. » Les conservateurs jaloux de leurs privilèges opposeraient une forte résistance.

Concrètement, les notaires de France en Afrique font des audits, de la formation de formateurs et de la légistique, « l'écriture des lois étant un art difficile ». « Récemment, nous avons répondu à un appel d'offres de l'île Maurice sur l'encadrement juridique des 'smart cities' dans lesquelles l'État ne souhaite pas intervenir : lorsqu'on a une école, un parc public, un lotissement, une copropriété et des routes, comment va-t-on gérer les parties communes, comment se répartiront les charges ? Aucun texte ne permettait d'organiser ces grands ensembles : notre travail a consisté à écrire les dispositions législatives correspondantes. Par ailleurs, un « kit sur la copropriété » a été réalisé. Car, en Afrique, les villes s'étendent de manière horizontale, on ne connaît pas la construction verticale et il n'existe donc pas d'outils juridiques pour gérer le vertical, comme une copropriété. « Nous avons monté une équipe interprofessionnelle avec des universitaires, des géomètres, des notaires et nous avons élaboré des textes de lois adaptables, ainsi que des modèles de documents régissant la copropriété. Nous avons rendu notre copie en juillet et le projet de loi vient d'être déposé au Parlement mauricien pour examen. » Les atouts pour réussir ce genre de projets ? La volonté politique du gouvernement du pays concerné et une bonne équipe interprofessionnelle.



### Une association professionnelle pour l'Afrique

Créé en 1979, le CIAN est une organisation patronale privée française qui rassemble les entreprises industrielles et de services, grands groupes ou PME-PMI, opérant sur le continent africain.

Le CIAN compte 180 entreprises adhérentes, qui, avec plus de 10 000 établissements et 500 000 collaborateurs sur le continent, réalisent un volume d'affaires de 60 milliards €, soit près de 80% de l'activité économique française en Afrique.

### Au service de toutes les entreprises investies en Afrique

- **Réseau**, partage d'expérience, mise en relation entre les adhérents
- **Expertise** des Commissions techniques thématiques et des experts géographiques
- **Influence** auprès des institutions françaises, africaines et internationales en faveur de l'amélioration de l'environnement des affaires

[www.cian-afrique.org](http://www.cian-afrique.org)

## Ressources humaines : les talents africains sur le devant de la scène

**L'Afrique regorge de ressources naturelles et dispose aussi d'un précieux capital humain. Son taux de croissance démographique est parmi les plus élevés au monde, 60 % de sa population ont moins de 35 ans. Un potentiel énorme, qu'il faut mettre sur les rails des compétences.**



Même à l'heure des technologies les plus pointues, les entreprises ont besoin pour se développer de ressources humaines compétentes et performantes. Pendant des décennies, les entreprises en Afrique ont eu recours à des cadres non-africains pour répondre à leurs besoins, les fameux « expats ». Cependant, depuis une dizaine d'années – et cela s'est accéléré il y a 3 ou 4 ans –, la tendance est à « l'africanisation des talents », constate Benoît Martin co-fondateur et directeur de Talent2Africa, première plateforme web panafricaine d'emploi cadre. Cette tendance est poussée par plusieurs facteurs : une volonté politique des gouvernements, comme au Sénégal et au

### À LA RECHERCHE DES TALENTS

Selon Talent2Africa,

- 90 % des chefs d'entreprises africains s'inquiètent de la disponibilité de talents
- 81 % des organisations en Afrique recherchent, plus qu'avant, un large éventail de compétences
- 71 % des jeunes Africains de la diaspora rencontrent ou ont rencontré des difficultés pour accéder aux opportunités en Afrique

Nigeria, mais aussi par d'importantes entreprises africaines, comme Dangote, qui jouent la carte Afrique dans le recrutement, ainsi que par des entreprises internationales soucieuses de réduire leurs coûts, et enfin par l'amélioration de l'offre

de « talents » africains. Certes, l'offre africaine de cadres est croissante (chaque année, 12 millions de jeunes diplômés africains arrivent sur le marché du travail) mais demeure largement insuffisante eu égard au dynamisme de la demande. En



Stéphan-Eloïse Gras, directrice des partenariats stratégiques pour l'Afrique chez OpenClassrooms.

## Trois questions à Stéphan-Eloïse Gras,

« Nos étudiants sont principalement de jeunes adultes, très intéressés par les métiers d'avenir »

*La start-up française d'EdTech, OpenClassrooms (OC), créée en 2013, joue la carte de « l'éducation accessible à tous » via une formation individualisée avec du mentorat, en collaboration avec l'École Polytechnique, Sciences Po, Microsoft, Google, etc.*

**Le Moci.** Un quart des 3 millions de personnes que vous formez par mois est en Afrique. Quel est leur profil type et, s'agissant d'OC for Business, quel type d'entreprise a recours à vos prestations ?

**Stéphan-Eloïse Gras.** L'offre d'OpenClassrooms veut être une réponse aux défis de l'enseignement supérieur en Afrique : faiblesse d'infrastructures, ruralité etc. Nous avons plus de 250 000 étudiants au Maroc, 50 000 au Cameroun ou au Sénégal. Nos étudiants sont principalement de jeunes adultes, très intéressés par les métiers d'avenir : code, développement, IT, etc. À noter également la féminisation des communautés d'apprenants dans certains pays. Enfin, nos cours sur les « soft skills » (management, gestion, communication, etc.) rencontrent aussi beaucoup de succès. Côté entreprises, nous assistons à un mouvement d'*offshoring* un peu partout sur le continent, en particulier pour les entreprises de technologie, c'est-à-dire des entreprises françaises ou européennes qui installent de nouveaux centres R&D, entre autres, en Afrique.

**Le Moci.** Pour créer vos parcours pédagogiques en identifiant les compétences nécessaires à des métiers, vous dites travailler avec les fédérations par branche d'activité. Est-ce aussi le cas en Afrique ? Si oui, les fédérations africaines sont-elles des interlocuteurs à la hauteur de vos attentes ?

**Stéphan-Eloïse Gras.** Il faut souligner encore une fois le recours croissant à l'*offshoring* en Afrique, ce qui nous amène à travailler avec des

grands groupes français ou européens à la formation de leurs collaborateurs de l'autre côté de la Méditerranée. Comme les activités de ces groupes sont aujourd'hui mondiales, la localisation des équipes importe peu ; ce qui compte, ce sont les compétences.

Par ailleurs, OpenClassrooms est une start-up en pleine structuration : construire une offre pour l'Afrique avec l'Afrique est l'une de nos priorités immédiates. Enfin, nous sommes convaincus que les défis – et les solutions inventées pour l'éducation en Afrique peuvent impacter et inspirer durablement le reste du monde sur les enjeux de connexion mobile, d'employabilité des compétences, d'apprentissage tout au long de la vie.

**Le Moci.** Avez-vous développé des formations numériques dédiées à des secteurs, et pas seulement à des entreprises, comme le BTP, l'industrie, la logistique, etc. ?

**Stéphan-Eloïse Gras.** De fait, nos formations sont transversales : des développeurs de talents, il en faut partout, pour tous les secteurs. Il est toutefois vrai que les besoins de formation en Afrique sont doubles : d'un côté des compétences transversales pour satisfaire les besoins en *offshoring*, de l'autre des compétences spécifiques pour accélérer la création d'emplois et le développement localement : logistique, construction, énergie etc. A nous de nous adapter pour satisfaire et accompagner les besoins de formation du continent – et ils sont colossaux.

*Propos recueillis par B.C. et A.G.-G*

outre, l'offre demeure déconnectée des besoins réels du marché, avec toujours une offre pléthorique de doctorants en sciences sociales alors que ce sont des techniciens et des décisionnaires opérationnels dont on a le plus besoin.

### Un important taux de turnover

Cette « africanisation » de l'emploi revêt trois aspects : les nationaux, les continentaux et la diaspora. Et c'est la mo-

bilité intra-africaine qui se développe le plus. Une « recherche de talents » qui n'est pas toujours à la portée des prestataires locaux en ressources humaines qui, bien souvent, n'ont accès qu'au vivier national, voire de leur ville. En outre, souligne Benoît Martin, « les sites d'emploi en Afrique ne concernent pas ou peu les candidats de la diaspora » et il n'existe pas ou peu de sites dédiés aux cadres. Ceci conduit les entreprises en

Afrique à recourir à des cabinets internationaux de recrutement et surtout aux réseaux sociaux professionnels.

Les recrutements sont d'autant plus compliqués que le turnover parmi les cadres en Afrique est important car les opportunités de carrière peuvent y être fulgurantes. « Un contrôleur de gestion junior en Afrique sera payé 2 fois moins que son homologue en Europe, à 1000/1500 euros par mois contre

# OPTIMISER LES RESSOURCES

2000-3000 euros. Mais s'il évolue vers contrôleur financier, les salaires se rapprochent, sur les postes de DAF c'est au même niveau, et si le DAF évolue vers un poste de DGA, il passe au-dessus du salaire européen », précise Benoît Martin. « Ce qui explique un taux de turnover qui serait deux fois supérieur à ce qu'il est en France », ajoute-t-il.

Ce turnover est lié, bien évidemment, à la volonté d'évoluer professionnellement, mais aussi à la difficulté pour certains cadres africains formés localement, de s'adapter à l'entreprise. « En Afrique, les formations sont encore un peu en retard, notamment sur les « soft skills ». Il existe énormément de hauts potentiels parmi les candidats africains mais on ne leur a pas toujours enseigné les codes du monde du travail, comment travailler leur intelligence émotionnelle, leurs comportements. Or, c'est très important pour faire carrière dans le monde de l'entreprise », explique encore le responsable de Talent2Africa.

Face à ce turnover inéluctable, les entreprises rivalisent d'ingéniosité pour garder le plus longtemps possible leurs cadres. Mais, surtout, comme partout ailleurs dans le monde depuis 10 ans, elles se sont résignées à constituer un vivier de talents. Et « la guerre des talents » en Afrique ne fait que commencer. « Les structures doivent développer des stratégies à 360 degrés autour du recrutement pour espérer séduire les profils les plus qualifiés », explique à Point Afrique Marie-Karrelle Koné, présidente d'Akwaban'Work et de Potentiafrica à Abidjan.

---

« Les structures doivent développer des stratégies à 360 degrés autour du recrutement pour espérer séduire les profils les plus qualifiés »

---

## Les drones se font une santé

La santé d'une économie comme d'une entreprise se mesure à l'aune de la santé de sa population et de ses salariés. Absentéisme, productivité, créativité en dépendent. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'Afrique subsaharienne compterait un médecin et 10 lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants. Depuis plus de 10 ans, de nombreuses initiatives d'e-santé ont vu le jour. Dès 2009, le Rwanda a lancé le programme « Rapid SMS » pour surveiller en temps réel la santé des femmes enceintes. Depuis 2016, l'e-learning a permis de former et de remettre à niveau infirmiers et sages-femmes au Sénégal et en Côte d'Ivoire (programme PRECIS). En Côte d'Ivoire,



encore, eCare connect permet depuis 2015 de doter le patient d'une carte de santé sur laquelle se trouvent ses données et historiques, permettant un diagnostic rapide, un rappel de vaccins, une sensibilisation à une campagne de santé publique ciblée. Enfin, tout dernièrement, la société américaine Zipline a commencé à utiliser des drones pour acheminer du sang dans des cliniques isolées au Rwanda...

## EDTECH - COOC, MOOC, SPOC ... le boom du e-learning

Les MOOC (Massive Open Online Courses) sont réellement apparus au niveau mondial en 2012 dans l'offre de formations à distance, les SPOC (Small Private Online Courses) puis les COOC (Corporate Open Online Courses) prenant ensuite le relais mais demeurant confidentiels. Par exemple, au Maroc, l'apparition des MOOC remonte à environ 4 ans. Autre exemple, c'est en 2014 que Total a lancé un COOC avec l'Institut français du pétrole.

Pendant, certains observateurs soulignent que la « tendance Mooc » ne « prend pas » autant qu'on l'aurait cru. Quant à l'Afrique, seulement 20 % des inscrits aux plateformes

MOOCs des universités européennes sont des Africains, selon Emlyon Business School. Parmi les raisons avancées, les différences de cultures pédagogiques, la non-prise en compte des conditions matérielles et culturelles locales, les limitations liées aux infrastructures technologiques et un certain refus de « l'impérialisme culturel » du Nord. En effet, 50 % de l'offre de MOOC est toujours proposée par les trois principaux opérateurs nord-américains (Coursera, edX et Udacity). Mais les Européens montent en puissance avec FUN, FutureLearn, MiriadaX et Iversity, ainsi que la Chine avec XuetangX, selon le site Innovation pédagogique.



## *Ascoma, solutions d'assurances en Afrique*

### **1<sup>ER</sup> COURTIER INDÉPENDANT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

Direction Groupe

**ASCOMA ASSUREURS CONSEILS**  
24 boulevard Princesse Charlotte  
98000 Monaco  
info@ascoma.com

Direction Internationale

**ASCOMA INTERNATIONAL**  
34 rue Godot de Mauroy  
75009 Paris - France  
ascoma-international@ascoma.com

Direction Santé Afrique

**ASCOMA SANTÉ / PACTILIS**  
Maârif - 201 boulevard Zerktouni  
20 100 Casablanca - Maroc  
ascoma\_sante@ascoma.com

#### **Nos implantations**

France - Monaco - Bénin - Burkina Faso - Burundi - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - Gabon  
Ghana - Guinée Conakry - Guinée Équatoriale - Madagascar - Mali - Maroc - Mauritanie  
Niger - République Démocratique du Congo - République Centrafricaine - Rwanda - Sénégal  
Sierra Leone - Tchad - Togo

**[www.ascoma.com](http://www.ascoma.com)**

 **ASCOMA**  
Conseil & Courtier en Assurances

## Ressources naturelles : et Dieu créa l'Afrique...

**Le continent dispose de 65 % des terres arables du monde et de l'un des meilleurs ensoleillements. Le schéma classique d'une Afrique aux forêts exploitées pour l'export et de l'agriculture aux mains de paysans relèvera bientôt de l'image d'Épinal. Ces secteurs commencent à se déclinier, eux aussi, au tempo de la rationalisation et des technologies.**

À l'aune des défis planétaires que sont l'écologie et l'alimentation, l'Afrique a deux cartes maîtresses : ses forêts, deuxième poumon forestier de la planète, et ses terres arables qui représentent 65 % du potentiel mondial mais dont 700 millions d'hectares (Mha) sont dégradés. Deux cartes à jouer avec clairvoyance afin qu'elles deviennent deux atouts pour le continent et le monde.

### L'agroforesterie sur le devant de la scène

Pour ce faire, une politique simple mais payante est mise en œuvre sur le continent : le reboisement. Dans le cadre de l'Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains (AFR100), 100 millions d'hectares de forêts dégradées en Afrique devraient être restaurés d'ici 2030. À fin août 2018, 26 pays africains se sont engagés pour 91,4 Mha. Un défi technique, social, sociétal, politique mais aussi financier, les investissements étant estimés atteindre 1,3 Md EUR. À noter qu'en tant que partenaire technique de l'AFR 100 depuis fin 2017, le Cirad a un rôle de premier ordre dans ce domaine. Mais l'objectif en Afrique va au-delà du reboisement stricto sensu pour embrasser la problématique de l'utilisation durable des terres via notamment l'agroforesterie. Au Niger, par exemple, un parc agroforestier de plus de 5 Mha a été reconstitué. « Cette restauration a grandement amélioré les rendements des récoltes, tout en produisant du fourrage pour le bétail, des pieux, du bois de chauffe, des feuilles et fruits comestibles, ainsi que d'autres produits destinés à la consommation ou à la vente », explique Plinio Sist, écologue et directeur de l'unité Forêts et sociétés au Cirad.

Les initiatives privées sont légion. Ainsi, au Bénin, l'entreprise Atingan a conçu un foyer énergétique écologique à base de combustion de coques de noix de palme



et d'énergie solaire pour faire tourner ses activités agro-industrielles et, depuis 2012, il en a vendu plus de 800 exemplaires. Au Kenya, Lorna Rutto a créé en 2009 l'entreprise Ecopost qui transforme les déchets plastiques en poteaux qui sont utilisés notamment les clôtures à la place de poteaux en bois.

### L'agriculture, terrain d'innovation

Côté agriculture, les initiatives s'égrènent au fil des jours pour réduire les pertes, accroître les rendements, respecter l'environnement et donc coller aux normes, limiter l'érosion qui, rappelons-le, emporte 20 à 40 milliards de tonnes de couches superficielles, selon la FAO. « L'Afrique est le deuxième continent le plus sec, avec près de la moitié de sa surface composée de désert [...]. Près de 65 % des terres cultivables du continent subissent des pertes en terre végétale et en éléments nutritifs. À cela s'ajoute le fait que moins de la moitié des terres africaines sont adaptées à l'agriculture et seules 16 % d'entre elles sont de très bonne qualité », souligne la FAO. D'où des programmes de rotation de cultures, de systèmes d'irrigation économes en eau, et de pratiques agroforestières.

Les technologies du goutte-à-goutte sont sur le devant de la scène, mais aussi des technologies très innovantes comme le gel solaire mis au point par le Kényan Dymus Kisiku, qui a remporté

les Goal-keepers Awards à New York en septembre 2018. Il s'agit de procurer aux petites exploitations agricoles des kits d'irrigation et des unités d'entreposage à froid, alimentés par l'énergie solaire. Selon un premier bilan, 3000 femmes en zone rurale auraient été ainsi équipées, augmentant de 150 % leurs rendements agricoles par rapport à 2016. Parallèlement, sa start-up Solar Freeze est un incubateur de jeunes talents qui travaillent sur les énergies renouvelables et l'agriculture intelligente.

Dans la filière cacao, le groupe Touton mise sur l'agritech pour son développement : géolocalisation des parcelles, collecte et agrégation des données du matériel et de son utilisation, référencement, prévisions météo en partenariat avec l'agence spatiale européenne.

Autre exemple de ce « leapfrog » agricole en cours en Afrique : la plateforme E-Agribusiness au Togo qui met en relation les agriculteurs vivant dans les zones les plus reculées, sans Internet, ni smartphones, avec des clients sur les marchés locaux, régionaux et internationaux, avec des informations fournies aux acheteurs sur les produits en question.

Et on pourrait citer nombre d'autres exemples comme le recours aux thermomètres et hygromètres numériques permettant de transmettre les données par smartphones et de recevoir des conseils sur le transport et le stockage. Ou encore, au Nigeria, le programme d'e-portefeuille lancé en 2012 qui adresse les vouchers de subvention d'équipement directement par téléphones mobiles aux agriculteurs et dirige ceux-ci vers le concessionnaire le plus proche.

Cela dit, en matière agricole comme industrielle, certains s'inquiètent du fait que l'objectif de la productivité prime sur celui de l'emploi et des politiques sociales. Mais les sauts technologiques sont inéluctables.

# Supporting the transformation of Africa

**MOBILITY**



**HEALTHCARE**



**CONSUMER  
GOODS**



**TECHNOLOGY  
& ENERGY**



[www.cfaogroup.com](http://www.cfaogroup.com)



## Ressources énergétiques : une révolution

**Souvent considérée comme une bonne alternative à l'énergie fossile, l'hydraulique - dont le potentiel en Afrique est considérable - apparaît de plus en plus contesté par les désordres qu'il génère dans l'accès à l'eau. Restent les énergies renouvelables dont le développement s'amorce avec son lot d'innovation. Une énergie indispensable au développement.**



Assistera-t-on à un *bis repetita* du « leapfrog » africain des télécoms dans l'énergie ? C'est fort possible et ce serait à applaudir des deux mains tant l'énergie est un facteur incontournable de la mutation durable du continent. World Energy Network estime ainsi à 340 Md EUR l'investissement nécessaire d'ici 2030 pour l'accès universel à l'électricité en Afrique. Un continent qui a longtemps privilégié les centrales utilisant des ressources fossiles et hydrauliques au détriment du renouvelable.

Actuellement, selon la Banque africaine de développement (BAD), 42 % de la production africaine d'énergie émane du pétrole, 28 % du gaz, 22 % du charbon, 6 % de l'hydroélectrique et seulement 1 % des renouvelables et 1 % du nucléaire.

Et les débats ne sont pas toujours simples. Le Nigeria a annoncé vouloir produire 30 % de son électricité à partir de son charbon. Les bailleurs de fonds se sont insurgés, mais comme d'autres ne manquent pas de le souligner, nombre

de pays du Nord exploitent le charbon, encore aujourd'hui, et, surtout, il est possible de produire de l'énergie à partir de charbon « propre »...

### **Le potentiel de l'hydroélectricité**

S'agissant de l'hydroélectricité, certes moins polluant mais aux très forts impacts sur les ressources en eau, sur les sols, sur les populations où se construisent les barrages, on mesure le potentiel. À ce jour, seuls quelques pays comme le Mozambique, l'Éthiopie, le Malawi, la Namibie ou encore la Zambie tirent 90 % de leur énergie de barrages hydroélectriques, notamment parce que le coût de construction d'un barrage hydroélectrique est plus élevé que pour une centrale à gaz ou charbon.

Or, selon l'Agence internationale de l'énergie, l'Afrique pourrait générer 300 GW avec son potentiel hydroélectrique, dont seulement moins de 10 % seraient actuellement exploités. On pense, bien sûr,

---

65 % des énergies renouvelables sont en Afrique du Sud. Ici sur le toit d'un immeuble à Cape Town.

---

à la RD Congo et à son méga-barrage Inga 3 (14 Md USD ; 11 000 MW). Mais à partir du fleuve Congo et de ses affluents qui courent sur 4 700 km, ce serait quelque 100 000 MW qui pourraient être générés. Rappelons qu'à ce jour, seul 15 % de la population congolaise, essentiellement citadine, dispose de l'électricité.

### **Le boom des énergies alternatives**

À côté de cela, les projets d'énergies alternatives s'accroissent mais demeurent toujours coûteux. Selon l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena), à fin 2016, l'Afrique disposait de 2 382 MW d'installations solaires photovoltaïques contre à peine 146 MW en 2010 ; ces deux dernières années, le continent a plus que quadruplé la puissance installée de son parc mais qui reste encore modeste eu regard au potentiel africain. En outre, sur cette capacité installée, 65 % sont en Afrique du Sud, 13 % en Algérie et 9 % à la Réunion. Il reste du pain sur la planche !

Pourtant, l'irradiation solaire moyenne des pays africains est, selon l'Irena, le double de celle de l'Allemagne (entre 1750 kWh/m<sup>2</sup>/an et 2 500 kWh/m<sup>2</sup>, contre 1 150 kWh/m<sup>2</sup>) qui, pourtant, dispose d'un parc photovoltaïque 20 fois plus importante que celle de l'Afrique ! Mais il y a de l'espoir car les coûts d'investissement de grandes centrales photovoltaïques en Afrique ont diminué de 61 % entre 2012 et 2016, à 1,3 M USD par MW installé, et l'Irena estime que ces coûts en Afrique diminueraient encore de 59 % d'ici 2025. En octobre 2018, la Banque mondiale a annoncé octroyer 1 Md USD pour des batteries qui stockent l'énergie provenant du solaire en Afrique afin que la capacité de stockage passe de 4,5 GWh actuellement à 17,5 GWh en 2025.

En Afrique du Sud, la plus grande centrale solaire a été mise en service en 2016, Prieska (75 MW), construite et opérée par Total. Début 2018, Scatec Solar, KLP Norfund Investments et Electricidade de Mozambique ont démarré la construction d'une centrale solaire de 40MW au Mozambique. Le Néerlandais Gigawatt Global – par ailleurs membre fondateur du programme « Beyond the Grid » de l'agence américaine Power of Africa –

---

## Le groupe agro-industriel ivoirien Sifca et le Français EDF construisent des centrales à biomasse à Biokala

---

éclaire, depuis 2017, une bonne partie de Bujumbura au solaire, comme il l'a fait en 2014 à Kigali ; toujours au Burundi, il a réalisé un parc solaire de 7,5 MW dans la région de Gitega qui fournira 15 % de la capacité de production d'électricité de ce pays. Il a des projets similaires dans dix pays africains, notamment au Liberia et au Soudan du Sud.

En Côte d'Ivoire, l'Allemagne (40 M EUR) et l'Union européenne (9,7 M EUR) financent la première centrale solaire de Boundiali (37,5 M Wc), tandis que le groupe agro-industriel ivoirien Sifca et le Français EDF construisent des centrales à biomasse à Biokala, alimentées par les résidus de palmiers à huile de Sifca, ce qui devrait permettre d'aider le pays à porter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 11 % d'ici à 2020, son objectif affiché.

### **Les petits projets du quotidien**

Mais il n'y a pas que des mégaprojets. La ville de Jacqueline en Côte d'Ivoire a lancé les tricycles solaires de fabrication chinoise pour remplacer les « wôro-wôro », comme Stenrich Cycles au Kenya. Les Français à l'origine de Qotto, avec le soutien de la *French Tech* et de la banque publique Bpifrance, installent au Bénin et au Burkina Faso des dispositifs photovoltaïques en milieu rural, financés par du leasing auprès de leurs clients.

Au Sénégal et au Burkina, la start-up Station Energy propose des boutiques multiservices alimentées au solaire permettant aux clients d'accéder à une énergie de base (location de batterie, recharge de téléphone) et à des services (réfrigération, internet, télévision, etc.) à un coût très faible.

Symbole du tournant qui s'amorce : mi-octobre, le ministère de l'Énergie au Nigeria a décidé de se déconnecter du réseau électrique national pour s'alimenter avec son propre système *off-grid*, en cours d'aménagement sur son toit par l'entreprise nigériane Proserve Energy Services.

# La révolution du « mobile banking »

**Le taux de bancarisation en Afrique est faible, en moyenne de 34 %, mais dans certains pays il ne dépasse pas 10 %. Une situation qui pourrait devenir obsolète avec le développement exponentiel du « mobile banking », les services bancaires sur téléphones mobiles, emmené par les opérateurs de télécommunication et les Fintech. Si l'inclusion financière devrait s'améliorer, ces nouvelles technologies ne répondent pas encore aux besoins de financement des entreprises, en particulier des PME.**

Le « mobile banking » est peut-être l'un des cas les plus notables du saut technologique africain avec un développement impressionnant. Précurseur, l'Afrique a pris une longueur d'avance au niveau mondial avec plus de la moitié des services d'argent mobile située sur le continent.

Le pionnier, M'Pesa, lancé il y a onze ans avec l'opérateur Safaricom, est souvent cité en exemple avec ses 20 millions d'utilisateurs au Kenya. La start-up a essaimé à travers l'Afrique et au-delà du continent, en Inde et en Europe, avec la Roumanie et l'Albanie.

Si M-Pesa a ouvert la voie, on dénombre fin 2017, quelque 135 services d'argent mobile en direct dans 39 pays d'Afrique sub-saharienne avec 122 millions de comptes actifs selon GSMA. En 2017, la valeur totale et le nombre de transactions d'argent mobile ont augmenté respectivement de 14,4 % et 17,9 % pour atteindre 19,9 milliards de dollars (Md USD) et 1,2 milliard d'opérations.

## L'inclusion financière portée par le mobile banking

Une vague déferlante portée par les opérateurs de télécommunication, qui s'explique par la pénétration du mobile qui est en moyenne de 55 %. Ces opérateurs ont l'avantage de disposer d'un grand nombre de clients - le nombre de personne ayant un téléphone portable est bien plus important que celles qui détiennent un compte bancaire - et d'un large réseau de distribution.

Pour le client, outre la facilité et la rapidité de la transaction, son coût est généralement aussi inférieur. Mais la vitesse de diffusion tient aussi au fait que les secteurs publics et privés s'en sont emparés. Ainsi, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Kenya, l'Île Maurice, l'Ouganda, la Tanzanie ont numérisé les flux de paiement au gouvernement (P2G). Le cas



© Andrey Popov

d'école est à nouveau le Kenya, où 90 % des paiements réalisés sur la plateforme centrale e-gouvernement (eCitizen) se font par argent mobile, selon le ministère des Paiements numériques.

Première, l'Afrique l'est aussi en termes d'innovation. Le « mobile banking » est aujourd'hui bien plus qu'un simple transfert d'argent. Ce sont ajoutés des services de paiement, pour les factures ou les salaires, mais aussi des services de crédit, d'épargne ou d'assurance. En 2017, les technologies et les services mobiles ont généré 7,1 % du PIB en Afrique subsaharienne, apportant une valeur ajoutée économique de 110 Md USD. En 2022, l'économie mobile génèrera plus de 150 Md USD, selon GSMA.

## Rendre la banque plus accessible

Une petite révolution que les banques « traditionnelles » n'avaient guère anticipée. Elles tentent de rattraper leur retard à marche forcée en multipliant les investissements dans le digital. « Aujourd'hui, la banque n'a plus d'autres choix que de se transformer pour vé-

ritablement répondre aux besoins du marché africain » souligne Rodrigue Zabsonre, country manager Yup de la Société Générale au Burkina Faso, ajoutant « qu'avec une solution de "mobile banking", on démystifie tous les mythes autour du banquier pour rendre la banque plus accessible et permettre une inclusion financière ».

Yup est la solution « Mobile Money » de la Société Générale, lancée l'année dernière en Afrique avec l'appui de la plate-forme de banque mobile digitale TagPay. Trust Merchant Bank (TMB) en RD Congo l'a aussi utilisée pour mettre en place Pepele Mobile. Ecobank se digitalise avec le lancement de l'application Ecobank Mobile.

Le groupe bancaire FirstBank au Nigeria a lancé le « Chat Banking » sur WhatsApp, une application qui permet aux clients de la banque de gérer leurs besoins bancaires. La plupart des banques investissent dans le digital mais collaborent aussi de plus en plus avec les Fintech, les start-up des nouvelles technologies financières, et dans lesquelles elles prennent des participations.

*Bureau Veritas, votre partenaire de confiance  
pour la **CONFORMITÉ DE VOS EXPORTATIONS***



©Fotolia

**Vérification de la Conformité des exportations vers la Côte d'Ivoire,  
Gabon, Ghana, Kenya, Nigeria, Ouganda, RDC et Tanzanie**

## **POURQUOI CHOISIR BUREAU VERITAS ?**

- 190 ans d'expérience de l'évaluation de conformité
- Un réseau mondial de 1400 bureaux et laboratoires dans 140 pays
- Délivrance instantanée de certificats électroniques partout dans le monde
- Notre portail **Verigates** : un outil convivial et sécurisé d'information et de suivi des dossiers d'expédition pour la communauté du commerce international (visitez [www.verigates.com](http://www.verigates.com))

Contact et informations :

Tél. : (33) 01 47 14 62 00

[gsit.france@fr.bureauveritas.com](mailto:gsit.france@fr.bureauveritas.com)

 **Verigates**  
[www.verigates.com](http://www.verigates.com)



**BUREAU  
VERITAS**

## Des modes alternatifs de financement des entreprises prometteurs

**Une autre évolution, celle-là plus lente, est perceptible dans le domaine du financement : le développement de modes alternatifs de financement des entreprises, notamment les PME. Les nouvelles technologies y contribuent.**



© Andrey Popov

Il n'est que temps. Les entreprises africaines sont sous-financées. Selon la Banque africaine de développement (BAD), 70 % des PME en Afrique manquent de financement à long terme et 80 % n'ont pas accès au crédit bancaire. Le premier acteur est le système bancaire. L'ensemble des crédits aux entreprises privées représente environ 50 % du PIB du continent, souligne Luc Rigouzzo, managing partner d'Amethis. « Toute amélioration de l'efficacité du système bancaire en faveur des entreprises que cela soit sur le financement court, moyen ou long terme, est fondamentale. Mais, les banques sont surtout focalisées sur le court terme, les garanties, les activités commerciales et pas vraiment sur le long terme » ajoute-t-il.

### Les promesses du private equity

Or, le grand enjeu de l'Afrique, c'est le financement à long terme. Les banques seules ne peuvent le garantir, ni le marché financier l'offrir car il est encore insuffisamment développé, à l'exception des places boursières en Afrique du Sud et en Égypte. Une des solutions passe par le private equity, l'investissement en capital.

Selon une étude d'Asoko Insight et de Africa Capital Digest, plus de 200 firmes de private equity opèrent en Afrique subsaharienne, dont une dizaine dispose d'actifs sous gestion de plus d'1 Md USD et huit entre 500 M et 1 Md USD. Le leader du marché est l'Afrique du Sud (40 %), puis le Kenya (14 %) et le Nigeria (13 %).

---

L'Afrique abrite 57 plateformes de crowdfunding, dont 21 en Afrique du Sud et 9 au Nigeria.

---

Les levées de fonds sont en hausse depuis 2012, en moyenne de 2,5 à 3 Md USD par an. « C'est un secteur qui a moins de trente ans » remarque Luc Rigouzzo, ajoutant « il mûrit et attire aujourd'hui aussi des investisseurs financiers. En 2013, le pourcentage des sorties des fonds de private equity cédés à des investisseurs financiers, n'était que de 13 %. En 2017, c'est 37 %. Cela montre qu'il y a un marché secondaire qui se crée, se développe, l'Afrique se normalise ». Une évolution qui va conduire à un élargissement et une diversification de l'offre. « Progressivement l'offre va s'approfondir avec des sociétés de private equity spécialisées dans le venture capital, l'innovation, les PME locales, la création d'entreprise » indique le gestionnaire de fonds.

### Développement du crowdfunding

Le « crowdfunding », ou financement participatif, encore embryonnaire sur le continent, est une autre source de financement alternative pour les PME, en particulier dans la phase de démarrage. L'Afrique abrite 57 plateformes de crowdfunding, dont 21 présentes en Afrique du Sud et 9 au Nigeria, qui ont recueilli 32,3 M USD en 2015, dont plus de la moitié (17,7 M USD) ont servi à financer des start-up ou des PME, selon le rapport Afrikstart Crowdfunding in Africa.

À ces montants, il faut aussi ajouter les plateformes étrangères qui financent des projets en Afrique, pour des montants évalués à 94,6 M USD. Mais, ces levées de fonds sont surtout orientées vers des projets à caractères sociaux. Quelques plateformes dédiées aux start-up et

PME africaines se sont créées, comme Afrikwity, FADEV ou Fiaotpe. Mais le « crowdfunding » en Afrique subsaharienne devrait prendre de l'ampleur : la Banque mondiale estime qu'il pourrait atteindre 2,5 Md USD à l'horizon 2025, soit 2,6 % du montant mondial estimé.

### Les Fintech permettent de renouveler l'offre de crédit

Les nouvelles technologies font aussi évoluer le financement des PME. Elles permettent, par exemple, pour apprécier le risque, d'effectuer un scoring des clients en facilitant l'accès et le traitement des mégadonnées (« big data » en anglais).

Les Fintech, dont le nombre est croissant en Afrique, contribuent au développement du crédit. On dénombrait 39 services de prêts en ligne en 2016 contre 6 en 2011, selon GMSA. Le plus connu est encore kenyan, M-Shawari, fruit d'un partenariat entre la Commercial Bank of Africa (CBA) et Safaricom. Produit d'épargne et de prêt, M-Shawari est proposé par la CBA aux clients de M-Pesa. Il a essaimé en Tanzanie (M-Pawa), en Ouganda et au Rwanda (MoKash).

Selon le dernier rapport Partech Ventures, les fonds levés par les start-up sur l'Afrique ont grimpé de 53 % en 2017 pour atteindre 560 M USD. L'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria concentrent 76 % de ces investissements. L'inclusion financière tient la corde avec 253 M USD captés pour des projets. Toutefois, pour l'instant, les Fintech ne permettent pas des financements d'envergure pour les entreprises, se concentrant sur des crédits de petite taille. Un début...

## Les cryptomonnaies pas si virtuelles en Afrique

Les cryptomonnaies font une entrée timide sur le marché africain, dont la plus célèbre d'entre elles, le Bitcoin, qui suscite l'engouement en Afrique du Sud, au Botswana, au Nigeria, au Soudan ou au Zimbabwe. Au Cameroun, la Fintech Paykap a lancé la cryptomonnaie Fricacoin. L'entrepreneur kenyan Isaac Muthui a créé Nuru Coin avec la volonté de développer le commerce interafricain. Une cryptomonnaie exclusivement africaine, Africa Master Coin, est en cours de développement par Trapeace Holdings. Cette monnaie numérique est basée sur l'utilisation de jetons numériques, qui ont une valeur constante pour chaque monnaie locale des différents pays africains.

L'accès à la technologie et la création d'un climat de confiance entre les utilisateurs sont les deux des plus grands défis liés au lancement de la cryptomonnaie africaine. Le système sera dans un premier temps basé sur l'Afrique du Sud, le Botswana, le Mozambique et le Zimbabwe. Ces monnaies virtuelles se sont aussi engouffrées sur le marché des transferts de fonds de la diaspora avec à la clé une baisse des coûts de transfert à environ 3 % des montants transférés contre une moyenne de près de 10 % pour 200 USD envoyés pour l'Afrique via les opérateurs traditionnels. C'est le cas, par exemple, de NairaEx au Nigeria, Beam au Ghana ou BitPesa au Kenya.

## Un nœud à dénouer avec tous les acteurs...

**Les infrastructures sont la clé d'un développement durable du continent. Les besoins sont immenses et de nouvelles sources de financement sont à rechercher. L'interconnexion entre les différents modes de transports est un gage d'efficacité.**

Les besoins en infrastructures au sens large en Afrique sont estimés entre 130 et 170 milliards de dollars (Md USD) par an, qui ne sont satisfaits qu'à 40-60 % selon les pays. Des investissements colossaux que les seuls États ne peuvent assumer.

Les bailleurs de fonds internationaux jouent leur partition en contribuant au financement de nombreux projets d'infrastructure. La Banque africaine de développement (BAD) prenant à bras-le-corps le problème, a créé il y a trois ans un véhicule d'investissement novateur, Africa50, avec une mobilisation cumulée à ce jour de plus de 850 M USD.

D'autres initiatives sont prises. Au début de l'année, la Banque islamique de développement (BID) et la société indienne de capital investissement IL&FS se sont alliées pour créer un fonds d'investissement atteignant 1 Md USD en faveur de l'électricité et des transports sur le continent.

Le Sud-africain Stanlib a lancé de son côté un fonds de capital-investissement, doté à sa création de 500 millions de rands (30 M EUR) pour prendre des participations dans des projets privés d'infrastructures en Afrique.

AP Moller Capital, avec des fonds de pension danois, a aussi lancé en 2017 un fonds dédié aux infrastructures avec l'objectif de mobiliser 1 Md USD.

### **Avancée des partenariats publics-privés**

Des avancées certes, mais ces fonds d'investissement, fonds de pension, fonds souverains et institutionnels sont encore timides dans le domaine des transports. Ce sont, les partenariats publics-privés qui gagnent en puissance pour financer des projets mais aussi pour gérer les services publics.

L'autoroute à péage Dakar-Diamniadio au Sénégal, le troisième pont d'Abidjan en Côte d'Ivoire, Tanger Med Port Autho-



© F. Pargny

riou ou la centrale Noor au Maroc, le port de Kribi au Cameroun ou encore le plus important PPP en Afrique, le train express régional Gautin en Afrique du Sud, sont quelques exemples parmi d'autres. De même, les entreprises privées, notamment les miniers, sont actives pour pouvoir exporter leurs produits.

La Chine est aussi entrée en force sur le marché africain finançant à tour de bras des kilomètres de routes mais aussi des lignes de chemin de fer (voir encadré). Le financement chinois a été en moyenne de 12 Md USD par an entre 2011 et 2016 mais avec de fortes fluctuations (20,5 Md USD en 2015 ou 6,4 Md USD en 2016), selon le rapport annuel du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA).

### **Densifier le maillage logistique**

Au-delà des financements, un aspect important de la problématique des transports en Afrique est le développement du multimodal, l'amélioration des corridors, en deux mots la densification du maillage logistique. Les flux de mar-

chandises explosent et la tendance va se poursuivre avec une multiplication par 6 ou 8, voir 14 dans certains pays enclavés, entre 2009 et 2040. Sur cette même période selon la BAD, le trafic portuaire passerait de 265 millions de tonnes (Mt) à plus de 2 milliards.

Ces dernières années, les pays africains se sont dotés de ports modernes mais les villes se sont construites autour de ces ports, les empêchant de s'étendre tout en réduisant leur efficacité. Le coût de la congestion urbaine représenterait 4 à 6 % du PIB.

Une des façons de répondre à cette difficulté est de sortir le port de la ville. C'est le projet du nouveau port à Ndayane au Sénégal ou du port de Kribi au Cameroun. Mais des alternatives, moins onéreuses, existent comme la construction de ports secs et la création de plateformes de stockage en périphérie des villes connectées directement au port via le rail quand il existe ou des corridors routiers. Ainsi, au Ghana le projet d'extension du port de Tema s'accompagne de la construction d'une auto-

# HAROPA

# SMART PORT

Innovant



créatif

## LES PORTS DU HAVRE / ROUEN / PARIS

En transformant nos ports en hubs connectés et durables, nous apportons des solutions innovantes au service d'une supply chain vertueuse et dématérialisée. Notre ambition : fluidifier, sécuriser et faciliter le passage de la marchandise pour nos clients.

- 1<sup>er</sup> Port du range nord-européen touché à l'import et dernier à l'export
- 700 ports connectés dans le monde
- Dessertes multimodales pour un hinterland européen
- Nouveaux parcs logistiques et disponibilités foncières
- 57 terminaux maritimes et fluviaux 24h/7j
- Trafis Lab, 1<sup>er</sup> laboratoire public - privé de recherche appliquée à la facilitation des échanges présidé par la Douane et réunissant SOGET, l'Université du Havre et HAROPA.

**HAROPA**  
Ports de Paris Seine Normandie

#HAROPA



[www.haropaports.com](http://www.haropaports.com)

# HAROPA

# SMART PORT

Innovative



creative

## PORTS OF LE HAVRE / ROUEN / PARIS

Turning our ports into connected and sustainable hubs, we are bringing innovative solutions serving a green and paperless supply chain. Our purpose: fluidifying, securing and facilitating cargo transit for our customers.

- First North-European port of call on import and last one on export
- 700 ports of call worldwide
- First-class multimodal services for a European hinterland
- New logistics parks and land available
- 57 sea and river terminals 24h/7days
- Trafis Lab, the first applied research laboratory about logistics grouping together Customs, SOGET, Le Havre University and HAROPA.

**HAROPA**<sup>PORTS</sup>

Your logistics solution in Europe

#HAROPA



[www.haropaports.com](http://www.haropaports.com)



Philippe Labonne,  
directeur général  
adjoint de Bolloré  
Transport &  
Logistics.

## Questions à Philippe Labonne,

« L'optimisation des flux et la réduction des coûts bénéficient pleinement des nouvelles technologies »

**Le Moci.** Les investissements attendus dans les années à venir dans les infrastructures en Afrique sont colossaux, comment optimiser la chaîne de transports et quelles sont les solutions pour réduire les coûts ?

**Philippe Labonne.** La chaîne logistique doit se concevoir de bout en bout et sa force se mesure à son maillon le plus faible. Par conséquent, tous les aspects – routes, rail, congestion, urbanisme, environnement et fourniture en énergie – doivent être pris en considération dès la phase de conception du projet.

Pour cette raison, tous les projets initialement lancés par Bolloré Transport & Logistics avaient pour vocation, dans une première phase, de connecter l'Afrique au reste du monde par voie maritime, via les terminaux portuaires. Nous nous concentrons actuellement sur le développement des flux intra-continentaux pour favoriser les échanges inter-états et particulièrement l'alimentation des pays de l'hinterland et les connexions multimodales (maritime, ferroviaire, route...).

Au-delà des aspects liés aux investissements dans des infrastructures adéquates, les coûts additionnels liés à la gestion des villes africaines freinent l'élan économique du continent. On estime généralement que la congestion urbaine grève de 5 à 6 % le PIB des États d'Afrique de l'Ouest.

Enfin l'intégration régionale est également un paramètre important de l'optimisation des coûts de transport. De nombreuses infrastructures ont une portée qui va au-delà des frontières nationales et intègrent des flux et des prestations transnationales. En conséquence, une vision exclusivement locale des projets d'infrastructures peut entraîner un risque de surcapacité régionale sur certains maillons de la chaîne logistique ou, à l'inverse, un déficit d'infrastructures pour les flux internationaux. À cet égard, on peut regretter l'absence d'opérateur global sur les opérations de cabotage maritime à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Cen-

trale, la faiblesse ou l'absence des chemins de fer transnationaux et les difficultés administratives ou douanières rencontrées lors de transports internationaux. Dans cette optique, le projet de Zone de Libre-Échange Continentale visant à créer un marché commun, à simplifier les processus douaniers (titre de transport unique) et à favoriser le commerce intra-africain sera déterminant pour la réduction des coûts de transport et la mise en place d'infrastructures efficaces.

**Le Moci.** La révolution digitale s'ancre en Afrique. Quel est son usage présent et futur dans le secteur des transports ?

**Philippe Labonne.** L'optimisation des flux et la réduction des coûts de transports bénéficient pleinement des nouvelles technologies. De manière concrète, l'intelligence artificielle et la révolution digitale auront un impact déterminant sur l'automatisation des moyens de production et de transport et sur les aspects de planification essentiels à l'équilibre de l'offre et de la demande afin d'éviter les trajets à vide. Une meilleure capacité de planning et de prédiction, et la modélisation de la demande de transport permettront en effet de réduire sensiblement les surcoûts et d'améliorer l'empreinte écologique du secteur.

À titre d'exemple, nous développons actuellement des systèmes de tracking et de planification basés sur la géolocalisation des marchandises et l'IoT (internet des objets) et nous avons mis en place sur plusieurs de nos sites, des solutions de paiement digitales pour réduire les temps d'attente et le délai des formalités administratives.

En parallèle, nous favorisons la mise en place de systèmes de guichet unique par communauté portuaire sur les terminaux où nous opérons et étudions avec nos partenaires les opportunités offertes par les technologies *blockchain* en ce qui concerne la dématérialisation des documents de transports.

De manière générale, la collecte et la gestion des données nécessaires au traitement de l'information sont un défi important du secteur du transport en Afrique pour la décennie à venir. Toutes ces opportunités nécessitent le déploiement ou la mise à niveau d'infrastructures de télécommunications adéquates et fiables (vitesse et stabilité des connections) et une réglementation adéquate.

*Propos recueillis par B.C. et A.G.-G*

---

« On estime que la congestion urbaine grève de 5 à 6 % le PIB des États d'Afrique de l'Ouest »

---

route à six voies entre le port et la capitale Accra.

L'utilisation des voies fluviales et des lagunes est aussi une manière d'optimiser les flux. Au Nigeria, Lagos a mis en place une solution de transport des marchandises par barge vers le port de Tincan, avec l'ambition à terme de traiter un tiers des marchandises du port par les voies fluviales vers des zones déportées, notamment à Kirikiri.

En Afrique centrale, le corridor Pointe-Noire/Brazzaville/Kinshasa utilise, outre le Chemin de fer Congo Océan (CFCO), le transport par barge sur le fleuve Congo sur plus de 2 000 kilomètres.

## Simplifier les formalités

Les États ont aussi leur rôle à jouer sans que cela nécessite des investissements coûteux.

Cela passe par la réduction des formalités douanières. Dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), composée de cinq pays (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda), a été instaurée depuis 2015 une zone douanière unique avec un seul point de dédouanement qui vaut pour l'ensemble, divisant par six les délais de transit.

Les États peuvent aussi libérer la concu-

rence entre transporteurs pour abaisser les coûts. Très souvent en Afrique, le coût d'acheminement d'un conteneur par la mer est égal voire moins élevé que le coût du dernier kilomètre.

Plus modestement que dans d'autres secteurs, le digital s'invite aussi dans les transports et la logistique. Au cœur du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), est inscrit la construction de corridors intelligents avec six modules composés d'un guichet électronique unique mais aussi la localisation des véhicules commerciaux, des conteneurs et des trains de marchandises.

Un projet innovant est à signaler avec la plateforme web Bifasor, lancée en 2016, qui a pour ambition de relier l'ensemble des acteurs de la logistique et des transports (chargeurs, transporteurs, transitaires, entrepositaires) à leurs futurs clients et partenaires et d'être une véritable interface leur permettant de communiquer via une messagerie, de transmettre des documents, d'accéder en temps réel aux informations. Autre exemple, l'introduction de système de tracking des cargos en vigueur en Afrique de l'Est mais aussi au Ghana par exemple.

## Remettre le chemin de fer sur les rails

Le ferroviaire est un moyen de transport de masse essentiel pour le maillage logistique en Afrique et une solution avantageuse pour désenclaver les pays sans façade maritime. Très souvent les lignes existantes datent de la colonisation et ont été peu rénovées. Ces dernières années, la Chine s'est montrée active pour remettre le chemin de fer sur les rails. Elle a ajouté plus de 2 000 kilomètres de voies ferrées en Afrique, en particulier sur la côte orientale avec la ligne Khartoum-Port Soudan (762 km), la ligne Nairobi-Mombassa au Kenya (477

km), celle reliant le port de Djibouti à la capitale éthiopienne Addis-Abeba (756 km) et aussi la modernisation de la ligne reliant le port de Lobito en Angola au réseau ferré de Katanga en RD Congo (1344 km). Peu de projets en Afrique de l'Ouest ont déjà vu le jour, à l'exception du Nigeria avec les lignes Abuja-Kaduna (180 km) et Lagos-Calabar (600 km). Les Chinois pourraient aussi s'impliquer dans la réhabilitation et l'extension du corridor ferroviaire Cotonou-Parakou-Doso-Niamey, après le retrait forcé du groupe Bolloré.



## Le Groupe SIFCA poursuit son développement en Afrique de l'Ouest



M. Alassane DOUMBIA,  
PCA du Groupe

### A PROPOS DE SIFCA

Fondé en 1964, le Groupe SIFCA, leader de l'agro-industrie en Afrique de l'Ouest intervient sur toute la chaîne de valeur de l'huile de palme, du caoutchouc naturel et le sucre de canne. A travers sa filiale Biokala, SIFCA compte vulgariser la fourniture d'énergie renouvelable auprès des communautés locales. Fort de plus de 33 000 employés répartis dans 6 pays et 11 filiales, le Groupe SIFCA s'approvisionne en matière première auprès de plus de 110 000 petits planteurs.  
[www.groupesifca.com](http://www.groupesifca.com)

Paris le 08 octobre 2018. Le Groupe SIFCA et PROPARGO, filiale de l'Agence Française de Développement, ont procédé ce jour, à la signature d'un prêt de 90 millions d'euros (soit environ 60 milliards FCFA) afin de financer les investissements agricoles des filiales de SIFCA.

Cette ligne de crédit mise à la disposition de SIFCA par PROPARGO (chef de file), FMO et Société Générale, servira à financer son plan d'investissement. Un plan sur 5 ans qui vise à l'extension de ses activités, la création ou le maintien de plus de 180 000 emplois directs et indirects, la formation et le transfert de technologie et de son savoir-faire aux agriculteurs.

A travers ce financement, SIFCA devrait pouvoir continuer à développer une chaîne de valeur locale afin de poursuivre l'amélioration de l'offre de biens de première nécessité et contribuer à l'autosuffisance alimentaire en Afrique de l'Ouest.

Enfin, ce prêt permettra à SIFCA de développer des infrastructures sociales en zones rurales et enclavées. Une partie de l'investissement inclut le financement du projet Biokala, une centrale à biomasse d'une capacité de 46 MW visant la production d'électricité à partir de déchets de palmiers, qui devrait permettre aux populations d'accéder à une source d'électricité propre.

La cérémonie de signature s'est déroulée à Paris, en présence de M. Alassane DOUMBIA, PCA du Groupe SIFCA et des responsables de PROPARGO, FMO et Société Générale.



## L'innovation

pour les services de base aux citoyens

**L'Afrique s'urbanise à grande vitesse. Les métropoles affichent un taux de croissance de 4 %. En 2050, plus de la moitié des 2,5 milliards d'Africains vivront dans des villes. C'est tout à la fois une grande opportunité mais aussi des défis sociaux et environnementaux colossaux, amplifiés par le changement climatique. Parmi ces défis : l'accès à l'eau potable et courante. Un domaine dans lequel émergent des solutions innovantes.**



© Chris Beck

« Le jour zéro » n'a finalement pas eu lieu dans la métropole du Cap en Afrique du Sud, repoussé à plus tard, mais les habitants ont économisé l'eau goutte par goutte ! Trois ans de sécheresse ont mis à mal les réserves des six réservoirs qui alimentent la ville en eau, mais les pluies d'hiver ont été salvatrices. Jusqu'à quand ? Heureusement, cette crise devrait être en partie résolue par la mise en exploitation d'ici à la fin de 2018 d'une unité de dessalement de l'eau de mer fonctionnant grâce à l'énergie solaire basée sur la technologie Osmosun® développée par la société française Mascara Renewable Water. Une nouvelle technologie qui fournit de l'eau douce et à moindre coût par rapport au dessalement conventionnel. Elle est en exploitation depuis juillet

2018 sur l'île de Rodrigues, dans l'Océan indien.

L'autre voie prometteuse est le recyclage des eaux usées. Un marché en pleine expansion mais dont l'eau produite est jusqu'à présent surtout utilisée par l'agriculture et l'industrie. À l'exception notable de la Namibie, où l'usine de traitement des eaux usées, gérée depuis 2001 par Windhoek Goreangab Operating Company, fournit de l'eau potable à 300 000 habitants.

### Les réseaux mais pas seulement

Aux côtés des entreprises nationales ou des multinationales, qui opèrent souvent dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) ou en contrat d'affermage, se développe une multitude d'initiatives

---

En Namibie, l'usine de traitement des eaux usées fournit de l'eau potable à 300 000 habitants.

---

souvent innovantes pour améliorer l'accès à l'eau.

En 2015, des chercheurs américains, avec l'ONG Water is Life, ont créé le « Drinkable Book ». Chaque page, traitée avec de l'argent et du cuivre, une fois déchirée et insérée dans un porte filtre, permet de fournir de l'eau potable en éliminant plus de 99 % des bactéries. Une seule page peut purifier jusqu'à 100 litres d'eau insalubre !

En Tanzanie, Askwar Hilonga a inventé un filtre à eau alliant sable et nanotechnologies, capable de filtrer 99,9 % des micro-organismes et produits chimiques

de l'eau. Via sa société, Gongali Model, il commercialise aussi de petites stations de filtrage auprès de collectivités telles que des sociétés, des écoles, des dispensaires, pour fournir de l'eau à un prix accessible. Un litre d'eau potable revient à 200 shillings tanzaniens (environ 7,4 centimes d'euro), soit cinq fois moins cher que le prix du marché.

La société Janicky Bioenergy a développé, avec la Fondation Bill & Melinda Gates, une nouvelle technologie, l'Omniprocessor, qui permet de transformer les boues de vidange en eau potable tout en générant de l'électricité et en résolvant en partie les problèmes d'assainissement. Elle est en phase de test à Dakar au Sénégal. Les innovations pour amener de l'eau dans les zones rurales sont aussi légion. Le Français Eole Water produit de l'eau par condensation à partir des énergies renouvelables – solaire et éolien – en transformant l'humidité contenue dans l'air en eau potable. « Save Water Cube », le cube en inox d'environ 1 m<sup>3</sup> associé à une pompe manuelle, permet de recycler l'eau de pluie, des marais ou des rivières en eau potable. Même offre pour Sunwaterlife sous la forme d'une valise, transportable donc ! Au Kenya, Majik Water transforme l'humidité de l'air en eau pure grâce à des générateurs alimentés par des panneaux solaires.

### **Le digital au service de la ressource**

Le digital a aussi fait son entrée dans le secteur de l'eau, avec des applications qui permettent d'améliorer la connaissance de la ressource, par exemple, sur sa qualité ou son débit, mais aussi qui favorisent le dialogue entre les usagers et

---

## Au Kenya, Majik Water transforme l'humidité de l'air en eau pure grâce à des générateurs alimentés par des panneaux solaires

---

les fournisseurs. Ainsi, en Angola, l'ONG Development Workshop Angola, en partenariat avec SeeSaw, a testé une série d'outils mobiles permettant d'évaluer l'efficacité de la distribution d'eau en milieu périurbain à Huambo. Au Kenya, la plateforme Majivoice relie les citoyens et les fournisseurs de services en permettant de signaler les problèmes en temps réel par SMS ou internet.

Bien sûr, le paiement mobile des factures d'eau se développe et permet d'améliorer leur taux de recouvrement. Au Kenya, la société d'eau de Kiamumbi (KWT) utilise ainsi depuis 2010 M-Pesa (déjà cité, voire chapitre Finance) comme système de paiement.

La technologie favorise aussi l'accès aux services de l'eau des populations les plus démunies. Au Niger, la start-up CityTap, en partenariat avec la Société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN) et Orange Niger, permet à l'utilisateur de prépayer sa consommation d'eau via son mobile. L'information est relayée par un compteur intelligent qui permettra à la société de fournir la quantité d'eau payée. Au Kenya, Nairobi City Water and Sewerage Company ont mis en place Jisomee Mita, un système de facturation qui permet aussi aux clients à faible revenu de payer au fur et à mesure.

## Le Maroc mise sur les Sociétés de développement local (SDL)

Les grandes villes du Maroc, Casablanca, Marrakech, Rabat ou Tanger-Tétouan, se dotent de Sociétés de développement local (SDL), sociétés anonymes basées sur un partenariat public-privé pour assurer la gestion des services et des équipements publics. Les attentes suscitées par ce nouveau modèle sont multiples : efficacité, professionnalisme, gestion des grands projets, facilitation du processus de décision, coordination entre différents acteurs, meilleure gouvernance et *in fine* l'amélioration des services rendus aux usagers.

Casablanca à elle seule ne compte pas moins de six SDL dans des secteurs très variés – Casa Aménagement, Casa Transports, Casa Développement, Casa Prestations, Casa Events et Animation, Casa Patrimoine – avec, souvent, des budgets conséquents. En 2018, la ville a franchi une étape supplémentaire en créant, en juillet, Casa Ressources, SDL qui est en charge de la gestion des ressources financières et des recouvrements de la commune.

## Les déchets, terrain d'expérimentation d'une économie circulaire naissante

**Comme dans le reste du monde, avec l'urbanisation, la gestion des déchets devient une problématique majeure en Afrique. Face à l'urgence, des initiatives innovantes voient le jour. Des modèles d'économie circulaire font leurs premiers pas.**

Les déchets envahissent le monde avec une croissance exponentielle et un coût élevé pour l'environnement. L'Afrique ne fait pas exception. Elle a généré 164 millions de tonnes de déchets en 2016, soit un taux de 0,46 kilo par habitant et par jour, selon les chiffres de la Banque mondiale. Un taux de production qui est le plus faible au niveau mondial. Pour l'Amérique du Nord, c'est 2,21 kilos et 1,18 kilo pour l'Europe et l'Asie.

Mais, si l'Afrique ne représente aujourd'hui que 9 % de l'ensemble des déchets mondiaux, traiter la question est urgent. En effet, contrairement aux autres continents, le taux de collecte des déchets y est faible, estimé globalement à 44 %. Toutefois certaines villes ont fait d'énormes progrès et parviennent à des taux supérieurs, jusqu'à 70 % comme à Harare, Windhoek, Antananarivo ou Acra. À un taux de collecte insuffisant se greffe un faible taux de recyclage, environ 69 % des déchets sont déversés et seulement 2 % incinérés. Enfin, l'Afrique est la région à la croissance la plus rapide, avec des quantités de déchets produites qui tripleront d'ici à 2050 sous l'effet de la démographie et de l'urbanisation.

### Les premiers pas d'entrepreneurs de l'économie circulaire

Face au défi de la collecte et du recyclage des déchets plusieurs PME ont su innover, trouver des solutions locales pour aller au-delà de l'enfouissement ou de l'accumulation des déchets dans les décharges, et présenter de nouveaux modèles en formalisant la collecte mais aussi en donnant une valeur à ces déchets. Un cercle presque vertueux dans le cadre d'une relation gagnant-gagnant. Depuis cinq ans, Africa Global Recycling (AGR) au Togo mise sur la valorisation des déchets avec un objectif de rentabilité. Auprès de sa clientèle – les industries, les entreprises mais aussi les administra-



tions et les écoles –, elle assure la collecte des déchets, du papier aux emballages plastiques en passant par les métaux ferreux et non ferreux, qui sont ensuite triés dans son centre à Lomé pour être vendus auprès des papetiers, plasturgistes, industries métallurgiques ou énergétiques. Une économie circulaire où les bénéfices sont partagés entre AGR et les fournisseurs de déchets.

Autre exemple, Wecycler au Nigeria s'attelle aussi depuis 2012 avec succès à la gestion des déchets dans les quartiers populaires de la ville de Lagos. Une flotte de vélos sillonne les quartiers et collecte toute ordure ménagère. Les habitants sont incités à s'en débarrasser car ils sont « récompensés » en gagnant des points pour chaque kilo de déchets recyclés – canette, plastiques, métaux –, des points convertibles en biens de consommation et même en argent. Les déchets sont ensuite acheminés pour être traités puis

vendus. Wacycler travaille aujourd'hui avec 15 000 ménages. La PME a signé un partenariat avec le gouvernement de l'État de Lagos, via la Lagos Waste Management Agency, et est sponsorisée par plusieurs entreprises, comme Unilever ou DHL.

Une démarche sensiblement identique est menée en Côte d'Ivoire par la start-up Coliba, créée en 2017 pour valoriser les déchets plastiques. Une application Web, mobile et SMS permet aux entreprises mais aussi aux ménages d'estimer la valeur des déchets qu'ils produisent, et de les convertir ensuite en bons d'achat, en alimentation de base ou en kits scolaires. L'entreprise ou le ménage, via l'application, indique les déchets disponibles, qui sont ensuite récupérés par des pré-collecteurs, puis vendus aux industriels. Au Niger, Bioplast, collecte aussi le plastique pour ensuite le recycler, mais fait payer le service. Parmi ses clients, des

# Une expertise certifiée au service de votre réussite

Conseil & Gestion RH

Formation

Recrutement

Travail Temporaire



Depuis plus de 15 ans, la Maison des Chefs d'Entreprise a fondé sa réputation en assistant les entreprises en quête de solutions et de flexibilité, reposant sur une procédure de recrutement rigoureuse et adaptée aux nouvelles exigences du marché. De la délégation en intérim au recrutement en contrat à durée déterminée ou indéterminée, à une valorisation de vos ressources humaines par la formation ou le conseil, la Maison des Chefs d'Entreprise vous accompagne avec des solutions adaptées à vos besoins.

La Maison des Chefs d'Entreprise est la première société de services en ressources humaines à être certifiée ISO-9001 version 2015 en Côte d'Ivoire. Cette certification de qualité internationale atteste que nous mettons tout en œuvre pour être votre référent de confiance. Chaque année depuis 2014, la Maison des Chefs d'Entreprise, accompagnée par les plus grandes entreprises ivoiriennes, organise le Work'in Planet, grand Salon de l'Emploi, des Carrières et des Opportunités.

« MCE avec vous, pour réussir. »



mce-afrique.net

NOTRE PRIORITÉ EST VOTRE SATISFACTION,  
DÉCOUVREZ NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ SUR : [www.mce-afrique.net](http://www.mce-afrique.net)

32, Rue des Alizés - Zone 4C - Abidjan

Tél. : 00 (225) 21 35 17 91 - 00 (225) 21 35 61 74

Fax : 00 (225) 21 35 17 88 • [mce@aviso.ci](mailto:mce@aviso.ci) ou [mce@mce-afrique.net](mailto:mce@mce-afrique.net)

# MCE

GÉNÉRATEUR D'AVENIR



Pierre-Yves Pouliquen,  
Directeur Général  
de SUEZ Afrique,  
Moyen Orient et  
Inde.

## Trois questions à Pierre-Yves Pouliquen, « L'aspect sociétal est l'une des clés en termes de solution à apporter »

**Le Moci.** La question de la gestion des déchets est une véritable urgence en Afrique. Comment la traiter ? Autrement dit quelles sont les priorités ?

**Pierre-Yves Pouliquen.** Dans les pays émergents, les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités de déchets sont déjà autour de 5 % et de 12 % pour la production de méthane, 28 fois plus fort que le CO2 en termes d'effet de serre. D'ici 2025, la production mondiale de déchets devrait doubler. Ceci constitue donc évidemment un véritable défi, tout particulièrement pour les pays émergents et en voie de développement dont 80 % des déchets collectés sont éliminés dans des décharges à ciel ouvert ou des sites d'enfouissement non conformes aux réglementations.

Les décharges sauvages, autrefois à l'extérieur des villes, se retrouvent aujourd'hui enserrées dans le tissu urbain. Elles sont sources de maladies, de contamination, de pollution des océans, sans compter les incendies nombreux qui s'y déclarent et les effondrements de terrain réguliers. Dans le monde, 50 méga-décharges menacent la santé de 64 millions de personnes, soit l'équivalent du nombre d'habitants en France. 36 % sont en Afrique. C'est donc tout à la fois un problème sanitaire et d'attractivité économique des villes.

Des technologies innovantes, comme le captage et la valorisation du biogaz pour produire de l'énergie verte, le traitement performant des lixiviats, existent et ont été déployées dans les marchés matures depuis une vingtaine d'années. Elles sont autant de solutions éprouvées pouvant être adaptées aux pays émergents afin de passer d'une logique d'enfouissement à une logique de valorisation des déchets et de les accompagner dans l'atteinte de leurs objectifs de réduction de GES (gaz à effet de serre). L'enjeu est d'abord économique.

**Le Moci.** Face à l'urbanisation croissante et à l'expansion des villes africaines, faut-il avoir une approche innovante de la gestion des déchets ?

**Pierre-Yves Pouliquen.** Le problème de la gestion des déchets doit être appréhendé de manière globale, en commençant par les activités de pré-collecte qui, dans beaucoup de pays d'Afrique, sont réalisées par des acteurs informels, travaillant souvent dans des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables. L'aspect sociétal est donc l'une des clés en termes de solution à apporter.

À cet égard, l'exemple du centre de stockage de Meknès, au Maroc, avec la reconversion des chiffonniers, est une illustration du modèle vertueux et innovant pouvant être mis en place, et que nous souhaitons dupliquer ailleurs. Lors de la réhabilitation du site de stockage des déchets ménagers et de la création du centre d'élimination et de valorisation, la communauté locale a été intégrée en amont du projet. Une coopérative locale regroupant près de 150 chiffonniers a été créée et intégrée au site. Celle-ci leur permet de pérenniser leurs activités et leurs conditions de travail.

**Le Moci.** Comment valoriser les déchets en Afrique, qui ont la particularité d'être constitués à hauteur de 60 - 70 % de matières organiques ?

**Pierre-Yves Pouliquen.** Les déchets organiques sont évidemment d'importants contributeurs d'émissions de méthane et de lixiviats. Ils constituent donc aujourd'hui un important facteur de pollution.

Séparer la fraction sèche de la fraction organique via des traitements mécano-biologiques, permet notamment de valoriser cette dernière en compostage, puis par abondement des terres agricoles. Dans le même temps, la fraction sèche pourra être valorisée énergétiquement, surtout dans les pays ayant des problèmes d'accès à l'énergie.

*Propos recueillis par  
B.C. et A.G.-G*

---

### D'ici 2025, la production mondiale de déchets devrait doubler

---

chancelleries, des ONG et des entreprises. En parallèle, l'entreprise commercialise aussi des emballages biodégradables et des paniers poubelles. Pour l'instant, ces derniers sont importés mais l'ambition est de les fabriquer sur place. C'est aussi une entreprise sociale où le plastique est tricoté en sacs.

Au Sénégal, Mbal-IT se concentre sur la collecte des déchets avec la création de bennes à ordures ménagères intelligentes équipées d'écrans vidéo, encore au stade de prototype. Fonctionnant à partir d'énergie solaire, elles aident les usagers à trier les déchets avant de les insérer dans la benne. Ces différentes

initiatives, outre la gestion des déchets, permettent aussi de créer des emplois souvent en formalisant les collecteurs des déchets qui œuvraient dans l'informel. En outre, elles vont de pair avec une sensibilisation des populations à l'environnement, ce qui est un gage important pour l'avenir.



# Une expertise certifiée au service de votre réussite

Conseil & Gestion RH

Formation

Recrutement

Travail Temporaire



Depuis plus de 15 ans, la Maison des Chefs d'Entreprise a fondé sa réputation en assistant les entreprises en quête de solutions et de flexibilité, reposant sur une procédure de recrutement rigoureuse et adaptée aux nouvelles exigences du marché. De la délégation en intérim au recrutement en contrat à durée déterminée ou indéterminée, à une valorisation de vos ressources humaines par la formation ou le conseil, la Maison des Chefs d'Entreprise vous accompagne avec des solutions adaptées à vos besoins.

MCE est la première société de services en ressources humaines à être certifiée ISO-9001 : 2008 en Côte d'Ivoire. Cette certification de qualité internationale atteste que nous mettons tout en œuvre pour être votre référent de confiance. Chaque année depuis 2014, la Maison des Chefs d'Entreprise, accompagnée par les plus grandes entreprises ivoiriennes, organise le Work'in Planet grand Salon de l'Emploi, des Carrières et des Opportunités.

« MCE avec vous, pour réussir. »



mce-afrique.net

NOTRE PRIORITÉ EST VOTRE SATISFACTION,  
DÉCOUVREZ NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ SUR : [www.mce-afrique.net](http://www.mce-afrique.net)

32, Rue des Alizés - Zone 4C - Abidjan

Tél. : 00 (225) 21 35 17 91 - 00 (225) 21 35 61 74

Fax : 00 (225) 21 35 17 88 • [mce@aviso.ci](mailto:mce@aviso.ci) ou [mce@mce-afrique.net](mailto:mce@mce-afrique.net)

# MCE

GÉNÉRATEUR D'AVENIR



# Les Résultats 2018

## de l'enquête CIAN

**Depuis 30 ans, le CIAN interroge les dirigeants des entreprises internationales implantées en Afrique sur les perspectives de leur activité : leurs chiffres d'affaires et leurs résultats seront-ils en croissance pour l'année qui se termine et qu'en sera-t-il pour la suivante, prévoient-ils d'effectuer de nouveaux investissements ? Après les questions de conjoncture viennent les appréciations sur le climat des affaires : comment perçoivent-ils les infrastructures, les services de l'Etat, le coût des facteurs de production etc., 39 critères sont évalués. Les résultats de ce baromètre annuel sont un témoignage direct et factuel des acteurs du terrain et un indicateur de référence pour les investisseurs internationaux.**

L'enquête du CIAN est réalisée en ligne grâce à un questionnaire en français et en anglais auto-administré, envoyé aux responsables de filiales et aux sociétés internationales installées en Afrique par l'intermédiaire des adhérents du CIAN mais aussi via le réseau des conseillers du commerce extérieur de la France, des chambres de commerce internationales, des organismes patronaux locaux et grâce aux missions économiques et ambassades de France. Nous remercions tous ces acteurs sans qui l'enquête ne pourrait toucher sa cible. Tous les secteurs d'activité sont sollicités : de l'industrie aux services, de la petite entreprise à la grande filiale de groupes internationaux.

- **une partie conjoncturelle** appréciant les perspectives d'activité de l'établissement dans le pays : évolution du chiffre d'affaires, des investissements, rentabilité attendue, volume des créances sur l'État et le secteur privé local ;

- **une partie structurelle** évaluant l'environnement des affaires du pays d'implantation : 39 critères répartis en 7 thèmes - infrastructures, administration, économie et finance, social, environnement socio-culturel, coût des facteurs et développement durable.

Pour l'édition 2018, le CIAN a analysé 754 réponses venues de 39 pays (102 questionnaires pour l'Afrique du Nord, 274 pour l'Afrique de l'Ouest, 124 pour l'Afrique Centrale et 254 pour l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien). Les résultats sont intégrés dans les fiches pays de ce rapport lorsque le nombre de réponses pour le pays est suffisant pour une analyse.

### Activité des entreprises 2017-2019

**En phase avec la croissance** qui reprend dans la plupart des pays du continent, les dirigeants sont plutôt optimistes pour le chiffre d'affaires de leur entreprise : 42 % le voient en hausse pour 2018 et 58 % estiment qu'il va croître encore en 2019.

Cette confiance se traduit par une reprise des investissements prévue pour la moitié d'entre eux en 2019. Quant aux résultats, ils sont bénéficiaires pour plus de 40 % ou équilibrés pour 32 % en 2018 tout comme en 2017, l'année 2019 paraissant promettre des bénéfices pour plus de la moitié des personnes interrogées. Enfin le niveau des créances est stable que ce soit sur l'État ou sur le secteur privé.

**La situation par région et par pays est néanmoins contrastée.** Ces bonnes perspectives pour le chiffre d'affaires 2019 sont encore plus affirmées en Afrique du Nord (73 %) et dans une moindre mesure en Afrique australe et océan indien (61 %) alors qu'elles sont dans la moyenne pour l'Afrique de l'Ouest (59 %), pourtant perçue comme la zone la mieux orientée lors de l'enquête 2017.

En Afrique du Nord, les pays les plus dynamiques pour 2018 et 2019 sont la Tunisie et le Maroc, l'Égypte pour 2019. L'Algérie marque nettement le pas en termes d'investissements cette année (55 % de stagnation et même 27 % d'interruption) mais ils seraient simplement différés sur 2019.

Quant à Afrique de l'Ouest, au Burkina Faso les dirigeants s'attendent en majorité à une baisse de leur chiffre d'affaires en 2018 tout comme en Guinée et au Niger. En revanche, le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Mali sont orientés à la hausse.

**L'Afrique centrale** ne se présente pas sous les mêmes bons auspices : si 38 % espèrent une croissance de leur chiffre d'affaires en 2019, 56 % font état d'une baisse pour l'année qui se termine. Hormis au Cameroun, en RCA et en RDC, les chiffres d'affaires estimés en 2019 dans les autres pays de la région sont stagnants (Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale) voire en baisse (Tchad). D'ailleurs le bilan de l'année 2018 pour cette zone est assez médiocre : plus de 70 % des répondants estiment que leur revenu a baissé ou stagné, sauf en RCA (en hausse pour 80 %).

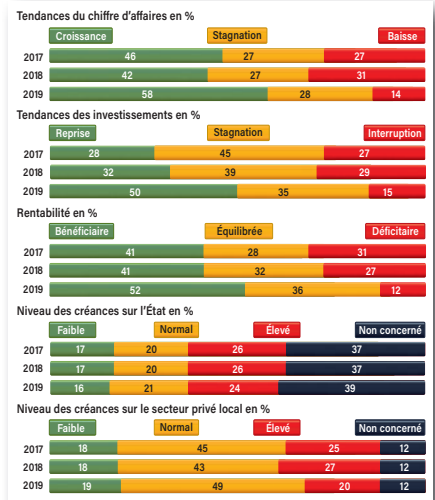
Concernant les pays d'Afrique australe et de l'océan

## Activité des entreprises 2017-2019

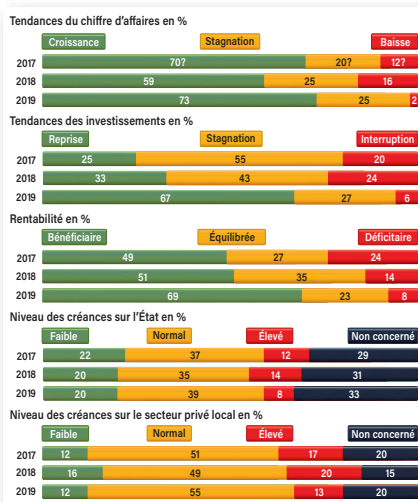
L'enquête CIAN porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2017, 2018 et 2019 :

- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
  - investissements : hausse, interruption, baisse ;
  - résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
  - niveau des créances sur l'Etat : élevé, normal, faible ;
  - niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.
- Les graphiques suivants présentent, par grandes zones géographiques les tendances, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 34 pays évalués cette année.

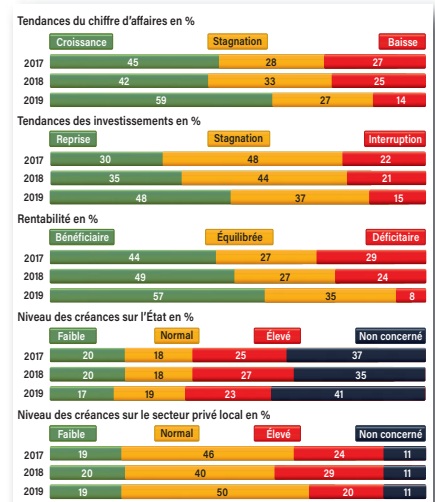
### Afrique (Continent)



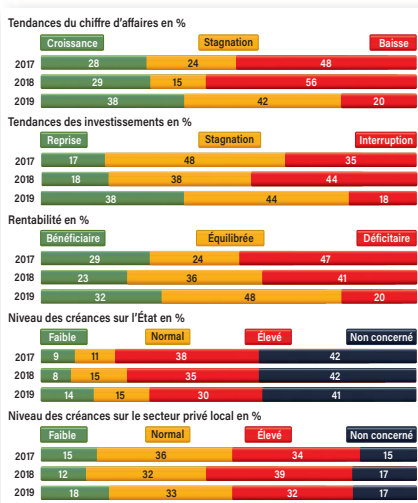
### Afrique du Nord



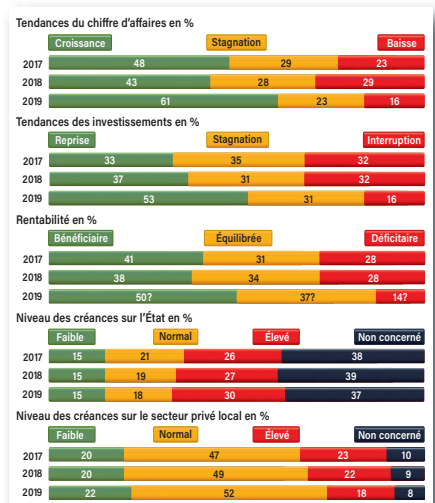
### Afrique de l'Ouest



### Afrique Centrale



### Afrique Australe, Orientale et Océan Indien






# FORUM BUSINESS OPPORTUNITIES AFRIKA

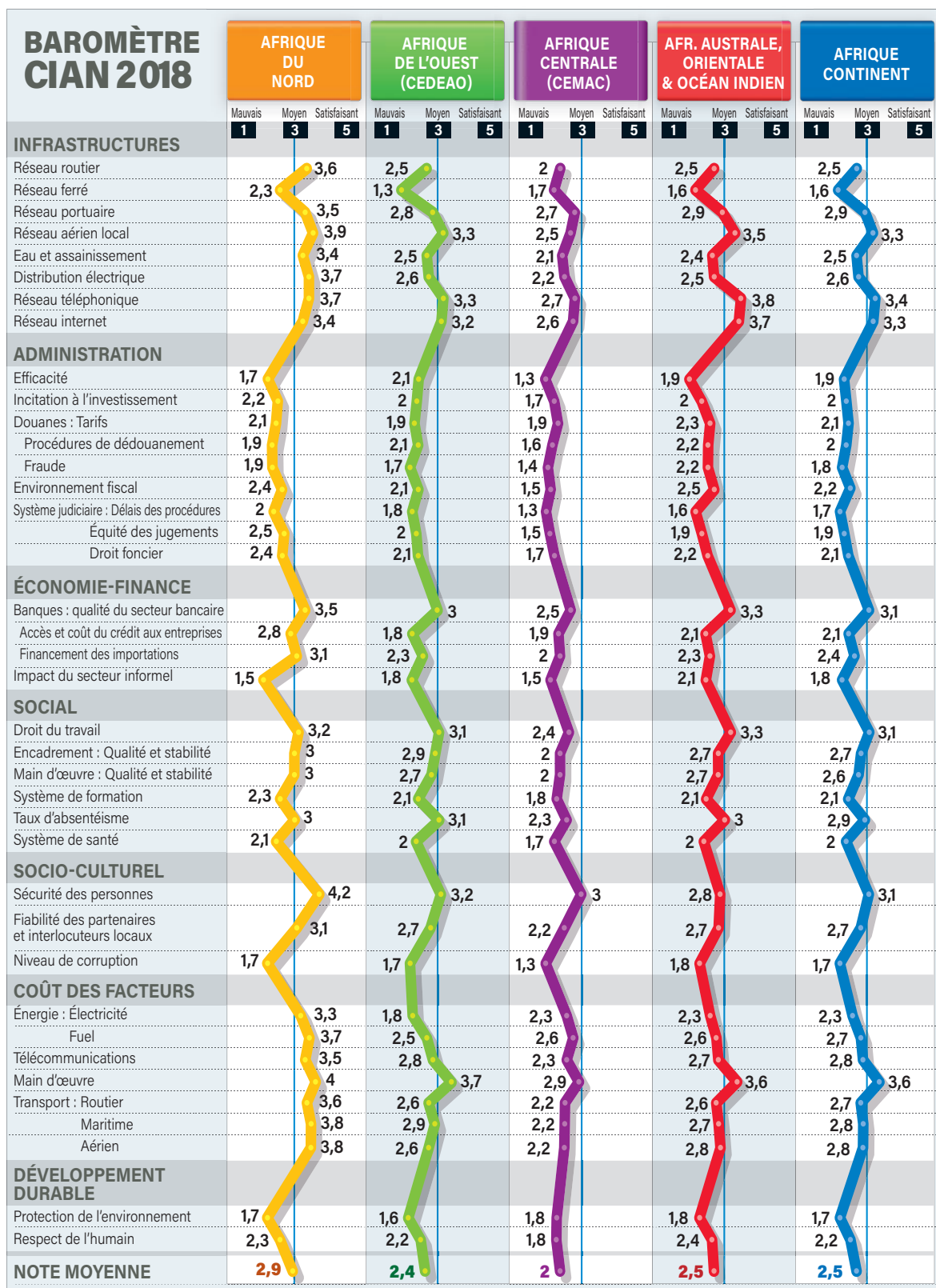
16 & 17 AVRIL 2019

GRENADE SUR GARONNE (31) • FRANCE

 [WWW.BUSOPO.COM](http://WWW.BUSOPO.COM)

 [contact@pbosa.com](mailto:contact@pbosa.com)

# ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



indien, plusieurs économies sont atones en 2018 dont la grande Afrique du Sud, l'Angola pays pétrolier et la Tanzanie où l'on note que 64 % des dirigeants prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires. Maurice, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar et le Mozambique se montrent en revanche dynamiques.

**Logiquement, les dirigeants établissent leurs prévisions d'investissement** en fonction de la conjoncture. Ainsi l'heure est plutôt à la réduction des investissements en 2018 en Afrique centrale (Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad) et en Afrique Australe (Angola, Tanzanie), notamment dans les pays à la croissance ralentie. Au global, les pays où les investissements en 2018 et 2019 seront importants sont la Côte d'Ivoire, le Nigéria (confirmation de ce qui était annoncé l'année dernière, la reprise après une année 2017 d'attente), le Sénégal, la RCA, Djibouti, l'Éthiopie, Madagascar et le Mozambique.

**Après le chiffre d'affaires et les investissements,** l'enquête examine la rentabilité espérée. Les évaluations sont assez similaires à celle de l'enquête 2017 : 27 % voient une année 2018 en pertes, 32 % une année équilibrée et 41 % une année bénéficiaire. Les prévisions 2019 sont elles en amélioration : 88 % des personnes interrogées projettent un résultat 2019 bénéficiaire ou équilibré. Les pays les mieux classés en termes de rentabilité sont l'Égypte, la Mauritanie, la Tunisie pour l'Afrique du

Nord, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Nigéria et le Sénégal en Afrique de l'Ouest. En Afrique centrale, seuls la RCA et le Cameroun semblent promettre des résultats bénéficiaires. Plus à l'Est et au Sud, ce sont l'Éthiopie et Maurice, le Mozambique et Madagascar qui se distinguent pour des marges bénéficiaires.

### L'environnement des affaires

**Lors de son lancement en 1989,** l'enquête CIAN était précurseur. En effet, elle interrogeait en détail les dirigeants sur l'environnement et le climat des affaires dans le pays où ils intervenaient, donnant ainsi des repères aux futurs investisseurs mais permettant également au CIAN d'entrer en dialogue avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitaient inciter davantage les entreprises étrangères à s'implanter dans leur pays. Depuis 2003, le classement *Doing Business* de la Banque mondiale vient compléter cette information en calculant un indice basé sur des critères objectifs (ex : les délais de création d'entreprise, les facilités d'obtention de prêt etc.). Grâce à cette méthodologie, certains pays se sont donné pour objectif de progresser dans cette liste et ont ainsi amélioré leur climat des affaires. Mais tout n'est pas réglé.

**Comme le montre le baromètre CIAN,** la réalité africaine reste complexe et les chefs d'entreprises continuent d'attendre plus de l'environnement éco-

## Appréciation de l'environnement des affaires

### Note moyenne par pays

	Note > 2,5/5		Note < 2,5/5		
	2018	2017	2018	2017	
Maroc	3,4	3,4	Burkina Faso	2,4	2,6
Maurice	3,4	3,2	Bénin	2,3	2,6
Afrique du Sud	3,2	3,1	Guinée équatoriale	2,3	2,4
Algérie	3,2	2,9	Madagascar	2,3	2,4
Ethiopie	2,9	3	Mauritanie	2,3	2,2
Ouganda	2,9	3	Congo	2,3	2,1
Togo	2,8	2,7	Mozambique	2,2	2,4
Tunisie	2,8	2,6	Burundi	2,2	2,3
Djibouti	2,7	2,8	Mali	2,2	2,2
Sénégal	2,7	2,7	Angola	2,2	2,2
Kenya	2,7	2,3	Gabon	2,1	2,3
Ghana	2,5	2,9	Nigéria	2,1	2,3
Côte d'Ivoire	2,5	2,5	Niger	2,0	2,2
Cameroun	2,5	2,5	Tanzanie	1,9	1,8
Égypte	2,5	2,3	RCA	1,9	1,7
			Guinée	1,8	1,9
			RDC	1,7	1,4
			Tchad	1,4	1,6

nomique, fiscal et social des pays africains. Ainsi la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,5, soit légèrement au-dessus de la note de 2017 (2,4) et encore en dessous de la moyenne. Dans cet ensemble, l'Afrique du Nord performe mieux (2,9) et l'Afrique centrale moins bien (2). Sur les 33 pays étudiés, 15 obtiennent une note supérieure ou égale à la moyenne d'ensemble : tous les pays d'Afrique du Nord sauf la Mauritanie, 6 pays sur 10 d'Afrique de l'Ouest et la moitié des pays de la zone AAOOI étudiés. Dans la région d'Afrique centrale, seul le Cameroun, en progression par rapport à l'année dernière se place dans cette liste.

**Sur la totalité du panel**, le Maroc et Maurice arrivent de nouveau en tête, bientôt rejoints par l'Afrique du Sud et l'Algérie. Comme en 2017, les autres pays de la tête de liste sont l'Éthiopie et l'Ouganda. La note du Kenya a progressé grâce à de meilleures évaluations de ses infrastructures (transport, eau, télécoms) et des coûts des facteurs (toutefois on peut noter que le coût de l'électricité ne satisfait toujours pas les chefs d'entreprise) tandis que le Ghana a perdu des points pour la raison d'une fourniture d'électricité jugée satisfaisante, tout comme l'incitation à l'investissement ou les coûts bancaires. À l'ouest, le Bénin et le Burkina Faso sont en baisse avec un poids élevé du secteur informel, des difficultés avec l'administration et le système judiciaire pour le premier tandis que le second est critiqué sur ses douanes et ses infrastructures, en particulier de transport.

Cette année encore, les pays du bas de classement (RDC et Tchad) appartiennent à l'Afrique centrale. À noter qu'en Afrique de l'ouest, la Guinée ferme le classement. Les pays fragiles en matière d'environnement des affaires sont assez nombreux et parmi eux de grands pays en termes de démographie et de PIB : Angola, Gabon, Nigéria, Niger...

**Les détails des évaluations** font ressortir que les infrastructures continuent de se renforcer. Effectivement la plupart des pays les ont identifiées comme prioritaires dans leur Plan de développement et d'émergence. Les projets souvent financés par l'Aide Publique au Développement avancent, améliorant routes et ports, et plus récemment le chemin de fer dans quelques pays. Les infrastructures de service d'eau et d'électricité progressent aussi, même si elles sont toujours un point de faiblesse dans de nombreux pays du continent (à l'exception du Maghreb, de Maurice, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal...). Les entreprises qui ont de gros besoins d'énergie électrique comme les industries continuent de pointer là un poste de dépenses important en Afrique. Enfin les télécoms et l'accès à internet donnent de plus en plus satisfaction, même si l'Afrique centrale est en retard.

**Les critères liés à l'administration** (efficacité, douanes, fiscalité, système judiciaire) sont sévèrement notés et évoluent peu. Ils plafonnent en des-

sous de la moyenne. Dans les commentaires, les dirigeants notent l'influence du climat politique, avec l'attentisme lié aux élections. La corruption reste partout un sujet de préoccupation (sauf en Éthiopie selon les personnes interrogées) et on peut noter partout une difficulté à être confiant dans ses partenaires commerciaux et locaux. Le sentiment de sécurité se renforce, notamment en Afrique du Nord. La sécurité ne paraît pas un souci majeur pour les entreprises dans la conduite de leurs affaires ; c'est une donnée intégrée de leur environnement...

Dans le domaine social, le droit du travail et la qualité de la main-d'œuvre et de l'encadrement semblent corrects même si le système de formation est largement critiqué (note de 1,8 à 2,3) tout comme le système de santé (note de 1,7 à 2).

**Concernant le secteur de la finance**, on ne remarque pas d'évolution majeure : la qualité du secteur est jugée bonne mais l'accès et le coût du crédit aux entreprises sont considérés comme trop élevés. Enfin alors qu'on pourrait s'attendre à un coût des facteurs d'exploitation avantageux pour les entreprises considérant ce continent encore en développement, hormis en Afrique du Nord, le manque d'infrastructures et le manque d'encadrement publics de formation et de santé pèsent sur le budget des entreprises. Ainsi le coût de l'électricité est particulièrement important en Afrique de l'Ouest, critiqué en Afrique centrale et en AAOOI alors qu'il est satisfaisant en Afrique du Nord. Le coût de la main-d'œuvre est toutefois souvent l'un des meilleurs atouts, en particulier des pays les plus pauvres. C'est aussi un point fort de l'Afrique du Nord qui explique l'attractivité de la zone pour l'implantation de sites industriels ou de services (informatique par exemple).

**Comme le montre la revue** de cette palette de critères, les entreprises conduisent leurs affaires dans un environnement qu'elles espéreraient meilleur. Elles s'en accommodent néanmoins en faisant rémunérer le risque comme le montre l'indice de rentabilité. Motivées par la croissance de ces pays qu'elles ne trouvent pas ailleurs, par l'ampleur des besoins (infrastructures et consommation), elles s'appuient sur les réseaux d'affaires tissés dans la durée, l'expérience du terrain et une certaine résilience pour ancrer leur offre, convaincues que l'Afrique est aujourd'hui le relais de croissance de la planète.

*Enquête et analyse réalisée par le CIAN.*

*Sandrine Sorieul, directrice générale*

## REMERCIEMENTS

Le CIAN remercie chaleureusement les responsables d'entreprises qui ont pris le temps de répondre à l'enquête ainsi que toutes les structures qui ont apporté leur concours en assurant une large diffusion : adhérents du CIAN, conseillers du commerce extérieur, chambres de commerce et d'industrie, organismes patronaux, missions économiques et ambassades de France.

# La transformation numérique est en marche en Afrique

Orange opérateur multi-services : santé, éducation, agriculture, énergie solaire et services financiers.



Vous rapprocher  
de l'essentiel

# Plus de 40 millions de clients font confiance à Orange Money

Pour effectuer leurs transferts d'argent, leurs paiements et avoir accès à des services financiers via leur mobile.



Vous rapprocher  
de l'essentiel

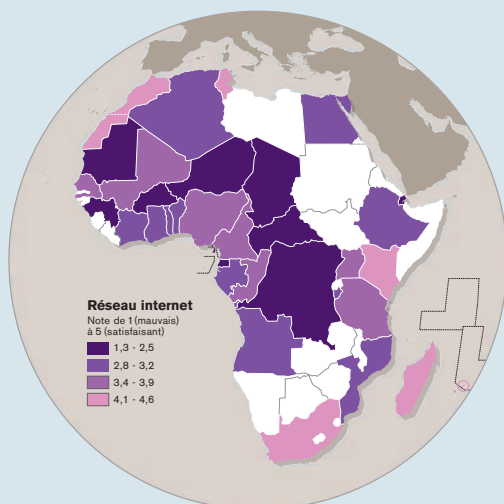


# Environnement des affaires en 2018

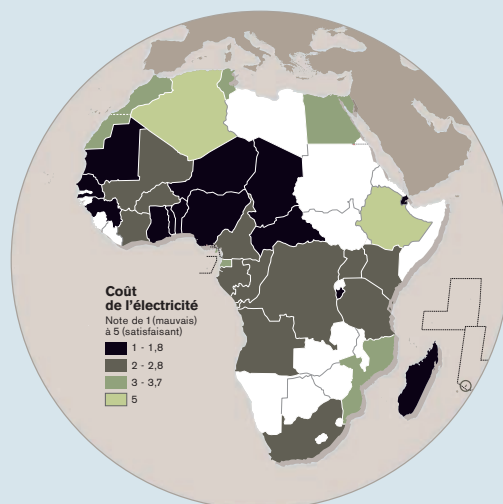
En répondant à l'enquête CIAN, le chef d'entreprise est appelé à apprécier l'environnement des affaires de son pays d'implantation, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

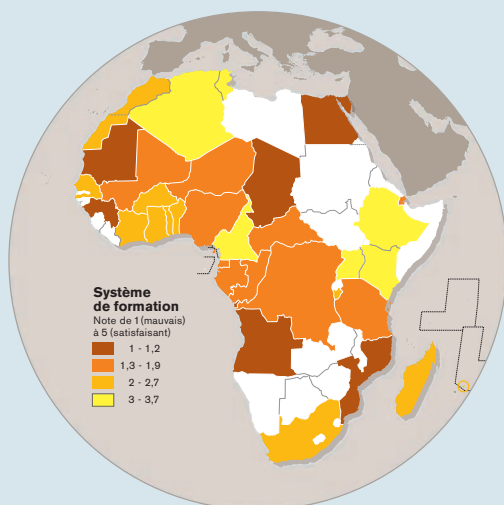
Le graphique général du Baromètre CIAN donne les résultats par grandes zones géographiques. Les cartes présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 34 pays évalués cette année.



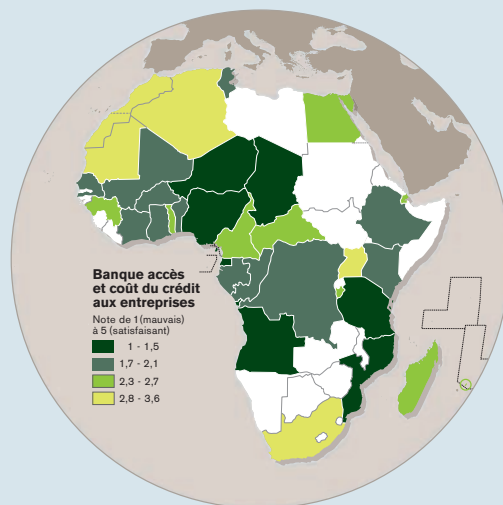
RÉSEAU INTERNET



COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ

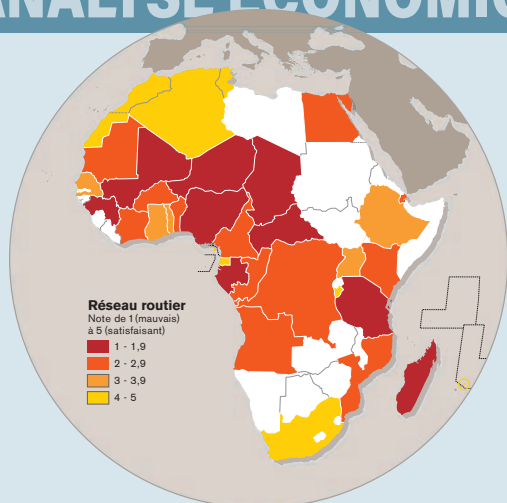


SYSTÈME DE FORMATION

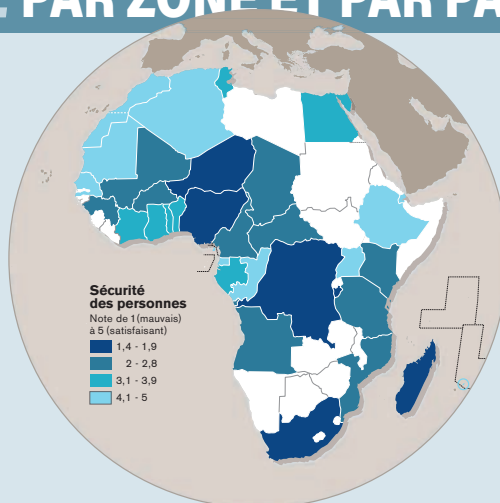


BANQUE ACCÈS ET COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

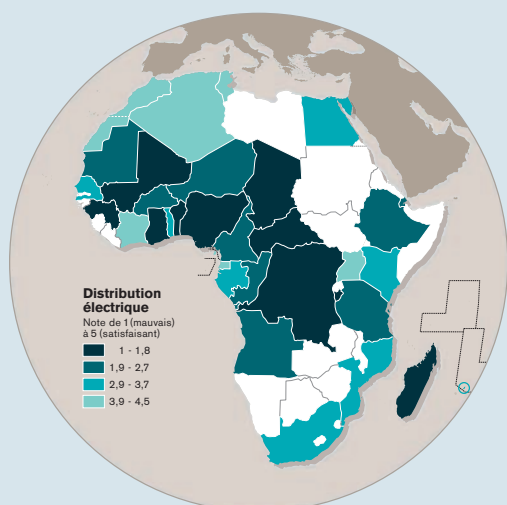
# ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



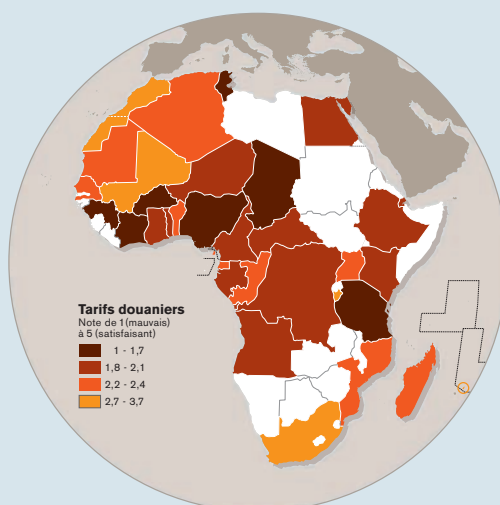
RÉSEAU ROUTIER



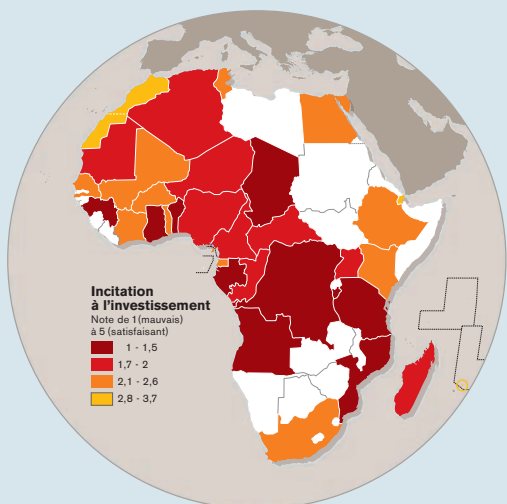
SÉCURITÉ DES PERSONNES



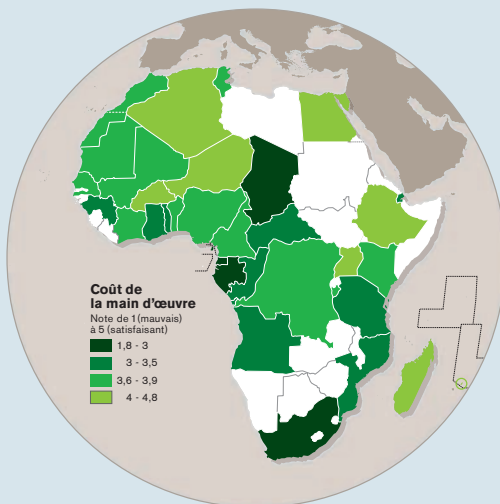
DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



TARIFS DOUANIERS



INCITATION À L'INVESTISSEMENT



COÛT DE LA MAIN D'OEUVRE

# ENGAGÉ POUR VOUS FACILITER LA VIE

Transfert d'argent, commerce de proximité, restauration,  
entretien automobile, lavage :  
nos stations évoluent pour répondre aux besoins de chacun



#MakeThingsBetter  
total.com



## TOTAL

Committed to Better Energy

# AFRIQUE DU NORD

(1) Banque mondiale ; (2) FMI ; (3) PNUD



## Algérie

**Chef de l'État: Abdelaziz Bouteflika - Premier Ministre: Ahmed Ouyahia**  
**- Population (millions)<sup>1</sup>: 41,5 - Superficie (km<sup>2</sup>)<sup>1</sup>: 2 381 740 - PIB/hab. 2017 (USD)<sup>1</sup>: 4 123 - Croissance du PIB réel 2017 (%)<sup>2</sup>: 1,4 - Inflation 2017 (%)<sup>2</sup>: 5,6 - Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup>: 85 - Classement Doing Business 2018 (sur 190)<sup>1</sup>: 157**

**Le choc pétrolier a été violent pour l'économie algérienne**, les exportations de pétrole et de gaz représentant 94 % des recettes d'exportation et 60 % du budget de l'État. Certes, la remontée des cours du pétrole, à leur plus haut niveau depuis quatre ans, donne une bouffée d'oxygène à l'Algérie mais trois années de bas prix ont créé des déséquilibres macroéconomiques. Les tensions sociales sont perceptibles, l'année 2018 ayant été émaillée de plusieurs mouvements sociaux et grèves, notamment des médecins et des enseignants. La croissance a rebondi à 2,5 % mais demeure inférieure à la moyenne 2000-2014 (3,7 %) tandis que l'inflation a progressé à 6,5 %.

**En 2018, un changement de politique économique** a été opéré. La politique d'austérité menée pour tenter de limiter les déficits jumeaux (budgétaire et courant) a été abandonnée pour privilégier une politique budgétaire expansionniste afin de relancer la croissance, qui n'avait été que de 1,4 % en 2017. Un relâchement qui a coïncidé avec la hausse des prix du pétrole, ce qui a permis de diminuer légèrement le déficit budgétaire à -7 % du PIB et le déficit courant à -9 % en 2018, mais ils restent importants.

**L'Algérie a choisi en novembre 2017 de financer le déficit budgétaire** par la création monétaire, le financement dit non conventionnel, et ce contre l'avis du FMI, le pays refusant de recourir à l'endettement extérieur. Ce dernier demeure bas, représentant 2,4 % du PIB. La Banque d'Algérie a estimé les besoins en financement du Trésor à 1 815 milliards de dinars\* (Md DZD) en 2018, contre 570 Md DZD en 2017, et à 580 Md DZD pour 2019. Diminué de près de moitié entre 2016 et 2017, les réserves monétaires, encore abondantes, se sont légèrement érodées cette année à 85 Md USD (montant estimé) contre 96 Md USD en 2017.

### Politique protectionniste

**Afin de contenir le déficit de la balance commerciale** et, par ricochet, de la balance des paiements, et de promouvoir en même temps les productions locales, une nouvelle politique commerciale protectionniste a été mise en œuvre en janvier 2018 avec l'instauration d'un régime de restriction des importations. Quelque 851 produits sont provisoirement suspendus à l'importation, essentiellement des biens alimentaires et de consommation. En outre, la loi de Finances complémentaire pour 2018 (publiée en juillet) introduit une taxe supplémentaire préventive - droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) - dont les taux prévus sont compris entre 30 et 200 %. Enfin, a été élargie la liste des marchandises soumises à la taxe intérieure de consommation (TIC),

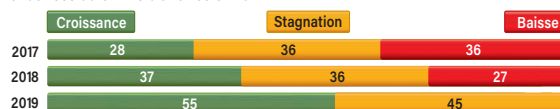
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,2 sur 5 ▲

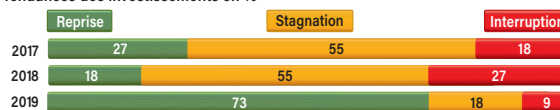
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de l'énergie (élec + fuel)	▲	Efficacité de l'administration	▼
Sécurité des personnes	▲	Douanes procédures	▼
Réseau aérien (coût et infras.)	▲	Impact du secteur informel	▼
Eau et assainissement	▲	Incitation à l'investissement	▶
Coût de la main-d'œuvre	▲	Développement durable	▼

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



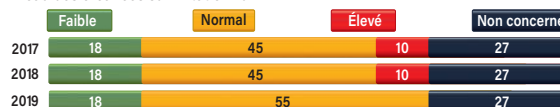
Tendances des investissements en %



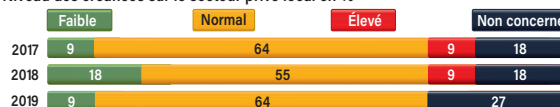
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



au taux de 30 %, pour 10 familles de produits finis, ainsi que le relèvement des droits de douane, jusqu'à 60 %, pour 32 familles de produits finis.

**Cette politique est vivement critiquée** par les partenaires commerciaux de l'Algérie et son efficacité peut être contestée. Certes, le déficit commercial sur les huit premiers mois de l'année 2018 a diminué de 75 % par rapport à la même période de 2017, le ramenant à 2,5 Md USD, mais les impor-

tations n'ont que faiblement baissé (-2,4 %) tandis que les exportations ont bondi de 23 %.

Toutefois, l'Algérie a gagné 9 places dans le classement Doing Business 2018 de la Banque mondiale grâce aux réformes menées en matière de commerce transfrontalier et d'accès à l'électricité, mais elle reste loin derrière les autres pays du Maghreb.

### Nouvelle stratégie de la Sonatrach

**À la tête du géant pétrolier et gazier, la Sonatrach**, Abdelmoumen Ould Kaddour, nouveau P-dg nommé en mars 2017, ambitionne de la placer dans le top cinq des plus grandes sociétés pétrolières d'État d'ici 2030. Il a lancé une stratégie de long terme, « SH 2030 », qui vise à générer 7 Md USD de revenus supplémentaires d'ici 2030, dont 50 % seront réinvestis. L'accent est mis sur la reconquête de la confiance des grandes compagnies pétrolières, l'augmentation des réserves – notamment celles de gaz de schiste pour compenser la hausse de la consommation de gaz domestique – et l'internationalisation.

**Des discussions ont été engagées** avec l'Irak, le Niger, la Bolivie et un premier investissement de taille a été réalisé en mai 2018 avec le rachat de la raffinerie d'Augusta à Exxon en Italie tandis qu'un accord est intervenu avec le négociant en pétrole Vitol. Des litiges ont été réglés avec les sociétés pétrolières – Total, Eni ou Repsol – qui avaient bloqué leurs investissements. Plusieurs contrats ont été signés avec des sociétés étrangères comme ENI, Statoil, BP ou Total, avec la volonté d'augmenter la production de pétrole et de gaz mais aussi de développer les énergies renouvelables. Le champ du projet gazier de Timimoun, opéré par la Sonatrach, Total et Cespa, est entré en production en mars 2018, avec un potentiel de 5 millions de mètres cubes (m<sup>3</sup>) par jour.

**La Sonatrach mise aussi sur la pétrochimie.** Avec Total, via la Sonatrach Total Entreprise Polymère (STEP), sera construit près d'Oran le premier complexe pétrochimique d'Algérie pour y produire du polypropylène (1,4 Md USD d'investissement).

**Par ailleurs, il est attendu une nouvelle loi sur l'énergie** afin d'offrir des conditions plus compétitives aux investisseurs, mais ce sujet est un vieux serpent de mer qui suscite un certain scepticisme. Enfin, par décret a été créée une zone économique exclusive permettant l'exploitation des ressources sur un espace maritime compris entre la zone frontalière du Maroc et de la Tunisie et pouvant aller jusqu'à 370 kilomètres au large des côtes.

### Timide diversification de l'économie

**L'agriculture, longtemps négligée, est sur une pente ascendante**, un signe que le processus de diversification est amorcé. La campagne céréalière 2017/18 a été record grâce à une bonne répartition pluviométrique sur l'ensemble des zones céréalières et une amélioration des rendements. La production de céréales est estimée à 6,5 millions de tonnes, en hausse de près de 75 % par rapport à 2016/17. La production de légumineuses a été aussi bien orientée, et devrait permettre à l'Algérie, dans les prochaines années, de ne plus importer pois chiches et lentilles, selon le ministère de l'Agriculture. La production de pois chiches a ainsi été multipliée par 3 depuis 2001, pour atteindre 34 000 tonnes et celle de lentilles a été multipliée par 65 pour atteindre 30 000 tonnes. Les filières ail, tomate industrielle se portent bien également ainsi que les filières viande et pêche. Le secteur agricole devrait bénéficier d'une enveloppe d'investissements de 265 Md DZD en 2019.

**Concernant l'industrie**, présent depuis 1991 et disposant déjà de deux usines en Algérie, le français Sanofi a inauguré en octobre le plus grand complexe pharmaceutique d'Afrique près d'Alger pour un investissement de 85 M EUR\*. En pleine capacité, l'unité produira 100 millions d'unités par an, destinées au marché algérien et exportées sur le continent africain. À noter que l'Algérie, importateur net par le passé, a réalisé en 2018, grâce à ses 17 cimenteries, ses premières exportations de clinker. Elles ont été effectuées en Afrique de l'Ouest pour la filiale algérienne de LafargeHolcim et en Europe pour le groupe public Gica.

**Dans le secteur des mines**, le gouvernement consacrera 9,4 Md DZD d'investissements entre 2018 et 2028. Dès 2018, devrait démarrer l'exploitation du gisement de phosphate de Bled El Hadba (réserves estimées à 2 Md t). Il souhaite entretemps accroître la production de la mine de plomb-zinc de Chaâbet El Hamar et celle de la mine de fer de Gara Djebilet, créer une unité de traitement de diatomites à Sig et une unité de production de sel raffiné à El Outaya, ainsi que mettre en production une unité de bentonite à Boughara..

Le président Abdelaziz Bouteflika, 81 ans, physiquement affaibli par son AVC de 2013, se présentera pour un cinquième mandat à la tête du pays lors de l'élection présidentielle prévue en avril 2019. Une candidature soutenue notamment par le patronat algérien, le Forum des chefs d'entreprise.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 117,7 DZD (dinars algériens) ;  
1 EUR = 134,4 DZD.



## Égypte

**Chef de l'État: Abdel Fattah al-Sissi - Premier Ministre: Mostafa Madbouli - Population (millions): 97,8 - Superficie (km<sup>2</sup>): 1 001 450 - PIB/hab. 2017 (USD): 2 413 - Croissance du PIB réel 2017 (%): 4,2 - Inflation 2017 (%): 29,5 - Classement IDH 2018 (sur 189): 115 - Classement Doing Business 2018 (sur 190): 120**

### Assiste-t-on à la sortie de la période de crise de l'Égypte ?

Assurément, le pays a été en 2018 sur la voie d'une reprise économique consolidée par une série de réformes et de mesures d'austérité engagées fin 2016, douloureuses pour la population dont le pouvoir d'achat a été grignoté par la baisse des subventions et l'inflation galopante.

**Sur la période 2017-18, la croissance a rebondi à 5,3 %**, le taux le plus élevé depuis 10 ans, l'inflation ramenée à 13,9 %, tandis que les réserves internationales ont atteint un record de 44,5 milliards de dollars (Md USD)\* en septembre 2018. Le déficit budgétaire a été réduit mais reste important à 13,9 % du PIB, tandis que la dette publique tourne autour de 92 % du PIB. Le taux de chômage a diminué, proche de 10 % mais il dépasse 26 % chez les jeunes. Les principaux moteurs de la croissance sont le gaz naturel, la construction, le tourisme et l'industrie manufacturière.

**La découverte du méga gisement de gaz naturel de Zohr**, entrée en service cette année avec des réserves d'environ 850 Md m<sup>3</sup> de gaz, pourrait faire passer l'Égypte d'un importateur net depuis 2014 à un exportateur net de gaz naturel d'ici fin 2019. Opéré par ENI, avec BP et Rosneft, la production doit dépasser 76 M m<sup>3</sup> par jour en 2018. D'ores et déjà, le pays est autosuffisant en gaz et la fin des importations de GNL pourrait générer des économies de 3 Md USD par an.

**L'Égypte ne compte pas s'arrêter là** dans l'exploitation de son potentiel gazier. Une loi ouvrant le marché du gaz au secteur privé a été adoptée en août 2018. En outre, depuis la mi-2014, quelque 61 accords ont été signés pour la prospection pétrolière et gazière d'une valeur estimée à 14 Md USD par le gouvernement. La mer Rouge pourrait être aussi la prochaine frontière d'exploration majeure : les réserves sont estimées à 6 Md de barils de pétrole brut et 650 M m<sup>3</sup> de gaz, selon le ministère du Pétrole.

**Le tourisme se redresse** sans retrouver encore le niveau de 2010. En 2017, le pays a accueilli quelque 8 millions de touristes et sur les neuf premiers mois de l'année 2018, leur nombre a progressé de 40 %. Un nouveau fonds de capital-investissement devrait être mis en place pour moderniser les hôtels. Par ailleurs, de nouvelles opportunités d'investissement sont proposées dans les îles de la mer Rouge tandis que le Grand musée égyptien, situé près des pyramides de Gizeh, ouvrira en 2019.

**Autre source de revenus, le Canal de Suez**, dont les recettes ont atteint un record de 5,585 Md USD en 2017/2018, en hausse de 11,5 %. Le pays compte doubler ces recettes à l'horizon 2023. L'Égypte peut aussi compter sur les envois de fonds de sa diaspora, qui ont atteint près de 20 Md USD en 2017.

**Les investissements directs étrangers (IDE)** se sont élevés à 7,7 Md USD en 2017/ 2018, dont 4,5 Md USD dans le secteur

### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▲

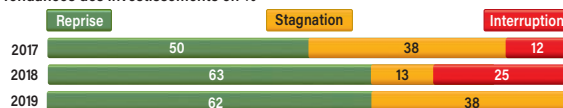
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main-d'œuvre	▲	Réseau ferré	▼
Coût du fuel	▼	Système de formation	▼
Transport aérien (coût et infras.)	▲	Efficacité de l'administration	▼
Coût du transport maritime	▲	Douanes et corruption	▼
Sécurité des personnes	▲	Système de santé	▼

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



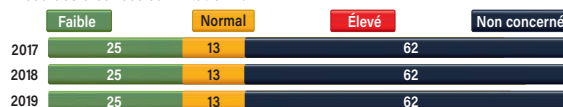
Tendances des investissements en %



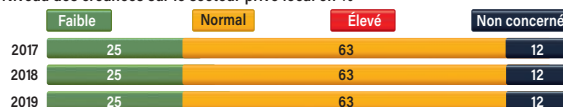
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



pétrolier, selon la Banque centrale. Au printemps, l'Égypte a annoncé la privatisation de 23 entreprises dans les deux années à venir par le biais d'offres minoritaires sur la Bourse du Caire. Parmi celles-ci, la Banque du Caire, les compagnies pétrolières MIDOR et ENPPI et Misr Insurance Company.

**Sur le plan politique**, Abdel Fattah al-Sissi a été réélu en mars 2018 pour un second mandat de quatre ans, avec 97,08 % des voix et un taux de participation de 41,5 %.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 17,8 EGP (livres égyptiennes) ;  
1 EUR = 20,4 EGP.



# Libye

**Chef de l'État et du gouvernement : Fayez al-Sarraj** • **Population (millions) : 6,3** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 759 540** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 7 998** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 64** • **Inflation 2017 (%) : 28,5** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 108** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 186**

**Après quatre années de récession, la Libye a enregistré une croissance record** de 64 % en 2017. La raison ? Le doublement de la production de pétrole grâce à de meilleures conditions de sécurité autour des principaux champs pétroliers et des terminaux. Mais, la situation reste très fragile.

**Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018, la production pétrolière** a stagné autour de 1 million de barils par jour (b/j), soit les deux-tiers de sa capacité. L'inflation devrait demeurer élevée à 28 % en 2018. Ces quatre dernières années, les Libyens ont perdu 80 % de leur pouvoir d'achat\*. Les déficits jumeaux ont été réduits, à 25 % du PIB pour le déficit budgétaire et 1,5 % pour le déficit courant, les réserves se sont stabilisées. La croissance est attendue à 10,9 % en 2018.

**La reprise économique est là mais sans solution politique**, la situation tant économique que sociale évoluera au gré de la sécurité. L'État au niveau central est toujours ab-

sent et le pays est fragmenté en milices rivales. Sous l'égide des Nations unies, une feuille de route a été établie en mai 2018, lors de la Conférence internationale sur la Libye à Paris – avec notamment l'adoption d'une base constitutionnelle et la tenue d'élections parlementaires et présidentielles en décembre – mais force est de constater qu'elle était, fin 2018, hors d'atteinte. Les Nations unies prônent une vaste Conférence nationale regroupant toutes les parties prenantes.

**La Libye est l'un des principaux pays de transit des migrants sub-sahariens.** On estime à environ 800 000 le nombre de migrants sur le territoire, migrants qui font l'objet de mauvais traitements régulièrement dénoncés par plusieurs organisations internationales, dont le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR).

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 1,3 LYD (dinars lybiens) ;  
1 EUR = 1,5 LYD.



# Guide de l'export en 10 étapes

## à l'usage des entrepreneurs





Philosophie BNP Paribas  
 BNP Paribas renforce son dispositif d'appui aux entreprises exportatrices

Moniteur du Commerce International depuis 1883

9<sup>e</sup> édition 2019

## Guide de l'export en 10 étapes

à l'usage des entrepreneurs



Stratégie, diagnostic, étude de marché, communiquer, prospecter, préparer l'expédition, préparer le contrat, expédier, s'implanter, recruter

Philosophie Euler Hermes

Comment réussir à l'international ? Guide des bonnes pratiques

N° 2061 - Décembre 2018 - 25 € - ISBN : 978-2-7108-4170

Numéro 2061 - Décembre 2018

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



## Maroc

**Roi (chef de l'État) : Mohammed VI** - **Premier Ministre : Saad-Eddine El Othmani** - **Population (millions) : 35,8** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 446 550** - **PIB/hab. (USD) 2017 : 3 007** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,1** - **Inflation 2017 (%) : 0,8** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 123** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 60**

**La croissance économique a ralenti à 3,2 % en 2018** (après 4,1 % en 2017), une nouvelle fois sujette aux variations de la campagne agricole. En revanche, les autres secteurs ont progressé. Au niveau macroéconomique, l'inflation augmente mais est contenue à 2,4 %, le déficit budgétaire se situe à 3,2 % du PIB et le déficit courant à 4,3 %, la dette est stabilisée à 65 % du PIB.

**Depuis 2016, des mouvements sociaux traversent le pays.**

Une inédite et importante campagne de boycott des entreprises Centrale Danone, Sidi Ali et Afriquia, a été lancée avec succès sur les réseaux sociaux. Dans sa loi de Finance pour 2019, le Maroc envisage d'augmenter de 36 % ses subventions aux produits de première nécessité comme la farine, le gaz ou le sucre. Le taux de chômage a régressé à environ 10 % mais demeure élevé chez les jeunes (26 %) et les diplômés (16,5 %).

**Une première émission souveraine de Sukuk** (certificat d'investissement conforme à la charia) pour un montant d'un milliard de dirhams (Md MAD)\* a été lancée en octobre avec une sursouscription de 3,6 fois le montant. Plus de 8 ans après la précédente, une nouvelle vague de privatisation est prévue. Le célèbre hôtel la Mamounia et la centrale thermique de Tahaddart seront privatisés en 2019. Le Maroc a attiré 2,57 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2017, en hausse de 12 %. Mais sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018, ils étaient en recul de près de 30 %.

**L'Office chérifien du phosphate (OCP)** poursuit tambour battant son développement et l'Afrique y contribue pleinement avec une hausse de près de 50 % de ses exportations vers le continent. Le groupe a lancé la seconde phase de son plan de développement pour un montant de 75 Md MAD sur 10 ans, avec l'objectif de capter 50 % de la demande additionnelle d'engrais sur le marché international.

**Le secteur automobile, premier poste à l'exportation**, poursuit son développement. Après Renault et PSA (prévue en 2019), Volkswagen pourrait installer une usine d'assemblage au Maroc. Du côté des équipementiers, le Français Novares a implanté sa première usine à Kénitra (25 M EUR) tandis que l'Indien Varroc Engineering Pvt. Ltd va s'implanter à Tanger et l'Italien Magneti Marelli dans la zone franche de Tanger. Le secteur du tourisme, deuxième employeur du pays, se porte bien. Le pays a gagné 1 million de touristes de plus en 2017 et franchi pour la première fois la barre des 11 millions de visiteurs. Les recettes ont progressé de 8,5 % à 69,7 Md MAD. Sur les 9 premiers mois de l'année, les arrivées sont en hausse de 9 %, à 9,5 millions. Parmi les autres faits marquants, dans les transports, le premier TGV d'Afrique qui relie Tanger à Casablanca a été inauguré le 15 novembre 2018.

**Sur le plan politique**, le roi Mohammed VI, à l'occasion du 43<sup>e</sup> anniversaire de la Marche verte, a tendu la main à l'Algérie pour un dialogue franc et direct. Une première table ronde avec le

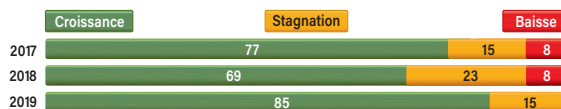
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,4 sur 5 ▶

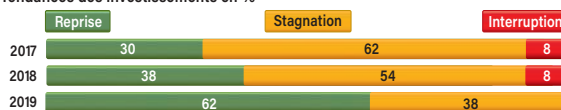
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Secteur bancaire	▲	Impact du secteur informel	▼
Distribution électrique	▶	Système de santé	▶
Réseau téléphonique	▶	Niveau de corruption	▼
Réseau portuaire et transports maritimes	▲		
Coût des transports routiers	▶		

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



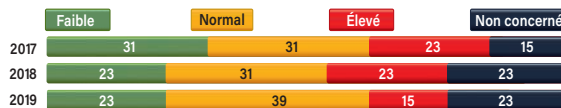
Tendances des investissements en %



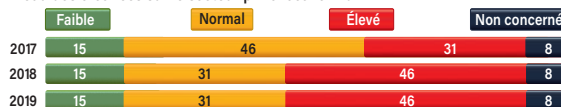
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Maroc, l'Algérie, le Polisario et la Mauritanie devait se dérouler début décembre à Genève. Si les chefs d'États de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) ont donné, en juin 2017, leur accord de principe sur l'entrée du Maroc dans cette organisation régionale, le pays doit encore convaincre, notamment sur le plan économique, pour une pleine adhésion.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 9,4 MAD (dirhams marocains) ;  
1 EUR = 10,7 MAD.



CASABLANCA FINANCE CITY  
القطب المالي للحداء البيضاء

## CASABLANCA FINANCE CITY

Casablanca Finance City (CFC) est un hub économique et financier africain situé à la croisée des continents.

Reconnue comme la première place financière en Afrique et partenaire des plus grands centres financiers internationaux, CFC a réussi à constituer une forte communauté de membres composée d'entreprises financières, de sièges régionaux de multinationales, de prestataires de services et de holdings.

CFC offre à ses membres une proposition de valeur attractive et un accompagnement «Doing Business» de qualité visant à favoriser le déploiement de leurs activités en Afrique.

Animé par l'ambition de satisfaire sa communauté, CFC s'engage à promouvoir l'expertise africaine de ses membres, tout en stimulant les synergies et opportunités d'affaires au sein de son réseau.



La communauté de CFC est constituée de **~180 entreprises de haut niveau**, couvrant **46 pays africains**

Contactez-nous :

[www.casablancafinancecity.com](http://www.casablancafinancecity.com) – [contact@cfca.ma](mailto:contact@cfca.ma)

[@CasaFinanceCity](https://twitter.com/CasaFinanceCity) – [in](https://www.linkedin.com/company/casablanca-finance-city) Casablanca Finance City



## Mauritanie

**Chef de l'État : Mohamed Ould Abdel Aziz - Premier Ministre : Mohamed Salem Ould Bechir - Population (millions) : 4,4 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 030 700 - PIB/hab. 2017 (USD) : 1 127 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : - 3,5 - Inflation 2017 (%) : 2,3 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 159 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 148**

**La Mauritanie est en phase de reprise.** Si la croissance a été en berne à 2,5 % en 2018, elle devrait rebondir à 5,2 % en 2019 tandis que l'inflation progresse à 3,8 %. Le déficit budgétaire est proche de zéro. En revanche, celui du compte courant atteint 16 % du PIB, imputable surtout à l'impact de la sécheresse sur l'agriculture et l'élevage. Du côté de la dette, on approche les 100 % du PIB.

La Banque centrale a été dotée de nouveaux statuts renforçant son indépendance et la transparence. Un nouvel Ougiya (MRO)\* est en circulation depuis janvier 2018. Il a favorisé la bancarisation de la population, les détenteurs de sommes importantes étant obligés d'ouvrir un compte bancaire pour convertir leurs devises.

**Parmi les facteurs positifs pour la croissance,** l'exploitation du gisement gazier offshore sénégal-mauritanien, la Grande Tortue Ahmeyim, avec des réserves estimées à 450 Md de m<sup>3</sup>, découvert en 2015 et piloté par BP. En février 2018, Dakar et Nouakchott ont signé une convention actant un partage à égalité de la ressource mais aussi des coûts de recherche, d'exploitation et de production sur cinq ans. La première production est attendue pour 2021. Toujours dans le domaine des hydrocarbures, le français Total renforce sa présence avec le forage de deux puits d'exploration dans l'offshore mauritanien d'ici 2019.

La Société nationale industrielle et minière de Mauritanie (SNIM), deuxième employeur du pays après l'État, est en difficulté car très endettée. En cause, l'effondrement des prix du fer ces dernières années et la hausse des prix du pétrole qui renchérit le coût de production, selon la société. Toutefois, le prix du fer a sensiblement remonté en 2017 et 2018 pour se situer aujourd'hui à 68 USD la tonne (t) contre 58 USD en 2016. Un cofinancement de 109 M USD a été accordé à la SNIM par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale (BM) pour approfondir et élargir sur 25 kilomètres le chenal d'accès de son terminal minéralier à Nouadhibou, avec un tirant d'eau permettant d'accueillir des navires de 230 000 t.

**Concernant l'extraction de l'or,** le canadien Kinross Gold Corp a suspendu en août ses travaux d'expansion de sa mine Tasiast, qui visait à augmenter la capacité de traitement quotidienne à 30 000 t/j (12 000 t/j aujourd'hui). Algold Resources a conclu des accords de financement de 9,2 M USD pour le développement de son projet aurifère Tijirit.

**À noter, que le tourisme a timidement repris.** Des vols charters entre la France et Atar ont été affrétés avec environ 1 500 touristes. Pour la saison 2018/19, entre 4 000 à 5 000 touristes sont attendus.

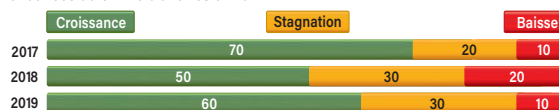
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▲

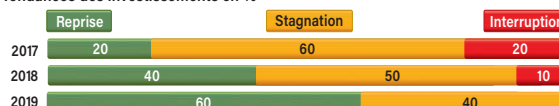
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Sécurité des personnes	▶	Système de formation	▼
Transport maritime	▲	Système judiciaire et équité	▶
Coût de la main d'œuvre	▼	Système de santé	▼
Réseau portuaire	▲	Développement durable	▶
Financement des importations	▼	Niveau de corruption	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**Sur le plan politique,** les élections locales et législatives de septembre 2018 ont conforté le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UPR) remportant la majorité à l'Assemblée nationale, plus de deux-tiers des communes et le tiers des 13 conseils régionaux. L'élection présidentielle doit se dérouler en 2019, le président Mohamed Ould Abdel Aziz ne peut pas se représenter, selon la Constitution.

\* Au 19/11/2018, 1 USD = 35,9 MRO (ouguiyas mauritaniens) ;  
1 EUR = 41 MRO.



# Tunisie

**Chef de l'État: Béji Caïd Essebsi • Premier Ministre: Youssef Chahed • Population (millions): 11,5 • Superficie (km<sup>2</sup>): 163 610 • PIB/hab. 2017 (USD) : 3 491 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : - 2 • Inflation 2017 (%) : 5,3 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 95 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 80**

**Le délicat remaniement ministériel opéré début novembre 2018** visait à mettre fin à la crise économique et politique, selon le Premier ministre Youssef Chahed. Ce dernier fait face à une forte opposition, comprenant les syndicats, le parti Nidaa Tounes et le président, ce qui compromet les réformes économiques nécessaires à la relance.

**Dans ce contexte politique encore incertain, les indicateurs macroéconomiques sont fragiles.** La croissance devrait atteindre 2,4 % en 2018, tirée par l'agriculture et le tourisme. Le déficit budgétaire atteint 5,2 % du PIB et le déficit courant 9,6 %, une situation qui a conduit l'agence Moody's à baisser d'un cran la note souveraine du pays. L'inflation galope à 8,1 % tandis que les investissements sont faibles et les réserves internationales ont fondu à moins de trois mois d'importation, en raison, notamment, de la dégradation de la balance commerciale consécutive à la hausse du prix du pétrole. Pour redresser leur niveau, la Banque centrale a lancé un emprunt de 500 M EUR en eurobond en octobre. Afin de lutter contre la corruption, une loi sur l'enrichissement illégal a été adoptée en juillet.

**Le dynamisme de certains secteurs est néanmoins un élément positif.** Les exportations agricoles se portent bien – huile d'olive, dattes, légumes et agrumes – et contribuent à l'excédent commercial des produits alimentaires. L'industrie du tourisme – 8 % du PIB – se redresse, avec 7 millions (M) de touristes en 2017 (+ 23 %), dont 500 000 dans le tourisme médical. Après trois ans d'absence, les touristes européens sont de retour ce qui a contribué à une hausse de 40 % des recettes à 522 millions de dollars (M USD)\*. Quelque 8 M de touristes sont attendus pour 2018.

**Dans le domaine de l'énergie,** le pays courtise les compagnies pétrolières dont certaines comme Eni, Shell ou Total, ont exprimé leur intérêt. Une bouffée d'oxygène devrait aussi venir de la mise en exploitation du champ Nawara à Tataouine, un projet entre la Tunisie et l'autrichien OMV, prévue pour juin 2019. Un plan de d'investissement de 4 Md EUR sur 2018-20 a été lancé, dont 1,7 Md pour les énergies renouvelables. La Tunisie mise sur les partenariats public-privé (PPP) pour relancer l'investissement et les emplois. De grands projets dans les différents secteurs – un port en eau profonde à Enfidha et un métro à Sfax – pour un montant de 13 Md TND ont été présentés lors d'une conférence internationale en octobre 2018.

**Dans l'industrie, le français PSA Peugeot-Citroën** a inauguré une usine d'assemblage de pick-up destinés aux marchés africains (11 M EUR) tandis que des usines sont annoncées par le Turc Nurok Makona (véhicules blindés) et

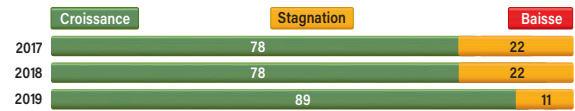
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 ▲

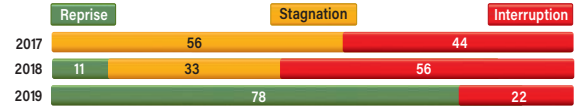
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau internet et téléphonique	▲	Douanes (tarifs, fraudes, procédures)	▼
Réseau routier	▶	Efficacité de l'administration	▼
Coût et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▼
Distribution électrique	▲		

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



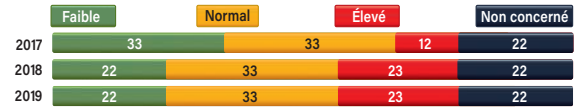
Tendances des investissements en %



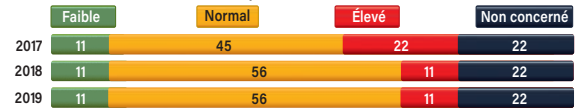
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



le Chinois Dongfeng Motor Corporation. Neopolis Pharma, filiale du groupe Médias et spécialisée dans les médicaments de chimiothérapie, est entrée en production.

**Dernière étape du processus électoral post-révolution,** les élections municipales en mai 2018 ont été marquées par un faible taux de participation (33,7 %) et la victoire du parti d'Ennahadha (27,5 %), devant Nidaa Tounes (22,5 %). Des élections présidentielles et législatives doivent se dérouler en 2019.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 2,8 TND (dinars tunisiens) ; 1 EUR = 3,3 TND.

# AFRIQUE DE L'OUEST

(1) Banque mondiale ; (2) FMI ; (3) PNUD



## Bénin

**Chef de l'État : Patrice Talon** - Population (millions)<sup>1</sup> : 11,5 - Superficie (km<sup>2</sup>)<sup>1</sup> : 114 760 - PIB/hab. 2017 (USD)<sup>1</sup> : 829 - Croissance du PIB réel 2017 (%)<sup>2</sup> : 5,6 - Inflation 2017 (%)<sup>2</sup> : 0,1 - Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> : 163 - Classement Doing Business 2018 (sur 190)<sup>1</sup> : 153

**Les perspectives de l'économie du Bénin demeurent favorables.** La croissance économique tirée par l'investissement public, la reprise de la demande nigérienne et une bonne campagne agricole, devrait s'établir à 6 % en 2018 et plus sur la période 2019-2023. Le climat social reste tendu, l'année a été émaillée de plusieurs mouvements sociaux, le mode de gouvernance du président Talon étant souvent remis en cause et des réformes contestées.

**Sur le plan macroéconomique,** le déficit budgétaire a été ramené en dessous de 3 % du PIB, le déficit courant est à 10 % du PIB compte tenu des forts investissements et donc des importations de biens d'équipement, l'inflation est contenue à 2,4 % et la dette publique représente 58 % du PIB. Afin d'alléger le service de sa dette et avec l'appui de la Banque mondiale, 260 millions d'euros (M EUR)\* ont été levés pour restructurer les emprunts et ainsi dégager des ressources pour financer les dépenses des services sociaux. Standard & Poor's a rehaussé la note de risque souverain du Bénin à B+ avec une perspective stable, ce qui positionne le Bénin au 1<sup>er</sup> rang des pays d'Afrique évalués par S&P à l'instar du Kenya ou du Sénégal.

**Des réformes ont été entreprises sur le code électoral** et le droit de grève et un nouveau Code pénal a été adopté, avec notamment la pénalisation de la vente illicite de l'essence dite « kpayo ». Le secteur de l'électricité a été ouvert à la concurrence, la Communauté électrique du Bénin (CEB) perdant ainsi son statut d'acheteur unique mais conservant son monopole sur les importations, ses propres sources de production et le transport. En appui au Programme d'action du gouvernement (PAG), un Plan national de développement (PND) 2018-2025 a été adopté, avec pour priorité le capital humain.

**La production céréalière est en légère hausse en 2017/18** à 1,9 million de tonnes (M t), mais c'est surtout le rebond de la production de coton, première source de devises du pays, qui entraîne l'agriculture. Elle a été multipliée par plus de deux entre 2015/16 et 2017/18 pour atteindre 597 000 t.

**Un grand remue-ménage a été constaté dans les télécommunications :** Libercom, opérateur historique de Bénin Télécoms, 1<sup>er</sup> réseau de téléphonie mobile, a définitivement cessé ses activités en septembre, le réseau MTM récupérant ses abonnés. Quelques mois auparavant, la filiale du Nigérian Globalcom, Glo mobile Benin, avait perdu sa licence, ses abonnés étant transférés à Moov Bénin. Ne subsistent donc que deux opérateurs, Moov et MTM, pour près de 10 millions d'abonnés.

**La gestion du port autonome de Cotonou** a été confiée à Port of Antwerp International (PAI), une filiale d'Antwerp Port Authority, pour une durée de trois ans afin de le moderniser. Des négociations étaient en cours avec Aéroport de Paris (ADP) mi-

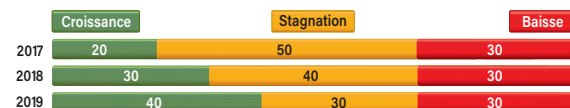
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▼

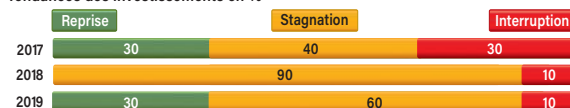
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main-d'œuvre	▼	Impact secteur informel	▲
Sécurité des personnes	▼	Système de santé	▼
Coût transports maritimes	▶	Réseau ferré	▼
Réseau portuaire	▶	Eau et assainissement	▼
		Incitation aux investissements et environnement fiscal	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



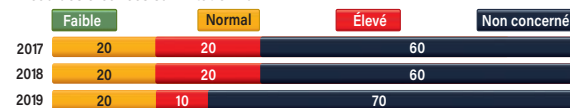
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



novembre 2018 pour la gestion de l'Aéroport de Cotonou. Quant à la construction du chemin de fer entre le Bénin et le Niger, elle sera réalisée par les Chinois pour un coût estimé à 4 Md USD.

**Le tourisme est l'un des axes privilégiés du PND.** Un visa touristique a été mis en place pour une durée de huit jours, disponible à l'entrée du pays. Plusieurs projets touristiques ont été aussi lancés.

**Sur le plan politique** des élections législatives doivent se dérouler en mars 2019.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA



# Burkina Faso

**Président : Roch Marc Christian Kaboré - Premier Ministre : Paul Kaba Thieba - Population (millions) : 19,2 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 274 500 - PIB réel/hab. 2017 (USD) : 670 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 6,4 - Inflation 2017 (%) : 0,4 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 183 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 151**

**La croissance économique est soutenue**, estimée à 5,9 % en 2018, portée par l'expansion du secteur aurifère et les investissements dans les infrastructures. Le déficit budgétaire a été réduit (5 % du PIB), ainsi que le déficit courant à 8,6 %, mais la dette publique ne représente que 41 % du PIB.

**Un nouveau code d'investissement a été adopté**, avec notamment une extension du champ d'application aux énergies renouvelables, la sauvegarde de l'environnement, des mesures fiscales pour les pôles de croissance, et encore la ville de Bobo-Dioulasso inscrite en zone privilégiée d'investissement.

**Le pays a subi une mauvaise campagne agricole 2017/18** suite aux aléas climatiques, avec une production céréalière en baisse de 11 % à 4,1 millions de tonnes (Mt) et pour conséquences des poches d'insécurité alimentaire. L'assurance agricole, partenariat entre Sonar et Mamda, a été lancée dans trois régions. Le coton, deuxième produit d'exportation, est aussi en recul à 613 000 t. En revanche, la volonté de créer plus de valeur ajoutée dans la filière par la transformation prend corps avec l'investissement du Turc Ayka Texille, de l'ordre de 40 millions de dollars (M USD), et le rachat de l'ex-Faso Fani, à l'arrêt depuis 5 ans, par l'Indien Jain Shwals.

**Le secteur minier est dynamique** avec 12 mines industrielles, une production d'or de 46 t et des recettes d'exportation d'1 308 Md FCFA\* en 2017. De nouveaux projets ont démarré : l'entrée en production de la mine à Houndé (6 à 8 t/an d'or sur 10 ans) d'Enevaour mining, qui a aussi annoncé la production d'un nouveau gisement à Bouéré-Dohoun en 2019 (7,8 t sur 5 ans) ; la mine d'or de Niankorodougou du Canadien Teranga Gold (245 M USD), entrée en production prévue en 2019 avec des réserves de 80 à 90 tonnes.

**La ligne d'interconnexion électrique (225kV)** entre le Burkina et le Ghana (Bolgatenda-Ouagadougou) est entrée en service avec 100 MW à terme pour le pays, soit l'équivalent du tiers de sa capacité de production installée. Un investissement attendu puisque 80 % des Burkinabè sont encore privés d'électricité. La Sonabel prévoit de mobiliser 1000 Md F CFA pour des projets énergétiques d'ici à 2020, dont le projet Dorsale Nord d'interconnexion Nigeria, Niger, Bénin et Burkina (330 kV).

**Les partenariats public-privé (PPP)** sont autorisés pour la construction de centrales solaires avec 155 Mw attendus dans le réseau de distribution de la Sonabel. Cinq PPP ont été signés avec Naanga (Kaizi 30 Mw), Urbasolar (Pâ, 30 Mv) Africa-Ren (Kodéni, 30 Mv) Soltech/Qautran/Syscom (Zano, 35 Mv) et Green Yello (Ouagadougou, 30 Mv). Le deuxième Millenium Challenge Corporation (MCC), doté de 483 Md F CFA sur 5 ans, portera exclusivement sur le secteur de l'énergie.

**Le sentiment d'insécurité grandit** au Burkina Faso et fragilise

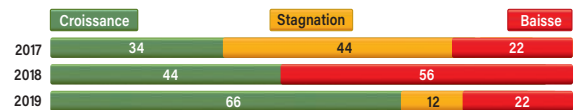
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,4 sur 5 ▼

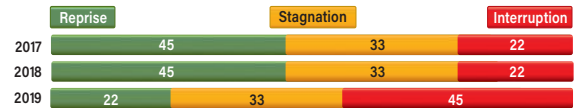
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût et qualité de la main-d'œuvre	▲	Réseau Ferré	▼
Taux d'absentéisme	▲	Douanes	▼
Qualité du secteur bancaire	▶	Coût et accès aux crédits	▶
		Coûts des télécoms	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



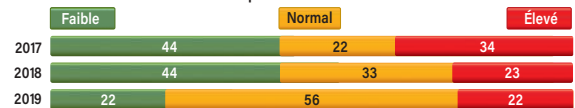
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



le pays. Les attaques terroristes meurtrières se multiplient et au nord-est du pays s'est ouvert un nouveau front. Le pays fait partie du G5 (avec le Niger, le Mali, le Tchad et la Mauritanie) chargé de maintenir la sécurité dans la zone sahélienne (voir fiche Mali).

**Sur le plan politique**, un référendum constitutionnel devrait se tenir le 24 mars 2019 sur la nouvelle Constitution, qui doit mettre fin à la IV<sup>e</sup> République et prévoit un régime semi-présidentiel. Roch Marc Christian Kaboré se présentera pour un nouveau mandat en 2020. Le Burkina Faso a rompu avec Taiwan et a rétabli ses relations diplomatiques avec la Chine.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA



## Cabo Verde

**Chef de l'État : Jorge Carlos Fonseca** - **Premier Ministre : José Ulisses Correia e Silva** - **Population : 546 400** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 4 033** - **PIB/hab. 2017 (USD) : 3 210** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,9** - **Inflation 2017 (%) : 0,8** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 125** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 131**

**L'économie confirme sa reprise** avec une croissance attendue à 4,3 % en 2018, grâce au tourisme et à la relance de la demande en provenance de l'Europe. Le déficit budgétaire se maintient autour de 3 % du PIB, en revanche le déficit du solde courant s'est aggravé à 9,1 % du PIB tandis que la dette publique, après avoir diminué pour la première fois en dix ans en 2017, progresserait pour atteindre 130 % du PIB.

**Le tourisme a connu un net rebond** avec 716 000 arrivées en 2017 (+11,2 %), les visiteurs du Royaume-Uni étant en tête avec 23,6 %. Cette reprise s'est poursuivie en 2018 avec une hausse de 8,1 % sur les neuf premiers mois.

**Un nouvel accord de pêche** entre l'Union européenne (UE) et le Cabo Verde entrera en vigueur en janvier 2019 pour une durée de cinq ans, avec une contribution financière de 750 000 euros (EUR) par an, dont 350 000 EUR destinés à financer des projets visant à promouvoir une gestion durable de la pêche au Cabo Verde. En contrepartie de cette contribution, les navires des pays de l'UE (Espagne, Portugal, France) sont autorisés à pêcher 8 000 tonnes (t) de thons et d'espèces apparentées jusqu'à 18 milles marins au large des côtes de l'archipel. L'accord intègre la participation de la communauté scientifique pour la surveillance de la pêche dans les eaux nationales.

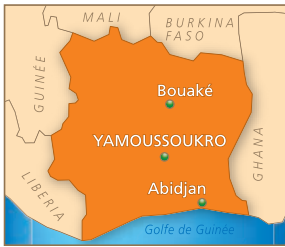
**La privatisation du transporteur aérien national** Cabo

Verde Airlines (anciennement TACV), devait être finalisée fin 2018 avec la cession de 51 % à un partenaire stratégique, de 39 % à des investisseurs institutionnels et des 10 % restant à parts égales entre les salariés et à la diaspora. La société d'électricité et d'eau du Cabo Verde, Electra, serait privatisée en 2019/2020.

**Dans le domaine portuaire**, la construction du terminal de croisière à Mindelo (30 M EUR) devait démarrer au 1er trimestre 2019 ; des centres logistiques seront installés dans tous les ports du pays (12 M EUR). En outre, après avoir annulé le processus de soumission de concessions portuaires en août 2017, Enapor (Empresa Nacional de Administração dos Portos) a relancé le concours pour la sous-concession de 10 installations de cinq ports de plaisance et 5 centres de loisirs.

**Le pays négociait fin 2018 avec la Chine** un soutien pour divers projets de développement, dont la zone maritime économique spéciale de São Vicente (ZEEMSV) et le centre de conventions national de Praia. Cabo Verde Telecom et EllaLink ont signé un protocole d'accord aux termes duquel le Cabo Verde aura accès au câble sous-marin de 6 000 km qui reliera le Brésil et l'Europe et devrait être opérationnel d'ici 2020.

*\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 97,4 CVE (escudos cap-verdiens) ; 1 EUR = 110,2 CVE.*



# Côte d'Ivoire

**Chef de l'État : Alassane Ouattara** - **Vice-Président : Daniel Kablan Duncan** - **Population (millions) : 24,2** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 322 463** - **PIB/hab. 2017 (USD) : 1 662** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 7,8** - **Inflation 2017 (%) : 0,7** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 170** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 122**

**Croissance supérieure à 7%**, saine gestion macroéconomique en dépit des chocs externes, réformes, confiance des investisseurs, la Côte d'Ivoire, locomotive de l'Afrique de l'Ouest, se porte bien. Seule épine dans le pied, un repli encore trop modeste de la pauvreté, une faible amélioration de l'IDH (170 sur 188 pays) et un sous-emploi touchant 27 % de la population. Dans un rapport confidentiel en août 2018, les ambassadeurs européens se sont alarmés de la situation politique et sociale du pays à l'approche de l'élection présidentielle de 2020.

**Cacao, noix de cajou et coton, sont les fers de lance** des exportations du pays avec des productions qui s'envolent, notamment celles de cacao à plus de 2 millions de tonnes (Mt), de cajou à plus de 750 000 t, ou encore de caoutchouc à plus de 600 000 t ou de coton. Mais, le pays est dépendant des fluctuations des cours internationaux. Les cours de la noix de cajou ont perdu plus de 50 % de leur valeur cette année, ceux du cacao 40 % en 2016/17.

**Pousser la transformation est l'objectif du gouvernement.** Les broyages de cacao tournent autour de 600 000 t, avec l'objectif d'atteindre 50 % en 2020. Barry Callebaut augmentera sa capacité de broyage à 130 000 t d'ici à 2022, IPC et Eurofind Group de 32 000 t en 2019 et 25 000 t en 2021. Citons encore la centrale électrique à base de biomasse de cacao (232 M EUR) dont la mise en service est prévue en 2023. Quant au cajou, la transformation est poussive, à environ 10 %. Korhogo devrait accueillir une zone agro-industrielle de la noix de cajou.

**Une autre solution pour atténuer les fluctuations** de cours a été de se rapprocher du deuxième producteur mondial de cacao, le Ghana, avec qui la Côte d'Ivoire va coordonner ses ventes et harmoniser son système de commercialisation. Les stigmates de la crise du cacao sont toujours présents, avec les dettes de 279 M EUR qui pèsent sur le système bancaire et la faillite du 1<sup>er</sup> négociant ivoirien, SAF Cacao, qui traitait 10 % de la production.

**Le boom des matières premières agricoles** ne se fait pas sans dommage sur l'environnement, le pays perdant en moyenne 400 000 ha de forêt par an depuis 1990. Une stratégie de reboisement (1 Md USD sur 10 ans) a été mise en place.

**Les recettes du secteur minier ont progressé de 11,5 % en 2017** à 1,02 Md USD avec une hausse de 146 % du manganèse (510 000 t), de 2,15 % de l'or (25,395 t) et les premières livraisons de nickel (379 766 t). La première mine de bauxite (35 Mt de réserves) dans la région du Moronou a été mise en exploitation par l'Ivoirien Lagune Exploitation Bougouanou

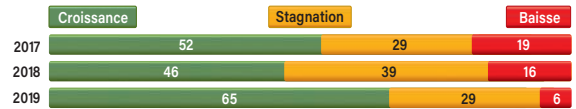
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▶

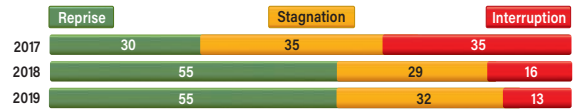
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau aérien local	▼	Niveau de corruption	▶
Coût de la main-d'oeuvre	▼	Protection de l'environnement	▼
Distribution électrique	▲	Douanes (fraudes, tarifs, procédures)	▼
Réseau portuaire	▲	Impact du secteur informel	▼
Droit du travail	▶	Réseau ferré	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



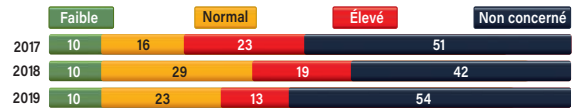
Tendances des investissements en %



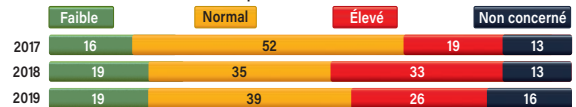
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



(218 Md F CFA). Dans une deuxième phase (2023-2025), LEB envisage de construire une usine de production d'alumine en poudre. Perseus Mining Limited devrait ouvrir sa mine d'or de Sissingue en 2019 (380 000 onces sur 4 à 6 ans), la septième dans le pays.

**En revanche, dans les hydrocarbures,** la production de pétrole a chuté de 19 % en 2017, à 34 000 b/j, en raison de la maintenance des champs pétroliers mais aussi, vraisemblablement

## Côte d'Ivoire

blement, de la décision de la Chambre spéciale du Tribunal international du droit de la mer (TIDM), en décembre 2017, pour une délimitation de la frontière maritime entre les deux pays en faveur du Ghana. La mise en exploitation de nouveaux puits (Baobab, Espoir et Marlin) avait fait doubler la production entre 2015 et 2016 à 45 000 b/j.

**La capacité électrique de la Côte d'Ivoire**, actuellement de 2 200 MW, devrait presque doubler d'ici 2020. Le pays investira 40 M EUR dans un réseau électrique intelligent (Machinery Engineering Corp, General Electric Grid Solution et ABB Group) afin de stimuler les exportations d'électricité vers les pays voisins.

**Dans le domaine portuaire**, Bolloré et son partenaire Maersk vont investir 400 M EUR pour la construction d'un deuxième terminal à conteneur dans le port d'Abidjan, opérationnel en 2020.

**Le secteur des TIC** affiche un beau dynamisme avec 30 millions d'abonnés à la téléphonie mobile en 2017 (+ 6 M/2016)

et 17 millions à Internet (+7 M) et un taux de pénétration de 72 % (30 % pour l'ensemble du continent). La fibre optique devrait être déployée sur l'ensemble du territoire d'ici à mi-2019. Orange prévoit 300 M EUR pour moderniser son réseau.

**Conformément à la réglementation bancaire**, la Banque nationale d'investissement (BNI) et la Caisse nationale des caisses d'épargne (CNCE) vont ouvrir leur capital aux privés. En rachetant l'Alliance africaine d'assurance (3A Vie), le Nigérian Leadway Vie fait son entrée sur le marché de l'assurance ivoirien. Le deuxième supercalculateur, après celui de l'Afrique du Sud, a été mis en service en Côte d'Ivoire. Une quatrième émission d'eurobonds a été menée avec succès permettant de récolter 4,55 Md EUR, dont seulement 1,7 Md EUR a été retenu en deux tranches.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ;  
1 EUR = 655,857 F CFA

**LE MOCI**  
TRADUCTION Powered by EAZYLANG

Ne cherchez plus votre traducteur  
**Trouvez-le !**

Le MOCI, Moniteur du Commerce International, lance **Le MOCI Traduction** avec la technologie Powered By Eazylang. Découvrez un **outil de mise en relation puissant** pour les professionnels de l'international permettant de centraliser leurs achats de traduction et de simplifier la relation avec leurs prestataires.

### Conformité

Le document est traduit et certifié conforme à l'original. Il vous est envoyé à l'adresse spécifiée et vous pourrez en avoir un aperçu sur la plateforme.

### Qualité

Nous sélectionnons avec soin les traducteurs Eazylang en attachant beaucoup d'importance à leur expérience.

### Économies

La réutilisation intelligente des mémoires de traduction vous fait réaliser des économies en vous évitant de payer deux fois les mots déjà traduits.

### Gain de temps

Créez votre compte et votre premier projet en quelques minutes.

### Flexible

Notre solution est entièrement digitale pour vous permettre de tout gérer sur une seule plateforme.

Rendez-vous sur : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

Entretien avec Nuno de Ayala Boaventura, associé Steering Legal, et Elie Koné, fondateur EKA

## Steering Legal à Abidjan : le partenariat conclu avec le Cabinet EKA



Nuno de Ayala Boaventura, associé de Steering Legal et Elie Koné, fondateur de EKA.

### VOUS AVEZ CONCLU UN ACCORD DE PARTENARIAT. EXPLIQUEZ-NOUS POURQUOI ?

**Nuno de Ayala Boaventura.** Après l'ouverture d'un bureau à Niamey, nous avons voulu nous implanter à Abidjan en nous rapprochant du cabinet EKA pour accompagner et développer la présence de nos clients, entreprises françaises et européennes, en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'ouest. Ce bureau à Abidjan nous permet de leur fournir tout le support juridique nécessaire et de les assister localement, notamment en cas de créations d'entités locales, de prises de participations, d'acquisitions ou encore de participations à des appels d'offres ou à des privatisations. Ce partenariat renforcé nous permet de compter sur la présence permanente, l'expérience et le savoir-faire d'EKA ainsi que de bénéficier de ressources locales expérimentées et d'un réseau de correspondants locaux en Afrique répondant à nos critères.

**Elie Koné.** Cet accord formel de partenariat, conclu après une longue collaboration, nous apporte une visibilité internationale, notamment auprès des grands groupes français et nous permet de mettre en commun nos compétences. Steering Legal nous apporte la connaissance du droit français et nous permet d'offrir des services de qualité à des groupes français présents en Côte d'Ivoire, notamment en matière de RGPD.

### QUELLES SONT VOS COMPÉTENCES RESPECTIVES ?

**Elie Koné.** EKA est un cabinet généra-

liste, composé d'avocats et de juristes qui traitent l'ensemble des questions juridiques liées aux entreprises : création de société, rédaction de contrats, restructuration, fusions-acquisitions, fiscalité, droit social, veille juridique, contentieux, etc. Nous avons noué des accords avec d'autres cabinets d'avocats situés dans d'autres pays en Afrique de l'ouest, partageant nos valeurs, ce qui nous permet de répondre aux demandes des entreprises en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays de la sous-région.

**Nuno de Ayala Boaventura.** Steering Legal est un cabinet d'avocats d'affaires français, pluridisciplinaire, comprenant 120 avocats dans le monde qui interviennent en conseil, contentieux et arbitrage dans tous les domaines du droit des affaires : corporate, fusions acquisitions, social, fiscal, public, environnement, immobilier, énergie et infrastructures, bourse, IP et contentieux-arbitrage. Déjà présents en France - à Paris, Marseille, Tours, Angers, Clermont-Ferrand - et à l'international - en Afrique (Niamey et Abidjan), au Moyen-Orient (Dubai et Fujairah), en Amérique du sud (Rio de Janeiro, São Paulo et Porto Alegre) - le cabinet travaille aussi en Asie avec des correspondants locaux.

### QU'EST CE QUI VOUS DIFFÉRENCIE DES AUTRES CABINETS ?

**Elie Koné.** Notre souci d'anticipation : notre objectif est de répondre à tous les besoins des entreprises sur tous les aspects du droit des affaires, et surtout de les anticiper pour éviter tout litige. Aussi, notre volonté de collaborer sur la durée : nous mettons en place un suivi quotidien et personnalisé de nos clients et privilégions le rapport de confiance, clé du travail sur le long terme. Enfin, notre large zone d'action : notre réseau local nous permet d'intervenir auprès de toutes les juridictions en Côte d'Ivoire et de représenter nos clients sur tout le territoire national, y compris le Nord.

**Nuno de Ayala Boaventura.** Nous nous différencions tout d'abord par notre approche des dossiers : nous prenons toujours en compte la dimension commerciale, financière et/ou stratégique du dossier, et non pas uniquement l'aspect juridique. Ensuite, l'autre élément différenciant est notre parfaite connaissance des zones dans lesquelles nous intervenons, leurs cultures, leurs dynamiques, les enjeux auxquels elles sont confrontées et leurs tissus économiques et sociaux, ce qui nous permet de délivrer à nos clients un conseil sur mesure.

### QUEL EST LE CLIMAT DES AFFAIRES EN CÔTE D'IVOIRE ?

**Elie Koné.** Notre économie connaît une forte croissance économique, supérieure à 7% par an, et des opportunités d'affaires existent dans de nombreux secteurs : agroalimentaire, distribution, hôtellerie, notamment dans la perspective de la Coupe africaine des nations en 2021, infrastructures, etc. Le projet de loi de finances pour 2019, qui prévoit 5 milliards d'euros d'investissements publics, va encore générer du business notamment en sous-traitance. Ces opportunités attirent les investisseurs étrangers et les fusions-acquisitions devraient croître. Les entreprises françaises ne tirent pas toutefois pleinement parti de ce potentiel alors que le savoir-faire français est très demandé ici.

### Y A-T-IL DES PIÈGES JURIDIQUES ?

**Elie Koné.** Non car le pays est régi par un droit connu, fondé sur un principe de sécurité juridique. Mais, des précautions s'imposent : il faut bien connaître la culture locale des affaires : privilégier la solution amiable, tout en faisant preuve de fermeté, pour négocier « à l'africaine ».

Contact : Steering Legal-EKA  
[www.steeringlegal.com](http://www.steeringlegal.com)  
Tél.: +225 05 99 44 43  
Mail : [abidjan@steeringlegal.com](mailto:abidjan@steeringlegal.com)



## Gambie

**Chef de l'État : Adama Barrow** • **Vice-Présidente : Fatumata Jallow-Tambajang** • **Population (millions) : 2,1** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 11 295** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 483** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,6** • **Inflation 2017 (%) : 7,2** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 174** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 149**

**Le pays retrouve un certain équilibre** après 22 ans d'un pouvoir autoritaire. La transition politique est en cours, une nouvelle Constitution devrait être élaborée, la commission « Vérité et réconciliation » est lancée. La reprise économique est au rendez-vous avec une croissance de 4,6 % en 2017 et 5,4 % en 2018, tirée par le secteur agricole, la reprise du tourisme, des investissements directs étrangers et un accroissement des échanges, notamment avec son voisin le Sénégal.

L'inflation a ralenti à 6,2 % ainsi que le déficit budgétaire à 2,5 % du PIB. Mais le déficit du solde courant reste élevé à 12,5 % du PIB, la dette publique insoutenable. Les attentes de la population sont grandes, le taux de pauvreté étant très élevé ainsi que le taux de chômage à 38 % chez les jeunes.

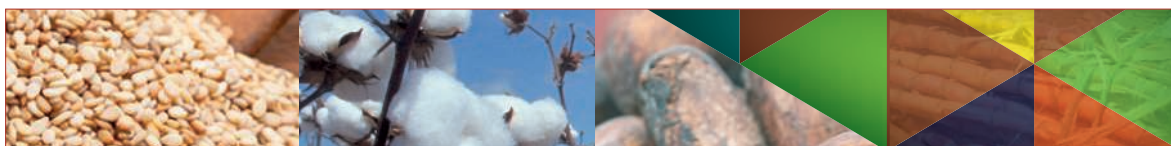
**Un plan national de développement** sur 2018-2021 a été adopté, composé de 21 projets prioritaires. Lors de la conférence internationale pour la Gambie à Bruxelles, les

baillleurs de fonds se sont engagés à le soutenir à hauteur de 1,45 Md EUR\*.

**Un accord de pêche** d'une durée de six ans a été signé avec l'Union européenne, 22 ans après l'expiration du précédent protocole, autorisant les navires européens à pêcher dans les eaux gambiennes en contrepartie d'un versement de 550 000 EUR par an.

**Sur le plan politique, le Parti démocratique unifié (UDP)**, au pouvoir, a conforté sa position aux élections municipales de mai en remportant 7 sièges de maires ou chefs de région sur 8. La force de la CEDEAO, la Micega, déploie toujours 500 hommes en Gambie. À la demande du gouvernement, la Gambie a réintégré le Commonwealth, qu'elle avait quitté en 2013.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 49,5 GMD (dalasis gambiens) ;  
1 EUR = 56,1 GMD



## CommodAfrica

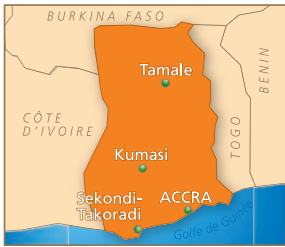
### Une plate-forme d'information agri-agro

Sur l'ensemble des filières, du champs à l'assiette, dans chacun des pays d'Afrique de l'Ouest et à l'export, CommodAfrica livre au lecteur :

- ▶ News
- ▶ Fil d'infos
- ▶ Vidéos
- ▶ Statistiques
- ▶ Interviews
- ▶ Appels d'offres
- ▶ Parole d'experts

- ▶ Offres d'emploi
- ▶ Profils de métiers
- ▶ Analyses & études
- ▶ Prix matières premières
- ▶ Chronique marchés mondiaux
- ▶ Cotations boursières des agro-industries

[www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com)



# Ghana

**Chef de l'État : Nana Akufo-Addo** • **Vice-Président : Mahamudu Bawumia** • **Population (millions) : 28,8** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 238 537** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 1 641** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 8,4** • **Inflation 2017 (%) : 12,4** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 140** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 114**

Depuis son arrivée au pouvoir, le président Nana Akufo-Addo affiche sa volonté d'être maître de ses décisions et de ses réformes, et de se libérer de la tutelle du FMI et, plus globalement, des partenaires extérieurs qui, selon lui, réduisent ses marges de manœuvre. Le fait que le Ghana, et plus largement l'Afrique, doit prendre son destin en main est une position que le président défend ardemment. Le discours prononcé lors de la visite du président français Macron, le 6 décembre 2017, a été à ce titre mémorable, Nana Akufo-Addo dénonçant la mentalité de dépendance et de mendicité des Africains et l'intervention des pays occidentaux.

## Vulnérabilité du système financier

La croissance du pays est robuste, tirée par le pétrole et le cacao. Avec 6,3 % en 2018, elle est moins rapide qu'en 2017 mais devrait rebondir l'année prochaine à 7,6 %. À noter que le PIB a augmenté de 25 % suite à une opération de révision comptable et il s'élève donc désormais à 256 milliards de cédés (Md GHS)\*.

Le déficit budgétaire a été ramené à -6 % du PIB en 2018 (5,1 % en 2017) avec des recettes fiscales faibles. L'inflation est passée en dessous des 10 %, la dette publique est stable mais à un niveau élevé de 71 % du PIB. Des vulnérabilités demeurent, notamment dans le système financier. Entre 2017 et 2018, 8 banques sur 35 ont fait faillite ou ont été placées sous surveillance étroite, le taux de créances douteuses étant passé de 17 % en 2016 à 27 % en 2017. En outre, la pression sur le cédé est toujours forte.

Standard & Poor's a néanmoins relevé la note de crédit du Ghana de B- à B, avec des perspectives favorables. Signe aussi d'une certaine confiance du marché, le pays a levé en mai 2 Md EUR d'Eurobonds destinés au refinancement de la dette et au financement du budget de l'État.

## Envolée du secteur pétrolier

L'impulsion donnée par le secteur pétrolier est réelle, avec un doublement de la production en 2017. En janvier 2018, l'américain Exxon Mobil a signé un accord d'acquisition de droits d'exploration et production sur le bloc Deepwater Cape Three Points (DCTP).

Mais surtout, à la suite du jugement de 2017 du Tribunal international de la mer en faveur du Ghana dans son différend avec la Côte d'Ivoire, des appels d'offres ont été lancés en octobre. Six nouvelles licences d'exploration pétrolière dans le bassin maritime ouest (Tano Cape Three Points) devraient être accordées en 2018 et 2019, ce qui permet-

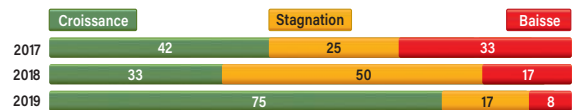
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▼

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau portuaire et aérien	▲	Coût et distribution de l'électricité	▶
Sécurité des personnes	▼	Réseau ferré	▼
Réseau routier	▼	Incitation à l'investissement	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Environnement fiscal	▼
		Coûts bancaires	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



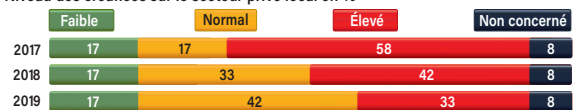
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



trait d'accroître de 30 000 b/j la production pétrolière. En 2020, le Ghana pourrait prendre la place de 4<sup>e</sup> producteur d'Afrique subsaharienne, avec une production supérieure à 240 000 b/j.

La production de gaz naturel du projet intégré, Offshore Cape Three Points (OCTP) a démarré. Le projet de construction d'un terminal GNL flottant à Tema (350 M USD) a été relancé avec l'acheminement du gaz d'ici 2020, à la suite du contrat entre China Harbour Engineering Company et

## Ghana

la société Tema LNG Terminal Company. Cet accord s'inscrit dans le cadre d'un contrat de concession BOT (Build Operate and Transfer) d'une durée de 12 ans, signé en 2018 entre Rosneft et la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC) pour la fourniture de gaz naturel liquéfié (GNL).

### Bauxite contre infrastructures

Le méga accord de 2 Md USD entre l'État et l'entreprise chinoise Sinohydro Corporation Ltd, présenté comme une source innovante de financement des infrastructures par le gouvernement, est critiqué pour sa capacité à accroître la dette, sans compter les dommages éventuels sur l'environnement. Il prévoit en effet que Sinohydro financera des projets d'infrastructures au Ghana (routes, ponts, échangeurs, hôpitaux, logements et l'électrification rurale) en contrepartie de la livraison de produits raffinés de bauxite dans le cadre de l'exploitation du gisement situé à Kyebi, dans l'Est du Ghana.

Toujours dans le secteur minier, le Ghana a tiré 5,78 Md USD des exportations d'or en 2017, en hausse de 17,6 % par rapport à 2016, selon les données de la Banque centrale.

### Dynamisme du secteur agricole

L'agriculture est dynamique. La première bourse des produits agricoles d'Afrique de l'Ouest, le Ghana Commodity Exchange (GCX), a été lancée en novembre. Elle traitera dans un premier temps les produits de base (maïs, soja, mil, sorgho, etc.). L'objectif est de faciliter l'accès au marché des agriculteurs et de réduire leurs pertes post-récoltes.

La production de cacao a été de 900 000 tonnes (t) en 2017/18, avec des prix plus rémunérateurs, et le Cocobod table sur un montant similaire pour 2018/19. Un prêt de 1,3 Md USD a été contracté pour financer la campagne et un prêt de 300 M USD était en cours de négociation fin 2018 pour lutter contre les maladies du cacao et accroître la productivité.

Le Ghana et la Côte d'Ivoire, les deux premiers producteurs mondiaux de cacao, se sont rapprochés, s'engageant à harmoniser leurs politiques de commercialisation, à intensifier et encourager le secteur privé pour une plus grande transformation. Le Plan national de mise en œuvre (PIN) de l'Initiative cacao et forêt visant à stopper la déforestation a été lancé. Une urgence car le pays a perdu la moitié de sa forêt depuis l'an 2000. Si le rythme de 2 % par an de déforestation est maintenu, la forêt aura disparu d'ici à 2040.

### Investissements dans les infrastructures et l'industrie

Parmi les investissements à signaler, citons aussi les 5 M USD du fonds Moringa dans l'entreprise d'huile de palme B-Bovid, le projet du Marocain OCP pour une usine de production d'engrais combinant gaz naturel du Ghana et phosphate du Maroc, le projet du Chinois Xing Jiang Shian Yon Group Company Ltd d'investir jusqu'à 500 M USD sur six ans dans la culture du coton dans la région nord.

Dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), le Sud-africain MTN a réalisé l'introduction en Bourse de 35 % du capital de sa filiale au Ghana. Première opération dans le secteur des télécoms sur le Ghana Stock Exchange, le groupe n'est pourtant parvenu qu'à lever 1,14 Md GHS contre les 2,7 Md anticipés. MTN, qui détient une part de marché d'environ 47 %, devient néanmoins la première capitalisation boursière du pays.

Le mobile a fortement contribué à la pénétration des services financiers de base (inclusion financière), qui est passé entre 2011 et 2017 de 29 % à 58 %. En 2017, les transactions mobiles ont doublé pour atteindre 34 Md USD.

Dans le secteur de l'électricité, est entrée en service l'interconnexion électrique de 225 KV entre Bolgatanga au Ghana et Zagtouli au Burkina Faso, sur 188 km. La concession de 20 ans du distributeur ghanéen d'électricité ECG a été attribuée au Philippin Meralco ; ses opérations devaient démarrer au 1er trimestre 2019, avec des investissements de 500 M USD programmés sur 5 ans.

Plusieurs autres investissements méritent d'être signalés : le projet de construction d'un métro aérien à Accra (2,6 Md USD) par le Sud-africain Africa Investment SkyTrain Consortium ; l'implantation par le Japonais Nissan et l'Allemand Volkswagen d'une usine d'assemblage d'automobiles et par le Chinois Sinotruck d'un site d'assemblage de poids lourds ; la construction d'une usine de vaccins par les Allemands Robert Bosch Packaging Technology et AS-PIRx Ltd ; une centrale thermique (660 MW) à Aboadze par l'Allemand Siemens et le Ghanéen Rotan Power (500 M USD) ; une usine d'incinération des déchets avec une capacité de 60 MW à Tema, fruit d'un partenariat public-privé (PPP) entre le chinois Armech Africa et ECG (300 M USD) ; un accord entre le Ghanéen TC Energy et le Suédois Seabased pour la construction d'une hydrolienne de 100 MW à Ada, (200 M USD). Un signe du regain de confiance dans le pays.

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 4,9 GHS (Cedis ghanéens) ;  
1 EUR = 5,6 GHS



# Guinée Bissau

**Chef de l'État : José Mario Vaz** • **Premier Ministre : Aristides Gomes** • **Population (millions) : 1,9** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 36 125** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 724** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 5,9** • **Inflation 2017 (%) : 1,1** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 175** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 158**

**La baisse de la production** et des prix de la noix de cajou ont ralenti la croissance économique à 4,5 % en 2018. Première ressource du pays, la noix de cajou a eu une année difficile, avec une baisse des exportations de 14 % à 150 000 tonnes (t) et des prix internationaux divisés par plus de deux. Au niveau macroéconomique, le déficit budgétaire a augmenté, mais reste en dessous de 3 %, ainsi que celui du solde courant à 3,6 % du PIB. La dette s'établit à 55 % du PIB.

**La filière palmier à huile se développe** avec l'investissement de l'Américain African Palm Corp (APC) dans une plantation de 1,5 million ha. Dans le secteur de la pêche, un nouvel accord avec l'Union européenne sur 5 ans a été signé avec une contribution financière de 15,6 millions d'euros (M EUR) par an, en hausse de près de 70 % par rapport au précédent accord (2007-2017). Le Chinois Zhongyu Global Seafood Corporation (ZGS) va construire une usine de transformation et de conservation de poisson, ainsi qu'une unité

de fabrication de glace sur l'île d'Uracam, après celle sur l'île de Bubaque.

**Le port de Bissau** va bénéficier d'une réhabilitation de ses infrastructures et une modernisation de ses équipements grâce à un financement de 15 Md F CFA de la BOAD.

Dans le secteur des mines, le Canadien Itafos devrait démarrer en 2020 la production du gisement de phosphate de Farim (réserves de 44 Mt sur 25 ans) après un investissement de 200 M USD.

**Va-t-on vers une sortie de la crise politique** qui frappe le pays depuis août 2015 ? La CEDEAO a haussé le ton, menaçant de sanctions ceux qui entravaient l'application de l'Accord de Conakry. Un nouveau Premier ministre, Aristides Gomes, a été nommé en avril 2018, chargé de préparer les élections législatives pour le 18 novembre, mais elles ont été retardées...

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA

**LE MOCI**

**French Touch**  
Comment les filières gagnent à l'export

**Francophonie**  
Le guide (non officiel) des réseaux d'affaires

**Le guide de la mobilité**  
Vivre et travailler dans 51 pays

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

**LE MOCI**  
Moniteur du Commerce International depuis 1882

**French Touch**  
Comment les filières gagnent à l'export

**Francophonie**  
Le guide (non officiel) des réseaux d'affaires

**Le guide de la mobilité**  
Vivre et travailler dans 51 pays

Éditions spécial Côte d'Ivoire

Numéro 2056-2057 - Juillet-Août 2018



## Guinée (Conakry)

**Chef de l'État : Alpha Condé** - **Premier Ministre : Ibrahima Kassory Fofana** - **Population (millions) : 12,7** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 245 857** - **PIB/hab. 2017 (USD) : 508** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 8,2** - **Inflation 2017 (%) : 8,9** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 175** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 152**

**La croissance économique de la Guinée est rapide**, attendue à 5,8 % en 2018, notamment grâce à un secteur minier dynamique. Le déficit budgétaire est stable à 2 % du PIB mais le déficit du solde courant grimpe à 21 % suite à la hausse des importations liée aux investissements étrangers et à l'appréciation du prix du pétrole. La dette se situe à 40 % du PIB et l'inflation, surtout des produits alimentaires, demeure élevée à 8,2 %. Les retombées économiques de la croissance se diffusent peu auprès de la population. Et la situation sociale est tendue.

**La production de bauxite décolle** dans le pays qui dispose d'un tiers des réserves mondiales. Alors que la production plafonnait à moins de 20 millions de tonnes (Mt) par an, elle devrait doubler cette année. Le consortium SMB Winning, regroupant le Singapourien Winni Shipping, le Chinois China Hongqia et le Français UMS International, produit environ 20 Mt de bauxite avec l'objectif d'atteindre 50 Mt en 2020 ; il va démarrer en 2019 la construction d'une raffinerie d'alumine et d'une ligne de chemin de fer de 135 km pour 3 milliards de dollars (Md USD). Le Français AMR a démarré sa production de bauxite avec environ 8 Mt en 2018, entièrement vendue à SMB Winning.

**Rusal a achevé la première étape du développement** du gisement de bauxite Dian-Dian, dans la région de Boké, le plus grand au monde avec une capacité de 3 Mt par an. La raffinerie d'alumine Friguia, fermée depuis 2012, également propriété du Russe, a redémarré.

**La mine du Chinois Tbea Co Ltd** devrait entrer en production mi-2019, avec 10 Mt de bauxite par an puis 30 Mt en 2020, et une raffinerie d'aluminium (1 Mt) prévue pour 2021. De même pour la filiale d'Emirates Global, Guinea Alumina Corporation. La production de la mine de Koumbia, opérée par l'Australien Alliance Mining Commodities, démarrera en 2019 (4 Mt). Le Chinois Chalco a lancé les travaux de construction de sa mine à Boffa pour une mise en production prévue fin 2019 (12 Mt).

**L'un des plus grands gisements de fer mondial**, Simandou, est dans l'impasse après l'annonce par Rio Tinto qu'elle ne céderait pas sa participation à Chinalco. Un accord non contraignant conclu en 2016 prévoyait la vente pour 1,1 à 1,3 Md USD. Rio et Chinalco détiennent respectivement 45,05 % et 39,95 % du projet, le gouvernement guinéen détenant 15 %.

**La concession de la partie conventionnelle du port de Conakry** a été attribuée au Turc Albayrak pour une durée de 25 ans. Il devrait y investir 200 M USD au cours des deux premières années, 500 M USD à terme.

**Si des initiatives présidentielles ont été lancées** notamment sur le café, l'ananas ou la noix de cajou, l'agriculture ne

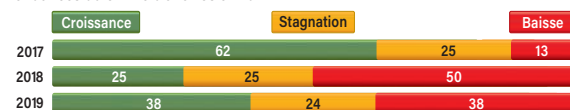
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,8 sur 5 ▼

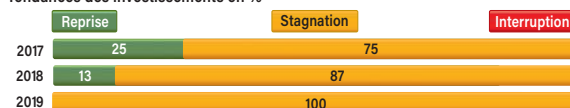
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Qualité du secteur bancaire	▼	Réseau routier et ferré	▼
Coût des transports maritimes	▼	Eau et assainissement	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Distribution électrique	▼
Coût des télécoms	▲	Système de santé et formation	▶
		Douanes	▼

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



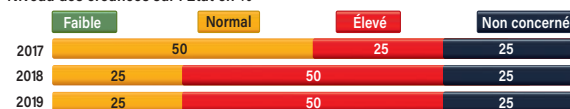
Tendances des investissements en %



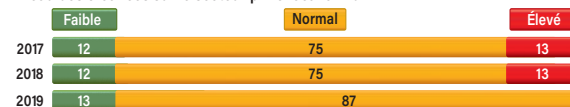
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



parvient pas à décoller alors que le potentiel est important. La capacité hôtelière de la capitale Conakry a doublé depuis 2010. Deux nouveaux hôtels ont été ouverts en 2018, le 3 étoiles Onomo et le 5 étoiles Kaloum, en attendant le grand complexe hôtelier Weily Kalimbo qui doit être inauguré en 2019.

**Sur le plan politique**, les premières élections locales depuis 2005 se sont déroulées en février 2018 mais les législatives, prévues pour 2018, devraient se tenir en janvier 2019.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 9099,5 GNF (francs guinéens) ;  
1 EUR = 10301,9 GNF



# Libéria

**Président : George Weah** • **Vice-Président : Jewel Howard** • **Population (millions) : 4,7** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 111 370** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 456** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 2,5** • **Inflation 2017 (%) : 12,7** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 181** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 174**

L'année 2018 a été la première de la présidence de **Georges Weah** (élu le 28 décembre 2017) dans un contexte économique encore difficile. La croissance est à nouveau positive, à 3 % en 2018, mais reste insuffisante pour réduire la pauvreté qui touche plus de la moitié de la population. Les déficits budgétaires et courants sont élevés, tandis que la dette est contenue à 40 % du PIB. Premier combat du président, la lutte contre l'inflation (21,3 %), et la dépréciation de la monnaie\* qui compromettent son programme phare « Pro-Poor Agenda for Prosperity and Development ». Les taxes à l'importation de plus de 2000 produits de base ont été réduites puis 25 millions de dollars (M USD) ont été injectés dans l'économie.

**Le Land Rights Act** donnant le droit aux communautés de revendiquer la propriété sur des terres détenues de façon coutumière a été promulgué. Une révolution foncière car la plupart des Libériens n'ont qu'un droit coutumier sur la terre qu'ils exploitent. Or, ces dernières années, plus de 40 % du territoire national ont été donnés en concession à des entreprises privées. Un « Partenariat pour une croissance saine » est mis en œuvre avec le PNUD pour traiter

la déforestation, via les chaînes d'approvisionnement des matières premières agricoles.

**Tant pour l'huile de palme que le caoutchouc**, la faiblesse des cours mondiaux réduit les recettes d'exportation. Si Firestone a réduit sa production, la première usine de transformation du caoutchouc, Cooper Rubber Processing Plant (CRPP), a démarré. Un programme de relance du cacao a débuté avec l'Union européenne (UE) et Solidaridad. Dans les mines, le Canadien Tango Mining a signé un accord d'acquisition de 80 % du domaine minier Mano River avec le Libérien West Mining Ltd pour l'exploration du site diamantaire.

**Le nouveau terminal de l'aéroport Robert International**, financé par la Chine, devait entrer en fonctionnement en 2018. La Compagnie d'électricité du Libéria (LEC) a signé avec ESB International (filiale de l'Irlandais ESB Group), un contrat de service de gestion d'une durée de 3 ans, renouvelable 2 ans.

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 158 LRD (dollars libériens) ;  
1 EUR = 179,1 LRD

LE MOCI

Moniteur du Commerce International depuis 1883

Gérer les risques d'impayés à l'export

1<sup>re</sup> édition 2018 - n° 2055 - Juin 2018

- La boîte à outils
- 110 fiches pays sur les pratiques locales

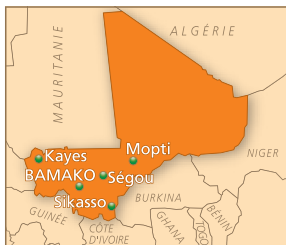


1<sup>re</sup> édition 2018

- La boîte à outils
- 110 fiches pays sur les pratiques locales

EULER HERMES  
© 2018 - Mars - 2018 - 114 - 978-2-350-102-10-0

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



## Mali

**Président : Ibrahim Boubacar Keïta** • **Premier Ministre : Soumeylou Boubeye Maïga** • **Population (millions) : 18,5** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 241 231** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 824** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 5,4** • **Inflation 2017 (%) : 1,8** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 182** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 145**

**En dépit d'un climat sécuritaire précaire**, la croissance économique du Mali est robuste, 5,1 % en 2018, impulsée par l'agriculture et les mines. Au niveau macroéconomique, l'inflation progresse à 2,5 %, le déficit budgétaire et du compte courant devraient augmenter, respectivement à 3,3 % et 7,2 % du PIB tandis que la dette publique représente 36,9 % du PIB. Une première émission d'obligations islamiques pour 150 milliards de francs CFA (Md F CFA)\* a été réalisée sur le marché de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). Un prêt concessionnel de la Banque d'import-export de Chine de 98 Md F CFA a été contracté pour financer le projet « Mali numérique 2020 », exécuté par le chinois CITCC, qui dotera le pays d'une infrastructure de réseau « backbone » sur tout le territoire.

**Bénéficiant de conditions climatiques favorables, l'agriculture tire l'économie.** Le Mali est redevenu le 1er producteur de coton d'Afrique en 2017/18 avec 728 000 tonnes (t) et 750 000 t sont attendues pour 2018/19. La nouvelle usine d'égrenage à Kadiolo est opérationnelle, trois unités sont en cours de modernisation et une usine est programmée à Kimparana. Un deuxième plan de développement de la culture coton, en cours de finalisation, vise à franchir la barre du million de tonnes dans cinq ans. Record aussi dans la production céréalière avec 9,5 millions de tonnes (Mt) en 2017/18, et qui devrait progresser encore de 12 % en 2018/19 à 10,6 Mt.

Dans les mines, la production d'or devrait croître de 21 % en 2018 à près de 60 t, grâce aux nouvelles productions des mines de Fekola opérée par B2Gold (115 t d'or sur 9 ans), et de Komana par Hummingbird Resources (68 t sur 8 ans), selon le ministère des Mines. Le Mali pourrait produire du lithium d'ici à 2020. L'Australien Birimian, pour le projet Goulamina, et le Britannique Kodal Mineral, pour le projet Bougoni, ont découvert des réserves de plus de 48 Mt de minerai, dont 694 000 t de lithium.

**Premier projet en partenariat public-privé (PPP)**, la centrale thermique Albatros Energy Mali (90 MW) à Kayes (84 Md F CFA) va augmenter de 25 % la capacité électrique du pays. Au niveau des infrastructures, DP World va construire et gérer une plate-forme logistique multimodale de 1000 m<sup>2</sup> (50 M USD) en périphérie de Bamako avec une concession de 20 ans. Le chemin de fer Dakar-Bamako est en cours de relance, Kibily Touré, ancien conseiller Afrique du président français Emmanuel Macron, a été nommé administrateur de Dakar-Bamako Ferroviaire (DBF). L'hôtel Sheraton a ouvert ses portes à Bamako (64 M USD).

**L'élection présidentielle sous haute tension**, avec 24 candidats en lice, a vu le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta

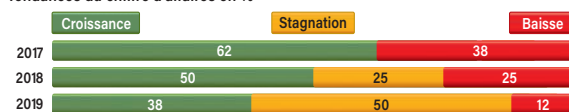
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▶

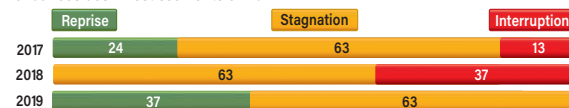
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main-d'oeuvre	▶	Réseau ferré et routier	▼
Réseau internet et téléphonique	▲	Système judiciaire (délai et foncier)	▶
Qualité de l'encadrement	▲	Niveau de corruption	▼
		Coût du transport aérien	▼

## Bilan des entreprises

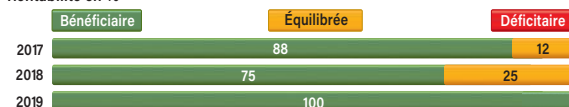
Tendances du chiffre d'affaires en %



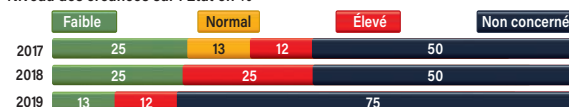
Tendances des investissements en %



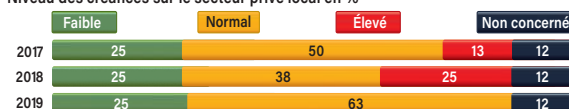
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



reconduit au second tour pour un deuxième mandat avec 67,17 % des suffrages face à Soumaïla Cissé. La participation a été faible (34,84 %). Les élections législatives ont été une nouvelle fois reportées, le mandat des députés, qui devait expirer le 31 décembre, a été prolongé de six mois. La mise en œuvre de l'accord d'Alger en 2015 n'est toujours pas effective, les violences continuent de se propager du nord vers le centre du pays et vers le Burkina Faso et le Niger voisins.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ;  
1 EUR = 655,857 F CFA

## Sahel Le G5 Sahel et l'Alliance Sahel pour lutter contre l'insécurité

Si l'épicentre des attaques terroristes d'origine djihadiste se situe au Mali, dans le Nord mais aussi maintenant dans le centre et le sud, elles se sont propagées aux pays voisins au Burkina Faso et au Niger, de plus en plus déstabilisés.

Face à la progression de la menace terroriste mais aussi du crime organisé, avait été créée fin 2014, **la force militaire conjointe transfrontalière du G5, le G5 Sahel**. Regroupant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, cette force doit atteindre à terme 5 000 hommes et être déployée sur les frontières communes des pays participants. La mise en œuvre concrète de ce projet a toutefois été plus lente que prévu : les Nations unies déploraient ainsi en novembre 2018 que cette force n'ait pas encore atteint sa pleine capacité opérationnelle. Près de 50 % des contributions financières annoncées n'étaient pas encore réservées à cette date et encore moins décaissées alors que la situation restait extrêmement préoccupante avec la multiplication des attaques contre des civils, des responsables gouvernementaux et des forces de sécurité et de défense.

Le G5 Sahel vise à compléter d'autres dispositifs internationaux à l'œuvre dans la zone. Cette force vient, en effet, renforcer l'opération de l'armée française Barkhane, qui a pris le relais en 2014 des opérations Serval et Épervier. Ce dispositif mobilise 4 500 militaires et s'articule autour de trois

points d'appui permanents : Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad. S'y ajoute la force des casques bleus des Nations unies au Mali, la Minusma, forte de 15 000 soldats et policiers, pour appuyer la mise en œuvre par le gouvernement malien de l'accord de paix de 2015 et assurer la protection des civils.

En outre, la Mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM), composée d'environ 600 militaires, assure la formation et la réorganisation des forces armées maliennes.

Cet effort militaire doit être accompagné d'un programme économique pour la région. C'est pourquoi, en juillet 2017, la France, l'Allemagne et l'Union européenne, accompagnées de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont lancé **l'Alliance Sahel, une plate-forme de coopération internationale** pour intervenir davantage et mieux au Sahel. Depuis son lancement, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et le Luxembourg ont rejoint l'initiative. Avec un objectif de stabilisation et de développement global de la région, l'Alliance Sahel finance et coordonne avec les pays du G5 Sahel plus de 500 projets sélectionnés pour répondre aux défis actuels : sécuritaires, démographiques, économiques et sociaux.



## Niger

**Chef de l'État : Mahamadou Issoufou** - **Premier Ministre : Brigi Rafini** - **Population (millions) : 21,5** - **Superficie (km²) : 1 267 000** - **PIB/hab. 2017 (USD) : 378** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,9** - **Inflation 2017 (%) : 2,4** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 189** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 143**

**La croissance économique est dynamique** attendue à 5,3 % en 2018, portée par une bonne campagne agricole et des projets d'investissement. Le FMI estime que la stabilité économique reste fermement établie. Toutefois, les déficits budgétaires et courant progressent, respectivement à 5,9 et 16,2 % du PIB et l'inflation rebondit à 3,9 %. Lors de la conférence des investisseurs à Paris, en décembre 2017, le Niger a levé 23 milliards de dollars (Md USD)\* pour le financement du Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021.

**L'agriculture va bénéficier du premier « Programme Compact »** du Millennium Challenge Corporation (MCC), soit 437 M USD, axés sur le secteur agricole : il a été lancé en janvier 2018 avec notamment l'accès à l'irrigation, la réforme du marché des engrais, la formation, la rénovation des réseaux routiers, etc.

**On relève une perspective favorable pour le pétrole**, dont la production est actuellement de 20 000 b/j sur le bloc d'Agadem exploité par le Chinois CNPC. Un accord de partenariat public-privé (PPP) a été signé avec le CNPC pour l'exploitation du bloc d'Agadem phase 2, qui vise à porter la production à 80 000 b/j. Le Britannique Savannah Petroleum, présent dans le bassin du Rift d'Agadem (blocs R1/R2 et R3/R4), a annoncé quatre découvertes consécutives en 2018 et a signé un accord avec le gouvernement pour le transfert de la future production - prévue au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 pour le champ Amdigh (5 000 b/j) - à la Société de raffinage de Zinder (Soraz). Enfin, l'Algérien Sonatrach a annoncé la découverte d'un nouveau bassin pétrolier à Kafra, à la frontière nigéro-algérienne. D'ici à 3 ans le Niger compte porter sa production de pétrole à 110 000 b/j.

En revanche, le pays cherche toujours une solution pour exporter. Dernière option envisagée, un oléoduc reliant Agadem au port de Cotonou, au Bénin, dont l'étude de préféabilité est achevée. En outre, un mémorandum a été signé avec le Nigeria pour la construction d'une raffinerie à Katsina, dans le nord de ce pays, alimentée en partie par le pétrole nigérien via un oléoduc.

**Dans l'énergie**, la première centrale solaire (7 MW, 16 Md F CFA) est entrée en activité à Malbaza (région de Tahoua). La construction d'une seconde (20 MW) à Gorou Banda, près de Niamey, devrait être lancée en 2019 (18,7 Md F CFA) ainsi que celle d'une centrale hybride (19 MW) à Agadez (32 M EUR), toutes deux financées par l'AFD et l'Union européenne (UE).

**Dans le cadre du prochain sommet de l'Union Africaine (UA)**, prévu en juillet 2019 au Niger, plusieurs chantiers d'infrastructures ont démarré à Niamey, dont la construction de deux cités de l'UA et d'un centre de conférence, des voiries

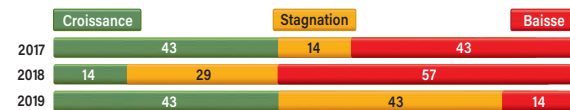
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2 sur 5 ▼

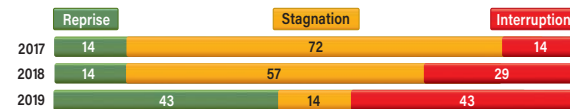
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main-d'oeuvre	▲	Fraudes douanes	▲
Droit du travail	▲	Environnement fiscal	▼
Coût du fuel	▲	Système de santé	▼
		Distribution électrique	▲

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



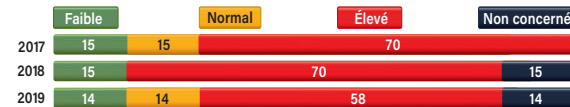
Tendances des investissements en %



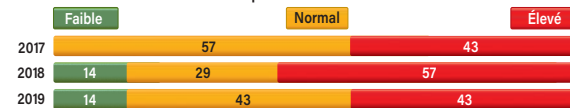
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



urbaines et un échangeur, la modernisation de l'aéroport (PPP avec le turc Summa), des hôtels dont le Radisson Blue (30 Md F CFA) financé et réalisé aussi par Summa. Le Nigérien Dangote a lancé la construction d'une cimenterie (2,5 Mt) à Keita (275 M EUR).

**Sur le plan sécuritaire**, le Niger est confronté aux menaces terroristes des groupes affiliés à Al Qaïda dans le nord et l'ouest de son territoire, et à celles de Boko Haram dans le Sud-Est. Le Niger accueille aussi de nombreux réfugiés et est un pays de transit pour les migrants.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA



# Nigeria

**Chef de l'État : Muhammadu Buhari - Vice-Président : Yemi Osinbajo**  
**- Population (millions) : 191 - Superficie (km²) : 923 768 - PIB/hab. 2017 (USD) : 1 969 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 0,8 - Inflation 2017 (%) : 16,5 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 157 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 146**

**Le Nigeria sort petit à petit de la récession** avec une croissance attendue de 1,9 % en 2018 puis 2,3 % en 2019. L'inflation s'est aussi réduite mais reste à un niveau élevé de 12,4 %. Le déficit budgétaire représente -5,1 % du PIB avec une faible mobilisation des recettes. Le déficit du solde courant atteint -2 % du PIB, les réserves en devises se sont regonflées couvrant 8 mois d'importation, deux éléments qui limitent la pression sur le taux de change du naira\*. La dette s'accroît mais elle est soutenable à 24,8 % du PIB.

**La reprise des investissements directs étrangers (IDE)** se fait toujours attendre. Après une chute de 21 % en 2017 à 3,5 milliards de dollars (Md USD), ils ont reculé à nouveau de près de 30 % (1,2 Md USD) sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018, selon la Banque centrale. Le pays a levé 2,5 Md USD d'Eurobonds en février pour refinancer sa dette en naira et 2,87 Md USD sont programmés dans le budget 2018. Afin de faciliter les règlements commerciaux, la Chine et le Nigeria ont signé un accord de swap de devises pour 15 Md de yuans sur une durée de trois ans. La première obligation verte en Afrique (Green Bond Souverain) a été émise au Nigeria (35 M USD).

**Signe que la diversification n'est pas encore à l'ordre du jour**, la reprise a été largement impulsée par le secteur des hydrocarbures avec un rebond de la production autour de 2 M b/j couplée à la hausse des cours mondiaux. L'objectif d'autosuffisance en produits pétroliers raffinés est affirmé pour 2020, avec la réhabilitation de trois raffineries nationales et l'octroi de 13 licences pour des raffineries communautaires. En outre, le groupe Dangote a lancé la construction d'une méga raffinerie (640 000 b/j) pour 12 à 14 Md USD, prévue pour 2020. Un MoU a été aussi signé avec le Niger pour une raffinerie dans l'État de Katsina (150 000 b/j). Dans le secteur gazier, Nigeria Liquefied Natural Gas (NLNG) devrait approuver une nouvelle usine de gaz sur Bonny Island (7 Md EUR). Greenville Oil and Gas Company Ltd ont achevé l'usine de GNL (450 à 500 M USD) à Port Harcourt.

**Concernant les infrastructures**, la première ligne du tramway à Lagos (823 M USD) est entrée en service. La Phase 2, également réalisée par China Civil Engineering Construction Corporation (1,79 Md USD), comprendra 292 km de voies et six lignes. La deuxième phase du Réseau national d'infrastructures de technologie de l'information et de communication (NICTIB II) bénéficie d'un prêt de 328 M EUR d'Exim Bank of China. Les travaux seront réalisés par le Nigérian Galaxy Backbone Ltd et le Chinois Huawei Technologies Ltd. Ces deux sociétés ont aussi signé un MoU pour la construction d'un câble sous-marin de fibre optique (Glo-2) partant de l'État de Lagos au littoral sud.

**Plusieurs nouveaux investissements sont à signaler** : une nouvelle brasserie (250 M USD) pour International Breweries ;

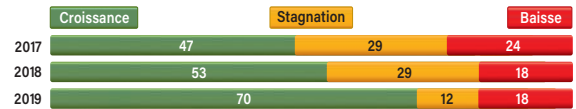
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▼

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût des télécoms	▲	Réseau routier et ferré	▼
Réseau internet et téléphonique	▶	Protection de l'environnement	▼
Coût de la main-d'oeuvre	▲	Distribution électrique	▶
Qualité du secteur bancaire	▲	Douanes (fraudes)	▼
Droit du travail	▲	Niveau de corruption	▲

## Bilan des entreprises

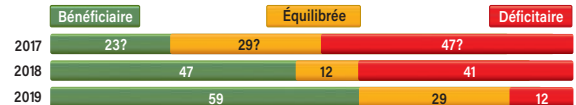
Tendances du chiffre d'affaires en %



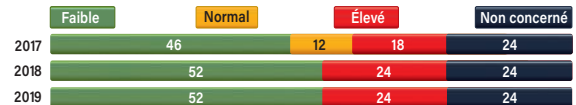
Tendances des investissements en %



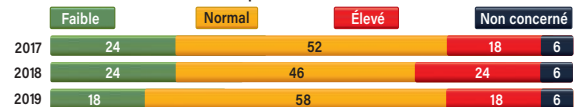
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



la plus grande usine de poudre d'œuf d'Afrique (500 000 œufs/j) avec une ferme de 600 000 poules pondeuses réalisée par l'État d'Ondo et Greenfield Assets Ltd ; un projet d'usine d'assemblage de groupes électrogènes à Lagos par le Britannique Clarke Energy ; un projet d'usine d'assemblage d'automobiles pour Volkswagen...

**Source d'inquiétude**, ce qui créera un certain attentisme, l'élection présidentielle se déroulera en février 2019. La relation bilatérale entre la France et le Nigeria a été relancée par la visite officielle du président Emmanuel Macron, les 3 et 4 juillet.

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 364 NGN (nairas) ; 1 EUR = 412,1 NGN

## Sénégal



**Chef de l'État : Macky Sall** - **Premier Ministre : Mahammed Boun Abdallah Dionne** - **Population (millions) : 15,8** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 196 722** - **PIB/hab 2017 (USD) : 1 033** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 7,2** - **Inflation 2017 (%) : 1,3** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 164** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 141**

**L'économie est dynamique** avec une croissance de 7 % pour 2018, portée par l'agriculture, le redressement de l'industrie et le dynamisme des services. La deuxième phase du Plan Sénégal émergent (PSE) sur la période 2019-2023 devait être lancée à Paris en décembre 2018 et faire la part belle au secteur privé. Le PSE a contribué à un taux de croissance supérieur en moyenne à 6 %, grâce essentiellement à l'investissement public. La pauvreté a été réduite à 35 % de la population en 2017 (46 % en 2011). Au niveau macroéconomique, l'inflation est faible, le déficit budgétaire légèrement supérieur à -3 % du PIB, le solde courant à -7,7 % du PIB. En revanche, la dette publique croît à 50 % du PIB. Une cinquième émission d'Eurobonds pour 2,2 milliards d'euros (Md EUR)\* a été réalisée avec succès en mars. Un second programme du Millennium Challenge Corporation (MCC) de 550 M USD va être mis en œuvre, autour de l'électricité (modernisation de la Senelec, électrification en zones rurales et cadre légal).

**L'agriculture montre des évolutions positives** sur presque tous les segments. La production de céréales en 2017/18 a progressé de 9 %, à 2,7 millions de tonnes (Mt) - dont 1,1 Mt de riz -, de même que certaines cultures comme les arachides (1,3 Mt) ou encore la pomme de terre (+ 18 %), le manioc (+ 37 %), les pastèques et les tomates industrielles (+ 150 %). Le pays est, cette année, autosuffisant en sucre grâce à une production record de 144 000 t de la CSS. Trois agropoles intégrées seront installées, au sud, au nord et au centre, afin de développer la transformation qui n'atteint que 13 % de la production agricole.

**Les revenus pétroliers ont été multipliés par deux** entre 2016 et 2017, avec Total E&P (43 %), Capricorn (36 %) et Kosmos (10 %). La mise en production, prévue en 2021, du gisement gazier offshore sénégal-mauritanien, la Grande Tortue Ahmeyim (450 Md de m<sup>3</sup>), découvert en 2015 et piloté par BP, va considérablement accroître les revenus générant environ 150 Md F CFA. En février 2018, Dakar et Nouakchott ont signé une convention actant un partage à égalité de la ressource mais aussi des coûts de recherche, d'exploitation et de production, sur cinq ans.

Un accord préliminaire pour l'exploitation du gisement ferreux de Falémé (750 Mt) a été signé avec le Turc Tosyali, qui envisage un complexe sidérurgique à terme. L'exploitation du phosphate de Thiès (247 Mt, dont 16 % de phosphate) a été confiée à la filiale de l'Australien Avenir, Baobab Mining & Chemicals Corporation, pour une durée de 5 ans renouvelables.

**Dans les infrastructures**, la concession provisoire du secteur public de l'eau a été attribuée au groupe Suez, mettant fin à un partenariat de 22 ans avec la filiale d'Eranove, la Sénégalaise des eaux (SDE). Les travaux du Train Express Régional (qui sera opéré par un groupement SNCF/RATP), des autoroutes à péage Diarnadio-Thiès et Thiès-Touba sont en cours.

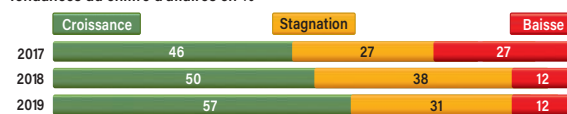
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▶

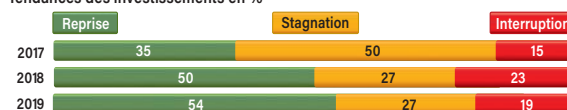
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Sécurité des personnes	▶	Réseau ferré	▶
Réseau téléphonique et internet	▲	Impact du secteur informel	▼
Réseau routier	▲	Crédit bancaire	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Coût de l'électricité	▼
		Protection de l'environnement	▲

## Bilan des entreprises

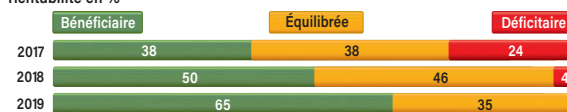
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



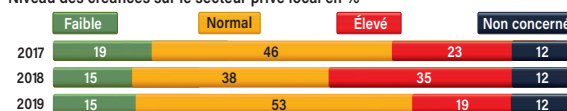
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**La relance du tourisme**, avec un objectif de 1,5 million de touristes en 2018 se matérialise par la rénovation du parc hôtelier, l'amélioration des routes, la modernisation de l'aéroport, ainsi que le décollage de la nouvelle compagnie nationale aérienne Air Sénégal SA. Un projet conjoint tourisme-entreprise (74 M USD) a été lancé à Saly et le Club Méditerranée va injecter 16 Md FCFA dans la réfection d'hôtels et la relance du tourisme à Cap Skiring.

L'élection présidentielle se déroulera le 24 février 2019.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA



# Sierra Leone

**Chef de l'État : Julius Maada Bio** ▪ **Vice-Président : Mohamed Juldeh Jalloh** ▪ **Population (millions) : 7,5** ▪ **Superficie (km<sup>2</sup>) : 72 300** ▪ **PIB/hab. 2017 (USD) : 499** ▪ **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,7** ▪ **Inflation 2017 (%) : 18,2** ▪ **Classement IDH 2018 (sur 189) : 184** ▪ **Classement Doing Busines 2018 (sur 190) : 163**

**Une page est tournée au Sierra Leone**, celle du Congrès de tout le peuple (APC), qui a perdu les élections présidentielles et législatives. L'ancien officier Julius Maada Bio, chef de file de l'opposition, a été élu président avec 51,8 % des voix. Son programme de campagne prévoit de relancer l'économie et combattre l'indiscipline, la corruption et la pauvreté. Une commission anticorruption a été créée. Une première pour un pays africain : le gouvernement a renoncé à un financement chinois de 318 millions de dollars (M USD) pour la construction du nouvel aéroport à Freetown. Le contexte économique post-Ebola reste difficile, à la suite de la chute de la production des produits de base. La croissance est stable à 3,7 %, mais les comptes sont dans le rouge. Si l'inflation a diminué, elle se situe à plus de 15 %, le déficit budgétaire est proche de -10 % du PIB et celui du compte courant de -14 %. La dette a grimpé à 79 % du PIB. **Toutefois, on observe une montée en puissance de la production de fer** depuis 2016 avec 12 millions de tonnes

(Mt) prévues en 2018. L'exploitation de la mine de diamants de Koidu (400 000 carats/an), opérée par BSGR, a repris, tandis que Newfield Resources a revu à la hausse les ressources de la mine de Tongo à 7,4 M carats.

**Dans le domaine des hydrocarbures**, African Petroleum s'est désengagé de ses blocs en eaux profondes et le quatrième cycle de licences pétrolières pour cinq blocs offshore a été finalement repoussé à 2019.

**Autres faits marquants** : un financement de 40 M USD de la SFI permettra la construction d'une centrale solaire de 50 MW. Les travaux réalisés par Bolloré sur le terminal à conteneurs du port de Freetown (120 M USD) pour porter la capacité de 100 000 EVP à 750 000 EVP sont achevés. Enfin, l'opérateur gambien Qcell est le quatrième opérateur télécoms aux côtés des historiques SierraTel, Orange et Africell.

*\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 8401,7 SSL (Leone de Sierra Leone) ; 1 EUR = 9512,2 SSL*

## LE MOCI

Moniteur du Commerce International depuis 1883

### Nouveau guide de la logistique & du transport à l'international

Édition 2018

#### Choisissez votre format de lecture

Magazine Papier



Magazine Papier : 25 €

Dossier format Web



Magazine Numérique : 17,50 €

PDF enrichi



Achetez le Guide sur **lemoci.com**  
Rubrique Nos Parutions

ou via le lien :  
<https://www.lemoci.com/guides>

## Togo



**Chef de l'État : Faure Essozimna Gnassingbé** - **Premier Ministre : Selom Komi Klassou** - **Population (millions) : 7,8** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 56 785** - **PIB/hab. 2017 (USD) : 617** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,4** - **Inflation 2017 (%) : - 0,7** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 165** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 137**

**L'économie s'est redressée en 2018**, après le recul de la croissance à la suite d'importantes tensions sociopolitiques. Si la crise politique n'est pas réglée, la croissance a atteint 4,7 % avec la relance des investissements et de bonnes performances dans l'agriculture. L'inflation est faible, mais après la cure d'assainissement budgétaire de 2017, les déficits budgétaires et courant se sont détériorés, respectivement à -3,2 % et -9,2 % du PIB. La dette publique a été contenue à 75 % du PIB. **Le Plan national de développement** sera le fil rouge du gouvernement sur 2018-2022, avec trois axes principaux : création d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier ordre, des pôles de transformation (agricoles, manufacturier, secteur extractif) et le développement social. Le financement du plan, évalué à 4 622 Milliards de F CFA (Md F CFA)\*, doit être assuré à hauteur de 65 % par le secteur privé. De nouveaux codes fonciers et douaniers ont été adoptés.

**La production céréalière** a atteint 1,3 million de tonnes (Mt) en 2017/18, en hausse de 2,7 %, et celle de coton a progressé de 8 % à 117 000 t en 2017/18. Le fonds Tirsal (Togo Incentive-Based Risk Sharing System for Agricultural Lending), lancé en avril 2018, est un mécanisme incitatif de financement agricole, fondé sur le partage des risques, qui facilite l'accès aux prêts bancaires des producteurs pour développer la transformation. L'agroparc dans la région de Kara (Projet de transformation agroalimentaire du Togo) a bouclé son financement (35,19 Md F CFA) avec la BAD, la BOAD et la Fondation Seamaul. Le fonds Moringa a investi 2,58 M EUR dans Jus Délice, qui construit une usine de jus de fruits bio, dont la production sera exportée vers l'Europe.

**Dans le secteur énergétique**, la nouvelle politique (2018-30) mise sur le hors réseau (kits solaires et mini-réseaux) et la densification du réseau conventionnel (108 MW, solaire et hydroélectricité), avec l'ambition de porter le taux d'électrification à 100 % en 2030 (37 % en 2017). Une deuxième licence pour la fourniture de kits solaires a été accordée à l'Indo-américain Green Light Planet, après celle octroyée au Britannique BBOX, dans lequel EDF a pris 50 %. Eranove construira une nouvelle centrale thermique (65 MW) à Lomé, portant la capacité du pays à 193 MW.

**Une vague de privatisations** a été lancée avec celle des deux banques publiques sous capitalisées UTB et BTCl, ainsi que l'ouverture du capital de Togocom, la holding comprenant Togo Télécom et Togo Cellulaire.

**Le trafic total du Port de Lomé (PAL)** a grimpé de 58 % en 2017, à plus de 19 Mt, avec une hausse substantielle du transbordement. Pour le trafic des conteneurs, avec 1,193 million d'EVP, en augmentation de 30 %, le PAL est le 1<sup>er</sup> port d'Afrique

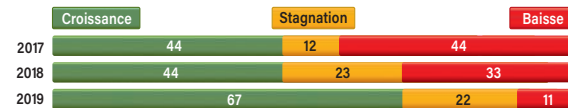
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 ▲

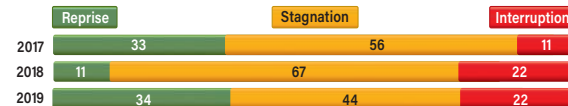
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau portuaire et aérien local	▶	Impact du secteur informel	▼
Sécurité des personnes	▲	Coût de l'électricité	▲
Droit du travail	▲	Tarif des douanes	▼
Fiabilité des partenaires	▲		

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



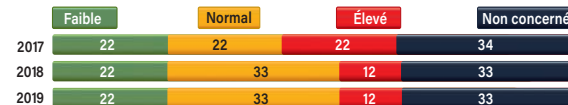
Tendances des investissements en %



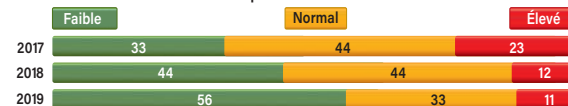
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



de l'Ouest, devant Lagos, selon le classement de *The Maritime Executive*.

**Sur le plan politique**, la CEDEAO a proposé une feuille de route pour sortir le Togo de la crise sociopolitique qui sévit depuis août 2017 (recomposition de la Cour constitutionnelle, limitation du nombre de mandats présidentiels à deux, mode de scrutin à deux tours, vote de la diaspora) en vue des élections législatives et locales prévues le 20 décembre 2018. Mais fin novembre, la principale coalition de l'opposition appelait à nouveau au boycott des élections et à de nouvelles manifestations.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 579,5 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA

# MAUREL & PROM



**Maurel & Prom est un opérateur pétrolier spécialisé dans l'exploration et la production d'hydrocarbures, coté sur Euronext et dont le siège social est à Paris.**

**Reconnu pour son expertise E&P onshore en Afrique et Amérique Latine, Maurel & Prom dispose d'un portefeuille d'actifs à fort potentiel couvrant l'ensemble des activités d'exploration, de développement et de production. Le Groupe opère aujourd'hui des actifs en production au Gabon et Tanzanie, et détient également une participation significative dans SEPLAT, un des principaux opérateurs nigériens.**

**Adossé au groupe Pertamina depuis février 2017, Maurel & Prom a vocation à devenir sa plateforme de développement international.**

Maurel & Prom est coté sur Euronext Paris  
CAC All-Share – CAC Oil & Gas – Next 150 – Eligible PEA-PME et SRD  
Isin FR0000051070 / Bloomberg MAU.FP / Reuters MAUP.PA



## Cameroun

**Chef de l'État : Paul Biya - Premier Ministre : Philémon Yang - Population (millions)<sup>1</sup> : 24 - Superficie (km<sup>2</sup>)<sup>1</sup> : 475 440 - PIB/hab 2017 (USD)<sup>1</sup> : 1446 - Croissance du PIB réel 2017 (%)<sup>2</sup> : 3,5 - Inflation 2017 (%) : 0,6 - Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> : 151 - Classement Doing Business 2018 (sur 190)<sup>1</sup> : 166**

**Le président Paul Biya**, 85 ans, au pouvoir depuis 1982, a été reconduit le 7 octobre avec 71,28 % des voix pour un septième mandat à la tête du Cameroun. Il gagne dans neuf régions sur dix, celle du Littoral, avec la capitale économique Douala lui échappe.

Une réélection sans surprise, mais après une année de violences et de guerre civile, qui a sans doute coûté au Cameroun l'organisation de la prochaine Coupe d'Afrique des Nation (CAN) (notre encadré). Selon Amnesty International, 400 personnes ont été tuées par l'armée et les séparatistes des régions anglophones qui veulent leur indépendance et la création de l'« Ambazonie ». Des villages ont été brûlés, les gens ont dû fuir, des entreprises ont fermé, la torture a sévi. Le 6 novembre, alors que les violences persistaient, le président Biya a demandé aux sécessionnistes de déposer leurs armes et le 30 novembre, un Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR) des combattants a été créé. Quant à Boko Haram, le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun se sont encore concertés début décembre pour évoquer une « nouvelle approche » dans leur lutte et une aide accrue de la communauté internationale.

**Sur le plan économique, la situation est plus paisible.** La croissance du Cameroun a atteint 3,8 % en 2018 et accélérerait à 4,4 % en 2019, retrouvant sa moyenne annuelle des années 2010 à 2015. Sa dette publique représente 37 % du PIB. L'inflation est quasi inexistante, à 1 %, avec un déficit budgétaire se contractant à -2,6 % du PIB (-4,9 % en 2017). La balance commerciale s'est dégradée légèrement à -3,2 % du PIB en 2018. En octobre, le gouvernement a émis 15,2 millions d'euros (M EUR)\* de titres publics sur le marché de la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

### Des avancées dans les infrastructures

Après quasiment une décennie d'investissements, le Cameroun n'a pas encore rattrapé son retard en matière d'infrastructures. L'effort de ces investissements sur la croissance est resté faible en dehors de l'impact transitoire induit par la réalisation de ces infrastructures. Selon une étude récente du FMI, le multiplicateur des dépenses d'investissement au Cameroun est quasiment nul, ce qui signifie que pour 1 Md F CFA investi par l'État, l'activité générée par l'économie dans son ensemble n'est que de 1,1 Md F CFA.

Une des explications à ces résultats décevants est donnée par une étude de la Banque mondiale portant sur la qualité de la dépense publique au Cameroun. Celle-ci pointe l'inefficacité du système de gestion des investissements publics qui se traduit par un coût extrêmement élevé ainsi que des retards importants

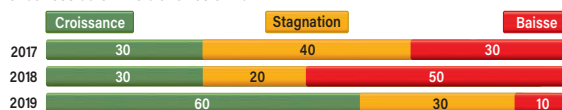
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▶

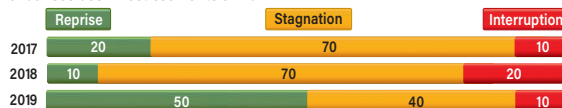
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main d'œuvre	▼	Niveau de corruption	▼
Droit du travail	▶	Protection de l'environnement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Efficacité de l'administration	▼
Coût des télécoms	▲	Système judiciaire	▼
Réseau téléphonique et internet	▲	Douanes	▼

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



dans la livraison des grands projets structurants. Cela étant, Le port en eau profonde de Kribi a - enfin - ouvert en mars 2018, trois ans après la fin de sa construction par la Chine (CHEC) et six ans après la première pierre (700 M USD). Avec 15 à 16 m de tirant d'eau et un quai de 350 m, le terminal à conteneurs opéré par le consortium franco-chinois Bolloré-CHEC-CMA CGM a accueilli son premier navire le 2 mars.

La deuxième phase s'amorce, celle du terminal polyvalent (265 m de quai) pour lequel le gouvernement a lancé en mars 2018 un appel d'offres pour trouver un concessionnaire après

avoir constaté, en janvier, la défaillance du Français Necotrans, mis en liquidation judiciaire en France en août 2017. Le marché de la mission de contrôle et de surveillance technique a été attribué à Studi International/Inros Lackners/Studi Cameroun, et celui de la mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage à Louis Berger/BEC La Routière.

Une centaine d'entreprises auraient déposé leur demande pour intégrer la zone industrielle du port. L'usine de transformation de cacao (48 000 tonnes/an) d'Atlantic Cocoa Corporation (de l'Ivoirien Koné Dossongui) a été la première à s'installer (45,6 M EUR) et devait être opérationnelle en septembre, suivie de Biocam, qui exporte de la biomasse produite par Hévécam.

**Le projet de centrale hydroélectrique** de Nachtigal (420 MW), la plus puissante du pays avec une ligne de distribution de 50 km, va de l'avant. Le gouvernement a bouclé le volet financier de sa construction (1,1 Md EUR) : ce sera un partenariat public-privé, avec 850 M EUR de financement des bailleurs de fonds internationaux (BM, AFD, Proparco, BAD, etc.) et 250 M EUR des actionnaires de la société en création Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), soit EDF (40 %), l'Etat (30 %) et InfraVentures (BM, 30 %). Sa construction, qui devait démarrer en décembre 2018 avec une livraison prévue en 2023, est confiée à Besix-NGE-STMG pour les travaux de génie civil alors que Bouygues Energie Services et General Electric fourniront les lignes de transmission et les turbines. Cette centrale devrait permettre d'augmenter la production nationale d'électricité de 30 %, d'améliorer le taux d'électrification et de réduire le tarif moyen d'Eneo à 6,2 centimes d'euros/kWh.

La concession d'Eneo, contrôlé à 56 % par le Britannique Actis, a été prorogée de dix ans à compter de 2021.

### Les usines flottantes de gaz ont le vent en poupe

La production pétrolière en 2018 a été de 26 millions de barils (Mb) mais devrait baisser à 24,5 Mb en 2019. Le Cameroun commence à prendre goût aux usines flottantes de liquéfaction de gaz naturel. Alors qu'au niveau mondial, seule la Malaisie en détenait une, l'usine flottante de Golar LNG/SNH/Perenco (1 Md EUR), au large de Kribi, a commencé son activité en mars 2018. Sa capacité de production sera de 1,2 Mt de GNL, qui seront expédiées en Russie pendant 8 ans ; elle produira aussi 30 000 t de gaz pour le marché domestique et 5 000 b/j de condensat. Au 30 septembre 2018, 1 M m<sup>3</sup> de GNL avait déjà été exporté.

En juin 2018, c'était au tour du Britannique New Age de signer une convention avec l'État pour développer le champ gazier d'Etinde (461 km<sup>2</sup>, New Age 37,5 %/Lukoil 37,5 %/Bowlewen 25 %), au large de Limbe, avec à la clé une usine flottante de liquéfaction de gaz (3,8 M EUR). Sa capacité de production sera de 30 000 b/j de condensats ; 1,3 Mt/an de GNL sera commercialisée, dont 150 000 t sur le marché national. Actuellement, le pays importe 80 % de sa consommation de gaz estimée à 120 000 t par an. En mai, New Age a confié au britannique TWMA le contrat de la gestion des débris de forage.

À noter encore que Perenco a racheté en janvier 2018 50 % des participations de Glencore dans le bloc offshore de Bolongo.

En matière de revenus, le droit de transit des hydrocarbures via l'oléoduc Tchad/Cameroun (Cotco, filiale ExxonMobil) a généré 37,14 M EUR de recettes pour le Cameroun entre janvier et octobre 2018 (34,97 M EUR en 2017), les volumes passant de 30 Mb à 33,9 Mb.

### L'agriculture sévèrement impactée par les conflits

Les filières banane, hévéa et huile de palme traversent une phase difficile depuis plus d'un an en raison de l'intensification des tensions dans les régions anglophones (Sud-Ouest et Nord-Ouest), grand bassin de production agricole. Cette situation affecte particulièrement l'activité des sociétés publiques Cameroon Development Corporation (CDC) – active dans les trois filières – et Pamol, productrice d'huile de palme. Selon une étude publiée par le Gicam en juillet 2018, le montant des productions perdues de banane, d'huile de palme et de caoutchouc de la CDC depuis le début de la crise serait évalué à 9,2 Md F CFA (14 M EUR). L'arrêt quasi complet des exploitations de ces deux sociétés en 2018 revêt un coût majeur pour l'économie du pays aussi bien en termes de recettes fiscales et douanières que pour les emplois que ces entreprises représentent.

En septembre/octobre, les exportations de bananes ont chuté à moins de 30 000 t (43 141 t sur la même période en 2017). En cause, la baisse d'activité de la CDC, qui a souvent été prise pour cible et a dû fermer 12 sites bananiers sur 29. Afin de la relancer, le gouvernement a conclu en novembre deux accords avec le Français Tyllium et le Canadien ITD pour fournir des intrants et du machinisme.

Dans le cacao, en raison des conflits, Telcar Cocoa (Cargill), Olam, Theobroma (Ecom) ont évacué en août la majorité de leur personnel. Nombre de petits cacaoculteurs sont aussi partis, cette région du sud-ouest ne représentant plus que 32 % de la production en 2017/18, contre 45 % en 2016/17. Au premier semestre 2018, les recettes d'exportation de fèves ont chuté de 13,4 % et celles de café de 30 %.

La production d'huile de palme stagne alors que sa transformation se développe. Le gouvernement a dû augmenter le quota d'importation à des tarifs douaniers préférentiels à 100 000 t en 2018, après 96 000 t en 2017. À noter l'arrêt presque total des activités de la CDC et de Pamol (20 000 et 15 000 t) en 2018.

Une note optimiste toutefois : l'usine de montage de tracteurs indiens Sonalika, à Ebolowa, a démarré avec une capacité de montage de 5 tracteurs par jour.

\* Au 03/12/2018 : 1 USD = 578, 1 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA

### PAS DE CAN EN 2019

Grosse déception pour les Camerounais. La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé le 30 novembre sa décision de retirer au Cameroun l'organisation de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations), prévue en juin 2019, en raison de retards dans les travaux. Désigné pays hôte dès septembre 2014, il a fallu deux ans avant que les travaux démarrent. A cela se sont ajoutés la crise dans les régions anglophones et les attaques de Boko Haram, qui ont pesé dans cette décision.



## Congo

**Chef de l'État : Denis Sassou Nguesso - Premier Ministre : Clément Mouamba - Population (millions) : 5,3 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 342 000 - PIB/hab 2017 (USD) : 1 658 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : -3,1 - Inflation 2017 (%) : 0,5 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 137 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 180**

**L'économie du Congo s'est légèrement redressée en 2018**, passant d'une récession (-3%) en 2017 à une croissance de 2% en 2018, avec la perspective d'une accélération (3,7%) en 2019. L'inflation demeure limitée, à 1,2%. Le solde budgétaire redevenu positif à +9% du PIB (10,5% prévus en 2019), de même que le solde de la balance commerciale à +9,1% du PIB (après -12,9% en 2017). La dette publique demeure très élevée mais se contracte, de 130,8% du PIB en 2017 à 100,7% en 2018 et 89,9% attendus en 2019.

**Dans le secteur pétrolier**, le pays, troisième producteur d'Afrique subsaharienne mais loin derrière l'Angola et le Nigeria, a rejoint l'Opep en juin. Les clignotants sont repassés au vert. Pour Total, qui pèse deux tiers de la production nationale et gère en outre, 48 stations-service, c'est également le cas : la production du gisement offshore de Moho Nord (Total 53,5% / Chevron 31,5% / SNPC 15%), le plus important projet pétrolier jamais réalisé au Congo démarré en 2017, a atteint dès 2018 les 200 000 b/j soit le double de l'objectif initial. En 2017, le secteur pétrolier congolais concentrait 70,6% des investissements directs (IDE) français dans la zone.

**Le Britannique NewAge** voudrait céder ses 25% dans le bloc pétrole/gaz Marine XII opéré par l'italien Eni (65% de la JV, et poursuivi par le fisc italien) et dont les ressources seraient de 5,8 Md bep ; Eni a choisi Spie Oil & Gas pour sa maintenance multi-métiers sur ses sites onshore. Quant au champ pétrolier de Banga Kayo (460 puits onshore, potentiel 200 Mbj), opéré par le Chinois Wing Wah Petrochemical, sa production serait de 50 000 b/j à compter de fin 2018 ou début 2019.

**Dans le secteur minier**, les projets commencent à entrer en phase de production. L'Australien Kore Potash (KP2) a reçu en mars 2018 l'autorisation d'exploiter les gisements de potasse de Kola et Dougou (650 km<sup>2</sup>, minerai à faible profondeur, 4 Md USD\* d'investissement, production potentielle 5 Mt/an). Les Français Technip FMC, Vinci Construction, Egis et Louis Dreyfus Armateurs développeront les gisements en 2019 pour une production envisagée en 2020. Par ailleurs, deux conventions ont été signées entre le gouvernement et les sociétés Luyan des mines Congo et Cominco pour la concession de potasse de Mboukoumassa et du gisement de phosphate de Hinda (6 M USD).

**Dans le domaine énergétique**, Eni va installer une troisième turbine à gaz à la Centrale électrique du Congo (CEC ; État 80%, Eni 20%), sa capacité de production passant,

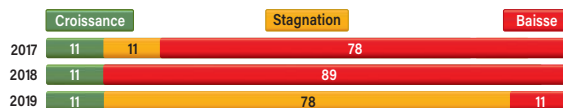
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▼

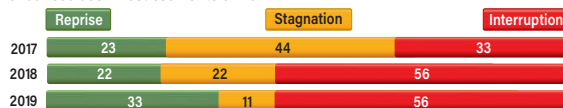
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Sécurité des personnes	▶	Environnement fiscal	▼
Réseau téléphonique et internet	▲	Douanes (fraudes, procédures)	▶
Réseau portuaire	▶	Réseau ferré	▶
Coût du fuel	▶	Impact du secteur informel	▲
		Incitation à l'investissement	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



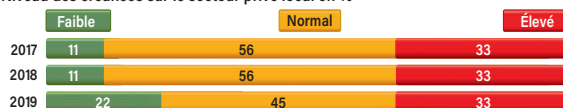
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



à terme, de 300 à 450 MW. De son côté, le Chinois Global Energy projette d'ici 2050 une production hydroélectrique de plus de 25 000 MW sur le fleuve Congo, à Brazzaville et dans le département du Kouilou, notamment pour servir au traitement des minerais de fer et de potasse.

Sur le plan régional, le Congo et la RD Congo ont en projet de construire entre leurs deux capitales un pont à péage comprenant une voie ferrée, une route et un trottoir (500 M

# Chaque jour, la SOMDIAA cultive son savoir-faire agro-alimentaire

SUCRE - FARINES - ALIMENTATION ANIMALE - ELEVAGE

## En Afrique pour l'Afrique

### Une présence durable sur un continent d'avenir

Expert en nouvelles techniques agricoles et agro-alimentaires en Afrique, le Groupe SOMDIAA produit et vend des denrées agricoles et des produits alimentaires de base exclusivement sur les marchés africains.

Acteur économique responsable, le Groupe SOMDIAA s'est engagé dans une Politique de Développement Durable construite autour de ses enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux.

Au-delà de ces engagements stratégiques, la SOMDIAA a développé un réseau de fondations(\*) visant à l'autonomisation des populations par le biais d'appuis aux initiatives durables de développement local.



CAMEROUN
CENTRAFRIQUE
CONGO
CÔTE D'IVOIRE
GABON
TCHAD
TOGO
ÎLE DE LA RÉUNION



[www.somdiaa.com](http://www.somdiaa.com)

39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris  
Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01

(\*) [www.fondations-somdiaa.com](http://www.fondations-somdiaa.com)

**SOMDIAA**

## Congo

USD, 1 575m). Le Congo et la Centrafrique vont harmoniser leurs procédures d'interconnexion par fibre optique, interconnexion qui serait effective en janvier 2020.

**En investissements directs**, la Chine est présente entre autres, dans le secteur bancaire (Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique), du BTP (CMEC, China State Construction and Engineering Corp, Zhengwei Technique Congo), des télécommunications (Huawei), de l'exploitation forestière (cinq entreprises présentes), et de l'industrie (Société Nouvelle des Ciments du Congo). Toutefois, la situation de la dette du pays et le climat des affaires déléteront ont eu pour effet de limiter l'octroi de nouveaux prêts chinois et l'implantation de nouvelles entreprises. La renégociation de la dette du Congo vis-à-vis de la Chine, qui représenterait 40 % de la dette extérieure, fait partie des conditions de conclusion d'un accord avec le FMI.

**La volonté des autorités congolaises de diversifier les partenaires** a conduit à une intensification des relations économiques avec le Maroc, la Turquie et les Émirats arabes unis. Le Maroc – déjà présent dans le secteur bancaire, les NTIC, l'aérien avec la compagnie aérienne Royal Air Maroc et la cimenterie – a signé en avril 2018 quatorze accords de coopération dans les domaines des mines, de l'énergie, de la santé, du tourisme, de la pêche maritime, de l'agriculture, de l'élevage et de l'enseignement. La présence du Roi Mohamed VI au moment de la signature de ces accords ainsi qu'à la cérémonie de lancement des travaux du port de pêche de Yoro à Brazzaville, financé par le Maroc, s'inscrit dans la stratégie du Royaume de renforcer le partenariat sud-sud.

**La Turquie pour sa part** est active dans le secteur des BTP – réhabilitation de l'hôtel Radisson Blu dans lequel l'État congolais est actionnaire et construction du Centre international de conférence de Kintélé – et intervient encore timidement dans d'autres secteurs tels que la formation.

**Le Congo compte sur l'Émirat de Dubaï** pour financer des projets d'infrastructures commerciales, mais aussi des projets dans les secteurs du gaz et de l'énergie électrique. Dubaï devrait obtenir la gestion du Centre commercial de Mpila à Brazzaville dont les travaux, financés dans le cadre du partenariat stratégique avec la Chine, devraient s'achever fin 2018.

**Parmi les autres projets marquants**, l'ouverture de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, financée par la Chine, serait imminente après 10 ans d'attente. Le Français Eutel-

sat, à travers Konnect Africa, lance l'Internet haut débit et le service de hotspot Konnect Wifi. Enfin, dans l'agriculture, le FIDA (FAO) se réengage au Congo avec un projet d'appui au secteur agricole dans le Nord-Kivu (53 M USD sur 9 ans).

**En septembre 2018**, invoquant l'immunité diplomatique, la Cour d'appel de Paris a invalidé la saisie des comptes de la mission diplomatique du Congo en France qu'avait demandé Commisimpex pour recouvrer sa créance (1 Md EUR), mais elle a validé des saisies auprès d'entreprises françaises actives à Brazzaville, au profit de Commisimpex.

*\* Au 03/12/2018 : 1 USD = 578,1 F CFA ;  
1 EUR = 655,857 F CFA*



# Gabon

**Chef de l'État : Ali Bongo Ondimba - Premier Ministre : Emmanuel Isozot Ngondet - Population (millions) : 2 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 267 667 - PIB/hab. 2017 (USD) : 7 220 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 0,5 - Inflation 2017 (%) : 2,8 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 110 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 169**

**La croissance reprend au Gabon**, à 2 % en 2018 (est. 3,4 % en 2019), l'inflation étant stable à 2,8 %. Le solde budgétaire (59 % des recettes sont pétrolières) redevient positif, à 1,3 % du PIB, tandis que le déficit de la balance commerciale (pétrole : 79 % des exportations) se réduit à -1,6 % du PIB (-4,9 % en 2017).

La dette publique est ramenée à 58,4 % du PIB en 2018 (62,7 % en 2017). Celle-ci reste importante, notamment vis-à-vis de la Chine et l'intense activité de financement de projets d'infrastructures réalisés par les entreprises chinoises se heurte désormais aux contraintes d'endettement du Gabon.

**Depuis une dizaine d'années**, de nombreux projets d'envie ont été confiés à des entreprises chinoises. La construction du Sénat, les nouveaux bâtiments de la radio et de la télévision nationale, le barrage hydroélectrique du Grand Poubara, et le stade de l'amitié sino-gabonaise dans la banlieue de Libreville ont ainsi été commandés à des entreprises chinoises dans les années 2000. Le gouvernement chinois a financé aussi l'ex-projet de développement de la marina de Libreville, rebaptisé « Baie des rois », confié à l'entreprise chinoise The China Harbour Engineering Company (CHEC) en 2010.

**La construction, qui a débuté en 2013**, de la route Port-Gentil-Omboué est symbolique du poids de la coopération entre les deux pays. Qualifié de chantier du siècle (construction de 93 km de route sur une zone lagunaire), ce projet est le plus grand chantier routier du Gabon. Il devrait s'achever en 2019. D'un montant de plus de 300 Md F CFA\*, il a été financé par la China Exim Bank. Cette route permettra de rendre accessible une partie importante du territoire national par voie terrestre et de relier enfin la capitale économique au reste du pays.

**Plus récemment**, plusieurs projets de prêts, contractés également auprès de l'Exim Bank et d'ICBC (Industrial and Commercial Bank of China), ont reçu l'aval du gouvernement gabonais. Il s'agit du financement du projet de route entre Port-Gentil et Mbega, entrant dans le cadre de l'extension de l'axe reliant Port-Gentil à Omboué (linéaire de 21,6 km), du projet de construction et d'équipement de trois centres de formation professionnelle, dont la construction sera confiée à la branche ingénierie de la société chinoise AVIC (Aviation Industry Corporation of China), de la construction des stades de Port-Gentil et

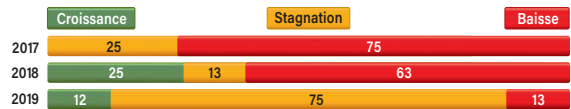
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▼

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau portuaire	▶	Système judiciaire	▼
Protection de l'environnement	▲	Efficacité de l'administration	▼
Sécurité des personnes	▲	Incitation à l'investissement	▲
		Droit foncier	▼

## Bilan des entreprises

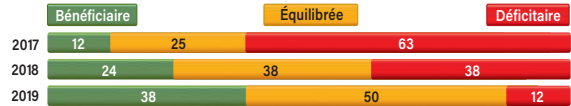
Tendances du chiffre d'affaires en %



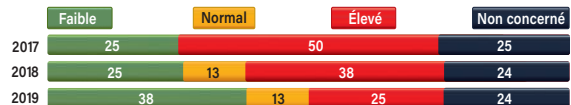
Tendances des investissements en %



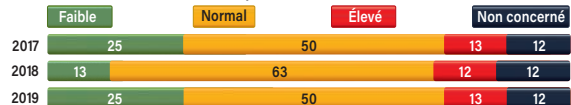
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



d'Oyem, ainsi que de la construction du Palais des sports de Libreville (China Construction Bank).

**Cinquième pétrolier d'Afrique subsaharienne** (réserves de 2 Md barils, prod. 200 000 b/j, 27 % du PIB), le pays mise sur l'offshore profond, aux coûts élevés. Le gisement de DRNEM-1, dans le champ de Dussafu Marin, a été découvert par le Norvégien Panoro Energy, avec un début de production attendu fin 2018. Un appel d'offres pour 34 blocs offshore pétrole/gaz a été lancé et une nouvelle loi sur les

## Gabon

hydrocarbures est en voie d'élaboration. Plusieurs évolutions y sont envisagées : baisse de l'imposition, garantie de rapatriement de devises, respect des normes travail/environnement, etc.

**La filière manganèse** (n° 2 africain, 6 % des exportations, 6 % du PIB) se porte bien : la production nationale augmente et atteignait déjà 1,1 million de tonnes (Mt) au premier trimestre 2018, en hausse de 27 % par rapport à la même période de 2017 (5 Mt sur la totalité de 2017) ; la hausse de 28 % du cours mondial au 1er trimestre 2018 a compensé la baisse de 15 % de la parité euro-dollar.

**Le chiffre d'affaires du leader de la filière**, la Comilog (Euramet 63,7 %) a bondi de 547,2 M EUR en 2016 à 965,2 M EUR en 2017 et elle entend renouer avec son record de 4 Mt en 2017. Au 1er trimestre, la production de manganèse à Moanda a grimpé de 8 % par rapport à début 2017 (grâce à une meilleure maintenance), avec des ventes en hausse de 23 % et malgré le déraillement du train minéralier en février 2018. Son programme de rénovation du Transgabonais (Setrag, filiale de Comilog), démarré en 2017, se décline sur 8 ans. Rappelons l'ouverture en 2017 du Complexe Métallurgique de Moanda et l'étude en cours pour accroître de 30 % sa capacité de production.

**Pour sa part, Nouvelle Gabon Mining** (NoGa, groupe indien) a achevé en décembre 2017 son usine (92,7 M EUR, 300 000 t/an de manganèse) à Franceville ; une deuxième unité (1,4 Mt/an) est prévue. Les deux premières années, la production (Biniomi et Bordeaux, réserves est. 43 Mt) serait de 250 000 t puis la troisième de 1 Mt ; NoGa projette d'exporter 1,5 Mt en 2019.

**La production d'or a chuté à 500 kg** en 2017, suite à l'arrêt par Ressources Golden Gram Gabon (Marocain Managem) de l'extraction à Bakoudou ; mais Eteke est relancé (réserves est. 23 t). En 2017, des permis avaient été accordés à Alpha Centauri Mining, Gabon Gold, Maxi Gold et la Société équatoriale des mines. Le Britannique Goldstone Resources a réalisé des forages concluants sur ses sites d'Oyem et Ngoutou. Le gouvernement, qui estime à 4 t les exportations frauduleuses d'or en 2017, s'était fixé de produire 2 t en 2018.

**Parmi les autres faits marquants**, L'Australien Havilah va exploiter le fer de Milingui (1 Md USD, début de production

2020) et son confrère Infinity Lithium veut ouvrir son capital pour développer la potasse à Banio. Bolloré Logistics a inauguré le hub logistique de Lastourville qui permettra d'acheminer en conteneurs le bois transformé de PW-CEB, SBL, SBK et BH (14 000 m<sup>2</sup>, 4 500 EVP/an). Afreximbank a prêté 30,4 M EUR à la Caisse des dépôts et consignations pour créer le Wood Industry Loan Fund (WILF), qui aidera les entreprises du bois dans la Zone économique de Nkok. **Sur le plan politique**, les élections législatives se sont enfin tenues, les 6 et 27 octobre 2018, le Parti démocratique (PDG) d'Ali Bongo obtenant 126 sièges sur 143 à l'Assemblée nationale. Il avait changé la direction de son parti, écartant certains « barons » et remplacé son directeur de cabinet Maixent Accrombessi, souffrant, par l'opposant Brice Laccruche Alihanga. Victime d'un accident vasculaire cérébral, Ali Bongo s'est fait soigner à Riyad avant de partir fin novembre en convalescence au Maroc.

\* Au 03/12/2018 : 1 USD = 578,1 F CFA ;  
1 EUR = 655,857 F CFA



# Guinée Équatoriale

**Président : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo - Vice-Président : Teodoro Nguema Obiang Mangue - Population (millions) : 1,3 - Superficie(km<sup>2</sup>) : 28 051 - PIB/hab. 2017 (USD) : 9 850 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : -3,2 - Inflation 2017 (%) : 0,7 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 141 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 177**

**Malgré une relative stabilisation en 2017**, la situation macroéconomique reste inquiétante et l'effort de consolidation requis important. À l'instar des autres pays de la CEMAC, la Guinée équatoriale a été fortement affectée par la baisse des cours pétroliers de 2014. L'ampleur de la crise y a toutefois été plus grande que chez ses voisins du fait de son extrême dépendance aux hydrocarbures : en 2014, l'exploitation pétrolière et gazière représentait, en effet, 58,1 % du PIB et 98,3 % des exportations.

Le PIB équato-guinéen s'est ainsi effondré de 40 % entre 2014 et 2017, ce qui a conduit à une division par deux des recettes publiques et à une chute des dépenses de près de 60 % sur cette même période. Le déficit budgétaire a atteint 16,3 % du PIB en 2015 puis 12,0 % en 2016, avant de se réduire à 2,9 % en 2017. Le déficit de la balance des paiements courants est pour sa part passé de 17,7 % du PIB en 2015 à 1,3 % du PIB en 2017.

**La Guinée équatoriale a sombré un peu plus en 2018**, avec une récession de -7,7 %. L'inflation est demeurée quasi inexistante à 0,9 %, la dette publique a été stable à 37,3 % du PIB, le solde budgétaire est redevenu positif, à +0,6 % du PIB (-16,3 % en moyenne annuelle sur 2010-2015 et encore -2,5 % en 2017). Le déficit de la balance commerciale a reculé, à -3,1 % du PIB (-5,9 % en 2017).

Le gouvernement s'est engagé à ne plus accumuler d'arriérés en 2018 et à recruter, avant la fin du programme de référence, un cabinet indépendant chargé d'auditer les arriérés accumulés jusqu'à fin 2017. Le programme prévoit également l'apurement, dès la fin 2018, de tous les arriérés d'ores et déjà identifiés (dont le montant est estimé à 1 228 Md FCFA) sous une forme mixte : pour partie remise de titres publics aux crédateurs, et pour partie remboursement en argent frais afin de permettre aux entreprises de rembourser leurs propres emprunts et ainsi de soulager le secteur bancaire.

**La production pétrolière est au plus bas** à 120 000 b/j en octobre 2018 (300 000 b/j il y a dix ans) et le gouvernement a mis la pression sur les opérateurs du secteur. En septembre, il a menacé les compagnies de refuser le renouvellement des licences existantes si elles n'investissaient pas collectivement 2 Md USD. Ce qui a conduit à plusieurs annonces : d'ici fin 2019, 11 nouveaux puits devraient être forés par des entreprises américaines dont ExxonMobil, Kosmos Energy, Marathon Oil ou encore Noble Energy, représentant 2,4 milliards de dollars (Md USD) d'investissements nou-

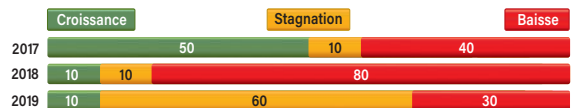
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▼

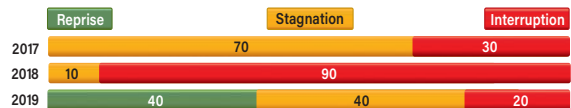
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau routier	▶	Fraudes, Douane	▲
Sécurité des personnes	▲	Crédit bancaire	▲
Coût du fuel	▼	Système de formation	▶
Distribution électrique	▲	Impact du secteur informel	▶
Eau et assainissement	▲	Financement des importations	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



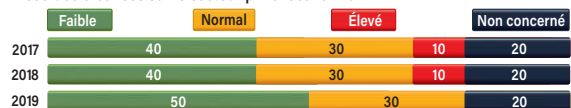
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



veaux. En outre, le pays va accorder en avril 2019 de nouveaux permis d'exploration de pétrole et de gaz. L'accord exclusif avec Shell pour le développement de GNL arrive à échéance en 2020 et ne sera pas renouvelé car Shell n'a pas répondu à l'injonction du gouvernement d'investir ; le gouvernement a ouvert des négociations avec d'éventuels repreneurs.

Le pays a montré sa fermeté en matière de respect du « content », notamment l'exigence d'avoir un partenaire

## Guinée Équatoriale

local, en sanctionnant le fournisseur de services CHC Helicopter puis la société de services Subsea 7.

Le projet Fortuna (1,2 Md USD) opéré par Ophir Energy et Golar LNG, le premier projet GNL en eaux profondes, a été stoppé en mai 2018 à la suite de problèmes de financement, ce qui a suscité le retrait de l'Américain Schlumberger du projet. Il comprend un terminal flottant qui liquéfie le gaz offshore. Or, Ophir Energy est considéré comme n'ayant pas assez d'expérience dans un tel projet, ce qui aurait refroidi les banquiers occidentaux, mais aussi la Chine.

**Parmi les autres faits marquants à retenir**, la Guinée équatoriale et le Gabon ont dévoilé un projet commun de connexion électrique, le surplus de production de la première devant alimenter le nord du pays du second. En juin, le nouveau câble sous-marin de fibre optique Ceiba-2 (400 km, 40 Gbps, construit par Huawei Marine Networks) qui relie au Cameroun, complétant Ceiba-1, a été inauguré.

Enfin, Russian Helicopters (Rostec State Corporation) a livré deux hélicoptères Mi-172 à l'armée équato-guinéenne.

**Sur le plan politique**, fin novembre 2018, Teodoro Nguema Obiang Mangué (« Teodorin Obiang ») a clôturé un conseil des ministres de cinq jours : un signe que son père, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, 76 ans, au pouvoir depuis 38 ans, entend qu'il lui succède malgré ses frasques. En octobre, il avait déjà été promu à de hautes fonctions militaires. Début novembre, le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE, au pouvoir), a expulsé 42 de ses militants, parmi lesquels plusieurs anciens cadres du régime, pour leur participation présumée à un coup d'État que Malabo affirme avoir déjoué fin 2017. Les députés et sénateurs sont interdits depuis fin juillet de voyager à l'étranger sans autorisation du vice-président.

\* Au 03/12/2018 : 1 USD = 578,1 F CFA ;  
1 EUR = 655,857 F CFA

**LE MOCI** Publié par l'Institut Français de l'Économie Industrielle (IFREI) et le Centre de Recherche pour l'Étude et le Développement (CERD) de l'Université de Bordeaux

**LE MOCI** Publié par l'Institut Français de l'Économie Industrielle (IFREI) et le Centre de Recherche pour l'Étude et le Développement (CERD) de l'Université de Bordeaux

**9<sup>e</sup> édition 2019**

**Guide de l'export en 10 étapes**  
à l'usage des entrepreneurs

Stratégie, diagnostic, étude de marché, communication, prospection, préparation, expédition, préparation du contrat, expédition, s'embarquer, recevoir

Comment réussir à l'international? Guide des bonnes pratiques

N° 2061 - Décembre 2018 - 100 pages

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



# République Centrafricaine

**Président : Faustin Archange Touadéra • Premier Ministre : Simplicie Sarandji • Population (millions) : 4,7 • Superficie (km<sup>2</sup>) : 623 000 • PIB/hab. 2017 (USD) : 418 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,3 • Inflation 2017 (%) : 4,1 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 188 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 183**

En 2018, la croissance du PIB centrafricain se situerait à 4,3 % contre 4 % en 2017. L'augmentation du trafic de marchandises sur l'axe Douala-Bangui en 2018 aurait favorisé la baisse des prix des produits alimentaires et manufacturés, contenant l'inflation à 2,5 % (3,8 % en 2017). L'appareil statistique encore très faible, ne permet pas de donner dans le détail, les contributions des différentes composantes du secteur réel. Toutefois, on observe une augmentation de la demande intérieure grâce à une hausse des investissements financés sur ressources extérieures, notamment dans les secteurs de la santé et des affaires sociales – environ 10 milliards de F CFA (Md F CFA)\* à fin septembre 2018 – et de l'énergie (environ 3,4 Md F CFA à fin septembre 2018) où interviennent la Banque mondiale, la BAD, Exim-Bank China et le Fonds saoudien. Même tendance dans la construction (hôtels, bâtiments administratifs, résidences privées) et dans le secteur forestier, à la faveur du retour à des taux d'imposition conformes à la législation, ce qui aurait permis aux entreprises forestières de dégager des marges et d'investir dans la transformation.

**La situation sécuritaire demeure très précaire.** Les institutions publiques ne sont pas à ce jour déployées sur l'ensemble du territoire. Les affrontements violents et des tensions communautaires persistent. Les derniers combats entre des groupes armés dans le camp de déplacés d'Alindao et à Bantagofo, en novembre 2018, rappelle la fragilité de la situation en dépit du déploiement de la force de l'ONU, la Minusca, forte de 14 500 hommes. Cette insécurité pèse sur les deux principaux secteurs de l'économie, à savoir l'agriculture et les mines.

**La production agricole ne parvient pas à se redresser.** La FAO observe une chute sensible de la superficie ensemencée en 2018, de nombreuses exploitations ayant été abandonnées, sans compter la réduction des semences et des outils. La production de céréales s'élèverait 100 000 tonnes (t), en baisse de 6,7 %. Afin de développer les filières manioc, riz, haricot et bovin, la BAD a lancé le projet de développement des chaînes de valeurs agricoles dans les savanes (Padecas), doté sur 5 ans de 16 Md F CFA. La production de grumes et de sciages était de 1 247 000 m<sup>3</sup> en 2016 (dernières statistiques disponibles) et les exportations de 236 000 m<sup>3</sup>, selon les chiffres de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). À noter que le groupe français Rougier, en redressement judiciaire, a cédé sa nouvelle filiale en RCA, Rougier Sangha-Mbaéré (RSM), à la Société de distribution nouvelle d'Afrique (Sodinaf).

**Après une suspension temporaire** de 2013 à 2015, les exportations de diamants bruts ont repris à partir de juillet 2015. En 2017, elles se sont élevées à 47 636,70 carats (6,5 M USD), selon les données du Processus de Kimberley. Elles sont encore

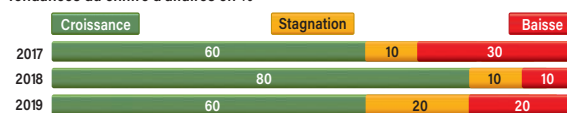
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 ▲

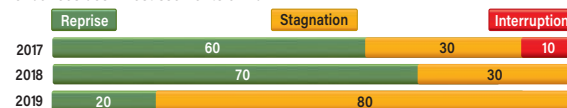
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main-d'œuvre	▲	Efficacité de l'administration	▼
Taux d'absentéisme	▶	Niveau de corruption	▼
		Réseau routier	▶
		Système judiciaire et droit foncier	▶
		Système de santé	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



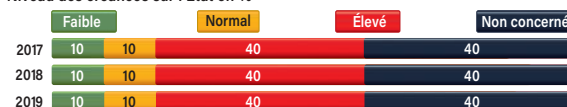
Tendances des investissements en %



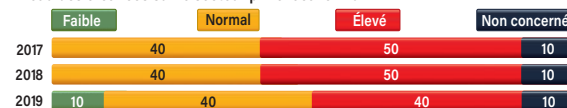
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



bien en dessous du niveau de 2012 (371 916,62 carats, 62 M USD). Les diamants sortent toujours clandestinement, l'est du pays demeurant encore sous le contrôle des rebelles.

**La Banque mondiale** a accordé 5 Md F CFA au gouvernement pour le renforcement des capacités du ministère centrafricain du Plan et de l'économie et la refonte du code minier pour le rendre plus attractif pour les investisseurs. Sur le plan des infrastructures, la construction du barrage hydraulique de Boali 2 a été confiée au Chinois China Gezhouba Group Corporation.

\* Au 03/12/2018 : 1 USD = 578,1 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA



## RD Congo

**Chef de l'État : Joseph Kabila** • **Premier Ministre : Bruno Tshibala Nzenzhe** • **Population (millions) : 81,3** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 2 345 000** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 458** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,4** • **Inflation 2017 (%) : 41,5** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 176** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 184**

**La croissance économique** de la République démocratique du Congo (RDC) progresse : 3,8 % en 2018, et 4,1 % attendus en 2019 (7,7 % en moyenne de 2010 à 2015). L'inflation reste élevée mais ralentit à 23 % et serait de 13,5 % en 2019. Le déficit budgétaire est faible (-0,6 % du PIB) tandis que la balance commerciale serait à l'équilibre. La dette publique ne représente que 16 % du PIB mais les réserves de change sont faibles, à 0,6 mois d'importation... Très dépendant des cours de certaines matières premières (cuivre et cobalt génèrent 80 % des recettes d'exportation), la RDC subit les aléas de la conjoncture mondiale. Si de janvier 2016 à janvier 2018, le cours mondial du cuivre – dont il est le n° 1 africain – a augmenté de 58 % et celui du cobalt (60 % de la production mondiale) de 330 %, à partir de juillet 2018, notamment sur fond de guerre commerciale sino-américaine, le cuivre a perdu 12 % de janvier à novembre. Néanmoins, au premier semestre 2018, la production de cuivre a augmenté de 7,9 % par rapport à la même période de 2017, à 597 249 tonnes (t), celle de cobalt de 37,6 %, à 52 491 t, et la production d'or de 15,8 % à 17 948 t. **En mars 2018, un nouveau code minier a été édicté**, prévoyant notamment un impôt de 50 % sur les super profits et une micro-taxe pour les communautés vivant à proximité des mines. Début décembre, le gouvernement a déclaré le cobalt, le coltan et le germanium comme étant des « substances minérales stratégiques », leur taux de royalties passant de 3,5 à 10 %. Depuis le début de ses forages au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, le Canadien Ivanhoe Mines a fait trois découvertes majeures de cuivre à Makoko, Kamoia et Kakula : ensemble, elles forment le quatrième plus grand projet de cuivre au monde. De son côté, la Gécamines a signé un partenariat avec Excellen Mining (Hong Kong) pour exploiter Kingamyambo et Kilamusembo (réserves : 1 M t cuivre, 100 000 t cobalt). En outre, la Gécamines, qui avait engagé en avril une procédure judiciaire pour dissoudre Kamoto Copper Company (KCC, filiale de Glencore) à cause de ses difficultés financières, est parvenue à un accord : les capitaux propres de KCC seront reconstitués et son endettement envers Glencore réduit de 9 à 3,45 milliards de dollars (Md USD)\*.

**En matière d'infrastructures**, un pont à péage avec une voie ferrée, une route et un trottoir piéton (1575 m, 550 M USD) sera construit entre Kinshasa et Brazzaville, enjambant le fleuve Congo. La construction de la nouvelle aéroport international de N'djili, à Kinshasa, a été lancée en mai. La BAD a alloué 78 M USD pour la réhabilitation de la Nationale 1, sur le tronçon Kinshasa-Bashamba. Enfin, le Français Eutelsat a lancé l'Internet haut débit à travers son service Kconnect Africa ainsi qu'un service de hotspot Wi-fi.

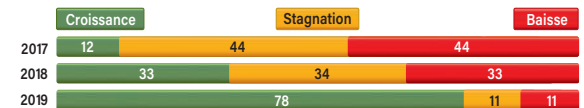
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,7 sur 5 ▲

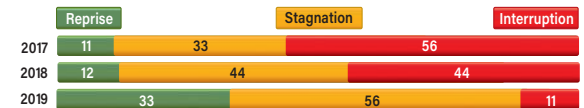
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de la main-d'œuvre	▲	Réseau ferré	▶
		Efficacité de l'administration	▶
		Environnement fiscal	▶
		Système judiciaire	▶
		Niveau de corruption	▶

### Bilan des entreprises

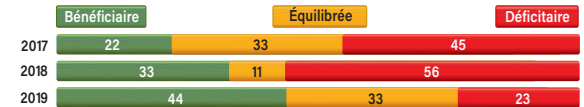
Tendances du chiffre d'affaires en %



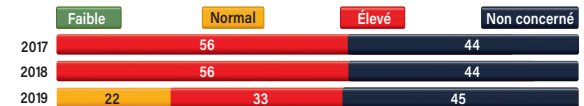
Tendances des investissements en %



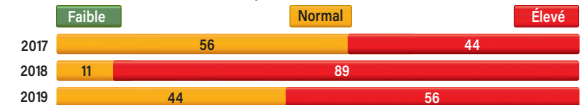
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**Les élections présidentielles**, législatives et provinciales, attendues depuis fin 2016, ont été repoussées au 23 décembre 2018. Emmanuel Ramazani Shadary est le dauphin désigné de Joseph Kabila mais fait l'objet, comme d'autres personnalités, de sanctions par l'Union européenne (UE) pour cause d'actes de répression contre des manifestants. La RDC a menacé de prendre des mesures de rétorsion si ces sanctions n'étaient pas levées avant les élections.

\* Au 04/12/2018, 1 USD = 1623,2 CDF (francs congolais) ; 1 EUR = 1852,9 CDF



# Sao Tomé-et-Principe

**Chef de l'État : Evaristo Carvalho • Premier Ministre : Jorge Bom Jesus • Population : 204 320 • Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 001 • PIB/hab. 2017 (USD) : 1 913 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,9 • Inflation 2017 (%) : 5,7 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 143 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 170**

**Petit État insulaire**, Sao Tomé-et-Principe enregistre depuis 2009 une croissance relativement stable de 4,5 % en moyenne mais dépend fortement de l'aide internationale et des dépenses publiques. En 2018, la croissance est attendue à 4 %. Si l'inflation a accéléré à 6,8 %, le déficit budgétaire a fait place à un excédent de 0,4 % du PIB en 2018 tandis que le déficit du solde extérieur, en baisse, se situe à 7 % du PIB. Bien qu'en recul, la dette publique est insoutenable, représentant 76,9 % du PIB en 2018. Des négociations ont été engagées pour des rééchelonnements de dettes avec l'Angola, le Brésil et la Guinée Équatoriale.

**Afin de faciliter la mobilisation des recettes publiques**, la TVA devrait être introduite en 2019. Pour diversifier l'économie, le pays mise sur le tourisme, au cœur de sa stratégie de développement. Les recettes touristiques ont presque quintuplé depuis 2010, passant de 11 millions de dollars (M USD) à environ 66 M USD en 2017, mais le potentiel est loin d'être exploité pleinement. Les projets dans les infrastructures appuieront ce secteur et faciliteront le commerce. La Chine, nouveau partenaire de Sao Tomé-et-Principe depuis décembre 2016 à la suite de la rupture de ses relations avec Taiwan, a annoncé 146 M USD d'apports

financiers sur cinq ans, notamment pour les routes, la construction du port en eau profonde et la modernisation de l'aéroport international.

**Dans le domaine des hydrocarbures**, le britannique BP et l'américain Kosmos Energy ont obtenu un droit d'exploration et de production d'une durée de 28 ans sur les blocs offshore 10 et 13 situés dans la zone économique exclusive (ZEE). Suite à l'appel d'offres lancé par l'Agence nationale du pétrole (ANP) en mai 2018, des négociations sont engagées avec le consortium composé de Total et Sonagol pour un contrat d'exploration pétrolier dans le bloc 01 de la ZEE. La Zone de développement commune pour l'exploration du pétrole avec le Nigeria, inactive depuis 3 ans, a été relancée. Sur le plan politique, après l'échec d'une tentative de coup d'Etat contre le Premier ministre Patrice Travaoda le 21 juin, le parti au pouvoir, l'Action indépendante démocratique (ADI), a perdu la majorité absolue (25 sur 55 sièges) à l'Assemblée nationale lors des élections législatives et locales d'octobre 2018. Le social-démocrate Jorge Lopes Bom Jesus a été nommé Premier ministre le 4 décembre 2018.

\* Au 05/12/2018 : 1 USD = 21,6 STN (nouveaux dobras de Sao Tomé) ; 1 EUR = 24,5 STN.

**LE MOCI**

**French Touch**  
Comment les filières gagnent à l'export

**Francophonie**  
Le guide (non officiel) des réseaux d'affaires

**Le guide de la mobilité**  
Vivre et travailler dans 51 pays

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

**LE MOCI**  
Moniteur du Commerce International depuis 1982

**French Touch**  
Comment les filières gagnent à l'export

**Francophonie**  
Le guide (non officiel) des réseaux d'affaires

**Le guide de la mobilité**  
Vivre et travailler dans 51 pays

Numéro 2056-2057 - Juillet-Août 2018



## Soudan

**Président : Omar Hassan Al-Bashir - Premier Ministre : Moutaz Mousa Abdallah - Population (millions) : 41 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 880 000 - PIB/hab. 2017 (USD) : 2 898 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,2 - Inflation 2017 (%) : 32,4 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 167 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 162**

**Les espoirs d'une nouvelle ère de prospérité** avec la levée partielle des sanctions américaines en octobre 2017 ont été déçus. Les difficultés économiques sont croissantes : inflation galopante, chute de la livre soudanaise\*, pénurie de produits de base dont le pain et le carburant, manque de devises, crise de liquidité, marché noir, réserves en devises au plus bas... Le Soudan demeure sur la liste noire de Washington des États soutenant le terrorisme, ce qui lui ferme pour l'instant la porte pour un éventuel accord avec le FMI ou l'accès aux financements de bailleurs de fonds comme la Banque mondiale, mais aussi décourage les investisseurs et les banques. La croissance économique devrait atteindre 3,7 % en 2018

**Face à la crise, le nouveau Premier ministre**, Moataz Moussa, nommé en octobre 2018, a engagé un plan de réforme économique d'urgence sur 15 mois. Il prévoit des mesures d'austérité comme la suppression des exonérations fiscales, à l'exception des matériaux nécessaires à la

production, et la réduction du train de vie de l'État. Moataz Moussa a aussi évoqué son intention de créer une bourse pour l'or et les devises.

**L'or a pris le relais du pétrole dans les exportations.** Le Soudan est devenu le 3<sup>e</sup> producteur africain, après l'Afrique du Sud et le Ghana, avec une production d'or de 100 tonnes (t) en 2017 pour une valeur de 400 millions de dollars (M USD). Mais la majeure partie du métal précieux sort clandestinement du pays.

Un accord quinquennal de livraison de produits pétroliers - 1,8 Mt par an - à prix subventionnés a été signé avec l'Arabie Saoudite.

**Sur le plan politique**, le Parti du congrès national, au pouvoir, a désigné l'actuel président Omar Al-Bashir comme candidat à un troisième mandat présidentiel en 2020, bien que la Constitution limite le nombre de mandats à deux.

\* Au 05/12/2018 : 1 USD = 47,8 SDG (livres soudanaises) ;  
1 EUR = 54,2 SDG



## Sud Soudan

**Chef de l'État : Salva Kiir Mayardit - Premier Vice-président : Taban Deng Gai - Population (millions) : 13 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 644 329 - PIB/hab. 2017 (USD) : NC - Croissance du PIB réel 2017 (%) : -5,1 - Inflation 2017 (%) : 187,9 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 187 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 185**

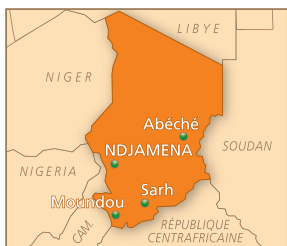
Six ans après son indépendance le Sud Soudan est toujours en proie à la guerre civile, **l'économie est exsangue**. Elle devrait à nouveau se contracter de -6,3 % en 2017, l'inflation en retrait, s'élèverait encore à 182 %.

**La production pétrolière**, qui représente 90 % des exportations du pays, est tombée à 118 000 barils/jour (b/j) en 2016, (opérateurs CNPC et Petronas), en baisse de 20 % par rapport à 2015 selon les chiffres de BP. Elle s'élevait à plus de 320 000 b/j jusqu'en 2012. Le gouvernement a ouvert des négociations directes pour les blocs pétroliers B1 et B2. Un accord de partage de prospection et de production (EPSA) a été signé avec Oranto Petroleum Ltd sur le bloc 3 (réserves estimées à plus de 2 Milliards de barils). L'agriculture pâtit toujours des conflits.

**L'Organisation des Nations unies (ONU)** estime que les situations sécuritaire et humanitaire ne cessent de se dé-

teriorer avec la poursuite voire l'amplification des affrontements et des combats, notamment entre les forces gouvernementales et les troupes loyales à l'ancien Vice-président Riek Machar. La crise humanitaire est aiguë. Plus de 6 millions de personnes, soit la moitié de la population, souffrent de la faim tandis que 1,9 million est déplacé à l'intérieur du pays et plus de 2 millions ont fui dans les pays voisins depuis 2013 (dont 1 million en Ouganda). L'ONU estime que le conflit est une « responsabilité » directe des dirigeants sud-soudanais. Le gouvernement se dit prêt à prendre part au Forum de revitalisation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui vise à relancer l'accord de paix de 2015.

Au 05/12/2017 : 1 USD = 6,6 SDG (livres soudanaises) ;  
1 EUR = 7,9 SDG



# Tchad

**Chef de l'État : Idriss Déby** • **Population (millions) : 15** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 284 000** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 6670** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : -3,1** • **Inflation 2017 (%) : -0,9** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 186** • **Classement Doing Business 2018 (Sur 190) : 181**

**Après une cure d'austérité**, l'économie tchadienne sort de la récession avec une croissance attendue à 3,5 % en 2018. L'accord financier conclu avec Glencore, associé à la remontée des cours du pétrole, est à l'origine de l'impulsion. Mais l'année a été émaillée de nombreuses grèves et manifestations. En outre, le pays doit faire face à d'importantes dépenses militaires dans sa lutte contre Boko Haram et accueille sur son territoire près de 400 000 réfugiés des pays voisins (Sud Soudan, Nigeria, RCA).

**La dette commerciale contractée en 2013 et 2014** auprès de Glencore avait servi à financer des dépenses de fonctionnement de l'État et à prendre des parts dans le principal consortium d'exploitation de pétrole. La baisse des cours du pétrole et les conditions très défavorables de ces emprunts ont précipité le pays au bord du défaut de paiement. La renégociation du prêt, d'un montant de 1,488 milliard de dollars (Md USD), lui permet désormais de bénéficier de deux ans de grâce mais il limitera durablement la capacité d'emprunt du Tchad. Cet accord a aussi permis le retour du FMI, qui a accordé dans la foulée un décaissement de 50 M USD.

**Le Tchad, qui a produit 103 000 b/j en 2017**, compte sur un rebond de la production pétrolière, qui pourrait atteindre 230 000 b/j d'ici 2020 grâce à la mise en production de nouveaux gisements par le chinois CNPC dans le bassin de Bongor, et l'adoption par l'américain Esso de nouvelles méthodes d'extraction - injection des polymères - dans le bassin de Doba. En outre, le Tâiwanais CPC devrait démarrer l'extraction de 9 800 b/j de pétrole et 35 000 m<sup>3</sup> de gaz naturel fin 2019. Les travaux du gisement pétrolier et gazier de Sedigui (2 000 b/j et 400 000 m<sup>3</sup> de gaz), opéré par le consortium anglo-chinois BlueOcean Clean Energy Ltd/Panjin Liaohe Oilfield Chenyu Group, ont démarré avec une mise en production prévue en 2019.

**Dans le secteur agricole**, Coton Tchad a été partiellement privatisée, avec la cession de 60 % du capital au Singapourien Olam (9,18 Md F CFA). La société fait face à des difficultés financières aiguës. La production de coton a été divisée par près de 7 en deux ans, passant de 76 204 tonnes (t) en 2016/17 à 13 499 t en 2017/18 et 12 628 t estimées en 2018/19, selon les chiffres de l'USDA. Olam doit réhabiliter l'outil de production.

**La compagnie aérienne**, Tchadia Airlines, fruit d'un partenariat avec Ethiopian Airlines (49 % du capital) a été lancée en octobre avec une flotte de deux avions à turbopropulseurs Bombardier Q400. Au départ de N'Djamena, elle desservira les quatre principales villes tchadiennes (Béché, Faya-Largeau, Sarh et Moundou) et la sous-région (Douala, Bangui, Niamey). Enfin, le consortium InfraCo Africa et Smart Energies International a signé avec la Société nationale d'électricité (SNE) un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans dans

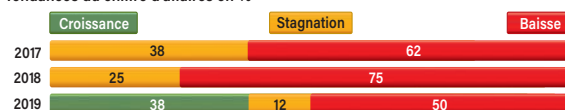
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,4 sur 5 ▼

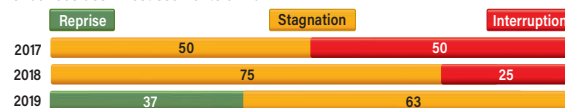
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
		Réseau routier	▶
		Douanes	▶
		Impact du secteur informel	▶
		Système de formation	▶
		Niveau de corruption	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



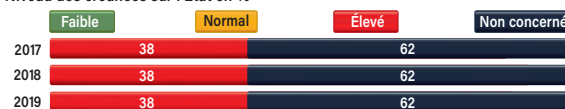
Tendances des investissements en %



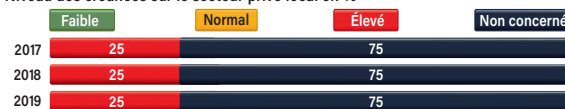
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



le cadre de la construction d'une centrale solaire (60 MW). **Une nouvelle Constitution introduisant la 4<sup>e</sup> République** a été approuvée par le Parlement. Elle supprime le poste de Premier ministre et introduit un mandat présidentiel de six ans, renouvelable une fois (cinq ans renouvelables indéfiniment auparavant). Le changement sera effectif à partir de la présidentielle en 2021, ce qui permettrait théoriquement au président Idriss Deby de rester au pouvoir jusqu'en 2033. Les élections législatives, plusieurs fois reportées depuis 2015 et annoncées pour novembre 2018, ont été à nouveau reportées.

\* Au 03/12/2018 : 1 USD = 578,1 F CFA ; 1 EUR = 655,857 F CFA



## Afrique du Sud

**Président : Cyril Ramaphosa** - **Vice-président : David Mabuza** - **Population (millions) : 56,7** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 219 090** - **PIB/hab. 2017 (USD courant)<sup>1</sup> : 6 160** - **Croissance du PIB réel 2017 (%)<sup>2</sup> : 1,3** - **Inflation 2017 (%)<sup>2</sup> : 5,3%** - **Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> : 113** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190)<sup>1</sup> : 82**

**Début octobre 2018**, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud à 0,8 % contre 1,5 % encore en juillet. Pour la première fois depuis 2009, le pays est entré en récession au second trimestre. La corruption, la productivité et la participation du secteur privé à l'économie demeurent des points faibles. Le taux de chômage atteint 27 % et les réformes structurelles tardent à être mises en place.

**L'inflation demeurerait à 5,3%**, avec un déficit du compte courant attendu à 2,9 % du PIB. La dette totale extérieure, qui atteignait 183 milliards de dollars (Md USD) fin mars 2018, représente 50,4 % du PIB et 162 % des recettes d'exportation. Le déficit budgétaire serait de 4 % du PIB. Dans le contexte de ces mauvais indicateurs, le rand (ZAR) a perdu 14 % de sa valeur face au dollar entre janvier et fin septembre 2018\*.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant d'observer les forts espoirs mis dans le nouveau chef de l'Etat, Cyril Ramaphosa (65 ans), élu le 15 février 2018 par le Parlement après la démission, la veille, de Jacob Zuma, évincé de la tête de l'ANC en décembre 2017. Dès le Forum de Davos, en janvier, Cyril Ramaphosa, militant anti-apartheid de la première heure considéré comme le « dauphin préféré » du défunt Nelson Mandela, avait annoncé vouloir lever 100 Md USD d'investissements sur 5 ans, ce qu'il a répété au G7 en juin, puis à la conférence sur les investissements à Johannesburg, fin octobre 2018.

**À fin octobre**, des engagements pour plus de 40 Md USD avaient été pris. Ils émanaient de gouvernements dont le Royaume uni (64 Md USD), l'Arabie saoudite, les Émirats (10 Md USD chacun) et la Chine (12 Md USD). Mais les privés ont également répondu positivement : Anglo American (6 Md USD), Vodacom (3,4 Md USD), l'industrie automobile locale (BMW, Nissan, Ford, Toyota, Volkswagen, Daimler pour 2,7 Md USD), ACWA Power (775 M USD), Vedanta Resources (700 M USD), Mondi (544 M USD), Sappi (528 M USD), Naspers (314 M USD), Itochu (306 M USD), Procter & Gamble (300 M ZAR), Aspen Pharmacare (232 M USD), Mc Donald (206 M USD), Bushveld Minerals (170 M USD), Mara (100 M USD), Multichoice (69 M USD), Rain Telecom (68 M USD), Sumitomo Rubber (66 M USD), Nestlé (45 M USD)...

**La plus grande usine de fabrication de trains d'Afrique** a été inaugurée fin octobre à Dunnotar (contrat signé en 2013 de 4 Md EUR). Le Français Alstom produira 580 trains sur 10 ans, dont le premier « Made in South Africa » depuis 40 ans. Pour la première fois depuis 2012, les dépenses en capital dans le secteur minier ont augmenté au 1<sup>er</sup> semestre 2018 : elles ont atteint 482 Md ZAR (+ 14,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2017). Pour la première fois depuis 2008, l'indice minier du JSE a mieux performé que l'indice général.

### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,2 sur 5 ▲

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau routier et aérien	▲	Sécurité des personnes	▼
Réseau téléphonique et internet	▲	Réseau ferré	▲
Qualité du secteur bancaire	▼	Efficacité de l'administration	▼
Réseau portuaire	▶	Niveau de corruption	▲

### Bilan des entreprises

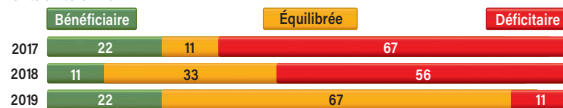
Tendances du chiffre d'affaires en %



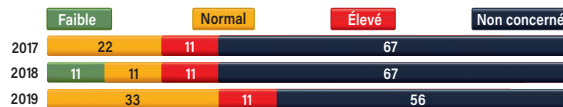
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**Fin septembre**, une nouvelle charte minière a été adoptée, portant à 30 % les compagnies minières devant être détenues par des Noirs contre 26 % auparavant. Le nouveau ministre des Mines, Gwede Mantashe, a été nommé en février 2018, une nomination considérée comme de bon augure pour un dialogue plus ouvert avec les acteurs du secteur. Le gouvernement envisage également de libéraliser le prix de l'électricité, de décentraliser partiellement la production, de créer un nouveau réseau avec des producteurs indépendants, à côté du géant public Eskom.

\*Au 20/11/2017, 1 USD = 14 ZAR (rands sud-africains) ;  
1 EUR = 16,4 ZAR.





## Angola

**Chef de l'État : João Lourenço** • **Vice-président : Bornito de Sousa Baltazar Diogo** • **Population (millions) : 29,7** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 1246700** • **PIB/hab. 2017 (USD courant) : 4 170** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 0,7** • **Inflation 2017 (%) : 31,7** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 147** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 173**

**L'Angola est à l'heure du renouveau.** Sur le plan politique, le nouveau président João Lourenço, qui a pris ses fonctions en septembre 2017 après 38 ans de pouvoir de Jose Eduardo dos Santos, s'est rapidement attelé aux réformes structurelles et de gouvernance politique et économique. Les sanctions touchant les proches de l'ancien chef d'État ont fait les « Unes » de l'année 2018.

La fille de l'ancien chef de l'État, Isabel dos Santos, femme la plus riche d'Afrique, a été limogée de la tête de l'entreprise publique d'hydrocarbures Sonangol, qui représente un tiers du PIB, les trois quarts des recettes budgétaires et la quasi-totalité des exportations. Son fils, Jose Filomeno dos Santos, a été écarté en janvier 2018 de la présidence du fonds souverain - Fundo Soberano de Angola (FSDEA) - puis inculpé de détournement et incarcéré en septembre, ainsi que Valter Filipe da Silva, ancien gouverneur de la Banque centrale. En septembre également, Ismael Diogo da Silva, président de la Fondation Eduardo dos Santos (Fesa), a été accusé de fraude dont un détournement de 20 millions de dollars (M USD), et incarcéré. Toujours ce même mois, l'ancien ministre des Transports, Augusto Tomás, démis de ses fonctions en juin, a été arrêté pour mauvaise gestion, détournement de fonds et corruption active.

### Les réformes économiques en cascade

Sur le plan macro-économique, les défis sont considérables. L'économie est très peu diversifiée, 70 % des besoins sont importés, la répartition des revenus est très inégalitaire, l'environnement des affaires très dégradé : le pays figure en bas des classements *Doing Business* de la Banque mondiale et de *Transparency International*.

D'où l'urgence avec laquelle la nouvelle équipe s'est saisie des dossiers : fiscalité, politique monétaire, endettement, appels d'offres, code douanier, privatisations, investissements, etc.

Le 3 janvier 2018, les autorités ont mis fin à l'indexation du kwanza sur le dollar, dont la valeur avait été maintenue très surévaluée depuis avril 2016 par la Banque centrale\*. Il a été remplacé par un système de change flottant « encadré », avec une limitation des sorties de devises. De janvier à début mai, le kwanza a perdu 32 % face à l'euro, devenu la devise de référence pour l'Angola car les prêteurs rechignent à fournir des dollars par crainte des lois américaines anti-blanchiment. L'écart entre le taux de change officiel et le marché parallèle est passé de 150 % à 20 % à fin septembre. Une politique monétaire plus restrictive a permis de s'attaquer à l'inflation - qui tomberait à 20,5 % en 2018 et 17 % en 2019,

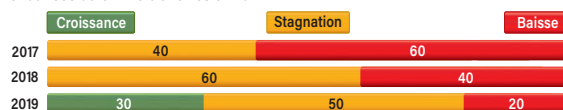
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▶

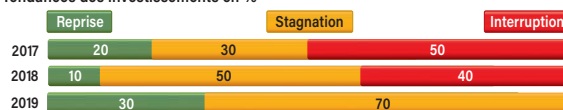
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau portuaire	▲	Système de formation	▶
Réseau aérien local	▼	Système de santé	▼
Droit du travail	▶	Coûts et accès aux crédits	▼
Douanes	▶	Protection de l'environnement	▼
		Incitation à l'investissement	▲

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



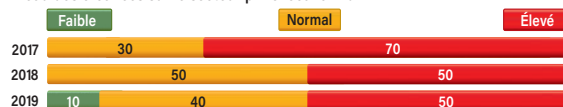
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



ainsi qu'aux déficits de compte courant et fiscaux, ce qui a permis à la Banque centrale de desserrer les taux.

La dette angolaise est estimée à 75 Md USD, soit 63 % du PIB, dont 30 Md USD de dette intérieure et 45 Md USD de dette extérieure (dont 15 Md USD de la Sonangol). Entre 15 et 25 Md USD seraient dus à la Chine. Fin 2018, João Lourenço, en visite à Pékin, a sollicité 11 Md USD supplémentaires mais Pékin ne lui a accordé que 2 Md USD. Fin 2018, le pays était en négociation avec le FMI pour emprunter 4,5 Md USD. À noter que le gouvernement a annoncé une période de grâce

pour tous les Angolais détenant des capitaux à l'étranger (estimés à 30 Md USD) et qui voudraient les rapatrier. Sur les marchés financiers, le pays a émis des eurobonds pour 3,5 Md USD.

Un plan de privatisation de 74 entreprises a été élaboré en mai 2018 et viserait le ferroviaire, les ports, la compagnie aérienne TAAAG, la Banque du commerce et de l'industrie (BCI), la compagnie d'assurances Ensa. Déjà en décembre 2017, 45 % d'Angola Telecom (réseau fixe) avaient été déclarés en vente. L'obligation pour un investisseur étranger de s'associer à un partenaire local a été supprimée.

### Le renouveau pétrolier

Quand on parle de réformes en Angola, on pense pétrole. Après avoir évincé tous les membres du conseil d'administration de la Sonangol, le gouvernement s'est attaqué au quasi-monopole sur l'importation de produits pétroliers du Génois Trafigura, grand financier de la Sonangol. Et en mars, Total a remporté l'appel d'offres pour l'essence (300 000 à 400 000 t) et Glencore celui pour le diesel (2 Mt/an). En septembre, Total a aussi remporté la fourniture de mazout (1,1 Mt, 450 M USD en 2017). L'Institut de réglementation des produits pétroliers (IRDP) a été créé.

Total, toujours 1er opérateur pétrolier, a donc pris en 2018 une place encore plus grande sur l'échiquier angolais. Présent en Angola depuis 1953, le pétrolier français a produit 229 000 b/j en 2017 des blocs 17 (40 %), 14 (20 %) et 0 (10 %), ainsi que d'Angola LNG (13,6 %). En mai, il a été décidé de développer le projet Zinia 2, le premier de plusieurs développements de cycle court qui prolongerait la rentabilité du bloc 17. À Paris, lors de la visite d'État de João Lourenço, Total et Sonangol ont signé un contrat de service à risque relatif (50/50) pour l'exploration du bloc 48 en offshore ultra-profond, ainsi que le cadre de la future joint-venture pour développer un réseau de stations-service.

Surtout, en juillet, Total a démarré la production de Kaombo, le plus grand projet en eaux profondes d'Angola (650 Mb de réserves estimées), avec Kaombo Norte (115 000 b/j), première unité flottante de production et de stockage (FPSO), qui sera suivi en 2019 par Kaombo Sul. La production totalisera alors 230 000 b/j de pétrole et le gaz associé sera exporté vers l'usine d'Angola LNG.

En juin, l'italien ENI a conclu un accord avec la Sonangol pour améliorer le fonctionnement de la raffinerie de Luanda (60 M USD) et installer une nouvelle unité pour augmenter la production d'essence (120 M USD).

Le gouvernement a, en parallèle, rendu le cadre fiscal plus incitatif : la taxe publique sur la production des « champs marginaux » (moins de 300 Mb selon un nouveau texte) a été ramenée, en mai, de 20 à 10 % et l'impôt pétrolier réduit de 50 % afin de stimuler l'investissement privé. Car la production recule avec l'arrivée à maturité de nombreux champs : elle passerait de 1,6 M b/j en 2017 à 1,5 M b/j en 2018 et 1,29 M b/j en 2023.

### Des investissements majeurs tous azimuts

Un regain de dynamisme similaire a été constaté dans d'autres secteurs, avec des investissements majeurs à la clef. Sur le plan stratégique, le nouveau gouvernement mise sur la diversification et le développement industriel pour accompagner l'essor agricole attendu. Un programme d'investissement dans 23 nouveaux projets d'exploration minière (diamant, or, phosphate, minerai de fer, cuivre, pierres naturelles) a été annoncé.

Dans le secteur diamantifère, Lucapa Diamond, Endiama et Rosas & Petalas ont découvert un nouveau gisement alluvial à Lulo, la plus importante production moyenne alluviale de carats au monde.

Dans les transports, le nouvel opérateur angolais de vols domestiques, Air Connection Express, a acheté six DASH8-Q400 au canadien Bombardier pour 23 M USD chacun. Dans l'énergie, la BAD a accordé 1 M USD à Independent Power Producers (IPPs) pour développer l'énergie renouvelable. Le trafic ferroviaire entre la RD Congo et l'Angola a repris, ce qui accroît les volumes au port de Lobito. Dans les télécommunications, le satellite télécoms Angosat-1, lancé en décembre 2017, ayant été reconnu perdu, le russe Roscosmos a entrepris de construire le nouveau, Angosat-2 (121 M USD de l'assurance et 199 M USD de la Russie). Fin 2017, le gouvernement a annoncé vouloir ouvrir la téléphonie à un quatrième opérateur, aux côtés d'Unitel et Movitel, deux sociétés privées qui se partagent le marché du mobile, et Angola Télécom le fixe.

### Relation bilatérale sous de bons auspices

La relation bilatérale avec la France se présente sous de bons auspices. João Lourenço est venu en visite officielle à Paris en mai 2018. Rappelons que près de 70 entreprises françaises sont implantées en Angola, dans les secteurs pétrolier et parapétrolier, logistique, agroalimentaire, santé, services aux entreprises et restauration. Les exportations françaises, qui avaient fortement chuté en 2016 (256,7 M EUR, -57,5 %), se redressent : elles étaient en progression de 18 % en 2017 (302,9 M EUR).

Hormis avec Total (cf. supra), ont été signés un accord de coopération en matière de défense, une convention agricole, un financement de la Société générale pour le contrat de Météo France International, un financement du Crédit Agricole (500 M USD) pour divers projets publics d'investissement. En mars, l'Agence française de développement (AFD) a bloqué 79 M EUR et la Banque mondiale 105 M USD pour développer l'agriculture. L'Angola importe plus de la moitié de sa consommation alimentaire. L'AFD a annoncé fin octobre avoir l'intention d'octroyer 200 M EUR en 2019 pour l'agriculture familiale et l'agro-industrie. L'agriculture représente 12 % du PIB angolais.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 309,9 AOA (kwanzas angolais) ;  
1 EUR = 353,8 AOA.



## Botswana

**Chef de l'État : Mokgweetsi Masisi - Population (millions) : 2,2 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 581 730 - PIB/hab. 2017 (USD courant) : 7 595 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 2,4 - Inflation 2017 (%) : 3,3 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 101 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 86**

**Dix-huit mois avant la fin de son mandat** et les élections générales, Seretse Ian Khama a quitté le pouvoir le 31 mars 2018, son vice-président Mokgweetsi Masisi, 55 ans, lui succédant. La dynastie politique des Khama dominait la scène politique du pays depuis l'indépendance en 1966.

Mokgweetsi Masisi veut s'ouvrir aux Investissements directs étrangers (IDE) et accélérer la diversification de l'économie car la filière diamant (20 % du PIB) s'essouffle. Les dépenses en capital du gouvernement étaient prévues en hausse de 16 %, à 2 milliards de dollars (Md USD), sur des dépenses totales de 6,6 Md USD\*. Des exemptions de TVA sur divers produits (agricoles, alimentaires, pharmaceutiques, etc.) ont été supprimées et le taux d'imposition des sociétés a été ramené de 22 % à 15 %, avec notamment des exemptions de plus-values.

**La croissance au Botswana** serait de 4,6 % en 2018, avec une inflation stable, à 3,7 %. Les recettes de la South Africa Custom Union (SACU) ont augmenté de 35,5 % en 2017, à 1,4 Md USD.

**Les exportations de diamants ont chuté** de 13 % en 2017, à 3,48 Md USD. En avril, Kimberley Diamonds a mis en

vente sa mine de Lerala, fermé en juin 2017 car non rentable. Voulant poursuivre ses prospections sans s'endetter, Botswana Diamonds a conclu avec Paleo Minerals un contrat d'exploration et d'exploitation à partir de 2019 de Thorny River, en Afrique du Sud.

**Morupule se développe avec une mine de charbon à ciel ouvert** qui sera mise en service mi-2019, le marché sud-africain étant visé. La mine de cuivre Mowana a trouvé une solution pour sa dette avec PenMin Botswana et Fujax; sa production a augmenté de 30 % au 3<sup>e</sup> trimestre par rapport au second, à 712 t.

**Dans le secteur agricole**, plusieurs faits marquant sont à signaler : à la suite de la sécheresse de 2017/18, la production céréalière a baissé de moitié à 66 093 t mais 3 215 projets d'élevage ont vu le jour. La production laitière est passée de 6,2 à 8,6 millions de litres tandis que la Botswana Meat Commission est restructurée pour être privatisée.

A noter enfin que le pays est un client important d'équipements militaires de la France.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 10,4 BWP (pulas) ;  
1 EUR = 11,9 BWP.

## LE MOCI

Moteur du Commerce International depuis 1983

### Nouveau guide de la logistique & du transport à l'international

Édition 2018

Choisissez votre format de lecture

Magazine Papier



Magazine Papier : 25 €

Dossier format Web



Magazine Numérique : 17,50 €

PDF enrichi



Achetez le Guide sur [lemoci.com](https://www.lemoci.com)  
Rubrique Nos Parutions

ou via le lien :  
<https://www.lemoci.com/guides>



# Burundi

**Chef de l'État : Pierre Nkurunziza** - **Premier Vice-Président : Gaston Sindimwo** - **Population (millions) : 10,8** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 27 834** - **PIB/hab. 2017 (USD courant) : 320** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 0** - **Inflation 2017 (%) : 16,6** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 185** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 164**

**L'économie du Burundi** subit toujours un marasme, avec 0,1 % de croissance attendue en 2018 et 0,4 % en 2019, après une stagnation en 2017 et une récession de - 1 % l'année précédente. L'inflation, qui a dérapé à plus de 16 % en 2017, serait ramenée à 1,2 % en 2018 mais rebondirait à 7,3 % en 2019. Le solde budgétaire, en incluant les dons, se dégrade encore, attendu à - 8,9 % du PIB en 2018 et - 9,1 % en 2019, la dette a augmenté à 58,4 % du PIB (51,7 % en 2017), et franchira la barre des 60 % en 2019, à 63,5 %.

**La balance commerciale est déficitaire**, à - 13,4 % du PIB, sans guère de perspective de redressement en 2019 (- 12,6 % prévu). Les réserves en devises sont maigres, représentant 1,3 mois d'importation. Visiblement, le Burundi peine à convaincre les investisseurs : la dette extérieure publique n'est que de 15 % du PIB et se redresse (21 % en moyenne sur 2010-2015).

**Politiquement, le pays demeure bloqué** depuis que le président Nkurunziza a annoncé, en avril 2015, se présenter pour un troisième mandat, ce que lui interdisaient expressément la Constitution et l'Accord de paix d'Arusha en 2000, qui avait mis fin à la guerre civile. La communauté internationale a condamné cet agissement, et, signe de la gravité de la situation, le président Donald Trump, a, le 20 novembre 2018, prolongé d'un an les sanctions prises en novembre 2015 par son prédécesseur Barack Obama. Le 25 octobre, l'Union européenne avait fait de même pour « absence de progrès ».

**L'agriculture a bénéficié d'une météorologie favorable** au premier semestre. La production de café vert (près de 90 % de ses recettes d'exportation) est estimée à 17 000 tonnes (t) en 2018/19 contre un peu plus de 15 000 t la précédente campagne. Les exportations officielles sont inférieures à ces volumes. Fin 2017, le Kayanza a été sélectionné comme le meilleur café du monde par l'Alliance for Coffee Excellence à Boston aux États-Unis et vendu 110 dollars (USD) le kilo\*.

**La filière thé**, quant à elle, a connu un vrai tournant, fin 2017, avec l'ouverture d'une usine de thé vert à Buhoro. Jusque-là, le pays ne produisait que du thé noir (20 % de ses recettes en devises). En 2017, la production de thé non séché a baissé de 8 % par rapport à 2016, à 45 000 t. La certification des usines de conditionnement permet un accès aux marchés mondiaux.

**Dans le secteur minier**, Rainbow Rare Earths a reporté à 2019 son objectif d'atteindre une production mensuelle de 400 t de concentré de terres rares en raison d'un environnement géologique difficile ; au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, sa

## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▶

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau routier	▶	Distribution électrique	▶
Coût de la main-d'œuvre	▶	Incitation à l'investissement	▲
		Sécurité des personnes	▶
		Coût de l'électricité	▶

production a été de 350 t contre 275 t au second. Toutefois, une nouvelle zone d'exploitation à Murambi a été ouverte et Kiyenzi a fait l'objet d'estimations de ressources.

**En matière d'infrastructure**, Sogea-Satom a démarré en septembre un chantier de réhabilitation de pistes rurales et de voiries urbaines à Gitega et Ngozi (6 mois, 4,8 M EUR). De son côté la Banque mondiale a alloué 50 M USD au projet de développement local pour l'emploi dont 20 projets de réhabilitation de routes et la construction de 12 marchés.

**Dans l'énergie**, le pays souffre d'un sous-investissement : la puissance installée est de 50 MW (dont 33 MW d'origine hydraulique) alors que son potentiel est estimé à 1 700 MW. Fin 2017, le prix de l'électricité a doublé.

\* Au 29/11/2018, 1 USD = 1770,1 BIF (francs burundais) ;  
1 EUR = 2009,4 BIF.



## Comores

**Chef de l'État : Azali Assoumani** • **Population : 814 000** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 862** • **PIB/hab. 2017 (USD courant) : 797** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 2,5** • **Inflation 2017 (%) : 3,3** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 165** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 164**

**La situation économique des Comores s'est améliorée** avec une croissance attendue à 3 % en 2018 et une inflation à 3,7 %. Ce raffermissement tire son origine de l'amélioration de la fourniture d'énergie, malgré quelques goulots d'étranglements est en lien avec la hausse des investissements publics et la confiance retrouvée du secteur privé. La collecte d'impôts a progressé de 2,5 % en 2017 et les arriérés extérieurs ont diminué. La politique internationale favorable à l'Iran en 2016 et à l'Arabie saoudite en 2017 a été payante avec des dons équivalents à 3 % du PIB. Les flux de la diaspora représentent 25 % du PIB.

**Les coupures d'électricité sont légion** et la société nationale Ma-mwé est la cible de critiques. En août, elle a lancé les compteurs prépayés afin de lutter contre les impayés massifs et elle va bénéficier de l'enveloppe globale de 3,3 milliards de dollars (Md USD)\* que la Banque africaine de développement (BAD) destine à 13 pays d'Afrique de l'Est pour ce secteur. Un projet d'eau potable et d'irrigation de 60 M USD (GCF, UNDP, Chine, AFESD) a été lancé en octobre, qui devrait approvisionner 500 000 Comoriens.

**Les principales exportations ont bien augmenté** en 2017

(derniers chiffres connus), tant la vanille (24 t en 2017, pour 3,6 Md KMF, en hausse de 80 %), que le girofle (3 863 t en 2017, pour 9,4 Md, soit + 11,9 %) et l'ylang-ylang (48 t en 2017, pour 1,776 Md KMF, soit + 270,7 %).

**La réforme constitutionnelle** autorisant le Président à briguer deux mandats consécutifs contre un seul auparavant, et modifiant les règles de présidence tournante tous les 5 ans entre les trois îles de l'archipel, a été approuvée fin juillet par référendum (92 %). Un mois après, le Président a nommé un nouveau gouvernement, avec cinq nouveaux ministres, tous des proches. Depuis le référendum, la contestation est forte, avec une insurrection à la mi-octobre, dans la médina de Mutsamudu, sur l'île d'Anjouan qui devra, en raison de la modification constitutionnelle, attendre 2029 au lieu de 2021 pour accéder au sommet de l'Etat.

**La France a annoncé** le 6 novembre suspendre les sanctions envers les Comores, dont l'attribution de visas et l'aide au développement. Ces sanctions avaient été prises en mai, après que Moroni eut refusé d'accueillir des Comoriens expulsés de Mayotte.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 430,8 KMF ; 1 EUR = 491,9 KMF.

LE MOCI

**Destinations d'affaires**

Les rendez-vous clés

Les applis utiles

L'annuaire des hébergements pros

Numéro 2059 - Octobre 2018

LE MOCI

Moteur de Commerce International depuis 1883

Destinations d'affaires

**Les rendez-vous clés en 2019**

Focus innovations

Où se poser pour travailler ?

Les applis utiles pour les voyageurs d'affaires

L'annuaire des hébergements pros

Partenaire des entreprises de l'agro-industrie à l'exportation

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



# Djibouti

**Chef de l'État : Ismaïl Omar Guelleh** - **Premier Ministre : Abdoukader Kamil Mohamed** - **Population : 956 985** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 23 200** - **PIB/hab. 2017 (USD courant) : 1 844** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 5,7** - **Inflation 2017 (%) : 0,6** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 172** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 99**

**Djibouti récolte les dividendes de sa politique de développement** d'infrastructures menée depuis 2006. Sa croissance économique serait de 6,7 % en 2018, au 4<sup>e</sup> rang des pays africains, et attendue à 7 % sur 2019-2020 selon la Banque mondiale, avec une inflation de seulement 2 %. Les recettes publiques atteindraient 32 % du PIB et le déficit courant serait ramené à 9,9 % du PIB après des années à deux chiffres. Les importations de biens d'équipements restent élevées en raison des investissements toujours en cours dans la zone franche. Revers de la médaille, la dette publique est passée de 50 % du PIB en 2014 à 85 % en 2017.

**Signe des temps**, pour la deuxième année consécutive, Doing Business, classe Djibouti parmi les 10 économies au monde ayant fait le plus de progrès, le pays remontant de 55 places, du 154<sup>e</sup> au 99<sup>e</sup> rang. En 2017 les autorités avaient reçu le CIAN pour promouvoir la destination de Djibouti, souhaitant le retour des investisseurs français.

**Le 5 juillet a été inaugurée la Djibouti Free Trade Zone (DIFTZ)**, 60 % Autorité djiboutienne des ports et zones franches, 23,5 % China Merchant Group, 10 % port chinois de Dalian) qui vient compléter le Doraleh Multi-Purpose Port (DMPP), les ports décentralisés de Tadjourah et de Goubet, ainsi que la ligne ferroviaire (752 km) reliant le pays à l'Éthiopie, tous achevés en 2017. D'un coût de 3,5 milliards d'euros (Md EUR), cette première phase de la DIFTZ porte sur 240 ha en attendant les 4 800 ha d'ici 10 ans. Ce serait la plus grande zone franche d'Afrique, avec à la clef 350 000 emplois. Djibouti veut devenir le hub logistique sous-régional. Dès juillet, 21 entreprises, aux trois quarts chinoises, dans l'agroalimentaire, le textile, l'automobile, l'emballage, auraient déclaré s'y installer.

**Cette ambition est servie par l'arrivée en Éthiopie**, en avril, d'un nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed, favorable à l'ouverture de l'économie éthiopienne, ce qui stimulera les flux commerciaux via les ports djiboutiens. Mais Djibouti devra veiller à la concurrence. Ainsi, les relations se normalisent aussi entre l'Éthiopie et l'Érythrée qui a le port concurrent Assab, convoité par l'émirati DP World. Autre port concurrent de Djibouti, Berbera au Somaliland, géré par DP World. Or, depuis que le pays a mis fin unilatéralement, en février 2018, au contrat de concession de DP World sur DMPP, Djibouti et le conglomérat émirati sont à couteaux tirés. En juillet, la Cour d'arbitrage de Londres a validé le contrat mais Djibouti n'en a pas tenu compte.

Toujours dans les transports, le pays a signé avec la Somalie un accord de coopération dans les transports aériens et terrestres tandis que Djibouti et la France mettent en place une coopération en matière de sûreté aéroportuaire.

**Dans les autres secteurs, plusieurs faits marquants sont**

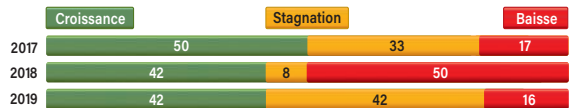
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▼

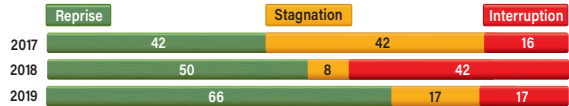
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau portuaire	▶	Coût de l'électricité	▶
Coût du transport maritime	▶	Système de formation	▲
Réseau aérien local	▲	Système de santé	▶
Droit foncier	▶		

## Bilan des entreprises

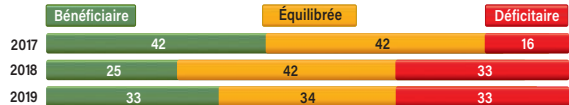
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**à retenir.** La Banque mondiale a alloué 20 M USD au projet « Zéro Bidonville à Djibouti » tandis que la première usine de dessalement d'eau de mer (projet Peper, capacité traitement 22 500 m<sup>3</sup>/jour) orchestré par Eiffage est en cours de construction. Le Chinois Peace Cable International Network a signé un accord avec Djibouti Telecom. Dans l'énergie, le chantier de forage pour explorer le potentiel géothermique de la région du Lac Assal a démarré en mai, la BAD allouant 15 M USD pour construire une centrale.

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 177,7 DJF (francs djiboutiens) ;  
1 EUR = 202,8 DJF



## Érythrée

**Chef de l'État : Isaias Afwerki** • **Population (millions) : 5,6** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 117 600** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 900** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 5** • **Inflation 2017 (%) : 9** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 179** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 189**

**Après un pic à 5 % en 2017**, la croissance en Érythrée serait de 4,2 % en 2018 et 3,8 % en 2019, selon le FMI. L'inflation se maintiendrait à 9 %.

**L'année 2018 a surtout été marquée par le retour de la paix.** Après un conflit sanglant (50 000 à 130 000 morts) de 1998 à 2000, suivi de 18 ans de tensions plus ou moins violentes, l'Érythrée et l'Éthiopie ont fait la paix suite à l'arrivée d'Abiy Ahmed en avril au poste de Premier ministre en Éthiopie. Il a tout d'abord annoncé le 5 juin, accepter les accords d'Alger, signés le 12 décembre 2000, sous la médiation de l'Union africaine, des Nations unies et de l'Union européenne, ainsi que la décision de 2002 de la Cour internationale de La Haye délimitant la frontière et attribuant la ville de Badme à l'Érythrée.

**Le 9 juillet, Abiy Ahmed s'est rendu à Asmara** pour parapher une déclaration de paix et d'amitié, et le 17 septembre, en Arabie saoudite, l'accord de paix était signé. Devant l'Assemblée générale de l'Onu fin septembre, Asmara

a demandé la levée des sanctions imposées en 2009 par le Conseil de sécurité et mi-novembre, le Conseil de sécurité l'a voté.

**Les liaisons téléphoniques ont repris** entre les deux pays, les frontières ont rouvert comme les ambassades, les vols relient les capitales, le port de Massawa accueille à nouveau le fret de l'Éthiopie, pays enclavé. Eritrean Airlines a démarré début août des vols réguliers vers Addis Abeba et en décembre, Ethiopian Airlines devait ouvrir à Asmara des liaisons vers Londres, Rome, Milan, Stockholm et Oslo, en prolongation des vols rétablis vers la capitale de l'Érythrée en juillet.

**L'Érythrée demeure toutefois**, pour le moment, fortement déconseillée tant sur terre (groupes armés, délinquance) que sur mer (piraterie).

\* Au 19/11/2018 : 1 USD = 15 ERN (nakfas érythréens) ;  
1 EUR = 171 ERN

# LE MOCI

Moniteur du Commerce International depuis 1883

## Partout, tout le temps



Disponible sur PC, tablettes, smartphones ...

[www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

... et sur les réseaux sociaux



[facebook.com/lemoci](https://facebook.com/lemoci)



[twitter.com/Le\\_MOCI](https://twitter.com/Le_MOCI)



[linkedin.com/company/2677094](https://linkedin.com/company/2677094)



# Éthiopie

**Chef de l'État : Sahle-Work Zewde • Premier Ministre : Abiy Ahmed • Population (millions) : 105 • Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 104 000 • PIB/hab. 2017 (USD courant) : 767 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : 10,9 • Inflation 2017 (%) : 9,9 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 173 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 159**

La croissance économique en Éthiopie continue de caracoler à 7,5 % en 2017/18 et pourrait accélérer à 8,5 % en 2018/19, le pays étant un véritable moteur de la région d'Afrique de l'Est et du continent. L'inflation grimperait à 11,2 % pour retomber à 8,6 % en 2019, selon le FMI. Le déficit du compte courant a été ramené à 6,4 % du PIB en 2017/18 grâce à la réduction des emprunts et des importations du secteur public, contenant ainsi l'inflation. La balance commerciale demeure lourdement déséquilibrée avec 2,8 milliards de dollars (Md USD) d'exportations en 2017/18, dont 80 % de produits agricoles, contre 56 Md USD d'importations. La dette représente 59 % du PIB mais le déficit fiscal a été ramené à 3,7 % du PIB.

## Un nouveau visage

Le point d'orgue de 2018 a été l'élection du nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed, 42 ans, pacificateur et réformiste ambitieux. Alors que son prédécesseur, Hailemariam Desalegn, avait donné, à la surprise générale, sa démission le 15 février, le conseil exécutif du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens - l'EPRDF, vaste coalition politique pilotée jusqu'alors par l'ethnie minoritaire des Tigrés, qui s'entre-déchire sur fond d'affrontements interethniques depuis 2016 - s'est choisi, le 27 mars, un nouveau président qui, de fait, a été investi le 2 avril comme Premier ministre. Il a été réélu le 16 octobre à la tête de l'EPRDF, le Parlement validant à l'unanimité son gouvernement inédit (parité hommes/femmes parfaite).

Fils d'un musulman Oromo et d'une chrétienne Ahmara, ayant effectué des études aux États-Unis et au Royaume-Uni, militaire de carrière, il avait été élu en février à la tête de l'Organisation démocratique des peuples oromos (OPDO), l'un des quatre partis de la coalition de l'EPRDF; c'est le premier Oromo, ethnie majoritaire en Éthiopie, à arriver au pouvoir depuis 1991.

Signe du souffle politique nouveau, le 25 octobre, la diplomate Sahle-Work Zewde a été la première femme à être élue chef de l'État par les parlementaires, suite à la démission - sans explication officielle - de Mulatu Teshome qui occupait cette fonction honorifique depuis 2013. Autre signe de la féminisation de hautes responsabilités, le Parlement a nommé en novembre, Meaza Ashenafi à la tête de la Cour suprême.

## Pacifier le pays et la région

Abiy Ahmed s'est rapidement attelé à pacifier le pays et la région. Le 5 juin, il a déclaré respecter le tracé de la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée formulé en 2002 par une Com-

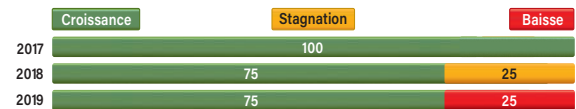
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,9 sur 5 ▶

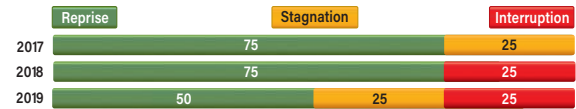
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Coût de l'énergie (élec., fuel)	▶	Environnement fiscal	▼
Sécurité des personnes	▶	Financement des importations	▼
Main-d'oeuvre (coût, qualité...)	▲	Efficacité de l'administration	▶
Réseau aérien local	▶	Système de santé	▶
Développement durable	▼	Tarifs des douanes	▲

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



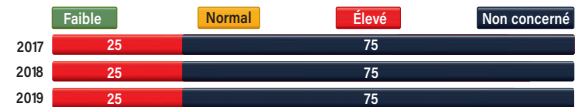
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



mission internationale sous l'égide de la Cour internationale de La Haye, à la suite de l'accord de paix d'Alger de 2000. Addis-Abeba reconnaît ainsi la souveraineté érythréenne sur la ville de Badme, où avait éclaté le conflit en 1998 (50 000 à 130 000 morts depuis 20 ans).

Le 10 juillet, Abiy Ahmed s'est rendu à Asmara, en vol inaugural d'Ethiopian Airlines, pour signer le traité de paix. Les liaisons téléphoniques ont été rétablies, les ambassades ont ouvert leurs portes ainsi que les postes frontières, les

## Éthiopie

ports et aéroports. Ethiopian Airlines inscrit depuis la desserte d'Asmara sur ses liaisons vers Londres, Rome, Milan, Stockholm et Oslo. Un accord renforçant la paix a été signé en Arabie saoudite le 16 septembre, en présence du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

**Quant à la paix intérieure, dès le mois d'août**, le gouvernement a retiré trois groupes armés, dont le Front national de libération de l'Ogaden (ONLF), de la liste des organisations terroristes, ouvrant la voie à un cessez-le-feu. Le 22 octobre, un accord de paix a été signé, mettant fin à trois décennies de conflits.

Si des milliers de dissidents ont été libérés, les violences intercommunautaires ont toutefois persisté. Le 23 juin, Abiy Ahmed a échappé à un attentat à Addis-Abeba.

### Un agenda réformateur

**Pour ouvrir l'économie au secteur privé**, faciliter l'investissement étranger (n°5 des pays africains ayant attiré le plus d'IDE en 2017, selon E&Y) et attirer les flux de la diaspora, le gouvernement a annoncé, début juin 2018, les privatisations partielles d'Ethiopian Airlines et Ethio Telecom, et évoqué celles des chemins de fer, de parcs industriels et d'usines. Une loi sur les partenariats public-privé (PPP) a été votée en 2018, fin octobre, la Banque mondiale a accordé 1,2 Md USD pour soutenir les réformes financières et améliorer le climat d'investissement au travers des PPP.

**Pour le pays enclavé qu'est l'Éthiopie, l'ouverture des ports érythréens** de Massawa et d'Assab, dont la gestion est convoitée par le groupe émirati DP World – les Émirats et l'Arabie saoudite étant les « parrains » du rapprochement Éthiopie/Érythrée – surtout après son éviction de Djibouti, offre une alternative aux ports djiboutiens. En août, l'Arabie a annoncé construire un oléoduc reliant le port d'Assab à Addis-Abeba.

**Dans l'énergie, la société chinoise Poly-GCL**, qui a engagé dès 2013 des recherches de gaz et de pétrole dans l'Ogaden, à la frontière avec la Somalie, a découvert de nouvelles réserves de gaz à Calub (6 à 8 trillions de pieds cubes – TCF). Poly-GCL exporterait le gaz liquide vers la Chine d'ici 2021, via un gazoduc (749 km) jusqu'à Djibouti, où serait construit un terminal LNG (4 Md USD). Fin juin, Poly-GCL a lancé à

titre expérimental la production de pétrole de Kalub et Hilala. **Début 2018, la première ligne ferroviaire électrique trans-frontalière** d'Afrique, reliant Addis-Abeba à Djibouti (756 km, 4 Md USD) est entrée en service, réalisée par la Chine (CREC/CCECC). Fin octobre, une enveloppe de 7 Md USD a été annoncée pour les routes et la fourniture d'électricité.

### Développement des zones économiques spéciales

**Les zones économiques spéciales se développent.** Depuis 2014, quatre parcs industriels ont été créés et selon le plan quinquennal, 11 autres le seront d'ici 2020 (1 Md USD). Hawassa Industrial Park a été inauguré en juin et Adama en octobre, dédiés au textile (PVH, H&M, Zara, Decathlon, etc.). En octobre aussi, l'italien Calzedonia a ouvert une usine à Mekelle Industrial Park (15 M USD ; 1 100 salariés).

**La production d'électricité à partir du Grand Barrage Renaissance** (3,2 Md EUR : capacité 6 000 MW), sur le Nil Bleu, n'a pas pu démarrer comme prévu en 2018 pour des raisons de financements et de conflits d'intérêts avec le Soudan et l'Égypte voisins. En mai, ces deux derniers et l'Éthiopie ont décidé de créer un comité scientifique chargé d'étudier son impact sur l'économie du Nil.

La baisse des cours mondiaux a pesé sur l'économie, notamment dans le café où des réformes ont été lancées dès 2017 (traçabilité, commercialisation).

**Toutefois, le secteur horticole est... florissant** (300 M USD de recettes) et à fort potentiel (2,5 M ha en culture sur un potentiel de 11,5 M ha). Ethiopian Airlines envisage des vols cargos vers les États-Unis, ce qui diversifierait les débouchés par rapport aux Pays-Bas (80 % des exports horticoles).

Dans les autres cultures, la Chine demeure friande de graines de sésame (70 % des 350 000 t exportées sur 2018/19 ; 500 m USD). La production de soja a triplé depuis 2011/12 (à 120 000 t) exportée à 95 % vers l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Canada et le Pakistan. L'américain Renew et Impact Angel Network ont investi dans ET Fresh pour commercialiser la viande au Proche Orient. Alors que 25 silos céréaliers seront construits à travers le pays, l'américain John Deere va ouvrir une usine de montage de machines agricoles.

\*Au 19/11/2018 : 1 USD = 27,6 ETB (ethiopian birr) ;  
1 EUR = 31,6 ETB

### CHAMBOULE-TOUT

Le gouvernement fait le ménage dans l'administration et l'économie, notamment dans le conglomerat public militaro-industriel METEC (98 filiales, 19 000 salariés) : début avril, son CEO a démissionné, puis le gouvernement a annulé une série de contrats pour non-performance, dont la fourniture de turbines au barrage Grande Renaissance, pour retards abusifs. Mi-novembre, 60 hauts fonctionnaires dont l'ancien directeur adjoint des renseignements, le com-

missaire de la Commission de la police fédérale, le brigadier général et ancien directeur général du Metec, le chef de la sécurité d'Ethio Telecom, ont été arrêtés pour abus de droits humains et corruption (estimée à 2 Md USD sur 6 ans). C'est le directeur de cabinet d'Abiy Ahmed, Fitsum Arega, qui a été nommé fin octobre pour diriger la Commission d'investissements (EIC) en charge notamment du développement des parcs industriels.



# Kenya

**Chef de l'État : Uhuru Kenyatta** • **Vice-président : William Ruto** • **Population (millions) : 49,7** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 580 370** • **PIB/hab. 2017 (USD courant) : 1 507** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,9** • **Inflation 2017 (%) : 8** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : 142** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 61**

Après un creux de vague en 2017 lié à la sécheresse et à une élection présidentielle à rebondissements, la croissance au Kenya atteindrait 6 % en 2018, avec une inflation à 5 %, un déficit budgétaire ramené à 6,6 % du PIB et un déficit commercial à 5,6 %. Le FMI a mis en garde contre un endettement qui atteindrait 63,2 % du PIB fin 2018 (58 % fin 2017). **En novembre, le Kenya envisageait de lever 2,8 milliards de dollars (Md USD)** en euro-obligations ces prochains mois et a annoncé émettre un emprunt obligataire domestique de 489 M USD\*. En janvier précédent, Nairobi avait obtenu un prêt syndiqué bancaire de 750 M USD sur sept ans pour rembourser un précédent emprunt, restructuré en 2017. Le projet de budget 2018/19 est record (34,6 Md USD, + 25 %) pour mettre en œuvre le « Big four Agenda » : industrie, santé, logement, sécurité alimentaire. Le Kenya est au 3<sup>e</sup> rang des pays africains ayant attiré des investissements directs étrangers (IDE) en 2017, avec 672 M USD (+70 % en glissement annuel).

## Priorité à l'énergie verte

**Le Kenya opte résolument pour l'énergie renouvelable :** en 2017, les centrales thermiques fournissaient 21 % de l'énergie produite (13 % en 2016), la géothermie 44 % (n° 1 en Afrique et n° 7 mondial) et l'hydroélectricité 33 %. Les deux méga projets avancent : la ligne (428 km, 400 kV), pour acheminer la production électrique de la centrale éolienne de Turkana (428 MW; 678 M USD), a enfin été achevée ; la construction des trois centrales à la station géothermique de Menengai a été remportée par Quantam East Africa Power, Orpower 22 et Sosian Menengai Geothermal Power.

**De nombreux autres projets sont en cours.** Après avoir construit Turkana, l'Australien WorleyParsons a remporté la construction sur 22 mois de la deuxième centrale éolienne de Kipeto (100 MW), avec un financement de l'OPIC américain. Akiira Geothermal construit une centrale géothermique (70 MW) dans l'Akiira Valley (155 M USD - BEI). Le Français Voltaia fournira à l'État pendant 20 ans 50 MW de sa centrale solaire à Kopere et Kenegy Renewables (chacun 40 MW). La Banque mondiale a alloué 180 M USD à Kenya Electricity Generation dans le cadre d'un projet de levée de fonds de 300 M USD.

**La loi sur le partage des revenus pétrolier** a été adoptée en juin (75 % gouvernement, 20 % comtés, 5 % communautés locales), débloquant les premiers acheminements de pétrole par Tullow Oil de Lokichar au port de Mombassa (prév. 2 000 b/j). La National Oil Corporation (Nock) a fait son entrée sur les bourses de Nairobi et de Londres pour lever

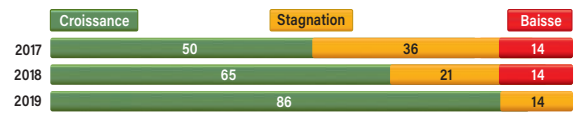
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▲

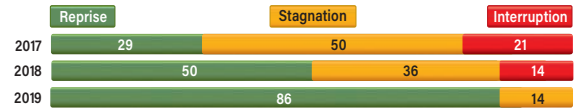
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau internet et téléphonique	▲	Niveau de corruption	▼
Réseau aérien local	▲	Douanes	▶
Coût de la main-d'œuvre	▲	Système judiciaire (délais, équité)	▶
Qualité du secteur bancaire	▼		

## Bilan des entreprises

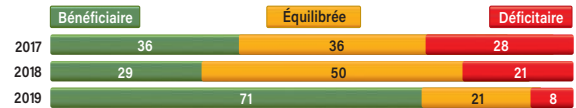
Tendances du chiffre d'affaires en %



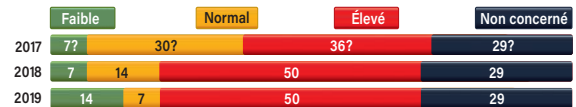
Tendances des investissements en %



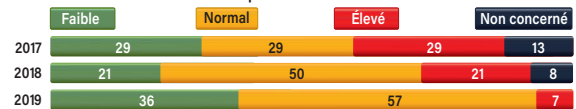
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



1 Md USD afin de racheter 35 % de parts de Tullow dans deux blocs onshore. Le Mauricien Zarara Oil and Gas a foré deux puits gaziers au large de l'archipel de Lamu.

Dans la géothermie, l'américain Cyrq Energy investit 300 M USD dans la centrale à Suswa (330 MW) et le Japon 94 M USD dans celle d'Olkaria I (185 MW).

**Dans le solaire,** China Jiangxi a mis en service la centrale de Garissa (55MW, 136 M USD) tandis que Globeleq et le Royaume Uni (CDC) mettent 82 M USD dans Malindi Solar (52 MW) et la BEI 74 M USD dans Radiant Energy and

## Kenya

Eldosol Energy (40 MW chacune). Solarcentury East Africa installera une centrale solaire photovoltaïque de 500 KW au Moi International Airport de Mombasa.

### Les services dopés

**Le tourisme a généré 1,2 Md USD en 2017** (+ 20 % par rapport à 2016) et une croissance de 16 % est attendue en 2018, grâce à la politique des « visas à l'arrivée » et les vols directs vers les États-Unis. Kenya Airways (détenu à 7,8 % par le groupe Air France-KLM) poursuit sa restructuration (2 Md USD) : ses pertes ont diminué de 30 %, à 40 M USD, au premier semestre 2018, et le nombre de passagers a augmenté de 7 %, à 2,3 millions.

**Telkom Kenya a ouvert un data center** (1,5 M USD) et a étendu son réseau 4G près de Nairobi. American Tower Corporation (ATC) a racheté 723 tours télécoms à Telkom. Le Kenya University Nano Satellite-Precursor Flight (1KUNSPF) a été mis en orbite en mai (1 M USD du Japon, Jaxa).

**Dans les infrastructures également, les projets sont très nombreux.** Ainsi 1 Md USD est alloué par la Banque mondiale à 6 projets, énergie, transports et eau au Nord et au Nord-Est. Un plan national routier 2018-2019 de 1,6 Md USD est lancé. Un téléphérique sera construit par l'indien C & C Construction pour relier la vieille ville de Mombasa à la zone moderne.

**Dans le portuaire, le gouvernement débloque 88 M USD** pour accélérer la construction du port de Lamu (25 Md USD). Toyota Tsusho et Mitsui construisent la grue de levage sur le port de Mombassa (66,7 M USD). Enfin dans le ferroviaire China Electric Power Equipment and Technology (CET) raccordera la Standard-Gauge Railway au réseau électrique. A noter également un important programme de construction de logements sociaux d'ici à 2023 a été lancé (25 Md USD).

**La finance est en ébullition sous l'effet des nouvelles technologies.** Les banques kenyanes cotées ont licencié 1 620 salariés et fermé 39 agences en 2017, notamment suite à la digitalisation bancaire. Les transactions financières par mobile money ont atteint 36 Md USD en 2017 (+ 2,8 Md) et le Singapourien Finterra a démarré au Kenya ses premiers services de fintech en Afrique, ciblés sur l'immobilier et le e-commerce. Co-operative Bank a transféré 90 % des transactions de ses clients vers des canaux de distribution alternatifs. BlazeBay a introduit le premier bitcoin africain, « Nurucoin ». Telkom Kenya est revenu dans le mobile money en introduisant T-Kash.

**Dans l'industrie, les investisseurs sont également actifs.** Parmi les nombreux investissements cette année, on peut

citer le rachat par le Français Bic de Haco Industries, premier fabricant et distributeur du matériel d'écriture en Afrique de l'Est et l'investissement de 30 M USD de l'entreprise textile Rivatex East Africa dans Eldoret et United Aryan (Dubai), déjà présent dans la zone franche de Ruaraka, construit une usine textile dans l'Olkaria (114 Md USD). Dans l'automobile, CFAO et Michelin importeront et distribueront des pneus tandis que Nissan a annoncé implanter un site industriel.

**Dans l'agro-industrie, East African Breweries a démarré** la production de bière de sorgho à Kisumu (149 M USD) tandis que le producteur laitier New Kenya Co-operative Creameries (35 % du marché) modernise ses installations (10 M USD). Coca-Cola investit 100 M USD sur 5 ans tandis que Mars construit une usine de chewing-gum (79 M USD). Le Sud-africain Uqalo prend une participation dans la chaîne de restauration rapide Big Square (4 M USD) et Shoprite s'implante. La SFI, filiale de la Banque mondiale pour le financement du secteur privé, investit 3 M USD dans Goodlife (produits pharmaceutiques) et 10 M USD dans la start-up Twiga Foods. Une minoterie de maïs est construite à Uasin Gishu.

### L'agriculture se remet

**Suite à la sécheresse sévère de 2017, l'IDA** (Association internationale de développement) a alloué 200 M USD pour gérer les risques climatiques. La production de thé atteindrait un record en 2018, à 480 000-490 000 t, contre 430 000 t en 2017, ce qui ferait passer le Kenya devant l'Inde sur les marchés mondiaux. Proparco a prêté 7 M USD à l'Agence kényane de développement du thé (KTDA) pour l'expansion de 4 usines.

Les exportations horticoles ont généré 900 M USD sur les 8 premiers mois de 2018 (+30 %), dont 74 % pour les fleurs coupées, favorisées par les vols directs vers New York par Kenya Airways ; les exportations de fruits ont bondi de 41 %, celles de noix de macadamia de 19 %, à 50 M USD.

Le secteur sucre est très éprouvé avec 971 212 t importées sur les onze premiers mois de 2017, le triple de l'année précédente. Mais l'industrie produirait 420 000-450 000 t en 2018 (+ 19 %). Le Comesa a accordé à la filière un prolongement de deux ans de ses mesures de sauvegarde.

**Sur le plan politique,** la pacification a porté ses fruits. Le 11 mars 2018, le président Uhuru Kenyatta et son rival Raila Odinga ont scellé leur réconciliation par une poignée de main et se sont accordés sur la nécessité d'engager des réformes dans différents domaines.

\* Au 23/11/2018 : 1 USD = 102,4 KES (kenyan shilling) ;  
1 EUR = 116,1 KES



# Lesotho

**Chef de l'État : Letsie III • Premier Ministre : Thomas Thabane • Population (millions) : 2,2 • Superficie (km<sup>2</sup>) : 30 360 • PIB/hab. 2017 (USD courant) : 1 181 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : -1,6 • Inflation 2017 (%) : 5,3 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 160 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 159**

**L'économie du Lesotho se redresse faiblement** avec une croissance attendue à 0,8 % en 2018 et 1,2 % en 2019. Cependant, plusieurs signaux sont au rouge : l'inflation grimpe à 6,3 %, le déficit budgétaire s'aggrave (- 4 % du PIB en 2018), la dette publique se creuse (39,3 % du PIB contre 33,7 % en 2017) comme son déficit commercial (- 6 % du PIB contre - 3,7 % en 2017). Les réserves de change sont tombées à 3,5 mois d'importation (4,2 en 2017). La dette publique extérieure représenterait 34 % du PIB et 37 % en 2019.

**La filière laine et mohair** (33 M USD\* en 2016/2017), est en pleine restructuration, les producteurs devant dorénavant vendre au Centre lesothan de la laine et non plus aux enchères à Port Elisabeth.

**Le producteur de diamants Gem** a trouvé une douzaine d'énormes pierres à Letseng, dont l'exceptionnel « Lesotho Legend » (910 carats, 40 M USD) et sa production atteindrait 120 000 à 140 000 carats en 2018. Sur ses six premiers mois de production, à fin décembre 2017, Firestone Diamonds a produit 379 716 carats à sa mine de Liqhobong

(26 M USD) et sur son second semestre (janvier-juin 2018) 479 365 carats (36,2 M USD). Le premier trimestre de son exercice 2018, à fin septembre, a été décevant en volume (240 733 carats) mais exceptionnel par les pierres trouvées (une semi-précieuse de 326 carats, un diamant blanc de 68 carats vendu 1 M USD).

Lucapa Diamond a obtenu 6,3 M EUR de l'Industrial Development Corporation of South Africa pour sa mine de Mothae de sorte que le traitement de son usine a démarré (1,1 Mt/an).

**Concernant l'énergie**, la phase 2 du projet Lesotho Highlands Water est prévue pour janvier 2019, après l'attribution du contrat à l'entreprise conjointe WBHO/LSP (Afrique du Sud/Lesotho). A terme, l'Afrique du sud recevra 1,25 milliards de m<sup>3</sup> d'eau par an (780 millions actuellement) et la production d'électricité pour le Lesotho augmentera. Enfin, le sud-africain Vodacom a lancé fin août la 5G au Lesotho.

\* Au 23/11/2018 : 1 USD = 13,8 LSL (lotis du Lesotho) ;  
1 EUR = 15,63 LSL



**Le guide 2018  
des formations initiales et continues  
au commerce international**

- Le 9<sup>e</sup> palmarès des meilleurs diplômes
- Un annuaire exclusif des 200 formations continues à l'export

**Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)**



**Numéro 2054 - Mai 2018**



## Madagascar

**Chef de l'État : Hery Rajaonarimampianina - Premier Ministre : Christian Ntsay - Population (millions) : 25,7 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 587 295 - PIB/hab. 2017 (USD courant) : 450 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4,2 - Inflation 2017 (%) : 8,3 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 161 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 161**

**Cela fait 10 ans que Madagascar n'avait pas enregistré** un taux de croissance aussi élevé que les 5 % attendus pour 2018 (5,4 % en 2019), après 4,2 % en 2017 et 2,2 % en moyenne annuelle sur la période 2010-2015. Après un pic à 9 % en 2017, alimenté par la chute de la production locale de riz, l'inflation ralentirait de 7,8 % en 2018. Le déficit budgétaire reste maîtrisé à -2,3 % du PIB, la dette publique baisse légèrement à 35,1 % du PIB. La balance commerciale, elle, se dégrade (-2,2 % du PIB) mais le niveau de réserve de change s'améliore, à 3,8 mois d'importation. **Cependant, l'année 2018 restera dans les annales pour ses crises politiques.** Début avril, le Code électoral a été réformé pour écarter de la course présidentielle, prévue en fin d'année, deux anciens présidents: Marc Ravalomana (2002-2009) et Andry Rajoelina (2009-2014). Cette mesure a suscité de violentes manifestations réclamant le départ du chef de l'État. Des négociations sous l'égide de l'Union africaine ont été lancées mais ont vite tourné court. La Haute Cour constitutionnelle a annulé une partie des nouvelles lois électorales, demandant la nomination d'un nouveau Premier ministre, la formation d'un gouvernement d'union nationale et des élections présidentielles anticipées. Le 4 juin, le Premier ministre Olivier Mahafaly Solonandrasana, a démissionné; le technocrate Christian Ntsay, 57 ans, haut fonctionnaire de l'Organisation internationale du travail, lui a succédé. Un homme, apparemment, de consensus : 6 de ses 30 ministres sont issus de l'opposition.

**Puis, le 7 novembre,** sont tombés les résultats du premier tour des présidentielles (participation: 53,95 %) : le chef de l'État Hery Rajaonarimampianina (8,82 %) n'est plus dans la course, laissant Andry Rajoelina (39,23 %) et Marc Ravalomanana (35,35 %) s'affronter le 19 décembre. Quelle que soit l'issue du scrutin, le nouveau président aura fort à faire pour renforcer l'économie de ce pays parmi les plus pauvres du monde.

**Une nouvelle politique énergétique** prévoyant un montant d'investissements de 1,92 milliard de dollars (Md USD) a été élaborée fin novembre visant un taux d'électrification de 70 % d'ici 2030 et la réduction du prix du kWh de 0,16 à 0,09 USD grâce à un mix énergétique dominé à 85 % par le renouvelable. Trois centrales hydroélectriques seront construites : Volobe (120 MW), Antetetzambato (50 MW) et Sahofika (192 MW).

**Parmi les autres faits marquants,** la mine de graphite Graphmada de Bass Metals a commencé à produire en avril tandis que Madagascar Oil (Benchmark Group) a repris la production d'huiles lourdes après deux ans d'interruption. Un accord-cadre (2,7 Md USD sur 10 ans) a été signé entre Madagascar et le Chinois Taihe Century pour investir dans six projets : pêche, dessalinisation d'eau de mer, aquaculture, chantiers navals, centre de formation, etc. Les revenus du tourisme ont augmen-

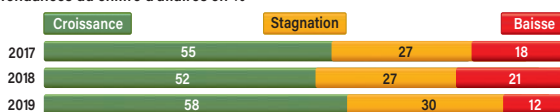
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▼

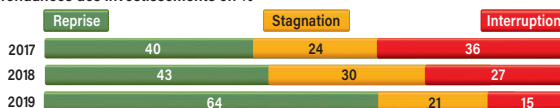
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau téléphonique et internet	▶	Niveau de corruption	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Réseau routier et ferré	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Douanes	▼
Réseau portuaire	▲	Coût de l'énergie	▼
		Sécurité des personnes	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



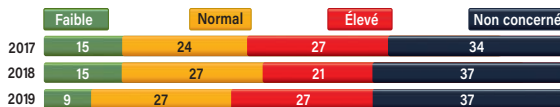
Tendances des investissements en %



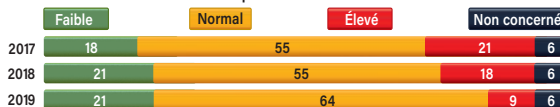
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



té de 15,6 % et celle des zones franches industrielles de 25 %. **Sur le plan agricole,** la production de vanille est bonne (1 700 à 2 000 t), la qualité s'est améliorée, les prix sont plus raisonnables qu'en 2017, tandis que la baisse de la monnaie malgache, l'ariary\*, accroît la compétitivité. La campagne litchi, démarrée le 19 novembre, s'annonce belle (100 000 t anticipées). La production de riz en 2018/19 serait de 2,75 Mt (+39 % par rapport à 2017/18 impactée par la sécheresse).

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 3660,9 MGA (Ariary malgaches) ;  
1 EUR = 4151,3 MGA



# Malawi

**Chef de l'État : Peter Mutharika • Vice-Président : Saulos Chilima • Population (millions) : 18,6 • Superficie (km<sup>2</sup>) : 118 484 • PIB/hab. 2017 (USD courant) : 338 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : 4 • Inflation 2017 (%) : 12,2 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 171 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 111**

**Après deux années de sécheresse**, la croissance économique au Malawi est attendue à 3,3 % en 2018 et accélérerait à 4,7 % en 2019. L'inflation continue de s'adoucir, repassant en dessous de la barre des 10 %, à 9,2 % et 8,4 % prévus pour 2019. Le solde budgétaire se redresse, avec un déficit annoncé à 4 % du PIB et 2,4 % en 2019 (7,3 % en 2017). La dette publique s'allège un peu, représentant 57,9 % du PIB en 2018 et 57,6 % en 2019 (59,2 % en 2017). Le déficit de la balance courante est plutôt stable, à 9,3 % du PIB, et baisserait à 8,1 % en 2019. La dette extérieure est aussi ramenée à 30,8 % du PIB (32,4 % en 2017), les réserves de devises se maintenant, grosso modo, à 3 mois d'importations. Fin avril, le FMI a approuvé un nouvel accord sur 3 ans de 112,3 M USD\*.

**La production de maïs** (60 % de la production agricole du pays) a chuté de 20 % en 2017/18, à 2,8 Mt à cause de la sécheresse et des ravageurs (chenilles légionnaires). En février, les exportations ont été interdites, le gouvernement voulant reconstituer ses réserves.

**Mi-novembre 2018**, Electricity Supply Corporation of Malawi (Escom) a annoncé que les délestages passeraient de 6 à 9 heures par jour en raison de la baisse du niveau de l'eau dans le lac Malawi. La production ne serait que de 216 MW (capacité installée de 351 MW), obligeant le pays à importer 20 MW de la Zambie.

**En juillet**, Mitsubishi a remporté la construction de la centrale électrique de Tedzani (19,5 MW) dans la région de Thyolo. Quant au projet de centrale à charbon de Kam'mwamba (300 MW), le démarrage de sa construction par la Chine (CEEC ; 667 M USD sur 3 ans), prévu en novembre, est suspendu au versement par le gouvernement de sa part (104 M USD). Reste toujours à trancher la question d'importer ou non le charbon nécessaire (environ 3000 t/jour) du Mozambique (Moatize), certains estimant que la centrale devrait être construite près du gisement de Kaziwiziwi à Rumphii... au Malawi !

\* Au 23/11/2018 : 1 USD = 727,1 MWK (kwachas malawiens) ;  
1 EUR = 830,83 MWK

## LE MOCI

Moniteur du Commerce International depuis 1883

# Guide 2018 de l'accompagnement à l'export

## Pour les PME et ETI

1<sup>re</sup> édition 2018

Choisissez votre format de lecture

Magazine Papier

Magazine Papier - 25 €

Dossier format Web

Magazine Numérique - 17,50 €

PDF enrichi

Achetez le Guide sur [lemoci.com](http://www.lemoci.com)

Rubrique Nos Parutions

ou via le lien : <http://www.lemoci.com/guides>



## Maurice

**Chef de l'État : Paramasivum Pillay Vyapoory - Premier Ministre : Pravind Kumar Jugnauth - Population (millions) : 1,3 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 2 040 - PIB/hab. 2017 (USD courant) : 10 140 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,8 - Inflation 2017 (%) : 3,7 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 65 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 20**

**L'ensemble des indicateurs macro-économiques** de l'île Maurice est plutôt stable, avec une croissance autour de 4 %, un déficit budgétaire de 3,5 %, une dette publique de 64 % du PIB, des réserves de change correspondant à 9 mois d'importations. En revanche, l'inflation a connu une poussée à 5,1 % en raison de mauvaises conditions météo qui ont réduit les productions agricoles. Elle s'est maintenue à un rythme élevé de 5 à 6,5 % en 2018, avant de ralentir en 2019 selon le FMI. La dette extérieure reste faible (estimée à 12 % du PIB en 2018 et 10,6 % en 2019) mais le déficit commercial se dégrade : -8,2 % en 2018 et -10,4 % prévu pour 2019.

**La stabilité de la croissance** est liée à des conditions extérieures favorables et à une hausse des investissements publics. Dans le cadre du programme gouvernemental 2015-2019 et de la « Vision 2030 », le budget 2018-2019 met en ligne de mire deux projets majeurs lancés en 2017 :

- **Le premier, est le Métro Express** (26 km, 18 trains, 19 stations), démarré en 2017. Financé par l'Inde (252 M EUR en dons et 423 M EUR en prêts) et réalisé par Larsen & Toubro avec des trains de l'Espagnol CAF et la société de consultance Singapore Corporation Enterprise, il traverse 5 villes : Port-Louis, Curepipe, Vacoas, Rose-Hill, Quatre-Bornes. La mise en chantier était prévue en septembre 2018 avec livraison d'un premier tronçon Port-Louis-Rose Hill en septembre 2019, et l'achèvement en 2021. En novembre 2018, les travaux étaient en cours sur 32 sites avec un taux d'achèvement de 48 %.

- **Le deuxième, le plus gros chantier jamais entrepris** par Maurice est le Programme de décongestion routière (RDP), qui serait achevé en 2019. La construction de trois échangeurs et de trois viaducs a démarré en avril 2018, réalisé par le consortium Transinvest-General Construction (GCC)-Bouygues TP-VLSi, avec pour ingénieur Korea Expressway (104,2 M EUR). Les travaux de la route A1 et de l'autoroute M1 ont également démarré en avril pour relier Coromandel à Sorèze.

**Dans les télécommunications**, Maurice a été connecté à son 10<sup>e</sup> arrondissement, l'île de Rodrigues, par le câble sous-marin (700 km) de fibre optique Mauritius Rodrigues Submarine Cable (MARS). Un projet mené par Mauritius Telecom.

**Dans la finance**, MINDEX, GMEX et Hybrid Stock Exchange (HYBSE) ont lancé une bourse des valeurs utilisant la blockchain et l'Internet des Objets pour accéder à divers ETF (fonds indiciels) - une première. Le Stock Exchange of Mauritius est passé du 2<sup>e</sup> au 4<sup>e</sup> rang des marchés financiers africains, derrière l'Afrique du Sud, le Botswana et le Kenya. Dans le tourisme, le nombre de visiteurs a fait un bond de 5,2 % en 2017, à 1,34 million. Dans l'agriculture, suite à une météo peu favorable, la production de sucre serait de 320 000 t en 2018 (350 000 t prévues).

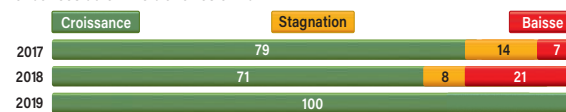
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,4 sur 5 ▲

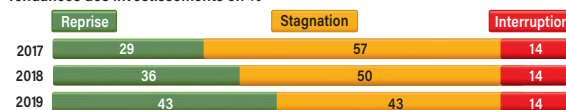
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau téléphonique et internet	▲	Protection de l'environnement	▼
Environnement fiscal	▲	Système judiciaire	▶
Sécurité des personnes	▲	Système de formation	▲
Coût des transports routiers	▶	Coût de l'électricité	▶
Droit du travail	▲		

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



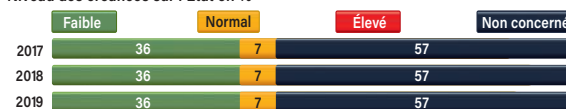
Tendances des investissements en %



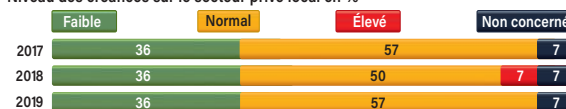
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**Sur le plan politique**, la présidente Gurib-Fakim a présentée sa démission le 17 mars après avoir été impliquée dans un scandale financier révélé par *L'Express* : elle aurait fait des achats personnels (25 000 EUR) avec une carte bancaire fournie par l'ONG Planet Earth Institute, affaire qui impliquait aussi le milliardaire angolais controversé Alvaro Sobrinho. Depuis, Paramasivum Pillay Vyapoory, dit « Barlen Vyapoory », a été nommé président par interim, des élections étant envisagées pour fin 2019.

\* Au 23/11/2018 : 1 USD = 34,5 MUR (roupies mauriciennes) ;  
1 EUR = 39,2 MUR

# Ile Maurice

Une Plateforme d'Excellence au service de l'Afrique



L'île Maurice, 1er en Afrique et 20ème mondial sur 190 pays du classement Doing Business 2019 de la Banque Mondiale, est une destination de choix et de qualité pour les investisseurs et les entrepreneurs. Maurice offre de multiples opportunités attrayantes dans divers secteurs tels l'économie océanique, la logistique et la distribution, l'agro-industrie, l'industrie manufacturière (textile, dispositifs médicaux, mécanique de précision et électronique, joaillerie, etc), les services financiers et la Fintech, l'éducation, la santé et le bien-être, les TICs et nouvelles technologies (Blockchain, Intelligence Artificielle), les Biotechs, l'immobilier et les Smart City, entre autres.

Maurice, stratégiquement située au cœur de l'Océan Indien, est aussi une plateforme d'excellence de confiance, stable et sécurisée, pour investir et se développer en Afrique.

L'Economic Development Board (EDB) de Maurice, agence de développement économique de l'état mauricien sous l'autorité du Premier Ministre, est votre partenaire privilégié pour vous conseiller et vous accompagner dans tous vos projets à l'île Maurice.

EDB Maurice – Bureau France, Ambassade de la République de Maurice

127 rue de Tocqueville, 75017, Paris. Tel : +33 1 42 27 30 19

[edbfrance@edbmauriti.us](mailto:edbfrance@edbmauriti.us)

[www.edbmauriti.us](http://www.edbmauriti.us)





## Mozambique

**Chef de l'État : Filipe Jacinto Nyusi** - **Premier Ministre : Carlos Agostinho do Rosario** - **Population (millions) : 29,7** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 799 380** - **PIB/hab. 2017 (USD courant) : 415** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,7** - **Inflation 2017 (%) : 15,3** - **Classement IDH 2018 (sur 189) : 180** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 135**

**La situation économique et, surtout, financière du Mozambique reste fragile.** La croissance économique serait de 3,5 % en 2018 et 4 % en 2019, tandis que l'inflation redescend brutalement à 6 %, conduisant la banque centrale à réduire son taux directeur. La dette publique est repartie à la hausse, à 113 % du PIB en 2018. Le déficit budgétaire se dégrade à -7,1 % du PIB en 2018 et -7,6 % attendus en 2019 (-4,4 % en 2017), avec un déficit commercial ramené à -18,2 % du PIB, mais qui atteindrait -44,7 % en 2019 et des réserves en devises tombées à 2,9 mois d'importation (4,6 en 2017). L'endettement demeure lourd, à 91,6 % du PIB. Début novembre 2018, le Mozambique, qui est en défaut de paiement, a renégo-cié avec ses créanciers la restructuration de son emprunt euro-obligataire de 726,5 millions de dollars (M USD)\*.

**D'importantes mesures fiscales** ont été prises : élimination des subventions sur le fuel et le blé, introduction d'un mécanisme d'ajustement automatique mensuel du prix des carburants, hausse des prix de l'électricité et des transports publics.

**Le secteur des hydrocarbures reste prometteur.** Faisant suite à un appel d'offres lancé en 2014 sur 15 blocs pétroliers (76 800 km<sup>2</sup>), des contrats de prospection ont été accordés notamment au consortium ENI-Sasol-Statoil, à l'Américain Exxon Mobil et au Russe Rosneft. Un minimum de 10 puits seraient forcés pour un investissement total de 700 M USD, dont 8 en eaux profondes et 2 à terre. Dans le gaz, le consortium Anadarko/Mitsui/ENH/ONGC Videsh/BEAS Rovuma/BPRL/PPTEP, qui exploite la zone 1 du bassin de la Rovuma, en eaux profondes, a signé des protocoles d'accord avec Tokyo Gas et Centrica LNG pour fournir 8,5 Mt/an de GNL jusqu'en 2040.

**Dans les infrastructures, le plan pour l'accès à l'électricité pour tous d'ici 2030, d'un montant de 5 Md USD, a été lancé :** la Banque mondiale, l'Union européenne (UE), la Suisse et la Norvège ont alloué 223 M USD pour les 3 premières années ; parallèlement, 225 M USD seront investis dans le réseau transmission et distribution.

**Autres faits marquants sont à signaler :** le démarrage de la construction (Scatec Solar, KLP Norfund Investments, EDM) d'une centrale photovoltaïque (40 MW) à Mocuba ; la construction par le Kenyan Humphrey Kariuki d'une centrale électrique au gaz (250 MW, 400 M USD) à Rovuma ; l'octroi par l'AFD d'un financement (6,2 M EUR) pour un programme d'urgence de fourniture d'eau à Maputo, Matola et Boane ; l'inauguration du pont suspendu de 680 m construit par le Chinois Road and Bridge (692 M EUR) au-dessus de la Baie de Maputo ; le démarrage par le Chinois AFFEC du chantier de la route reliant le Mozambique à la Tanzanie (165 km) ; un financement de 22,3 M USD de la BAD pour réhabiliter le barrage de Massingir.

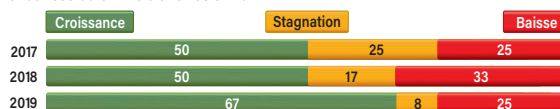
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▶

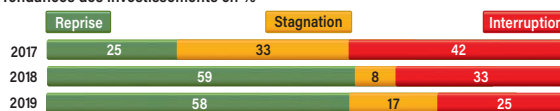
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Électricité (coût et distribution)	▼	Système judiciaire (délais, équité)	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Accès et coût du crédit aux entreprises	▶
Qualité du secteur bancaire	▼	Système de formation	▶
		Système de santé	▼
		Niveau de corruption	▼

### Bilan des entreprises

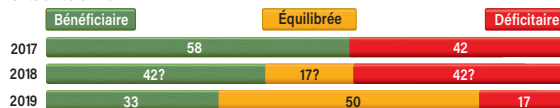
Tendances du chiffre d'affaires en %



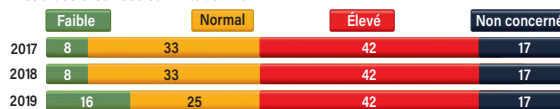
Tendances des investissements en %



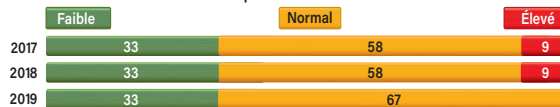
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



**Dans l'agriculture, le gouvernement a alloué 2,6 M USD** pour lutter contre les maladies et les ravageurs de cultures (chenilles légionnaires) qui ont décimé environ un tiers de la production agricole fin 2017-début 2018. Deux nouvelles usines de transformation de noix de cajou sont en construction dans l'Inhambane, le pays en comptant déjà 15 ; la production en 2017 a été de 130 000 t.

\* Au 27/11/2018 : 1 USD = 61,4 MZN (metical mozambicain) ;  
1 EUR = 69,5 MZN



# Namibie

**Chef de l'État : Hage Geingob - Premier Ministre : Saara Kuugongelwa-Amadhila - Population (millions) : 2,5 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 824 290 - PIB/hab. réel 2017 (USD) : 5 227 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : -0,8 - Inflation 2017 (%) : 6,1 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 129 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 107**

**Passage difficile pour l'économie namibienne.** Initialement prévue à 1,1 %, la croissance se contracterait de 0,2 %. L'inflation est revenue à 3,5 %, mais le déficit budgétaire atteint 7,6 % du PIB, le déficit commercial atteint 6 % du PIB et les réserves de change sont faibles (1,5 mois d'importation)\*. La dette demeure toutefois faible (16,2 % du PIB). L'Afrique du Sud tournant au ralenti, les recettes de l'Union douanière (Sacu) sont en berne ; les sécheresses ont impacté l'économie et les dépenses publiques sont tombées à 34,6 % en 2017/18 (40 % en 2015/2016).

**Dans le secteur minier,** sur les 4 mines d'uranium, 2 sont arrêtées : l'extraction a été suspendue en avril 2018 à Langer Heinrich (Australien Paladin Energy), celle-ci rejoignant Trekkopje (Français Orano), arrêtée depuis 2012 (elle n'est rentable qu'avec un uranium à 60-65 USD la livre, alors qu'il est à 26-30 USD). La plus ancienne mine, Rössing, fermera d'ici 2022. Seule Husab, exploitée par les Chinois, tire encore son épingle du jeu. Autres faits marquants : Orano vend son usine de dessalination d'eau de mer ; Debmarine lance la construction (178 M USD ; Norvégien

Kleven Verft) du plus grand navire diamantifère au monde ; le Britannique Tower Resources explore les gisements d'hydrocarbures dans les bassins Walvis et Dolphin Graben.

**Dans l'industrie,** le Français PSA a inauguré une unité d'assemblage de véhicules à Walvis Bay (JVPSA/NDC Holding) d'une capacité de capacité 5 000 unités/an (Peugeot et Opel), principalement pour l'exportation vers l'Afrique du Sud. L'activité de transformation de poisson a baissé de 8 % en raison du coût élevé de la pêche et sur fond de guerre des quotas entre acteurs car les stocks baissent. Mais deux usines sur navire de transformation de merlus et calamars ont été inaugurées (7,5 M USD). L'exportation de bétail sur pied ne cesse de croître (315 198 en 2017, + 47,8 %), impactant les abattoirs locaux.

L'AFD a lancé en juin le programme Sustainable Use of Natural Resources and Environmental Finance (SUNREF) avec une ligne de crédit verte de 46 M USD.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 13,8 NAD (dollars namibien) ;  
1 EUR = 15,6 NAD



**LE MOCI**  
TRADUCTION Powered by EAZYLANG

## Ne cherchez plus votre traducteur Trouvez-le !

Le MOCI, Moniteur du Commerce International, lance **Le MOCI Traduction** avec la technologie Powered By Eazylang. Découvrez un **outil de mise en relation puissant** pour les professionnels de l'international permettant de centraliser leurs achats de traduction et de simplifier la relation avec leurs prestataires.

Conformité

Le document est traduit et certifié conforme à l'original. Il vous est envoyé à l'adresse spécifiée et vous pourrez en avoir un aperçu sur la plateforme.

Qualité

Nous sélectionnons avec soin les traducteurs Eazylang en attachant beaucoup d'importance à leur expérience.

Économies

La réutilisation intelligente des mémoires de traduction vous fait réaliser des économies en vous évitant de payer deux fois les mots déjà traduits.

Gain de temps

Créez votre compte et votre premier projet en quelques minutes.

Flexible

Notre solution est entièrement digitale pour vous permettre de tout gérer sur une seule plateforme.

Rendez-vous sur : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



## Ouganda

**Chef de l'État : Yoweri Kaguta Museveni** ▪ **Premier Ministre : Ruhakana Rugunda** ▪ **Population (millions) : 42,8** ▪ **Superficie (km<sup>2</sup>) : 241 040** ▪ **PIB/hab. 2017 (USD) : 604** ▪ **Croissance PIB réel 2017 (%) : 4,8%** ▪ **Inflation 2017 (%) : 5,6%** ▪ **Classement IDH 2018 (sur 189) : 162** ▪ **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 127**

**Après la sécheresse de 2016/17**, la croissance économique en Ouganda s'accélère, atteignant 5,9 % en 2018 et prévue à 6,1 % en 2019. L'inflation est ramenée à 3,8 %, le déficit budgétaire grimpe à 4,7 % tandis que la dette publique représente 42,9 % du PIB. Les réserves en devises ont baissé à 4,4 mois d'importation, le déficit de la balance commerciale s'aggravant à 6,9 % du PIB. L'Ouganda a perdu 12 places dans le Doing Business 2018 (115<sup>e</sup> en 2017).

**L'Ouganda aura connu deux déceptions** dans le secteur pétrolier en 2018 : l'entrée en production du gisement du Lac Albert (Total/CNOOC/Tullow Oil) est encore retardée d'un an, à 2021, et l'entrée en production de sa raffinerie d'Hoima ne sera pas concomitante, est prévue en 2023. Rappelons que du pétrole a été découvert il y a dix ans mais que sa mise en production ne cesse d'être repoussée en raison de désaccords sur les taxes et les stratégies de développement.

Aujourd'hui, le calendrier de production ne suit plus celui de la raffinerie mais celui de l'oléoduc (EACOP, 1 455 km) : en mai 2017, l'Ouganda et la Tanzanie avaient décidé de le développer conjointement – pour un investissement de 3,5 milliards de dollars (Md USD)\*, 1 Md USD devant être levé auprès des actionnaires. En janvier 2018, l'Américain Gulf Interstate Engineering (GIE) a achevé les travaux d'ingénierie et en novembre, Stanbic Bank Uganda a déclaré que le prêt syndiqué de 2,5 Md USD serait bouclé en juin 2019. Quant à la raffinerie d'Hoima (60 000 b/j, 3 à 4 Md USD), en avril 2018, le consortium Albertine Graben Refinery (General Electric/Yaatra/Intracontinent/Saipem) a été désigné pour la construire et l'opérer à partir de 2023. Enfin, un nouveau bloc au sud du bassin Albertine va être exploré par le Chinois CNOOC.

**En matière de télécommunications**, la licence de MTN Uganda, qui arrivait à expiration le 20 octobre, a été renouvelée pour dix ans ; en contrepartie, l'entreprise s'est engagée à entrer sur l'Uganda Securities Exchange, à couvrir l'intégralité du territoire et à fournir un service de portabilité. Une taxe pour accéder aux applications « Over-The-Top » (Facebook, WhatsApp, etc.) a été instaurée en juillet, provoquant l'ire générale : Facebook a annoncé geler son projet de développement de 770 km de fibre dans le Nord-Ouest (170 M USD). Dans le secteur électrique, le fonds d'investissement américain Blackstone est enfin parvenu à se retirer du projet de barrage hydroélectrique de Bujagali (BEL ; 250 MW, Fonds Aga Khan/UEGCL), revendant en juillet ses parts (deux tiers du projet, 277 M USD) au Norvégien SN Power. L'achèvement des deux nouveaux barrages Isimba (187 MW, 483 M

### Environnement des affaires

**Note globale moyenne : 3 sur 5** ▲

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau routier	▲	Niveau de corruption	▶
Eau et assainissement	▲	Protection de l'environnement	▼
Réseau internet	▶	Réseau ferré	▼
Coût de la main-d'oeuvre et des transports	▲	Banque : crédit /entreprises	▼

USD, Chinois CWE) et Karuma (600 MW, 1,43 M USD, Sinohydro), initialement prévu en 2018, a été reporté à 2019 et 2020, mais l'Ouganda a dû commencer à rembourser le prêt à la Chine. Plusieurs mesures ont été prises pour endiguer la hausse du prix du kWh : refinancement du projet par la SFI et la BAD, exemption fiscale à BEL, et baisse des ventes au Kenya. D'autre part, Engie a annoncé transférer le siège social de sa nouvelle acquisition américaine Fenix (spécialiste du solaire en Afrique qu'Engie a acheté fin 2017) de San Francisco à Kampala. En 2020, il prévoit employer 2 000 personnes en Afrique dont 500 en Ouganda.

**Dans le secteur agricole**, les performances sont positives pour l'exercice 2017/18, avec une progression des recettes d'exportations généralisée, sauf exception : + 0,4 % pour le café ont généré (492 M USD), + 10,6 % pour les produits de la pêche (145 M USD), + 90,9 % pour les haricots (105 M USD), + 30,7 % pour le maïs (102 M USD), + 35,8 % pour le thé (91 M USD), + 16,9 % pour les fleurs (62 M USD), + 14,8 % pour le tabac (54 M USD), - 14,5 % pour le coton (41 M USD). Deux nouvelles usines de thé (Kabale Tea Factory et Kigezi Highland Tea) ont été construites par Uganda Development Corporation (UDC) dans le Sud-Ouest (2,37 M USD, 2 400 t). Enfin, les exportations d'or ont atteint 337 M USD en légère baisse (-0,5 %).

\* Au 29/11/2018 : 1 USD = 4241,6 UGX (shillings ougandais) ;  
1 EUR = 4331,3 UGX



# Rwanda

**Chef de l'État : Paul Kagamé - Premier Ministre : Edouard Ngirente**  
**- Population (millions) : 12,2 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 26 338 - PIB/hab. 2017 (USD) : 748 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 6,1 - Inflation 2017 (%) : 4,8 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 158 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 29**

**Le dynamisme économique du Rwanda ne se dément pas.** La croissance accélère (+ 7,2 %) en 2018, alors que l'inflation est modeste (3,3 %). La dette publique grimpe à 42,6 % du PIB avec des réserves en devises d'environ 4 mois d'importation. Le déficit budgétaire baisse à - 2 % du PIB mais la balance courante se dégrade (- 8,9 % du PIB). Le Rwanda, qui finalise sa « Stratégie nationale de transformation 2018-2024 », a reçu pour la première fois le président chinois en juillet ; 15 accords ont été signés à cette occasion dans divers secteurs.

**Les dépenses publiques sur 2018/19 (juin/mai)** ont été relevées de 15,5 %, à 2,85 milliards de dollars (Md USD), pour financer, notamment, les travaux du nouvel aéroport international de Bugesera (ouverture programmée en 2019, 1,7 million de passagers en phase 1 ; 4,5 millions en phase 2), un nouvel aéroport près de Kigali et l'expansion de RwandaAir (deux A330neo, lancement de vols sur Guangzhou et New York).

**De juillet 2017 à juin 2018, les exportations agricoles ont progressé de 45 %** pour atteindre 516 M USD. La production de thé a augmenté de 20 % en 2017/18 et les exportations au premier semestre 2018 ont totalisé 8,6 M USD (+ 40 %). Sorwatha a ouvert une usine de thé vert (1 M USD). La production de café était attendue à 24 500 t (23 000 t en 2017). Les exportations minières ont plus que doublé en 2017, à 373 M USD.

**Le Rwanda mise sur les NTIC :** Power Resources et la start-up britannique Circular développent le premier projet mondial de blockchain pour localiser le tantale. De nouvelles industries s'implantent : le e-commerçant Alibaba à Kigali ; le brasseur Bralirwa lance la production locale de Heineken ; Volkswagen ouvre une usine d'assemblage ; MTN Rwanda lève 56 M USD pour moderniser le réseau ; un programme de développement de « villes secondaires écologiques » est mis en place (avec le Global Green Growth Institute - GGGI). Paul Kagamé a été réélu en août 2018 pour un troisième mandat de 7 ans. Les élections parlementaires de septembre ont été remportées par le Front Patriotique (74 %) mais ont accueilli pour la première fois un parti d'opposition (Parti démocratique vert). Un remaniement ministériel est intervenu mi-octobre, notamment pour remplacer Louise Mushikiwabo (Affaires étrangères) nommée secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) avec l'appui de la France, un symbole des efforts de rapprochement entrepris par les présidents Macron et Kagamé. Ce dernier a par ailleurs été élu, le 26 janvier 2018, à la présidence de l'Union africaine pour un an.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 891,2 francs rwandais (RWF) ;  
 1 EUR = 1008,4 RWF

**LE MOCI**

# Guide de l'export en 10 étapes

à l'usage des entrepreneurs

Numéro 2061 - Décembre 2018

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

**LE MOCI** Magazines IMF Partners  
IMF Partners en France est distribué  
grâce à nos partenaires européens

Moniteur du Commerce International depuis 1982

9<sup>e</sup> édition 2019

## Guide de l'export en 10 étapes

à l'usage des entrepreneurs



Stratégie, diagnostic, étude de marché, commercialisation, prospective, préparer l'exportation, préparer le contrat, expédier, s'implanter, réussir

Éditions Lulu Hermes

Comment réussir à l'international ? Guide des bonnes pratiques

© 2019 - Distribution IMF - 214 - 9782 10084



## Somalie

**Chef de l'État : Mohamed Abdullahi Mohamed** • **Premier Ministre : Hassan Ali Khayre** • **Population (millions) : 14,7** • **Superficie (km<sup>2</sup>) : 637 657** • **PIB/hab. 2017 (USD) : 499** • **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 2,3** • **Inflation 2017 (%) : 5,3** • **Classement IDH 2018 (sur 189) : NC** • **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 190**

**La croissance en Somalie a accéléré à 3,1 % en 2018** avec une inflation contenue à 3,5 %. Les flux de la diaspora (1,4 Md USD en 2016, 23 % du PIB, la plus importante entrée de financements extérieurs du pays)\* et d'assez bonnes rentrées fiscales ont compensé la lenteur des décaissements des dons de la communauté internationale. Pourtant, le pays est loin de démériter, le FMI soulignant en septembre que, malgré les difficultés économiques et politiques, il a complété avec succès deux programmes successifs de 12 mois, un troisième, courant jusqu'en avril 2019, ayant été approuvé en juin. La Banque mondiale a accordé en septembre 2018 son premier don en 30 ans, de 80 M USD, pour réformer les finances publiques.

**Le pays est frappé de plein fouet par les désordres climatiques** : une sécheresse en 2016-2017 suivie d'inondations en avril d'une gravité historique, a provoqué le déplacement de 200 000 personnes.

**La question de la République autoproclamée du Somaliland**, non reconnue par la Somalie, reste une source de tensions. En mars a été finalisé un accord conclu en 2016 entre le Somaliland, l'Ethiopie et le groupe portuaire émirati DP World (évincé cette année par la Chine du port de Djibouti) : il confie à ce dernier l'exploitation du port moyennant 377 M USD d'investissements (extension de 400 m et zone franche). Le Parlement somalien a rejeté l'accord. Malgré cette situation, depuis l'arrivée de DP World, le volume de conteneurs a doublé à Berbera (à 100 000 TEU/an) et le Somaliland a attribué aux Emirats arabes unis une concession de 25 ans pour construire une base militaire à Berbera. La Somalie se prépare aux élections en 2020-2021 dans un climat persistant de menace terroriste.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 578,1 shillings somaliens (SOS) ;  
1 EUR = 654,4 SOS

**LE MOCI**  
Moniteur du Commerce International depuis 1985

## Gérer les risques d'im

La boîte à outils •

Choisissez votre

Magazine Papier



Gérer les risques d'impayés : 25 €

Dossier Format Web



Gérer les risques d'impayés à l'export Magazine Numérique : 17,50 €

PDF Enrichi





# Swaziland

**Roi : Mswati III • Premier Ministre : Ambrose Dlamini • Population (million) : 1,3 • Superficie (km<sup>2</sup>) : 17363 • PIB/hab. 2017 (USD) : 2 960 • Croissance du PIB réel 2017 (%) : 1,6 % • Inflation 2017 (%) : 6,2 • Classement IDH 2018 (sur 189) : 144 • Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 117**

Le Swaziland reprend son nom d'origine, eSwatini, a annoncé le 19 avril 2018 le roi Mswati III à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance. Si le nom change, la réalité demeure. La croissance économique est modeste à 1,3 % (0,4 % en 2019), avec une inflation à 5 %, un déficit budgétaire qui grimpe à 11,5 %, une dette publique qui passe de 28 % à 37 % en 2018 et des réserves de change qui tombent à 2,8 mois d'importation. Mais la balance commerciale est positive, représentant 10,3 % du PIB, grâce au sucre notamment.

La part des revenus de la Sacu (Union douanière d'Afrique australe) se contracte de 49 % des recettes gouvernementales en 2016/17 à 43 % en 2017/18, mais elle passerait de 331,4 millions d'euros (M EUR) en 2016/17 à 452,5 M EUR en 2017/2018.

Dans le secteur des infrastructures, Swaziland Electricity Company (SEC) renforce le réseau dans le Sud-Est, région agricole, et veut porter la part des énergies renouve-

lables à 50 % d'ici 2030. Une centrale solaire (10 MW) sera construite à Lavumisa. La BEI a prêté 36,4 M EUR pour la phase 2 du projet d'irrigation Lower Usuthu Smallholder, mené par Swaziland Water and Agricultural Development Enterprise (SWADE).

L'agriculture se relève de la sécheresse en 2016/17, avec une hausse attendue de 5 % de la production de canne à sucre, pour 2018/19, à 5,7 millions de tonnes (Mt), et de 6 % pour le sucre roux, à 690 000 t. Les exportations bondiraient de 35 % à 710 000 t.

Finseptembre, le Premier ministre Sibusiso Barnabas Dlamini, 76 ans, est décédé après avoir dirigé le pays de 1996 à 2003 puis de 2008 à 2018. Son successeur, Ambrose Dlamini, ancien directeur général du groupe de télécoms MTN, s'est fixé pour objectif la maîtrise des finances publiques.

\* Au 26/11/2018 : 1 USD = 13,6 SZL (lilangenis du Swaziland) ;  
1 EUR = 15,1 SZL

## payés à l'export 1<sup>re</sup> édition 2018

110 fiches pays sur les pratiques locales

format de lecture



Achetez le Guide sur **lemoci.com**  
Rubrique **Nos Parutions**

ou via le lien :

<http://www.lemoci.com/guides>

## Tanzanie



**Chef de l'Etat : John Pombe Magufuli - Premier ministre : Kassim Majaliwa Majaliwa - Population (millions) : 57,3 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 947 300 - PIB/hab. 2017 (USD) : 936 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 6 - Inflation 2017 (%) : 5,3 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 154 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 144**

**L'économie tanzanienne rebondit.** Après avoir ralenti à 5,8 % en 2018, la croissance repartirait à 6,6 % en 2019. L'inflation a été ramenée à 3,8 %, tandis que la dette publique est stable, à 37,4 % du PIB. Le déficit budgétaire est faible (-2,9 % du PIB) mais devrait se dégrader en 2019 (-4,1 %), tandis que celui de balance commerciale est de 4,3 %. Les réserves en devises représentent 4,8 mois d'importation. Le deuxième plan quinquennal de développement 2016/17-2020/21 est en cours : 14 milliards de dollars (Md USD)\* sont recherchés pour développer les secteurs du pétrole, du gaz et de l'énergie.

**En juin, le ministère des Mines a créé une Commission spéciale** qui s'est rapidement attelée à la tâche de réexaminer quelque 7000 licences laissées pendantes depuis le gel par le gouvernement, en juillet 2017, de toute nouvelle licence et la révocation des licences de « rétention » à des compagnies qui avaient fait des découvertes mais ne les exploitaient pas comme Barrick Gold et Glencore sur le projet nickel de Kabanga.

**Dans le secteur minier,** Kibarani Resources va de l'avant avec GR Engineering sur le projet graphite d'Epanko et Volt Resources a signé avec le Chinois Haida Graphite sur le gisement de Bunyu (22,6 millions de tonnes-Mt). Cinq autres licences graphite ont été accordées : Uranex qui créera la première zone économique spéciale du graphite, Walkabout pour le projet Lindi Jumbo ; Ngwena, Nazaret et Pacco Gem. La RD Congo envisage de créer une raffinerie de cobalt en Tanzanie pour réduire les coûts et faciliter l'export des produits finis.

**Dans le secteur énergétique,** la Tanzanie recherche 3,6 Md USD pour financer neuf projets, dont 3 lignes de transmission, la centrale à cycle combiné de Somanga Fungu (320 MW), celle géothermique de Ngozi (600 MW, 821 M USD), les centrales hydroélectriques de Kakano (87 MW, 380 M USD), de Rumakali (222 MW, 344 M USD) et de Ruhudji (358 MW, 407 M USD), ainsi que la centrale à charbon de Mchuchuma (300 MW, 645 M USD).

**Par ailleurs, la nouvelle centrale au gaz naturel de Kinyerezi** (344 M, 168 MW) a été inaugurée; la Tanzanie et l'Ouganda vont construire le premier gazoduc transfrontalier en Afrique de l'Est tandis que l'égyptien Arab Contractors a remporté fin octobre la construction de la centrale de Rufiji (2100 MW) – très controversée par les environnementalistes – pour lequel le gouvernement a inscrit 307 M USD au budget 2018-2019.

**Dans le secteur agricole,** le Président tanzanien a provoqué un électrochoc dans la filière de la noix de cajou : il a ordonné une hausse de 94 % du prix de l'anacarde, dissous le « Board », limogé les ministres de l'Agriculture et du Commerce, et décidé que l'État achèterait lui-même les noix de cajou aux agriculteurs s'ils ne trouvaient pas preneurs auprès des négociants au prix demandé. La filière est en plein boom : 331 100 t exportées en

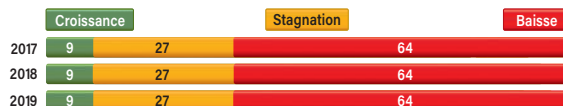
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 ▲

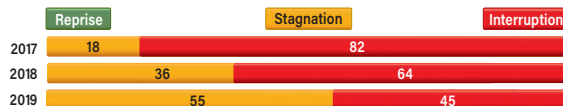
Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Réseau téléphonique et internet	▲	Efficacité de l'administration et incitation à l'investissement	▶
Coût des télécommunications	▲	Environnement fiscal	▼
Coût du fuel	▲	Système judiciaire (délais, équité)	▼
		Tarif des douanes	▶
		Impact du secteur informel	▼

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



2017 (+ 95,6 % sur 2016). L'usine chinoise de traitement des noix, Sunshine, à Mtwara, va démarrer ses activités (5 000 t/an).

**Les autres filières se portent bien.** La production de café serait de 78 000 t en 2018/19 (+ 13 % sur 2017/18), et celle de coton de 67 %, à 221 600 t (thé 34 000 t). Les exportations de clou de girofle de Zanzibar sont en hausse à 6 300 t sur les 9 premiers mois de 2018. Quant à la production d'algues, elle a triplé à 14 247 t sur les 9 premiers mois de 2019.

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 2299,4 TZS (shillings tanzaniens) ; 1 EUR = 2616,4 TZS



# Zambie

**Chef de l'État : Edgar Lungu - Vice-Président : Inonge Wina - Population (millions) : 17 - Superficie (km<sup>2</sup>) : 752 610 - PIB/hab. 2017 (USD) : 1 509 - Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,4 - Inflation 2017 (%) : 6,6 - Classement IDH 2018 (sur 189) : 14 - Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 87**

**La croissance en Zambie** serait de 3,8 % en 2018 avec une inflation grimpant à 8,5 %, des déficits qui se creusent : budgétaire -9,8 % du PIB et balance commerciale à -4 %. La dette publique a franchi la barre des 70 % du PIB en 2018 avec une dette extérieure à 9,37 milliards de dollars (Md USD) fin juin, dont 30 % à la Chine. Les réserves de change sont très basses, à 1,4 mois d'importation.

**Mi-novembre**, des négociations « constructives » se sont tenues entre la Zambie et le FMI dont les prêts sont suspendus. Une hausse des taxes minières a été annoncée, suscitant le gel de certains projets par les entreprises.

**Dans le secteur minier**, Arc Minerals, qui crée une usine de transformation, a découvert un nouveau gisement à forte minéralisation à Kalaba. De son côté, NFCA Africa Mining double sa production à Chambishi, à 30 000 tonnes (t) par an et, sur fond de crainte de licenciements, Mopani Copper produirait 8 Mt/an ces trois prochaines années à Kitwe et Mufulira.

**De janvier à septembre 2018**, la Zambie a produit 631 359 t de cuivre, en hausse de 10,4 % grâce à un approvisionnement plus stable en électricité et à la bonne tenue des cours mondiaux au premier semestre. Ces derniers ont ensuite chuté (guerre commerciale sino-américaine), glissant en définitive de 15 % sur la période janvier-novembre, mais il faudra attendre pour en connaître l'impact réel.

## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▶

Points forts	Var/2017	Points faibles	Var/2017
Sécurité des personnes	▶	Accès et coût du crédit entreprise	▲
Environnement fiscal	▶	Distribution électrique	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Protection de l'environnement	▶
Fiabilité des interlocuteurs	▶	Infrastructures transport	▶

**À la suite d'un audit en 2017**, le gouvernement a entrepris de restructurer la société publique d'électricité Zesco et veut développer 200 MW en énergie solaire. Eurasian Resources, qui opère Frontier Mine à cheval entre la RDC et la Zambie, a négocié avec les sociétés d'électricité de RDC et de Zambie pour sécuriser son approvisionnement.

**Sur le plan agricole**, le temps sec en décembre/janvier a impacté certaines cultures sur 2017/18 : -34% pour le maïs (2,4 Mt), -41 % pour le blé (114 000 t), mais + 8 % pour le riz (41 000 t). MKP South Africa a conclu un accord avec Waterfalls Investment pour investir dans l'agriculture, la construction de stations rurales hydrauliques et solaires de 60 MW et un aéroport à la zone export de Kembe.

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 12,2 ZMW (kwachas zambiens) ;  
1 EUR = 13,6 ZMW



## Zimbabwe

**Chef de l'État : Emmerson Mnangagwa** - **Premier vice-président : Constantino Chiwenga** - **Population (millions) : 16,5** - **Superficie (km<sup>2</sup>) : 390 760** - **PIB/hab. réel 2017 (USD) : 1 079** - **Croissance du PIB réel 2017 (%) : 3,7** - **Inflation 2017 (%) : 0,9** - **Classement IDH 2018 (189) : 156** - **Classement Doing Business 2018 (sur 190) : 155**

**La croissance du Zimbabwe est stable** à 3,6 % mais l'inflation repart, à 3,9 % en 2018 (9,6 % attendus en 2019). Le pays souffre du mauvais état de ses finances publiques. La dette publique demeure très élevée (82 % du PIB), les réserves de change sont inexistantes (0,4 mois d'importations), créant une des pires crises de liquidité. Le Britannique Gemcorp a accordé un prêt de 250 millions de dollars (M USD) pour importer des produits de première nécessité. **Le pays a lancé son « Transitional Stabilization Programme »** 2018-2020 avec pour slogan « Zimbabwe is open for business ». Les règles d'investissement ont été assouplies : seuls les projets diamants et platine devront être détenus à 51 % par des Zimbabweens. Fin novembre, la construction d'une raffinerie pour métaux précieux qui transformerait le platine de toutes les mines a été annoncée, l'exportation de concentré devant être taxée 5 % dès 2019. **Plusieurs investissements miniers sont à signaler** : le chypriote Karo Resources investit dans la mine de platine à Mhondoro-Ngezi et une usine (4,2 M USD ; production estimée à 1,4 M oz à 2023) de même que le Russo-zimbabween Great Dyke dans Darwendale (400 M USD, 850 000 oz/an platine/or). Kamativi Tailings (canadien Chimata Gold/

ZMDC) a annoncé l'entrée en production mi-2019 du projet de résidus de lithium de Kamativi et Sinosteel investit 1 Md USD dans le ferrochrome et la construction d'une centrale électrique. Le chinois Tsingshan construit une usine sidérurgique (1 Md USD; 2 Mt/an).

**Sur le plan agricole**, restrictions budgétaires obligent, le gouvernement a limité à 53 M USD, dans le budget 2019, la compensation pour les fermiers blancs expropriés. La production céréalière a chuté de 24 % en 2018 à cause de la sécheresse (2 Mt dont 1,7 Mt de maïs), mais la récolte de tabac est record (244 000 t). Agribank a obtenu 10 M USD de l'Afreximbank pour soutenir les exportateurs et négocie une nouvelle ligne de 50 M USD pour 2018/19.

**Sur le plan politique**, en juillet 2018, Emmerson Mnangagwa a été élu (50,8 %) dès le premier tour, le confirmant au poste de Président auquel il avait accédé le 24 novembre 2017 après un coup de force contre l'ancien président Robert Mugabe. Fin août, il a confirmé Constantino Chiwenga au poste de premier Vice-président et Kembo Mohadi comme deuxième Vice-président.

\* Au 30/11/2018 : 1 USD = 411,2 ZWD (dollars du Zimbabwe) ;  
1 EUR = 361,9 ZWD

LE MOCI

## French Touch

Comment les filières gagnent à l'export

## Francophonie

Le guide (non officiel) des réseaux d'affaires

## Le guide de la mobilité

Vivre et travailler dans 51 pays

**Numéro 2056-2057 - Juillet-Août 2018**

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



## SYNDICAT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les acteurs de l'avenir énergétique



## 8 FILIÈRES ÉNERGÉTIQUES AU SERVICE DE :

- ▶ LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE
- ▶ LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT  
ET L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE
- ▶ LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub>
- ▶ L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



**380**  
ADHÉRENTS



**10 MILLIARDS**  
D'EUROS DE CA



**100 000**  
EMPLOIS

## RETROUVEZ NOUS SUR NOS PROCHAINS ÉVÉNEMENTS :

20<sup>ÈME</sup> COLLOQUE ANNUEL DU SER  
**6-7 FÉVRIER 2019**  
Maison de l'UNESCO - Paris

5<sup>ÈME</sup> COLLOQUE NATIONAL PHOTOVOLTAÏQUE  
**14 FÉVRIER 2019**  
Salon BePOSITIVE - Eurexpo - Lyon

6<sup>ÈMES</sup> ASSISES NATIONALES DES EMR  
**4 JUIN 2019**  
Le Kursaal - Dunkerque

ASSISES NATIONALES DU GAZ RENOUVELABLE  
**12 JUIN 2019**  
Salon Expobiogaz - Lille Grand Palais - Lille



SYNDICAT DES ÉNERGIES  
RENOUVELABLES

13-15 rue de la Baume  
75008 Paris  
Tél : 01 48 78 05 60  
contact@enr.fr

[www.enr.fr](http://www.enr.fr)  
[www.acteurs-enr.fr](http://www.acteurs-enr.fr)  
[www.ser-evenements.com](http://www.ser-evenements.com)



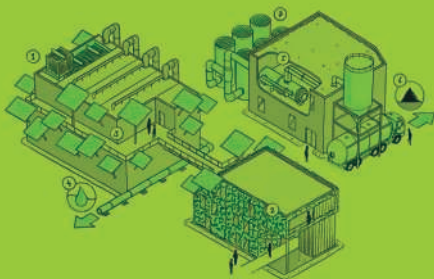
ser\_enr



Syndicat des énergies renouvelables

# on sait construire des usines qui produisent zéro gaz à effet de serre.

êtes-vous prêts ?



Pour accompagner les territoires dans la lutte contre le changement climatique, SUEZ a conçu la première installation de traitement de l'eau au bilan carbone neutre. Sur l'ensemble de leur process - construction, exploitation - ces infrastructures ne produisent aucune émission de gaz à effet de serre. Une performance rendue possible grâce au déploiement de solutions technologiques innovantes qui vont de l'écoconception des bâtiments au recours à l'énergie solaire en passant par la récupération de la chaleur contenue dans les eaux usées.

[retrouvez-nous sur suez.com](https://www.suez.com)



prêts pour la révolution de la ressource